LA REVUE DE PARIS

JUILLET

JACQUES CHASTENET ..	L'Affaire de la Ruhr
GEORGES SIMENON	La Vieille (I)
JEAN COCTEAU	De la Brouille
Ed. GISCARD d'ESTAING.	Le Défi Est-Ouest
VLADIMIR NABOKOV ...	Pilgram
ANDRÉ FONTAINE	Une Conférence pour rien ?
PAUL RIVAL	Un don Juan authentique
FRANCK SCHOELL	Alabama, U.S.A.
ALAIN BOSQUET	En relisant Apollinaire
MARCEL GABILLY	La Querelle du Règlement
DENISE BOURDET.....	Images de Paris
THIERRY MAULNIER	Crise du Théâtre
PIERRE AUDIAT	Autour de Napoléon

Le Mois à Paris par CLAUDE ROGER-MARX, MARCEL THIÉBAUT, JEAN FAYARD, GEORGES PILLEMENT, CHRISTIAN MURCIAUX, PIERRE ROUSSEAU, PIERRE de BOISDEFFRE, MARCEL SCHNEIDER, SERGE VEBER, JEAN MISTLER.

LA LIVRAISON : 300 FRS

1959 - 66e ANNÉE

SOMMAIRE

		Pages.
JACQUES CHASTENET	L'Affaire de la Ruhr	5
GEORGES SIMENON	La Vieille (I)	20
JEAN COCTEAU	De la Brouille	47
ED. GISCARD D'ESTAING	Le Défi Est-Ouest	53
VLADIMIR NABOKOV	Pilgram	63
ANDRE FONTAINE	Une Conférence pour rien ?	75
PAUL RIVAL	Un don Juan authentique	85
FRANCK SCHOELL	Alabama, U.S.A.	99
ALAIN BOSQUET	En relisant Apollinaire	114
MARCEL GABILLY	La Querelle du Règlement	121
DENISE BOURDET	Images de Paris	127
THIERRY MAULNIER	Crise du Théâtre	136
PIERRE AUDIAT	Autour de Napoléon	140
Le Mois à Paris	154	Chronique des livres	170

DIRECTEUR : MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS *publiera prochainement*

DOMITIEN
par **Jean GIONO**

BALZAC EN 1848
(Lettres inédites)

HONG-KONG, LE JOUR ET LA NUIT
par **MICHEL-DROIT**

LE LAPSUS
par **Claude OLLIER**

NOUVEAUX TARIFS DES ABONNEMENTS

France : Un an (12 numéros) .. .. Fr. 3.000
— : Six mois (6 numéros) 1.500

Étranger : Un an (12 numéros) . .. Fr. 3.500
— : Six mois (6 numéros). 1.750

ABONNEMENTS D'UN AN PAYÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

U.S.A. .. .. $ 7,10

Canada .. .. $ canadiens 6,90

Suisse : En cas de paiement au C. ch. postaux nº 1.12.237 à Genève. } Fr.S. 30

Par chèque bancaire. .. .. .. Fr.S. 31

Espagne .. .. Pesetas 298

Belgique : En cas de paiement au C. ch. postaux nº 3.509.64 à Bruxelles. } Fr.B. 342

Par chèque bancaire. .. .. .. Fr.B. 354

Italie.. .. .. Lires 4.430

Angleterre .. .. £ 2/10/10

Égypte .. .. Piastres 247

Hollande.. .. .. Florins 27

Portugal .. .. Escudos 204

Dans les pays suivants : Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Cité du Vatican, il est possible de souscrire directement des abonnements à *la Revue de Paris* et de les régler en monnaie du pays dans tous les bureaux de poste.

Rédaction et administration : 114, avenue des Champs-Élysées, Paris-8e (Balzac 02-88)
Compte chèques postaux : 360-50 Paris

En Espagne : s'adresser à la Sociedad general Española de Libraria, Evaristo San Miguel 11, Madrid.
Au Brésil : s'adresser à R. F. Besnard, 91, avenid Almirante Barroso, Rio de Janeiro.
En Argentine : s'adresser à la Librairie Hachette, 49, Maipu, Buenos-Aires (Argentine).

Prière de joindre la somme de 30 fr. et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.

LA REVUE DE PARIS : S.A.R.L., cap. 1.050.000 fr. - Propriétaires : Edmée de la Rochefoucaud - André de Fels.
***LA REVUE DE PARIS* n'assume pas la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.**

© Revue de Paris 1959

INFORMATIONS FINANCIÈRES

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

La Commission de Contrôle des Banques a, dans sa séance du 10 juin, approuvé les comptes de l'exercice 1958 et fixé à F 200 par part la répartition allouée aux parts bénéficiaires, dont F 67,59 au titre de l'intérêt garanti de 3 % et F 132,41 au titre d'attribution supplémentaire.

Elle a fixé à F 206,145 par part le dividende revenant aux parts de fondateur.

Ces répartitions seront mises en paiement le 22 juin 1959 aux prix nets de :

— F 176 par part bénéficiaire nominative;
— F 161 par part de fondateur nominative ou au porteur (coupon n° 57).

Dans la même séance, la Commission de Contrôle des Banques a approuvé les modalités de l'augmentation de capital et des réserves du Comptoir National d'Escompte de Paris. Le capital social est porté de 3 milliards à 6 milliards de francs par incorporation de réserves. Après réalisation de cette opération, les réserves inscrites au bilan seront de 1 milliard contre 566 millions précédemment.

L'augmentation de capital est réalisée par l'échange des 800 000 actions de F 3 750 qui sont la propriété de l'Etat, contre 600 000 actions d'une valeur nominale de F 10 000.

Les droits des parts de fondateur restent sans changement.

SOCIÉTÉ RHONE-POULENC

L'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la société s'est tenue le 3 juin 1959 sous la présidence de M. François Albert-Buisson.

Elle a approuvé à l'unanimité le bilan et les comptes de l'exercice 1958 et décidé de distribuer un dividende de : — F 862,16 brut par action, pour les actions anciennes n°s 1 à 2.526.000, soit net F 726; — F 431,08 brut pour les actions nouvelles, n°s 2.526.001 à 3.789.000, soit net F 363; payable à dater du 15 juin 1959, contre remise du coupon n° 13.

M. Albert-Buisson, dans son allocution, porte à la connaissance de l'Assemblée qu'il ne demandera pas le renouvellement de son mandat de président et à cette occasion il évoque l'histoire de la Société, en particulier la fusion des deux sociétés : Etablissements Poulenc Frères et Usines du Rhône, qui a donné naissance à la Société des Usines Chimiques Rhône-Poulenc, alors au capital de 36 millions de francs.

Rappelant ensuite la carrière de M. Marcel Bo, vice-président-directeur général, il indique que, lors de sa dernière réunion, le Conseil l'a, sur sa proposition, désigné comme son successeur.

A l'issue de l'Assemblée, le Conseil s'est réuni et a nommé M. Albert-Buisson président d'honneur.

Il a en outre désigné deux directeurs généraux : MM. Régis Payan et Louis Clouzeau.

La Crème Émolliente

RAZVITE

EN TUBE OU EN BOITE

permet de faucher le poil le plus dur sans aucune douleur et "sans feu du rasoir"

RAZVITE permet de se raser en 1 instant sans eau, sans savon, sans blaireau.

Compagnie du RAZVITE - Colombes (Seine)

Plaisirs de l'eau

BATEAUX PNEUMATIQUES

HUTCHINSON à l'Aigle

CANADIEN

PESCADOU

ONDINE

ONTARIO

PROFITEZ pleinement de vos vacances. GOÛTEZ vous aussi, les joies de la navigation.

MARSOUIN à VOILE

En mer comme en rivière, votre sécurité est assurée par les boudins gonflables à compartiments étanches.

Toute la gamme des bateaux, matelas pneumatiques et lits pliants HUTCHINSON est en vente chez tous les spécialistes.

MATELAS ET LITS PLIANTS

HUTCHINSON à l'Aigle

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Dans sa séance du 10 juin 1959, la Commission de Contrôle des Banques a approuvé les comptes et la répartition de l'exercice 1958 :

Les bénéfices atteignent F 843 542 856 contre F 641 741 971 l'année précédente.

Le dividende brut alloué à chaque part bénéficiaire a été fixé à 200 francs au lieu de 175 francs. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 18 juin prochain, à raison de 176 francs net par titre.

Il est attribué au Trésor, à raison des 500.000 actions transférées à l'Etat composant le capital à la fin de l'exercice, un dividende global de 350 millions de francs (contre 250 millions de francs l'an passé).

D'autre part, une dotation de 165 millions, dont 40 millions au titre de la Réserve légale, a été portée aux Réserves.

Le reliquat bénéficiaire s'élevant à F 83 543 656 a été ajouté au Report à nouveau antérieur qui atteint ainsi F 406 742 105.

Dans sa même séance du 10 juin 1959, la Commission de Contrôle des Banques a approuvé le projet d'augmentation du capital présenté par le Conseil d'administration.

Le capital est porté de 5 milliards à 10 milliards de francs, exclusivement par incorporation de réserves, au moyen de la création de 500.000 actions nouvelles qui, comme les précédentes, sont la propriété de l'Etat, en application de la loi du 2 décembre 1945.

Le capital social est donc désormais fixé à 10 milliards de francs, représenté par 1 million d'actions de F 10 000 nominal, entièrement libérées.

Il est renforcé par 2 milliards de réserves, auxquelles s'ajoute le report à nouveau s'élevant, comme indiqué plus haut, à F 406 742 105.

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

Les comptes de l'exercice 1958 ainsi que la répartition des bénéfices proposés par le Conseil d'administration ont été approuvés par la Commission de Contrôle des Banques dans sa séance du 10 juin 1959.

Le montant de l'intérêt attribué à chaque part bénéficiaire a été fixé à 112,50 contre 100 francs l'an dernier. Le montant net de cette répartition, soit 99 francs, sera mis en paiement le 1er juillet prochain.

La Commission de Contrôle des Banques a en outre ratifié l'augmentation du capital de 4 à 8 milliards de francs réalisée par incorporation audit capital d'une somme de 4 milliards prélevée sur les Réserves dotées à fin 1958 du montant de provisions disponibles et du produit de la réévaluation de certains postes de l'Actif.

A la suite de cette opération, le montant global des réserves ressort à 1 250 millions de francs.

CRÉDIT LYONNAIS

La Commission de Contrôle des Banques, dans sa séance du 10 juin 1959, a approuvé les comptes de l'exercice 1958 et les propositions du Conseil d'administration pour la répartition des bénéfices. Le dividende alloué aux porteurs de parts est fixé à 200 francs brut (contre 175 francs pour l'exercice 1957) comprenant l'intérêt minimum garanti de 69,63 francs et un superdividende de 130,37 francs.

Cette répartition sera mise en paiement le 6 juillet 1959 à raison de 176 francs net.

Dans la même séance, la Commission de Contrôle des Banques a également approuvé la proposition du Conseil d'administration relative à l'augmentation du capital et des réserves du Crédit Lyonnais.

Le capital de cet établissement est ainsi porté à 12 milliards de francs et les réserves inscrites au bilan à 2 500 millions de francs.

ÉTABLISSEMENTS HUTCHINSON

« La marche des affaires de votre société pendant les premiers mois de cette année 1959 s'est révélée satisfaisante, a souligné le président Georges Lelièvre, au cours de l'allocution qu'il a prononcée à l'assemblée ordinaire du 4 juin.

» D'une façon générale, le secteur du caoutchouc industriel présente la même activité que l'année dernière. Le portefeuille est bien garni. La vente des tuyaux est bonne.

» La saison des chaussures se présente aussi sous de favorables auspices, conformément aux prévisions que nous vous avons fait connaître au début de cette année.

» Dans l'ensemble, le chiffre d'affaires a augmenté de près de 10 %. Ce taux d'augmentation est supérieur à celui de la hausse des prix, intervenue depuis le début de cette année, et implique par conséquent un accroissement certain du volume des ventes. »

En ce qui concerne l'exercice 1958, les ventes ont été de 17 435 millions de francs, taxe comprise, soit 14 500 millions de francs, après défalcation de cette dernière.

De son côté le rapport du Conseil précise que la vente des chaussures a été satisfaisante en 1958. La société est sans doute favorisée dans ce domaine par l'accroissement de la population et surtout par l'augmentation du nombre des jeunes gens chez qui, au surplus, se répand le goût des sports.

Les chaussures Canat en cuir, avec semelle de caoutchoucs s'implantent progressivement sur le marché. Les modèles présentés plaisent à la clientèle.

La saison des articles de camping et de sport a été bonne. Les bateaux pneumatiques connaissent une vogue certaine.

Les actionnaires ont ensuite approuvé les comptes de l'exercice 1958, qui font apparaître un solde bénéficiaire de 270 205 978 francs et voté la distribution d'un dividende brut de 653 francs par action.

UNE OCCASION MANQUÉE : L'AFFAIRE DE LA RUHR

par Jacques Chastenet

Le 15 janvier 1922, Raymond Poincaré remplace Aristide Briand à la tête du Gouvernement français comme président du Conseil et ministre des Affaires étrangères.

La crise ministérielle n'a pas résulté d'un vote parlementaire. Briand s'est spontanément démis, à la suite d'une pression exercée sur lui par le président de la République Millerand et par Poincaré agissant en tant que président de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères.

Pour comprendre l'événement, il faut remonter un peu en arrière.

Aux termes du traité de Versailles, l'Allemagne s'était engagée à réparer pécuniairement les dommages causés par la guerre tant aux biens qu'aux personnes. Mais le soin d'en fixer le montant avait été laissé à une Commission interalliée dite des Réparations.

Ce ne fut que le 5 mai 1921 qu'il put être procédé à cette fixation dans un « état des paiements » signé par la Commission des Réparations mais arrêté en fait par une conférence des chefs des gouvernements alliés tenue à Londres : 132 milliards de marks-or, intérêts inclus, c'est-à-dire à peine plus du tiers de ce que le Gouvernement français réclamait au début de l'année. Encore, ce chiffre n'était-il qu'un trompe-l'œil. Il n'y avait guère d'assuré qu'un versement annuel de 2 milliards de marks-or

pendant un temps d'ailleurs indéterminé ; pour le reste, un prélèvement de 26 p. 100 sur la valeur des exportations allemandes devait en principe y pourvoir.

Tel quel, cet « état des paiements » ne fut accepté par l'Allemagne qu'avec beaucoup de difficulté. Quant à l'opinion française, elle restait déçue : les uns avaient espéré mieux ; les autres craignaient que des paiements réguliers ne privassent la France de tout prétexte de prendre, sur la rive droite du Rhin, des « gages réels » de sécurité.

Dilemme au sein duquel se débattait et allait encore longtemps se débattre la France. Devait-elle s'attacher surtout à obtenir de l'ennemie vaincue une indemnité véritablement substantielle ? Mais cela supposait un rétablissement de l'économie allemande et, par suite, de son potentiel de guerre ? Ou devait-elle d'abord songer à sa sécurité, cette sécurité qu'avait compromise le refus des Etats-Unis de ratifier le traité de Versailles et l'abandon consécutif du pacte de garantie militaire promis à Clemenceau par Wilson et Lloyd George ? Mais cela signifiait en pratique la saisie de gages territoriaux et, par voie de conséquence, la désorganisation probable de l'économie allemande.

Une troisième voie était possible : imbrication des économies française et allemande qui eût associé les intérêts des deux pays et eût peut-être concilié réparations et sécurité. Assez rares étaient ceux qui y songeaient : une timide amorce esquissée à la fin de 1921 sous la forme de « réparations en nature » se solda par un échec.

Aussi bien, la Grande-Bretagne, qui souhaitait avant tout la restauration de sa position d'avant-guerre sur les marchés continentaux, était-elle violemment hostile aussi bien à une politique de force qu'à un accord direct franco-allemand. Pour lier les mains de la France, la diplomatie britannique imagina de faire luire à ses yeux la résurrection du pacte de garantie militaire. Ce fut l'objet principal de la conférence réunie à Cannes le 4 janvier 1922 ; la Grande-Bretagne et la France y étaient représentées par leurs deux chefs de gouvernement, Lloyd George et Briand.

Le premier offrit positivement au second un traité aux termes duquel l'Angleterre s'engagerait à aider militairement la France au cas où celle-ci viendrait à être attaquée par l'Allemagne ; en revanche, la France devrait admettre qu'un moratoire fût octroyé à l'Allemagne. (Le gouvernement de Berlin avait déjà laissé entendre qu'il serait hors d'état d'exécuter l' « état des paiements » arrêté en mai précédent.)

Briand, qui mettait au-dessus de tout l'entente franco-britannique et la pacification européenne, inclinait à accepter et un projet fut établi sur les *links* du golf de Cannes. Mais quand à Paris on en fut informé, l'émotion fut vive dans les milieux politiques. Millerand, par téléphone, invita Briand, au nom du Conseil des ministres, à ne prendre aucun engagement définitif et Poincaré lui signifia télégraphiquement, au nom

de la commission des Affaires étrangères, que nul accord valable ne saurait être conclu sans la collaboration du Parlement[1].

Ce fut là-dessus que Briand rentra précipitamment à Paris et qu'après une brève déclaration faite à la Chambre des députés il apporta la démission du Gouvernement au chef de l'Etat. Celui-ci chargea aussitôt Poincaré de constituer un nouveau ministère.

Depuis que son mandat de président de la République a pris fin en 1919, Poincaré, après un bref passage à la présidence de la Commission des Réparations, s'est consacré, tant dans la presse qu'au Sénat, à la défense de l'exécution intégrale du traité de Versailles.

Ce sont surtout les clauses financières de ce traité qui retiennent sa vigilance : l'Allemagne s'est engagée à payer ; si elle se dérobe, il faut la contraindre, au besoin par la force. Pour les clauses de sécurité, Poincaré les accepte telles qu'elles sont (démilitarisation permanente de l'Allemagne, occupation temporaire de la rive gauche du Rhin). Le pacte de garantie suggéré par l'Angleterre ne l'intéresse que médiocrement ; en tout cas, il n'est disposé à payer ce pacte d'aucune concession.

Foch, naguère encore commandant en chef des armées alliées victorieuses, a une conception différente. Les questions financières ne sont point son fait : ce à quoi il songe avant tout, c'est à la sécurité française. Or — il l'a proclamé dès le lendemain de l'armistice — cette sécurité ne lui semble pouvoir être assurée que par une occupation *permanente* de la rive gauche du Rhin. Il n'a pas voulu assister à la signature du traité de Versailles car cette permanence n'y était pas prévue. Depuis, il n'a cessé d'appeler de ses vœux une politique qui, directement ou indirectement, remettrait en cause le statut de la Rhénanie.

Les idées de Millerand aboutissent, par des cheminements différents, à des conclusions voisines de celles de Foch. A lui aussi, le traité de Versailles apparaît mal fait et il souhaiterait que la France prît en Allemagne des gages territoriaux qui, tout en renforçant sa sécurité, assureraient à son industrie une position durablement dominante. Quand il n'était encore que président du Conseil, il a provoqué, à titre de sanction, l'occupation interalliée de Düsseldorf, Ruhrort et Duisbourg sur la rive droite du Rhin. A la suite de l'acceptation par l'Allemagne de l' « état des paiements » ces villes ont été évacuées. Toutefois, si l'Allemagne ne faisait pas honneur à ses promesses, il y aurait, estime le président de la République, matière à occupation nouvelle et plus étendue.

Poincaré tient Foch en haute estime, mais il est trop assuré de la rectitude de ses propres vues, trop pénétré aussi de la dignité de ses fonctions, pour considérer le maréchal autrement que comme un exé-

1. Voir à ce sujet *La déception de Cannes*, par Jules Laroche (dans la *Revue de Paris* de juin 1957).

cutant. D'autre part, s'il s'est trouvé, contre Briand, en plein accord avec le chef de l'Etat, il répugne à céder à ce dernier la moindre parcelle de ses prérogatives et n'accepte pas d'autre contrôle que celui du Parlement.

La première décision que doit prendre, une fois installé au quai d'Orsay, l'ombrageux Lorrain, concerne le projet de traité naguère soumis par Lloyd George à Briand.

Dès le 23 janvier, il adresse à Londres un contre-projet qui implique l'affirmation de l'intangibilité du traité de Versailles. C'est là précisément ce à quoi la diplomatie britannique répugne, et la négociation ne tardera pas à faire long feu.

A cette initiale manifestation de mésintelligence franco-britannique s'en ajoutent bientôt deux autres : l'une suscitée par la conférence de Gênes, l'autre par l'incident dit de Tchanak.

La conférence de Gênes a été convoquée, sur l'initiative du Cabinet de Londres et avant l'arrivée de Poincaré aux affaires, avec, à son programme, le relèvement économique et financier de l'Europe. Bien que non encore reconnu *de jure*, le gouvernement soviétique a été admis à s'y faire représenter.

Poincaré estime que rien de bon ne saurait sortir pour la France de cette conférence, et il donne pour instruction à son principal délégué, le garde des Sceaux Barthou, d'écarter des débats tout ce qui pourrait avoir trait soit aux réparations, soit à la sécurité.

Alors que la conférence en est encore à discuter de son ordre du jour, une nouvelle éclate en bombe : le chancelier allemand Wirth et le commissaire soviétique aux Affaires étrangères Tchitcherine se sont secrètement rencontrés à Rapallo, près de Gênes, et ont conclu un accord prévoyant la reprise des relations tant diplomatiques qu'économiques entre l'Allemagne et la Russie. Cet accord est contraire à une stipulation du traité de Versailles. Poincaré proteste par une note fort sèche et enjoint à Barthou de se refuser à tout accommodement. Bientôt, la conférence se séparera sans avoir rien conclu et l'opinion anglaise, très déçue, rendra la France responsable de cet échec.

L'aigreur va s'accroître avec l'incident de Tchanak.

La Grande-Bretagne rêve d'étendre son influence sur l'ensemble des provinces asiatiques de l'ancien empire ottoman. Subventionnée par elle, l'armée grecque a envahi l'Anatolie, mais elle s'est fait battre par les troupes de Mustapha Kemal (bientôt Ataturk). Au début de septembre 1922, les Turcs nationalistes occupent Smyrne et paraissent devant Tchanak, sur la rive asiatique des Dardanelles.

Tchanak est occupé par des détachements britannique, français et italien. Fidèle à l'accord antérieurement conclu entre le gouvernement français et Mustapha Kemal, Poincaré prescrit aux unités françaises de se replier sur la rive européenne. En Angleterre, on sera long à pardonner à la France ce repli qualifié de « désertion ».

⁂

Les relations franco-britanniques sont tendues quand, le 9 décembre 1922, se réunit à Londres une conférence interalliée ayant pour objet d'examiner la demande de moratoire de quatre années présentée par le gouvernement de Berlin. L'Allemagne en effet, en proie à une inflation désordonnée que ses grands industriels encouragent car elle constitue une prime massive à l'exportation, s'est déclarée officiellement incapable de faire honneur à l' « état des paiements ».

A cette conférence, l'Italie est représentée par un personnage encore peu connu, Benito Mussolini. (A la suite de la « marche sur Rome » des chemises noires fascistes, il est devenu, le 22 octobre, chef du gouvernement italien.) La délégation britannique est dirigée, non plus par Lloyd George qu'une révolte du parti conservateur a chassé du pouvoir, mais par Andrew Bonar Law, un Ecossais honnête, mélancolique. A côté de lui, l'arrogant lord Curzon, qui déteste Poincaré, continue à diriger le *Foreign Office.*

Pendant huit jours, dans la salle verte et blanche de Downing Street, les points de vue français et britannique s'affrontent sans se rapprocher. Poincaré accepte pourtant de réduire la dette de l'Allemagne dans la mesure où serait annulée la créance que la Grande-Bretagne possède sur la France du fait des avances qu'elle lui a consenties pendant la guerre ; mais pour la partie subsistante, il ne saurait consentir à aucun moratoire sans être en possession de gages. Et ces gages, il le précise, ne pourraient être constitués que par les mines et usines de la Ruhr. Au contraire, Bonar Law juge indispensable que le moratoire soit accordé sans être assorti d'aucune prise de gages.

C'est l'impasse. De retour à Paris, le chef du gouvernement français trouve les milieux politiques de la majorité nettement favorables à des mesures de force. En face du Rubicon, on le voit pourtant hésiter. Sûr du bien-fondé de sa cause, il s'est étonné de voir Bonar Law, qu'il désirait passionnément convaincre, rester sourd à son argumentation. Avocat plus que juge et surtout que gendarme, il cherche encore une possible voie de recours, et il faut toute l'insistance de Millerand jointe à celle du ministre de la Guerre Maginot pour lui faire admettre qu'avec ou sans l'assentiment britannique le bassin de la Ruhr doive être occupé. « Si je ne fais pas l'opération moi-même, soupire-t-il, c'est un autre qui en sera chargé. Et il le fera moins bien. »

Au moins a-t-il besoin d'un titre exécutoire. Or, de par le traité de Versailles, ce titre ne saurait consister qu'en une résolution de la Commission des Réparations constatant un manquement de l'Allemagne à ses obligations.

Par chance, on en a un sous la main qui, bien que mince, a l'avantage d'être flagrant : le Reich s'était engagé à livrer, avant le 30 septembre,

55 000 mètres cubes de bois et 200 000 poteaux de mine ; il n'a encore livré que 35 000 mètres cubes de bois et 55 000 poteaux... Le 26 décembre, la Commission, à la demande du délégué français, le constate officiellement. La délibération a été prise à la majorité de trois voix (France, Belgique, Italie) contre une (Grande-Bretagne). Aux termes des paragraphes 17 et 18 de l'annexe II de la partie VIII du traité de Versailles, la voie est ouverte aux sanctions.

Poincaré a son titre en poche. Toutefois, avant de s'en servir, il ne peut faire moins que d'attendre le résultat de la conférence — suite de celle de Londres — qui a été convoquée à Paris pour le 2 janvier 1923.

Elle se réunit dans une atmosphère pesante et Mussolini, qui prévoit son échec, s'est abstenu d'y venir. La délégation britannique a apporté un projet réaliste du point de vue bancaire mais très contraire aux vues françaises : un moratoire de quatre ans serait octroyé à l'Allemagne pour lui permettre de stabiliser sa monnaie ; sa dette de réparations serait massivement réduite ; la partie subsistante de cette dette serait « commercialisée » à l'aide d'un emprunt international ; la Commission des Réparations se verrait dessaisie de ses attributions au profit d'un comité international siégeant à Berlin sous la présidence du ministre allemand des Finances.

Poincaré déclare ce projet inadmissible et, d'accord avec les délégations belge et italienne, il reprend, en les précisant, les propositions qu'il a déjà formulées à Londres : pas de moratoire sans gages ; sur les 132 milliards de marks-or dus par l'Allemagne en vertu de l' « état des paiement », 50 milliards devraient être effectivement versés aux Alliés, tout retard dans les échéances entraînant d'immédiates sanctions militaires ; le reste, soit 82 milliards, serait représenté par des bons que les puissances anglo-saxonnes devraient accepter en règlement définitif de leurs créances sur leurs anciens alliés.

Bonar Law sait l'opinion britannique hostile à tout accommodement. Dès le 3 février, il donne lecture d'une note repoussant catégoriquement les suggestions françaises. Il ajoute d'ailleurs que, si les points de vue des deux gouvernements apparaissent malheureusement inconciliables, il espère que l'amitié des deux peuples demeurera inchangée.

La réplique de Poincaré, fort courtoise elle aussi, n'en accuse pas moins la rupture. La conférence, n'ayant plus d'objet, se sépare dès le 4 janvier. C'est la « mésentente cordiale ».

⁂

Le 10, Coblence est évacué par la petite force américaine qui y tenait encore garnison en dépit de la non-ratification du traité de Versailles par les Etats-Unis ; une force française la remplace. Le 11, une mission franco-italo-belge d'ingénieurs (la M.I.C.U.M.), appuyée par deux divisions françaises et un détachement belge, pénètre dans le bassin de la

Ruhr pour y prendre possession des mines et des usines. Le même jour, Poincaré informe la Chambre de l'opération. Ses déclarations sont approuvées par 452 voix contre 72, les socialistes ayant voté contre et une trentaine de radicaux, Edouard Herriot en tête, s'étant abstenus.

Le 18 janvier, la Haute Commission interalliée des Territoires rhénans, à la majorité de deux voix contre une (la voix britannique), ordonne la saisie d'un certain nombre de revenus du Reich sur la rive gauche du Rhin. Le 26, la Commission des Réparations constate « le manquement général de l'Allemagne à ses obligations » et, à titre de sanction, les gouvernements français et belge décident d'interdire tout envoi de coke et de charbon de la Ruhr à destination de l'Allemagne non occupée.

Rhénanie et bassin de la Ruhr sont désormais coupés du reste du Reich.

Quel but le gouvernement français assigne-t-il véritablement à l'entreprise ? S'agit-il de faire novation au traité de Versailles, de rendre à la France la position dominante qu'elle avait sur l'Allemagne à la fin de 1918 et s'assurer définitivement sa sécurité ? Ou bien s'agit-il seulement de contraindre le gouvernement de Berlin à reprendre, dans le cadre du traité de Versailles, les paiements de réparations ? En d'autres termes, est-on en présence d'une opération *politique* ou d'une opération *financière ?*

Nul doute que la première conception ne soit celle du président de la République et de plusieurs des ministres, celle aussi du maréchal Foch. En revanche, c'est la seconde dont paraît s'inspirer le président du Conseil. Sans doute Poincaré qui, depuis son accession au pouvoir, encourage — discrètement d'ailleurs — les tendances autonomistes en Rhénanie n'est pas sans penser que l'occupation du grand arsenal industriel portera un coup très dur au potentiel de guerre allemand, désorganisera pour un temps l'économie du Reich, y favorisera les mouvements centrifuges et contribuera d'autant à assurer la sécurité de la France. Mais cela, il ne se le dit qu'accessoirement. Tant devant les conférences interalliées que devant les Chambres françaises, il n'a cessé d'affirmer que la prise de gages ne saurait être que temporaire et n'aurait pour objet que de contraindre l'Allemagne à remplir ses obligations. Ce qu'on connaît de l'homme ne permet guère de douter de sa sincérité.

A peine engagée, l'affaire suscite des embarras inattendus.

Dès le lendemain de l'occupation, le gouvernement allemand a adressé aux puissances signataires du traité de Versailles une note véhémente de protestation et a rompu les relations diplomatiques avec Paris et Bruxelles. Ce gouvernement est maintenant dirigé par le chancelier Cuno, homme lige des grands industriels. Ceux-ci se sentent atteints au cœur même de leur pouvoir et, poussé par eux, Cuno provoque ce qu'on nommera la *résistance passive.*

Sur ses instructions, les services publics de la Ruhr se refusent à toute coopération avec les autorités d'occupation ; une grève générale est déclenchée dans le bassin qui s'étend aux territoires de la rive gauche du Rhin ; les trains cessent de circuler ; la poste cesse de fonctionner ; les

hauts fourneaux s'éteignent ; il ne sort plus des mines une tonne de charbon ; sabotages et attentats criminels se multiplient. La mort s'abat sur une région qui, la veille, était une des plus vivante du globe.

A Paris on est fort inquiet. Mais, sur place, ingénieurs, cheminots et mineurs de la mission réussissent des tours de force : en quelques semaines ils parviennent à faire de nouveau marcher, ou à peu près, les trains, à remettre certaines usines en activité, à réamorcer l'exploitation des houillères. De son côté, la Haute Commission interalliée de Coblence, malgré l'opposition du haut-commissaire anglais, organise la gestion, au profit des puissances occupantes, des douanes et des forêts rhénanes. Les gages tendent à devenir productifs. C'est le triomphe du « débrouillage » français : dès le mois de mai, la résistance passive apparaît vouée à l'échec.

Cependant, le Cabinet de Londres, à la tête duquel Bonar Law, malade, vient d'être remplacé par Stanley Baldwin, multiplie ses protestations. En dépit des assurances de Poincaré, il reste en effet persuadé que ce que cherche la France, c'est la désagrégation de l'Allemagne, désagrégation qui lui semble désastreuse pour l'Angleterre, aussi bien politiquement qu'économiquement. Tandis que d'Abernon, l'ambassadeur britannique à Berlin, encourage le gouvernement allemand à la fermeté, Curzon assaille le Quai d'Orsay de notes acides. A chaque alinéa de ses communications, Poincaré répond par un alinéa plus long, plus serré, plus pertinent et quelquefois plus acerbe.

***

Tandis qu'entre le Quai d'Orsay et le *Foreign Office* ce dialogue stérile se poursuit, la machine allemande se disloque : faute des produits de la Rhur et des Territoires rhénans les fabrications s'arrêtent, le commerce extérieur est paralysé, le chômage s'étend. Les grands industriels gardent jalousement à l'étranger les devises qu'ils y ont accumulées, les paysans et les commerçants montent en armes la garde devant leurs récoltes et leurs stocks, les ouvriers et les petits bourgeois manquent de pain : le dollar, qui valait 10 000 marks en janvier 1923, en cote 4 millions au début d'août.

Le 12 août, le ministère Cuno, débordé, passe la main à un ministère de grande coalition présidé par le Dr Gustave Stresemann, un juriste subtil qui a été le conseil d'importantes entreprises industrielles. La trêve des partis n'empêche ni l'anarchie de grandir ni des tendances séparatistes de s'affirmer en plusieurs régions du Reich. Déjà, la Troisième Internationale prévoit une insurrection générale. Dévorés d'inquiétude les magnats du fer et de l'acier, Thyssen et Hugo Stinnes en tête, demandent que fin soit mise à une lutte qui apparaît sans espoir. Stinnes tente de prendre contact avec le député français Paul Reynaud qui ne s'est naguère prononcé en faveur des réparations en nature ; mais Poincaré s'oppose à l'entrevue.

L'Allemagne est visiblement à bout de forces.

Le 26 septembre le gouvernement de Berlin se résigne à décréter la fin de la résistance passive. « Pour conserver la vie au peuple et à l'Etat, déclare dans une proclamation le président du Reich Ebert, nous sommes placés aujourd'hui dans la nécessité de cesser de lutter. » Le même jour, l'ambassadeur à Paris, Hoesch, informe Poincaré de la décision prise... Contre l'Allemagne, contre l'Angleterre, ingénieurs, mineurs et gabelous français ont remporté la victoire.

Reste à l'exploiter.

« C'est le plus grand événement depuis l'armistice », dit Millerand. Il souhaiterait que le gouvernement français prît immédiatement contact non seulement avec le gouvernement du Reich, mais avec les vrais maîtres de l'Allemagne, les grands industriels et leur imposât sa volonté ; règlement sur une base réaliste de l'affaire des réparations, octroi à l'industrie française de larges participations dans le capital des principales entreprises allemandes, soudure du charbon de la Rhur et du minerai de Lorraine. La jonction ainsi faite des deux économies préparerait, sur la base de l'intérêt commun, un durable rapprochement franco-allemand ; elle susciterait ainsi un bloc qui exercerait une invincible attraction sur les pays voisins et ce serait alors, sous la direction de la France, la naissance d'une Europe continentale organisée et cohérente.

Foch partage, dans une intention un peu différente, la position du président de la République. Il n'a pourtant pas été, au début, partisan d'une occupation totale de la Ruhr mais, en présence du résultat obtenu, il voudrait qu'on en tirât le maximum d'avantages. « Von Hœsch au Quai d'Orsay, s'écrie-t-il, c'est Erzberger à mon wagon de Rethondes. Je vais voir si une seconde fois on loupera l'armistice et la paix ! »

Tout cependant dépend de Poincaré. Or, celui-ci n'est nullement disposé à causer avec l'Allemagne. « Vous me brouilleriez avec l'Angleterre ! » déclare-t-il à Charles Reibel, ministre des Régions libérées, qui à l'instigation de Millerand est venu le voir. Et il ajoute : « Je ne ferai pas cette politique, et si on voulait me forcer à la faire, je donnerais plutôt la démission du Cabinet. »

Une démarche de Foch, tentée aussîtôt après, n'a pas plus de succès. Et lorsque, le soir du même jour, un long télégramme parvient au Quai d'Orsay dans lequel notre ambassadeur de Berlin, Margerie, expose que les chefs de l'industrie allemande sont prêts à tout accepter et qu'il y aurait extrême urgence à entrer en conversation avec eux, le président du Conseil se borne à écrire en marge : « Mettre les frais de ce télégramme à la charge personnelle de l'ambassadeur. » Quand enfin le chancelier Stresemann fait officiellement demander l'ouverture de négociations, Poincaré répond qu'elles n'auraient pour l'instant point d'objet : il ne saurait provisoirement y avoir lieu qu'à des arrangements locaux entre les populations des territoires occupés et les autorités d'occupation.

La cessation de la résistance passive a déterminé la reprise immédiate

du travail dans le bassin de la Ruhr. Mais l'incertitude persistante au sujet des intentions de la France provoque, dans le reste du Reich, une accélération de l'anarchie ; plus de vie économique, plus de monnaie (il va falloir 25 milliards de marks pour acheter un dollar) ; presque plus d'autorité publique. A Munich, le Dr von Kahr organise un gouvernement provisoire dont la devise est : « Rompre avec Berlin ! » et qui se propose de remettre les Wittelsbach sur le trône de Bavière ; à Hambourg, les communistes déclenchent de sanglantes émeutes ; à Cologne, le bourgmestre Conrad Adenauer, l'archevêque Schulte et le banquier Hagen offrent aux autorités françaises leur collaboration pour la création d'un mark rhénan détaché du mark allemand ; à Aix-la-Chapelle, l'agitateur Matthes, suivi d'une poignée de partisans, proclame la République rhénane ; dans le Palatinat enfin, l'essai d'une autre République autonome sera bientôt tenté. Est-ce la décomposition finale ?

Non, car appuyé par la Reichswehr et la police, soutenu aussi par l'Angleterre, le gouvernement de Berlin va reprendre progressivement la situation en main : à la fin de septembre, l'état de siège est prononcé dans l'ensemble du Reich et, à Düsseldorf, les policiers ouvrent un feu de mitrailleuses sur une foule qui manifestait pacifiquement en faveur de la République rhénane ; en même temps, le ministre des Finances Luther et le gouverneur de la Reichsbank Schacht préparent une réforme monétaire qui aboutira à la création du *Rentenmark*, dont on échangera une unité contre 1 000 milliards d'anciens marks et qui, parce qu'émis en très faible quantité, gardera une valeur stable ; enfin, le 24 octobre, sur les conseils de l'ambassadeur britannique, Stresemann fait savoir à Paris et à Bruxelles que l'Allemagne est prête à reprendre, dans le cadre du traité de Versailles, les livraisons de charbon dues au titre des réparations.

Traité de Versailles, réparations : ces vocables exercent sur Poincaré une fascination ; il se sent de nouveau dans son élément et, dès le 26, il répond que la France est prête à engager des pourparlers.

Si on se replace sur le terrain du traité de Versailles, on rentre du même coup dans le cadre interallié. Un moment épouvanté par la perspective d'une entente directe franco-allemande, le gouvernement britannique respire ; saisissant la balle au bond, il propose la création de deux comités internationaux d'experts chargés, l'un de préparer la restauration monétaire de l'Allemagne, l'autre de déterminer sa capacité de paiement et d'établir un nouveau plan de réparations. Pour ne pas heurter les susceptibilités de Poincaré, il est suggéré que ce soit la Commission des Réparations qui, dans la forme, nomme les comités. Les apparences seront sauves.

Tandis que, tenté par la proposition anglaise, le chef du gouvernement français hésite encore à l'accepter, l'Allemagne poursuit son redressement.

Des économies féroces sont pratiquées dans le budget du Reich et il

est décidé que les impôts seront désormais payés sur la base de l'or ; le *Rentenmark* rencontre un miraculeux succès ; se sentant mal soutenues par Paris, les autorités françaises d'occupation assistent, sans réagir, à l'écrasement total des mouvements séparatistes qu'elles ont pourtant encouragés en Rhénanie et dans le Palatinat.

Le gouvernement bavarois, de tendance monarchiste, se refuse encore à obéir aux instructions venues de Berlin mais il lui faut maintenant compter avec un agitateur du nom d'Adolf Hitler qui, chef du « parti national-socialiste ouvrier allemand », se prononce avec une hystérique véhémence à la fois pour le renforcement de l'unité du Reich et contre tout arrangement pacifique avec la France.

Le 8 novembre, à la brasserie munichoise Burgerbräu, Hitler, après avoir tiré des coups de revolver au plafond, se proclame chef d'un gouvernement national provisoire. Le lendemain, flanqué du général Ludendorff et suivi de ses partisans, il tente de s'emparer des bâtiments publics. Mais la police fait feu, dix-huit manifestants sont abattus et les autres se dispersent. Hitler, qui a réussi à s'échapper, est bientôt retrouvé et incarcéré. Il sera condamné à cinq ans de forteresse et c'est dans sa prison qu'en proie à une sorte d'hallucination lucide, il rédigera son *Mein Kampf*... L'issue de l'échauffourée de Munich constitue une apparence de succès pour les autonomistes bavarois. En fait, leur influence va rapidement décliner.

« En occupant la Ruhr, lira-t-on dans *Mein Kampf*, la France arrachait à l'Angleterre tout le profit de la guerre. »

De ce profit, Poincaré semble décidément ne pas vouloir. Au milieu de novembre il accepte la proposition britannique tendant à faire nommer par la Commission des Réparations deux comités d'experts.

Londres a eu l'adresse de mettre Washington dans son jeu et, si c'est un banquier anglais qui préside le premier comité, la présidence du second — le plus important — est confiée à un citoyen américain, le général Dawes (lequel théoriquement n'agira qu'à titre privé puisque les Etats-Unis ne sont pas signataires du traité de Versailles).

Les nouveaux organismes, d'abord réunis à Paris, se transfèrent très vite à Berlin. C'en est décidément fait : la question des relations franco-allemandes est retombée dans l'ornière d'où le coup de force de la Ruhr semblait l'avoir fait sortir. « *Je suis sûr maintenant,* déclare le maréchal Foch au ministre Reibel, *qu'il y aura une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne.* »

***

Pourquoi Poincaré a-t-il laissé glisser les cartes qu'il tenait en main ? Plusieurs motifs semblent l'avoir inspiré.

D'abord son respect pour la lettre du traité de Versailles. L'opération de la Ruhr, il n'a cessé de le proclamer, n'a été faite que pour contraindre l'Allemagne au même respect. Le résultat apparemment obtenu, notre

juriste ne saurait qu'envisager avec satisfaction le retour à la procédure interalliée prévue par le traité et dont il ne s'est écarté qu'à son corps défendant.

En second lieu, sa répugnance à risquer de rompre définitivement avec la Grande-Bretagne. Sous sa raideur de surface, le président du Conseil dissimule un fond de sensibilté et sa polémique avec Curzon ne lui a pas fait oublier le sang versé côte à côte par les Français et les Britanniques. Qu'une mésentente durable s'établisse entre les deux peuples, cela lui paraîtrait un immense malheur. (Toutefois une telle mésentente est-elle véritablement à craindre ? Saint-Aulaire, alors ambassadeur de France à Londres ne le croit pas ; il affirmera au contraire que l'Angleterre, qui sait s'adapter aux circonstances, se serait empressée de solliciter une participation aux avantages économiques résultant d'une entente franco-allemande.)

En troisième lieu, l'inquiétude suscitée chez Poincaré par la situation financière de la France. Le budget est en déséquilibre de près de 10 milliards, les remboursements de bons du Trésor excèdent les souscriptions, la spéculation internationale, se désintéressant du mark désormais stabilisé, recommence à jouer contre le franc. (En décembre 1923, sa cote sur le marché des changes ne le fait plus ressortir qu'à 73 p. 100 de sa valeur d'avant-guerre.) Poincaré, financier averti, redoute d'accroître encore la mauvaise humeur de la Cité de Londres et de Wall Street.

En dernier lieu et surtout, la perspective des élections législatives qui doivent avoir lieu en France au mois de mai 1924. Le pays, terriblement affaibli par la saignée de la guerre, apparaît ennemi de toute tension prolongée et plus épris de jeux intellectuels que de gloire. Des progrès certains sont réalisés par l'opposition de gauche qui s'est, dès le début, prononcée contre l'occupation de la Ruhr. Pour lutter contre une campagne qui s'annonce redoutable, Poincaré voudrait être en mesure d'annoncer aux électeurs que cette occupation, loin d'entraîner des charges nouvelles, a été financièrement bénéficiaire.

Aucun de ces arguments n'est sans valeur. Toutefois, pour en revenir à un plan au fond très voisin de celui que le gouvernement britannique proposait avant l'occupation de la Ruhr, valait-il vraiment la peine de faire une opération qui eut le grave inconvénient de mettre la France en mauvaise posture devant l'opinion internationale et de polariser sur elle les ressentiments de l'Allemagne ? Faut-il ajouter qu'il peut sembler au moins fâcheux qu'après avoir encouragé en sous-main les séparatistes rhénans nous les abandonnions purement et simplement à la vindicte du Reich ? Le 12 février 1924, vingt-sept d'entre eux seront massacrés à Pirmasens et nos soldats, se conformant aux consignes de neutralité données par Paris, assisteront l'arme au pied à cette boucherie.

Dans le même temps, le comité Dawes dépose son rapport : il y est proposé de réduire à 1 milliard de marks-or par an les paiements de réparations, un certain nombre de recettes domaniales et fiscales du Reich

étant affectées à la garantie de ces paiements sous le contrôle d'un agent général de nationalité américaine.

Projet de banquiers qui ligote solidement les mains de la France, désormais privée de la possibilité de prendre aucune initiative. Projet aussi qui suppose, sans l'expliciter formellement, la prochaine évacuation du bassin de la Ruhr.

La date fixée pour les élections législatives approche. Poincaré est pressé d'en finir : « La France, déclare-t-il le 31 mars à la Chambre, a le ferme espoir qu'après le rapport établi par les experts deviendra possible un règlement général et une liquidation rapide. » Le 11 avril, la Commission des Réparations, présidée par un Français, entérine ce rapport et signe du même coup sa déchéance puisque ses pouvoirs vont en fait passer à un homme d'affaires anglo-saxon. Le 18, le gouvernement français donne au plan Dawes une approbation de principe entourée, il est vrai, de multiples réserves. Le 11 mai, les Français votent. La majorité dite de « Bloc national », qui soutenait Poincaré, est écrasée et elle est remplacée par une majorité de « Cartel des gauches » dans laquelle voisinent socialistes et radicaux.

Poincaré est trop respectueux de la légalité républicaine, trop soucieux aussi d'éviter l'indélébile étiquette de « réactionnaire » pour suivre le président de la République dans ses vélléités de résistance. Le 31 mai, veille de la réunion de la nouvelle Assemblée, il porte à l'Elysée la démission de son ministère.

Suivent des jours orageux. Comme l'écrit le principal organe de presse du Cartel, celui-ci veut « toutes les places et tout de suite ». La plus en vue est la présidence de la République. Millerand finit par être acculé à la démission et se voit remplacé par Gaston Doumergue. Le 14 juin, Edouard Herriot, chef incontesté du parti radical-socialiste, forme un nouveau gouvernement auquel les socialistes, dirigés par Léon Blum, refusent de participer mais promettent leur soutien.

⁂

Aucun article du programme cartelliste ne tient autant au cœur d'Herriot que le rétablissement de relations cordiales avec la Grande-Bretagne. Cela paraît d'autant plus aisé à réaliser que les idéologies des deux gouvernements sont maintenant voisines, puisque les élections qui ont eu lieu outre-Manche en décembre précédent ont amené au pouvoir un cabinet travailliste.

Dès le 20 juin, Herriot arrive à Londres le cœur gonflé d'espérance. Le 22, le premier ministre britannique, Ramsay MacDonald, l'emmène aux Chequers, où les deux hommes tiennent, en fumant pipes sur pipes, une longue conversation. L'Anglais se garde de prendre des engagements trop précis et le Français doit se contenter d'un « pacte moral de collaboration continue », ce qui ne signifie pas grand-chose. Il est en même

temps décidé de convoquer à Londres une Conférence ayant pour objet l'adoption définitive du plan Dawes.

Elle se réunit le 7 juillet. L'Alemagne y est représentée et les banques anglo-saxonnes, qui lui ont déjà largement ouvert le robinet de leurs crédits, pèsent de tout leur poids sur les négociations.

Celles-ci se prolongent pendant un mois. Herriot voudrait conserver à la France un minimum de garanties territoriales mais, depuis que Poincaré s'est rallié, au moins en principe, au projet des experts, la partie n'est plus entière. Les réserves que formule encore le gouvernement de Paris sont dédaigneusement écartées par les Britanniques et, le 24 juillet, MacDonald invite par écrit Herriot à fixer une date ferme pour l'évacuation du bassin de la Ruhr.

Après une tentative de résistance, Herriot finit par céder. Il n'est d'ailleurs au fond nullement sûr que les Anglais n'aient point raison et il vient de déclarer au général Destiker, représentant du maréchal Foch à la Conférence : « Nous avons dit et répété que nous n'occupions la Ruhr que pour y exploiter des gages économiques. Aujourd'hui, nous échangeons ces gages contre d'autres et nous prétendons cependant maintenir l'occupation militaire. Contre nous, nous soulevons une réprobation universelle par notre mauvaise foi... Au fond de moi, je sens qu'elle serait juste si nous nous entêtions dans une prétention injuste. »

Avec cet état d'esprit la capitulation est inévitable. Le 17 août, autorisé par le Conseil des ministres, le chef du gouvernement français promet que, dans le délai d'un an, la Ruhr tout entière aura cessé d'être occupée. En dépit d'un ultime effort, il n'obtient pas le maintien de la Régie franco-belge des chemins de fer rhénans, régie qui, instituée l'année précédente, fonctionne de la manière la plus satisfaisante.

Les accords signés à Londres suscitent, au sein des Chambres françaises, de vives discussions. Au Sénat, Poincaré, qui paraît oublier sa forte part dans la responsabilité de l'affaire, prononce contre eux un véritable réquisitoire. La ratification est cependant votée à une assez forte majorité.

Le 1er septembre, le plan Dawes entre en vigueur. Pendant quelques années, ce plan — plan de banquiers, non de politiques — va fonctionner à peu près normalement, procurant à l'Allemagne un climat favorable à son redressement, procurant aussi aux Etats créanciers d'appréciables rentrées. Toutefois, ces rentrées seront en bonne partie prélevées sur les crédits que les bénéficiaires, se payant en quelque sorte eux-mêmes, auront ouverts au Reich et il ne sera pas faux de parler de trompe-l'œil.

D'autre part, une cloison étanche a été, selon le vœu de l'Angleterre, dressée entre le problème des réparations et celui de la sécurité. Il est devenu radicalement impossible à la France d'exciper des manquements financiers de l'Allemagne pour se saisir de gages territoriaux. Il ne lui reste plus qu'à se rejeter du côté de la Société des Nations et de ses

pseudo-garanties collectives. C'est ce qu'elle va faire avec une alacrité non exempte d'illusions.

Avec la position négative prise par Poincaré au lendemain de la cessation de la résistance passive dans le bassin de la Ruhr, une grande occasion a été perdue par la France d'assurer sa sécurité, de s'affranchir du contrôle britannique et sans doute de jeter, sur des bases concrètes, le fondement d'une féconde entente avec l'Allemagne.

Cette occasion, elle ne la retrouvera, mais sous une forme beaucoup moins satisfaisante pour elle, qu'après la deuxième guerre mondiale, quand seront conclus les traités qui ébaucheront l'Europe des Six.

JACQUES CHASTENET,
de l'Académie française

CHRONIQUE DES LIVRES

LYAUTEY

par Guillaume de TARDE *(Gallimard)*

IL est assez curieux de constater que la plupart des historiens de Lyautey ont travaillé, principalement, sur des documents indirects. Le maréchal n'a pas écrit ses mémoires. Beaucoup de ses adjoints les plus proches ont omis de témoigner en public. Guillaume de Tarde, qui travailla à ses côtés au Maroc, de 1914 à 1920, à l'époque où, son œuvre s'affirmant, sa légende commençait à se former, n'a pas voulu écrire, une fois de plus, sa biographie. Ce qu'il nous propose est « une vivisection du génie de Lyautey en liberté » : dossier psychologique, analyse de l'homme, étude des méthodes. Par quels moyens cet aristocrate français, général de la République et sirdar chérifien, a-t-il accompli sa vocation ? Comment s'est exercé son ascendant sur les hommes ?

La juste admiration de Guillaume de Tarde pour le chef et pour son œuvre ne l'empêche pas d'être lucide. Il évoque le drame secret que furent pour Lyautey les années de la Grande Guerre. « Nous avions beau, écrit-il, nous sentir au théâtre devant cette tragédie quotidienne, elle était si magnifiquement, si sincèrement jouée, que nous devenions ses acteurs. » Si Lyautey nous fournit encore un exemple et un enseignement, il n'en est pas moins clair que l'éthique commune et les règles banales n'étaient pas applicables à un génie aussi singulier.

P. F.

PROBLÈMES BIOLOGIQUES, PROBLÈMES RELIGIEUX

par René CHATEAU *(Berger-Levrault)*

VOICI un livre qu'il est bien difficile de juger, la science n'étant affaire ni de croyance ni d'éloquence. Pour rester sur le seul plan scientifique, constatons que M. le Pasteur René Château semble adopter, sur la question de l'avenir des hommes, une attitude très proche de celle du P. Teilhard de Chardin. Sa position, quand il aborde le problème de la création et celui du déterminisme, n'est pas exempte de hardiesse, aussi bien du point de vue biologique que — nous a-t-il paru — du point de vue religieux. Quoi qu'il en soit, l'auteur a le mérite d'essayer de résoudre, avec bonne foi et clarté, quelques-uns des problèmes majeurs qui obsèdent l'intelligence.

P. R.

(Suite de la chronique des livres page 46.)

LA VIEILLE

par Georges Simenon

I

Sous la voûte, aussi froide et humide qu'une cave, le commissaire de police s'arrêta un instant, regarda l'heure à son bracelet-montre et, secouant son pardessus, envoya des gouttes de neige fondue sur le carrelage où elles s'agrandirent comme sur du buvard. Il était onze heures cinq.

Quand il s'était présenté une première fois, à neuf heures et demie, la concierge, encore jeune, presque jolie, qui occupait une loge confortable, ne s'était pas laissé impressionner par son titre, ni par la politesse qu'il lui marquait, et lui avait répondu avec une certaine hargne.

— Je suppose que vous ne venez pas pour arrêter cette demoiselle ?

— Il n'en est pas question, bien entendu.

— Si c'est parce qu'on a encore retrouvé sa voiture Dieu sait où...

— Nullement. Ma démarche n'est même pas, à proprement parler, officielle. Il se fait que Mlle Emel est peut-être en mesure de me fournir un renseignement et, qui sait, de m'aider...

Sans arrêter le bourdonnement de son aspirateur électrique, la concierge lui avait lancé un regard ironique.

— Si c'est vous qui avez besoin d'elle, je ne vous conseille pas de la déranger à cette heure-ci. Elle ne se lève jamais avant onze heures du matin, plus souvent à deux ou trois heures de l'après-midi...

C'était donc sa seconde visite et, avant d'aller plus loin, il débarrassait son chapeau des grosses gouttes d'eau trouble qui le couvraient, le remettait sur sa tête, frappait du pied droit, puis du pied gauche pour faire tomber la neige fondue, de sorte qu'il y avait maintenant une large tache mouillée sur le sol. A travers la porte vitrée, la concierge, en tablier blanc sur une robe noire, le regardait faire, indifférente, sans l'encourager ni le décourager.

Un escalier s'amorçait à gauche de la voûte, un autre à droite, chacun avec une rampe en fer forgé qui se terminait par une boule de cuivre, Au fond, dans une cour où on apercevait le perron d'un vieil hôtel particulier, quelques flocons de neige restaient intacts entre les pavés ronds.

Faute de savoir de quel côté se diriger, le commissaire revenait sur ses pas et la concierge, qui ne l'avait pas quitté des yeux, entrouvrait sa porte pour lui dire avec condescendance :

— Escalier de gauche. Au cinquième.

Il ne demanda pas s'il y avait un ascenseur. C'était improbable. Les vieux immeubles de l'île Saint-Louis, pour la plupart historiques, ne se prêtent pas à l'installation de ces appareils encombrants dont certains propriétaires n'entendraient parler qu'avec indignation.

Il entreprit l'ascension lentement, ne percevant aucun bruit derrière les portes sculptées, et ce n'est qu'à partir du troisième étage qu'il s'aida de la rampe. Au cinquième, il s'accorda le temps de reprendre son souffle avant de presser le timbre électrique, resta immobile. L'attente lui parut longue. Il consulta encore sa montre. Il hésitait à sonner une seconde fois quand il devina un glissement ; puis il y eut un temps mort ; enfin le déclic d'une serrure bien huilée.

La porte ne s'entrouvrit que d'une vingtaine de centimètres. Une servante, en noir et blanc comme la concierge, courte et râblée, le regardait en silence avec à peu près le même air que la femme d'en bas, comme si l'apparence du visiteur eût été incongrue. Or, le commissaire de police était vêtu correctement,voire avec élégance. Il ne pouvait être pris ni pour un huissier, ni pour un marchand d'aspirateurs ou d'encyclopédies.

— Mlle Emel est-elle chez elle ? murmurait-il en tendant une carte de visite qu'il avait tirée de son portefeuille tout en gravissant les marches cirées.

Au contact de son pardessus, ses mains s'étaient mouillées. Pour le court chemin qu'il avait eu à parcourir, il n'avait pas cru devoir prendre sa voiture.

— Je vais voir.

La servante hésita à refermer la porte, haussa les épaules et s'éloigna sans la fermer ni l'ouvrir davantage.

Assez loin dans l'appartement, il entendit des voix féminines, puis des allées et venues précipitées, comme si on se hâtait de mettre de l'ordre. Une voix plus proche questionna distinctement :

— Je l'ai laissé sur le palier.

Le battant de chêne s'écarta et le commissaire eut devant lui une Sophie Emel qui, tout en ressemblant aux photographies publiées par les journaux et les magazines, lui parut pourtant fort différente. Ce n'était pas la première fois que, de par ses fonctions, il rencontrait des personnages célèbres dans leur cadre intime. Il n'en était pas moins dérouté par ces pantalons collants, d'un rouge vif, style toréador, par les pieds nus sur la moquette et par le chandail à col roulé que la jeune femme venait de passer en hâte et qui lui avait ébouriffé les cheveux.

La carte de visite à la main, elle prononçait, avec l'air de quelqu'un de pas bien éveillé :

— Je suis confuse qu'on ne vous ait pas fait entrer.

On sentait qu'elle ne le pensait pas, que cela lui était égal.

— C'est moi qui m'excuse, mademoiselle, de venir vous déranger...

Et, comme s'il était réellement tôt le matin, il ajoutait :

— ... à cette heure.

— Venez par ici.

Elle le précédait dans un couloir aux murs blancs où, par une porte entrebaîllée, il aperçut la salle de bains en désordre. L'instant d'après, ils pénétraient dans une vaste pièce qui ressemblait à un atelier d'artiste dont la baie vitrée encadrait les tours de Notre-Dame sur un ciel encore lourd de neige.

Une autre jeune femme enfilait précipitamment un peignoir sur son pyjama de soie noire. Elle était d'un blond presque blanc, la peau et les yeux si clairs qu'elle faisait penser à une albinos.

— Je suppose que vous connaissez Lélia ?

Il avait entendu parler d'elle aussi, l'avait vue sur des affiches et à la télévision.

— Enchanté...

Lélia, la voix râpeuse de quelqu'un qui a trop bu et trop fumé la veille, disait à son amie :

— Je vous laisse tous les deux...

— Mais non ! Il n'y a sûrement pas de secret...

Des souliers à hauts talons traînaient par terre, une robe du soir sur le bras d'un fauteuil et, sur le guéridon, on voyait une bouteille de whisky aux trois quarts vide, deux verres, des bouts de cigarettes marqués de rouge à lèvres. Bouteilles et verres étaient là depuis la veille, sans doute, car, sur un autre guéridon, du café fumait dans les tasses près de croissants émiettés.

— Asseyez-vous, monsieur...

Sophie Emel jetait un coup d'œil à la carte de visite, reprenait :

— Monsieur Charon, n'est-ce pas ?

Cela le gênait un peu d'apercevoir, juste devant lui, une chambre à coucher gris perle, deux lits jumeaux aux couvertures rejetées, avec des creux qu'on aurait dit encore tièdes des corps.

— Vous fumez ?

Par contenance, il accepta une cigarette, assis sur le bord d'un fauteuil de satin.

— Je m'excuse de cette démarche, qui n'a aucun caractère officiel. A vrai dire, depuis un certain temps, je me trouve dans une situation embarrassante et je vous avoue que je compte un peu sur vous pour m'aider.

Sophie Emel était installée sur le bras d'un fauteuil, sa tasse de café d'une main, une cigarette de l'autre.

— Je suppose que vous ne désirez pas de café ? Vous devez être levé depuis longtemps.

— Assez longtemps, oui. C'est fortuitement que votre nom a été prononcé au sujet de l'affaire qui m'occupe. Permettez-moi, avant tout, de vous poser une question. Connaissez-vous une personne du nom de Juliette Viou ?

Elle le regarda avec l'air de chercher dans sa mémoire.

— Vous dites Viou ?

— Une femme maintenant âgée de soixante-dix-neuf ans...

— Juliette Viou... répétait-elle.

Puis encore, à plusieurs reprises :

— Viou... Viou...

— Attendez ! Avant de devenir Juliette Viou, elle a été veuve Prédicant.

— Dis donc ! lançait Sophie à sa compagne. Tu sais qui je retrouve ?

— Non.

— Ma grand-mère !

Elle se tourna, curieuse, vers le commissaire.

— Racontez. Qu'est-il arrivé à ma grand-mère ? Vous n'allez pas m'apprendre qu'elle a assassiné quelqu'un ?

Il crut devoir sourire.

— Il n'en est pas question, bien entendu.

— Ce serait fort possible. Elle a eu un accident ?

— Rassurez-vous...

— Savez-vous, monsieur le commissaire, depuis combien de temps ma famille n'a pas eu de ses nouvelles ?

Mal à l'aise, il murmurait :

— En réalité, j'ai assez peu de renseignements sur cette dame...

— Elle a quitté la maison quand nous habitions encore le boulevard Saint-Germain, voilà... attendez... voilà près de quinze ans... Comptez vous-même... C'était en novembre ou décembre 1944, je ne me souviens pas au juste, le premier hiver après la libération de Paris... Les rues étaient encore éclairées en bleu... Ma grand-mère avait alors soixante-cinq ans et, pour moi et ma sœur jumelle, qui avions douze ans, c'était une très vieille femme... Puisque vous l'appelez Juliette Viou, je suppose qu'elle s'est remariée...

Il fit oui de la tête, ajouta :

— Elle est à nouveau veuve depuis un an et demi.

— Elle a habité Paris tout ce temps-là ?

Il fit encore oui, chercha ses mots.

— C'est justement à cause de son domicile, je veux dire du logement qu'elle occupe, que je...

Il s'était toujours appliqué à montrer du tact dans ses fonctions et il n'en avait jamais eu tant besoin.

— Vous ne voulez rien boire ?

— Merci.

— Sers-moi un scotch, Lélia. Le café me tourne sur le cœur. Ne te gêne pas si tu en as envie...

Elle expliqua au commissaire :

— Nous avons toutes les deux la gueule de bois. Quand vous avez sonné, nous hésitions à nous recoucher. C'est sans doute pourquoi cela nous a fait un drôle d'effet d'entendre Louise annoncer qu'un commissaire de police me demandait. Vous disiez que ma grand-mère...

— C'est assez compliqué. Depuis de nombreuses années, elle habite un vieil immeuble de la rue de Jouy...

— A deux pas d'ici, de l'autre côté du pont ?

Il continuait :

— Vous avez pu voir, de vos fenêtres, démolir les unes après les autres ces antiques maisons du quartier de l'Hôtel-de-Ville et du quartier Saint-Paul. Cela fait partie d'un plan d'assainissement réclamé depuis longtemps...

— Pas d'eau, Lélia ! D'abord une gorgée sans eau.

Elle avalait le whisky comme une drogue et, après un haut-le-corps, semblait mieux d'aplomb.

— Continuez.

— Mme Juliette Viou, donc, occupait, d'abord avec son mari, puis seule, un logement, tout en haut d'un de ces immeubles dont les locataires ont reçu, voilà déjà deux ans, l'injonction de quitter les lieux.

— Ma grand-mère a évidemment refusé de partir.

Elle se tournait vers son amie.

— Tu entends, Lélia ? Il faudra que je te parle d'elle. Je vous écoute, commissaire.

— Les logements se sont vidés les uns après les autres. A certains étages, il n'existe plus de portes ni de carreaux aux fenêtres. Un des murs, devenu une menace pour les maisons voisines et pour les passants, a été étayé tant bien que mal. Selon les décrets, l'immeuble aurait dû être rasé il y a dix-huit mois et j'ignore ce qui a retardé les travaux. Toujours est-il qu'un cordonnier, qui a son échoppe sur la cour, au rez-de-chaussée, s'y est incrusté jusqu'au mois dernier. Quant à votre grand-mère...

Il se reprit :

— Je veux dire Mme Viou...

— Vous pouvez dire ma grand-mère.

— Quant à elle, donc, mes services ignoraient encore, il y a trois semaines, qu'elle continuait à occuper son logement du dernier étage. Il faut vous dire que les fenêtres mansardées s'ouvrent au-dessus de la corniche, de sorte que, de la rue...

— Elle y est toujours ?

Maintenant, Sophie versait un peu d'eau dans son verre, pas beaucoup, allumait une nouvelle cigarette.

— Ecoute bien, Lélia ! Je prévois que cela va devenir passionnant.

— J'ai été d'autant plus surpris d'apprendre qu'il restait une locataire dans l'immeuble que l'eau, le gaz et l'électricité ont été coupés il y a plus d'un an. Sur avis des Travaux publics, j'ai d'abord envoyé un inspecteur. Il est monté au sixième étage, a frappé à la seule porte encore debout, et ce n'est qu'après avoir menacé de défoncer cette porte qu'il a entendu une voix à l'intérieur : « Dites à votre patron que j'étais ici en 1902, alors qu'il n'était pas encore né, et que je ne m'en irai que dans un cercueil. »

Le commissaire s'empressa d'ajouter :

— Je m'excuse de vous répéter cette phrase, mais elle reflète l'obstination à laquelle nous allions nous heurter.

— Il n'y a pas d'offense.

Sophie ajouta, après avoir bu une gorgée :

— Au contraire !

— Les travaux de démolition devaient, en fin de compte, commencer hier. J'ai obtenu qu'ils soient remis à demain. Au cours des dernières semaines, mes inspecteurs sont retournés plusieurs fois rue de Jouy et, lorsqu'en désespoir de cause ils se sont fait accompagner d'un serrurier, Mme Viou leur a déclaré, toujours à travers la porte : « Si vous essayez d'entrer de force, je vous préviens que je saute par la fenêtre. »

— Tu entends, Lélia ?... Alors ?...

— Je passe sur les problèmes administratifs et légaux que soulève cette affaire...

— En somme, ma grand-mère, à elle seule, empêche la démolition de l'immeuble ?

— Pendant les quinze derniers jours, des agents en civil se sont relayés, cachés dehors, attendant qu'elle sorte, afin de lui interdire ensuite l'accès des lieux.

— Elle n'est pas sortie ?

— Elle se contente, chaque jour, de jeter ironiquement par la fenêtre des boîtes à conserve vides. Elle semble s'être prémunie pour un état de siège.

— Comment fait-elle pour l'eau ?

— Il a malheureusement beaucoup plu ces derniers temps. Des maisons d'en face, on la voit, après chaque pluie, se pencher à sa fenêtre pour puiser dans la corniche. Elle doit avoir de pleins seaux de réserve.

— En fin de compte, vous ne pouvez rien ?

— J'aurais le droit, sans m'arrêter à ses menaces, de faire défoncer la porte. Il n'est pas certain qu'elle se jetterait par la fenêtre.

— Je crois pouvoir vous dire que si.

— C'est également l'avis du docteur.

— Le docteur ?

— Deux fois, je suis allé, en personne, parlementer à travers la porte et, la seconde fois, je m'étais fait accompagner par un psychiatre.

Sourcils froncés, Sophie Emel questionnait d'une voix plus dure :

— Vous avez l'intention de l'interner ?

— La question ne se pose plus de la même façon, à présent que nous savons qui est Mme Viou... Je voudrais que vous vous efforciez de voir la situation du point de vue administratif... Jusqu'à ces temps derniers, nous n'avions jamais eu à nous occuper d'elle et nous ne connaissions pratiquement pas son existence... Le mois dernier, seulement, nous avons ouvert nos registres, et nous ne savons que ce qu'ils nous révèlent...

Il tira de sa poche un papier préparé pour la circonstance.

— « Juliette, Thérèse, Marie-Joseph, Minoré, née à Moulins, Allier, le 12 septembre 1879, mariée à Adrien, Dieudonné, Viou, le 15 novembre 1901, à la mairie de Moulins... »

— Je savais qu'elle avait été mariée avant d'épouser mon grand-père, mais on ne m'a jamais dit à qui. Qu'est-ce que ce Viou faisait dans la vie ?

— Il est inscrit comme journaliste. Votre grand-mère et lui ont obtenu le divorce en 1910 et, en 1911, elle a épousé Gilbert Prédicant, imprimeur à Paris.

— Mon grand-père. Il est mort quand j'avais quatre ans et ma grand-mère est venue vivre chez mes parents, boulevard Saint-Germain, pour disparaître tout à coup en 1944...

— Eh bien ! d'après l'état-civil, elle a rejoint son premier mari, qu'elle a épousé à nouveau trois ans plus tard. Curieusement, Viou occupait toujours le logement de la rue de Jouy où il était inscrit dès 1901. En 1959, nous y retrouvons votre grand-mère, qui refuse de quitter les lieux. Comme elle ne figure pas aux listes de l'Assistance publique, nous en déduisons qu'elle dispose de certaines ressources. Ni elle, ni son mari, n'ont été hospitalisés. A supposer que, par la force, nous parvenions à l'arracher à cette maison, il nous est impossible de l'abandonner purement et simplement sur le trottoir.

» Je voudrais que vous me compreniez. Nous ne pouvons pas non plus, si elle n'est pas malade, la placer dans un des hôpitaux de la ville. Il ne nous est pas permis de l'installer bon gré mal gré dans un appartement que nous ne possédons pas.

» Voyez-vous le problème ? Mes hommes la descendent, et les voilà dans une rue populeuse avec, sur les bras, une vieille femme qui se débat et qui crie... »

— C'est pourquoi vous avez envisagé de l'interner ?

— Cela m'a paru, un instant, la seule solution, car son obstination à

rester seule dans un immeuble qui peut s'écrouler d'un moment à l'autre peut être considérée comme un signe de faiblesse mentale...

— Qu'a dit le psychiatre ?

— Il lui a posé des questions.

— A travers la porte ?

— Il fallait bien.

— Elle a répondu ?

— Elle est bavarde. Elle est gaie aussi. Elle s'est moquée de lui et de moi, prétendant qu'il lui reste des provisions pour six mois et du pétrole pour son réchaud. Je tremble à l'idée de ce pétrole dans une pareille ruine...

— Le médecin la croit folle ?

Il parut gêné.

— Il serait prêt, à la rigueur, à signer un ordre d'internement provisoire, de mise en observation, mais, maintenant que nous savons qu'elle a de la famille, nous ne pouvons rien sans le consentement de celle-ci.

— De sorte que vous êtes venu me demander mon accord ?

Elle avait à peu près le même regard que la concierge et que la servante.

—Non. Croyez que je comprends ce que la situation a de délicat. Lorsque le hasard m'a appris qu'il existait peut-être des liens de parenté entre vous et Juliette Viou...

— Qui vous l'a dit ?

— C'est venu de la façon la plus inattendue. Un de mes inspecteurs a lu récemment votre biographie dans un magazine. On soulignait vos origines bourgeoises, signalant que votre père était un éditeur connu et votre grand-père maternel le propriétaire des imprimeries Prédicant... Le nom a frappé mon inspecteur... Il se souvint l'avoir lu par ailleurs et il revit l'état civil de Juliette Viou... Un hasard... A l'heure qu'il est, j'ai des hommes dans l'escalier de la rue de Jouy, d'autres sur le trottoir et dans la cour... Demain, les équipes de démolisseurs se mettent à l'œuvre... J'ai pensé tout à coup que, si vous acceptiez de parler à votre grand-mère...

— Pour lui dire quoi ?

— Je ne sais pas. Il est indispensable qu'elle se rende compte...

— Quand ?

— J'espérais...

— Vous voudriez que j'y aille tout de suite ? Qu'est-ce que tu en penses, Lélia ?

— Ce n'est pas ma grand-mère.

— Tu viens avec nous ?

— J'aimerais mieux pas.

Sophie Emel se tourna vers le commissaire.

— Il n'y a pas de journalistes ni de photographes, au moins ?

— Vous devez comprendre que, dans ma situation, je n'ai aucun désir d'alerter la presse...

Sophie ouvrit une porte.

— Louise ! Prépare de quoi m'habiller.

— Qu'est-ce que vous mettrez, mademoiselle ?

— N'importe quoi. Je vous demande dix minutes, commissaire...

Elle revint sur ses pas pour vider son verre, ferma la porte de la chambre à coucher derrière elle et la servante.

Restée seule avec le commissaire, la chanteuse albinos chercha un sujet de conversation.

— C'est une chic fille ! soupira-t-elle enfin. On ne croirait jamais, à la voir, qu'elle risque sa vie chaque semaine et souvent plusieurs fois par semaine.

M. Charon laissait son regard errer sur les murs et s'étonnait de n'y pas trouver une seule photographie de Sophie Emel qui, non seulement, détenait cinq ou six records du monde de saut en parachute, mais pilotait des avions rapides et courait à Montlhéry.

Des photos, il y en avait en grand nombre, presque toutes dédicacées, mais c'étaient celles d'aviateurs, de champions sportifs, d'acteurs et d'actrices de théâtre et de cinéma.

La porte s'entrouvrit et Sophie lança :

— Offre-lui à boire, Lélia. Maintenant que c'est à peu près l'heure de l'apéritif, il acceptera peut-être.

— Qu'est-ce que vous prenez ?

— La même chose, dit-il en désignant la bouteille.

— Je me demande ce que va faire sa grand-mère...

Dehors, il tombait toujours de la neige fondue avec, parfois, des flocons blancs qui se diluaient au contact du sol ou des toits. Entre les deux bras de la Seine, du gris verdâtre des anciennes bouteilles, un pêcheur à la ligne se découpait en noir sur l'éperon de pierre.

Sophie Emel reparut très vite, les pieds chaussés, une robe de lainage sombre sous un imperméable doublé de fourrure. Le commissaire se demanda si c'était du vison. Il avait entendu parler de manteaux de pluie doublés de vison et cela lui avait paru incroyable, mais rien ne l'aurait étonné de cette fille mal peignée qui ne portait pas de chapeau et qui enfonçait les deux mains dans ses poches.

— On y va ?

— Je vous suis.

— Vous ne finissez pas votre verre ?

— Merci.

— Vous avez de la chance, dit-elle négligemment sans appuyer, tout en versant du whisky dans un verre et en l'avalant d'un trait.

Puis, presque gaiement :

— Allons voir ma grand-mère !

⁂

A cause du temps, les passants étaient relativement peu nombreux et il n'y avait guère que le pont Marie à franchir, la rue des Nonnains-d'Hyères à suivre pour atteindre la rue Jouy. Quatre ou cinq personnes se retournèrent sur la jeune femme, se demandant si c'était bien celle dont les journaux parlaient tant.

Plusieurs immeubles, dans les rues avoisinantes, étaient étayés et des vides, entre les maisons, attestaient le passage des démolisseurs.

Trois hommes, rue de Jouy, attendaient en levant parfois la tête.

— Vos inspecteurs ?

— Il y en a d'autres. Un moment, j'ai pensé aux pompiers, mais...

Elle secoua la tête pour débarrasser ses cheveux des gouttes d'eau, suivit le commissaire dans un boyau sombre où traînaient de vieux journaux et des détritus variés comme si la maison était devenue le dépotoir du quartier. Sur le premier palier, un inspecteur en faction tendit à son patron une torche électrique. Ce n'était pas superflu, car les fenêtres avaient été bouchées à l'aide de planches, des marches d'escalier manquaient et la rampe avait été arrachée.

Deux hommes, à l'étage au-dessus, touchaient leur chapeau de la main et les regardaient passer sans un mot.

Les portes n'existaient plus. On découvrait des papiers peints fanés, maculés comme à plaisir, des cheminées cassées, des trous dans les planchers. Butant dans une boîte de conserve, Sophie remarqua :

— Tiens ! En voici une qu'elle n'a pas lancée par la fenêtre !

Il y avait des courants d'air et, sur les murs jadis blancs, des inscriptions et des dessins obscènes.

— Je vous demande pardon... s'excusait le commissaire en braquant vivement sa torche électrique ailleurs. Encore un étage. Peut-être préférez-vous que je vous laisse aller seule ?

Il eut l'impression qu'elle était plus pâle, mais c'était peut-être d'avoir monté l'escalier.

— Cela m'est égal.

— Si j'attendais ici ?

Haussant les épaules, elle continua son chemin, les mains toujours dans les poches de sa gabardine, secoua à nouveau la tête pour rejeter les cheveux qui lui tombaient sur le visage.

Au cinquième étage, il ne restait qu'une porte, et c'était peut-être la vieille femme qui avait brûlé les deux autres, dont l'encadrement manquait en partie.

Le commissaire, immobile, dans une pose inconfortable, car il évitait de s'appuyer au mur et il n'y avait pas de rampe, tendait l'oreille, impressionné par le silence qui durait plus longtemps qu'il ne l'avait prévu.

Enfin, on frotta une allumette. Sans doute Sophie allumait-elle une cigarette. Puis elle toussota. Sa voix fit, encore hésitante :

— Tu es là, grand-maman ?

Rien ne bougea.

— Je sais que tu es là. Est-ce que tu reconnais ma voix ?

Toujours le silence de l'autre côté de la porte verrouillée.

— C'est Sophie qui te parle, une des jumelles, comme tu nous appelais ma sœur et moi.

Il y eut un léger bruit. La vieille devait se rapprocher de la porte pour mieux entendre, car les autobus faisaient frémir les murs de la maison.

— D'abord, qu'est-ce qui me prouve que c'est bien toi ?

La voix était ferme, étonnamment aiguë.

— C'est vrai ! J'oublie que ma voix a dû changer. Veux-tu que je te rappelle ce qui s'est passé en novembre 1944 ? C'est Adrienne et moi qui, un soir, en rentrant de l'école, avons annoncé qu'un homme rôdait à proximité de la maison... Nous l'avions déjà remarqué la veille, et le jour avant...

» J'ai ajouté que s'il traînait la jambe comme un clochard, il n'était pas trop mal habillé... Père est allé regarder par la fenêtre, prétendant ne voir personne, l'air pourtant inquiet... Tu t'en souviens ?... Il avait peur que ce soit pour lui, à cause de certains livres qu'il avait publiés pendant la guerre... Quelques jours après la Libération, un de ses confrères, dans le même cas, avait été abattu sur le trottoir au moment où il sortait de son bureau...

» Tu avais la grippe, mais tu mangeais quand même avec nous, car tu avais toujours faim... »

Elle se tut. De l'autre côté de la porte, la vieille se taisait aussi et, quand elle parla enfin, ce fut pour questionner, méfiante :

— Qu'est-ce que tu es venue faire ici ?

Puis, la voix grinçante :

— M'apporter un parachute, peut-être ?

— J'ai appris ce matin seulement que tu vivais toujours.

— Par qui ?

— Par le commissaire.

— Il est avec toi ?

— Pas sur le palier. Plus bas.

— Ainsi, c'est ça qu'il était en train de manigancer ! Je me demandais pourquoi on me laissait tranquille. Dis-lui qu'il se fourre le doigt dans l'œil s'il se figure que je vais sortir.

— Pour quelle raison tiens-tu à rester là-dedans ?

— Tu es trop jeune pour comprendre, ma fille. Et peut-être bien, si j'en juge par le peu que je sais de toi, ne comprendras-tu jamais.

C'est mon coin. Mon coin à moi. L'endroit où j'ai vécu, où je suis revenue et où...

La phrase resta en suspens, laissant place à un silence prolongé.

— Tu es toujours là ? demanda enfin, presque timidement, la vieille femme.

— Oui.

— Le commissaire t'a répété que, si on défonce la porte, je sauterais par la fenêtre ?

— Il me l'a dit.

— Je le ferai.

— Je sais.

— Comment le sais-tu ?

— Parce que je ferais peut-être la même chose.

— Toi ?

— Pourquoi pas ?

— Ta mère, elle, ne serait pas capable. Où est-elle, ta mère ? Elle vit toujours ?

— Elle s'est fait construire une villa sur la côte d'Azur, à Mougins.

— Elle est seule ?

— Je n'en sais rien.

— Tu ne la vois plus?

— Rarement.

— Et Adrienne ?

— Ma sœur est mariée et a deux enfants. Son mari est chef de cabinet au ministère des Finances.

— Pourquoi n'est-ce pas elle qu'on est allé avertir ?

— Je l'ignore. Je suppose qu'on n'a pas découvert qu'elle est ta petite-fille. Ou on n'a pas osé.

— Eh bien! merci de t'être dérangée. Va leur dire que ça ne change rien.

— On commence, demain matin, à abattre la maison.

— Qu'ils abattent. Je dégringolerai avec les murs.

Le commissaire, n'entendant plus rien, hésitait à monter quelques marches. Mais c'était à dessein que la jeune fille s'était tue.

Sa ruse réussit puisqu'une petite voix, derrière la porte, s'élevait à nouveau.

— Sophie !

— Oui.

— Je te croyais partie.

— Je suis là.

— Qu'est-ce que tu attends ?

— Et toi ?

— Moi, je n'attends plus rien. C'est ce qui les fait tellement enrager. Ils savent que cela m'est égal de sauter par la fenêtre ou de recevoir le toit sur la tête. Alors, à bout d'expédients, ils sont allés te chercher,

comptant sur toi pour m'attirer dehors et pour me conduire dans un asile.

— Pourquoi dans un asile ?

— Ils ne t'en ont pas parlé ? Même qu'un médecin est venu me poser des questions à travers la porte. Ils se figurent que je suis folle. Peut-être le penses-tu aussi ?

— Non.

— Ils m'enfermeront quand même. Ils ne peuvent rien faire d'autre avec moi.

— Qu'est-ce qui t'empêcherait de vivre dans un autre logement ?

— D'abord, je n'ai presque plus d'argent. Ensuite et surtout je ne veux pas vivre seule.

— Ici, tu n'es pas seule ?

— C'est différent. Tu ne peux pas comprendre.

Une question inattendue prouva soudain que la vieille observait Sophie par le trou de la serrure.

— C'est de la fourrure, dans ton imperméable ?

— Oui.

— Du vison ?

— Oui.

— Eh bien ! tu peux aller, maintenant. Avec qui vis-tu ?

— Tantôt seule, tantôt avec une amie.

— Jamais avec un homme ?

— Pas jusqu'à présent.

— Quel âge as-tu ?... Attends... Laisse-moi compter...

— Vingt-sept ans.

— Il y a des chances pour que tu ne te maries pas.

— Je ne me marierai sûrement pas.

— Tu es malheureuse ?

— Je ne me pose pas la question.

— Tu te la poseras plus tard. Adieu !

— Je t'ennuie ?

— C'est toi qui dois en avoir assez de rester debout dans le courant d'air du palier. Moi, je suis assise sur une chaise. Tu as déjeuné ?

— Pas encore.

— Moi non plus. En l'honneur de ta visite, je vais m'ouvrir une boîte de langouste.

— Nous pourrions aller manger chez moi.

— Je te vois venir.

— J'habite à deux pas, dans l'île Saint-Louis.

— Depuis longtemps ?

— Trois ans.

— C'est drôle que nous ne nous soyons pas rencontrées. Avec Adrien, nous allions souvent faire le tour de l'île pour promener le chien. La pauvre bête est morte, de vieillesse, six mois après son maître et, jusqu'à la fin, j'ai continué à la promener sur les quais... Peut-être t'ai-je croisée

sans te reconnaître... Pourtant, j'ai vu souvent ton portrait dans les journaux... Ta mère ne doit pas être contente que tu fasses ce métier-là...

— Ecoute, grand-mère...

— Je n'irai pas à l'asile.

— Je ne parle pas de l'asile. Je pourrais te louer un appartement...

— Non.

— Et chez moi ?

— *Avec* toi ?

— Je n'ai pas l'intention de déménager pour te laisser la place.

— Mais ton amie ?

— Tu ne la gêneras pas.

— Toi, je te gênerais. Tu parles ainsi maintenant parce que tu viens de me retrouver et que l'idée que je saute par la fenêtre t'impressionne...

— J'ai vingt-sept ans.

— Et alors ?

— J'ai quitté la maison à dix-huit.

— Qu'est-ce que ta mère a dit ?

— Peu importe. Je vis seule depuis plus longtemps que toi... Peut-être qu'on peut s'entendre. A moins que cela te dérange de me voir boire...

— Toi aussi ?

Un temps. Une voix plus humaine :

— Qu'est-ce que tu bois ?

— Du whisky.

— C'est cher. Je me contente de vin.

Alors, le commissaire de police, sans bruit, descendit un étage, puis un autre. L'oreille tendue, il fit signe à ses hommes de s'éloigner et, quelques minutes plus tard, il entendit enfin une porte qui s'ouvrait.

Descendant toujours, il dispersa les inspecteurs aux aguets sur le trottoir et, traversant la rue, pénétra, en face, dans un bistrot aux vitres embuées où il attendit debout devant le zinc.

II

Parce que c'était, en somme, une prise de contact, et que tant de choses allaient en dépendre, chaque mot, chaque geste comptait, chaque intonation, et les deux femmes, qui en étaient conscientes, vivaient ces minutes-là avec précaution, comme au ralenti.

Le commissaire du quartier, dans le bistrot surchauffé d'en face, où des plâtriers cassaient la croûte, s'étonnait de ne voir personne sortir de la maison. Dans son esprit, dès l'instant où il avait entendu la clef tourner dans la serrure, tout avait été fini, alors que tout ne faisait que commencer.

Pouvait-il soupçonner que la grand-mère et sa petite fille, au dernier

étage de la maison pourrie, avaient retrouvé l'instinct, la prudence, parfois l'immobilité des animaux de la forêt ?

La clef tournée, le verrou tiré, Juliette Viou s'était contentée d'entrouvrir la porte d'une trentaine de centimètres, et ce n'était sans doute pas par hasard. L'écartement était insuffisant pour laisser passer quelqu'un. En ce qui la concernait, elle avait supprimé la barrière. Si la visiteuse tenait à entrer, c'était à elle de pousser le battant.

De même, sauf pour un bref coup d'œil à Sophie, avait-elle évité de l'examiner. Juste un coup d'œil qui n'exprimait aucun sentiment particulier, comme s'il eût été naturel, pour les deux femmes après n'avoir rien su l'une de l'autre pendant quinze ans, de se retrouver sur ce palier.

De son côté, Sophie évitait d'avancer, attendait à la même place, comme on attend quelqu'un qui met son chapeau pour sortir.

— Je serai vite prête...

Du logement, la jeune fille ne voyait qu'une tranche de mur blanc qui semblait, peut-être par contraste avec le reste de la maison, avoir été récemment crépi, les carreaux rouges du sol, très propres, et, sur une commode en cerisier, un pot de cuivre, une petite photographie dans un cadre, une bouteille, plus exactement un litre de vin rouge, et un verre qui contenait encore un peu de liquide violacé.

La vieille allait et venait, hors de vue, alerte et précise. Le logement devait comporter deux ou trois pièces, à en juger par les bruits de pas qui devenaient parfois indistincts.

— Tu as ta voiture en bas ?

— Non. Je suis venue à pied.

Juliette n'insista pas, mais on devinait qu'elle n'avait pas parlé en l'air, qu'il y avait un arrière-plan à tous les mots qu'elle prononçait. Elle s'agitait beaucoup, coltinant des objets lourds, ouvrant des tiroirs et des placards.

— Tu n'as pas soif ? Je n'ai malheureusement que du vin rouge à t'offrir.

— Pas maintenant, merci.

La vieille femme entra dans le champ pour se remplir un verre, qu'elle emporta dans un coin invisible de la pièce.

— Tu as le chauffage central, bien sûr ?

— Oui.

— Même dans la chambre que je vais occuper ?

— Partout.

Sophie n'ajoutait pas qu'en dehors de sa propre chambre, elle ne disposait que de deux chambres à coucher exiguës et mal éclairées qui donnaient sur la cour. Ces pièces figuraient à son bail comme chambres de bonnes et Louise en occupait une. L'autre, jusqu'à présent, avait servi de débarras.

— Cela ne vaudrait-il pas mieux que tu ailles chercher un taxi ?

— Pourquoi ?

— Il faut que j'emporte certaines choses. Mais tu as raison. Ce n'est pas la peine de prendre un taxi. Pilou s'en chargera. Si seulement tu voulais aller lui demander de monter un instant. C'est le fils du bougnat, deux maisons plus loin... Tu es toujours là ?

— Oui.

— Tu t'impatientes ?

— Non.

— Ce ne sera plus long. Je fais aussi vite que je peux. Les hommes du commissaire se figurent que, tout le temps qu'ils ont surveillé la maison, je n'ai mangé que des conserves. Ils se trompent. J'ai même encore du pain frais de reste. C'est Pilou, le soir, qui l'attachait à une ficelle que je laissais pendre. Pas seulement du pain. Cela ne t'ennuie pas d'aller le chercher ? Dis-lui d'amener sa charrette à bras devant la porte et de monter...

Sophie ouvrit la bouche, se retint à temps de parler.

— Si tu y vas maintenant, je serai prête quand tu reviendras...

Elle s'approchait de la commode pour ouvrir un tiroir, déjà vêtue d'une robe noire bien coupée, un chapeau sur la tête.

Le commissaire de police, voyant la jeune fille en imperméable sortir seule de l'immeuble, crut que tout était raté et que, découragée, elle s'en retournait chez elle. Il faillit se précipiter à sa poursuite, reprit espoir quand elle pénétra dans la boutique jaune du bougnat.

Elle n'y resta guère. Un gamin d'une quinzaine d'années l'accompagnait et disparut quelques instants dans une allée pour y prendre une charrette à bras noire de charbon.

Le commissaire, qui avait envisagé tant d'éventualités, n'avait oublié que celle d'un vrai déménagement. Sophie n'y avait pas pensé non plus qui, sans torche électrique, cette fois, montait à nouveau les cinq étages.

La porte, en haut, grande ouverte, laissait voir la fenêtre à tabatière ornée de rideaux propres, une table ronde en noyer et, prêt à être emporté un énorme coffre noir, entouré d'une courroie, marqué des initiales A. V. en lettres jaunes.

— Te voilà, Pilou. Crois-tu que tu seras capable de descendre ça tout seul ?

Et, à la jeune femme, avec un sourire inquiet :

— Ce sont mes affaires, tu vois ?

Rassurée par l'absence de réaction, elle ajoutait à l'adresse du garçon :

— Il y aura aussi deux caisses...

Ses yeux vifs, très mobiles, épiaient le visage de Sophie à petits coups prudents.

— Je ne vais quand même pas « leur » laisser des provisions qui m'ont coûté si cher, tu comprends ? Je sais que tu n'es pas à ça près, mais ça leur ferait trop de plaisir...

Pilou traînait la malle noire vers l'escalier.

— C'est fragile ?

— Pas la malle. Seulement les caisses.

Elle portait à présent un manteau de drap noir garni de martre et était loin de paraître son âge. On lui aurait plutôt donné soixante-dix ans que quatre-vingts et elle avait l'air de n'importe quelle bourgeoise qui, le dimanche matin, s'en va à la messe.

— Tu es sûre, Sophie, que tu ne le regretteras pas ?

Au lieu de répondre, la jeune questionna :

— Nous descendons ?

— Juste un petit instant...

Le temps d'aller finir son verre, comme Sophie l'avait fait, quai de Bourbon, de son verre de whisky.

— Je donnerai des instructions à Pilou une fois en bas...

Elle était prête. Elle franchissait le seuil. L'idée lui venait-elle qu'il était encore temps de changer d'avis ? Debout à la frontière, elle posait une nouvelle question qui constituait peut-être une ultime condition.

— Cela t'ennuierait fort que j'emporte mon poêle ? Un petit poêle de fonte pas encombrant qui me tient compagnie. Viens le voir si tu veux...

— Pilou n'a qu'à l'apporter.

— Cela va te paraître stupide, mais je me demande maintenant si je me serais résignée à m'en séparer...

Elle jetait un coup d'œil furtif derrière elle, murmurant, pour elle-même plutôt que pour sa petite-fille :

— Il faudra aussi que je lui dise d'enlever les rideaux et de les donner à sa mère. Je m'en voudrais toute ma vie de leur laisser quoi que ce soit...

Quand elles arrivèrent sur le trottoir, le gamin, aidé par un voisin, hissait la lourde malle sur la charrette.

— Tu me donnes l'adresse exacte ?

Sophie la lui donna et, quand Pilou s'approcha, elle comprit que la vieille femme avait envie de rester seule avec lui pour lui faire ses recommandations, s'éloigna de quelques pas, comme intéressée par l'étalage d'une épicerie.

Toutes les deux rentraient encore leurs griffes et elles ne s'étaient pas regardées en face, comme si cela ne devait venir que plus tard, quand elles auraient eu le temps de s'habituer.

Sûre d'être observée par les policiers invisibles, Juliette se montrait enjouée, pour leur montrer qu'elle n'avait pas perdu la partie, qu'elle ne s'en allait pas en vaincue ni contrainte, mais de son plein gré, avec toutes ses affaires, sa petite-fille étant venue la chercher et l'ayant invitée à vivre chez elle, dans un bel appartement de l'île Saint-Louis.

Elle cherchait des yeux, subrepticement, ces hommes qui l'avaient persécutée et, quand elle rejoignit Sophie, elle lui désigna les vitres embuées du bistrot d'en face.

— Je parie qu'ils sont là, à nous regarder.

La phrase suivante, innocente en apparence, révéla sa préoccupation à cet instant précis.

— Quel genre de voiture as-tu ?

— J'en ai trois, une grosse américaine et deux italiennes.

— De celles qui sont si longues et si basses ?

Ne regrettait-elle pas qu'on ne fût pas venue la chercher dans une de ces autos-là, qui eût fait sortir les voisins de leurs boutiques ?

La pluie tombait toujours, paresseuse, espacée. Les deux femmes marchaient côte à côte sur le trottoir étroit et, tournant à droite, quittaient définitivement la rue de Jouy où les démolisseurs pouvaient désormais se mettre à l'œuvre.

C'était, pour elles deux, un moment désagréable, dangereux à passer. Il leur manquait soudain l'atmosphère pittoresque et dramatique de l'immeuble en ruines et l'image d'une vieille femme se jetant par la fenêtre d'un cinquième étage était déjà effacée. Elles n'étaient plus que deux passantes comme les autres, dans une rue ordinaire où elles devaient à chaque instant se coller au mur ou descendre du trottoir pour éviter les parapluies.

Elles avaient le temps, l'une comme l'autre, de réfléchir et de se décourager.

— Tes fenêtres donnent sur Notre-Dame et sur l'archevêché ?

— Celles du studio et de ma chambre, oui.

Sophie regretta d'avoir employé une formule impliquant que les fenêtres de sa grand-mère donnaient sur la cour.

— Pendant des années, je n'ai vu que des toits et des cheminées...

La vieille femme s'empressa d'ajouter :

— J'aime bien ça...

Elles franchissaient le pont, penchées en avant à cause d'une bourrasque chargée de pluie, puis toutes les deux, l'une derrière l'autre, rasèrent les maisons du quai.

— C'est ici. Entre.

La concierge les regarda passer à peu près du même œil que, le matin, elle avait regardé le commissaire de police, du même œil aussi que les animaux en cage regardent défiler les hommes.

— Je suis au cinquième, comme toi rue de Jouy, et il n'y a pas non plus d'ascenseur.

Après deux étages, la vieille remarqua :

— La maison est bien tenue.

Elle s'essoufflait à peine, marquait juste un temps d'arrêt au quatrième, moins, peut-être, pour reprendre sa respiration, que par peur de l'endroit inconnu où elle allait être enfermée.

Elle avait évité de poser trop de conditions, mentionnant le poêle sans faire allusion au reste, mais elle avait donné des instructions à Pilou.

Au cinquième étage, enfin, Sophie pressait le timbre électrique. Louise ouvrait presque tout de suite et, sans rien lui dire de la nouvelle venue, la jeune fille poussait la grand-mère devant elle.

— Tout droit...

Si les tasses à café avaient disparu du guéridon, le whisky était toujours à sa place. Par la porte ouverte, on voyait la chambre à coucher qui avait été faite, les lits jumeaux recouverts de soie bouton d'or.

— Et voilà ! Débarrasse-toi ! Louise ! Prends le manteau et le chapeau de ma grand-mère. Tout à l'heure, tu lui prépareras la chambre bleue.

— Qu'est-ce que je ferai de...

Louise ignorait encore qu'il fallait procéder avec prudence, par étapes.

— Je m'en occuperai avec toi. Où est Lélia ?

— Dans son bain.

Lélia avait fini de le prendre car, au même instant, elle surgissait du corridor, nue et blanche, un peignoir à la main. Elle s'arrêta net, prête à battre en retraite.

— Oh ! pardon...

— Ça n'a pas d'importance. Je te présente ma grand-mère...

Et, à celle-ci :

— C'est Lélia. Elle vit ici, pour le moment...

La chanteuse, après un salut gauche, se hâtait de disparaître et Sophie expliquait :

— Bien qu'elle travaille surtout dans les cabarets, elle a beaucoup de talent. Elle n'a pas toujours eu de chance. Je t'expliquerai. Assieds-toi. Tu n'as pas trop faim ?

Il était une heure dix. Louise venait demander :

— Je prépare le déjeuner pour trois ?

— Oui... Attends !... Tu as des boîtes de langouste ?

— De langouste ?

— Si tu n'en as pas à la cuisine, descends en acheter et fais-en une salade.

— Bien, mademoiselle.

La vieille dame, assise au bord d'un fauteuil, comme le commissaire le matin, protestait par politesse, s'efforçant de ne pas sourire de contentement.

— Ce n'était pas nécessaire, je t'assure.

— J'ai promis.

Sophie restait debout devant la baie vitrée et sa grand-mère la regardait de bas en haut.

— Je ne te voyais pas si grande !

— Tu oublies que j'avais douze ans quand tu nous a quittés.

— C'est vrai. Ta sœur te ressemble toujours autant ?

— Au physique, oui.

Sophie entrait dans la cuisine, ouvrait les armoires avec l'air absorbé de quelqu'un qui ne sait pas où sont les choses, finissait par trouver, puisqu'elle revenait avec une bouteille de Saint-Emilion entamée.

— Ça ira ?

— C'est mieux que le gros rouge auquel je suis habituée.

— Tu ne préfères pas du whisky ?

— Pas aujourd'hui... Je crains que ça me fasse mal...

Fallait-il comprendre qu'il était trop tôt et qu'elle ne voulait pas encore se départir de ses habitudes ?

— Dis-moi, avant que ton amie revienne... Il y a longtemps qu'elle vit avec toi ?

— A peu près deux mois.

— Et avant ? Tu étais seule ?

— Parfois seule, d'autres fois pas.

— Jamais d'homme ?

— Pas dans ce sens-là. Pas dans le sens de vivre avec quelqu'un.

— Tu es sûre que je ne vais pas te gêner ?

— Comme je ne changerai rien à mon genre de vie, tu ne me gêneras pas.

— Tu permets que je voie ton imperméable de près ?

Il était encore sur le dossier du fauteuil où Sophie l'avait jeté. Juliette Viou en tâta d'abord la gabardine puis, respectueusement la fourrure.

— Dans le temps... commença-t-elle.

Sa phrase bifurqua :

— Je suppose que tu as un autre vison ?

— Deux.

Avec l'œil malicieux de quelqu'un qui avait deviné, la vieille approuvait.

— C'est ainsi que je comprends le luxe, le vrai.

Elle fouillait son sac à main, en retirait deux boucles d'oreilles serties d'assez gros brillants.

— Elles datent de Prédicant. J'avais la parure complète, collier, clip, bracelet, et même la montre assortie. Tu ne t'en souviens pas ? Boulevard Saint-Germain, quand ta mère devait sortir, elle venait rôder dans ma chambre pour me les emprunter et elle a toujours compté qu'elle en hériterait un jour. J'ai vendu les pierres une à une, à mesure de mes besoins.

Elle glissait les boucles d'oreilles dans les mains de la jeune fille qui, par contenance, s'approchait de la vitre pour mieux les voir.

— Tu peux les garder.

— Mais...

— Puisque je te dis qu'elles sont pour toi !

— Je te remercie. Il ne faut pas te croire obligée...

— Personne ne m'a jamais obligée à quoi que ce soit.

Puis, changeant vite de sujet :

— Je parie que ton amie est prête et n'ose pas revenir.

Sophie appela :

— Lélia !

— Qu'y a-t-il ?

— Tu ne viens pas ?

Lélia se montrait sur le seuil, vêtue d'une robe-tailleur très étroite.

— Pourquoi te cachais-tu ?

— Je ne me cachais pas.

— Tu devrais savoir que tu n'es jamais de trop. Ma grand-mère va vivre ici, mais il n'y aura rien de changé.

— Tu n'oublies pas que j'ai une répétition ?

— A trois heures. Cela te laisse le temps de manger avec nous.

Sophie se versait à boire quand Louise, qui rentrait de l'épicerie, vint annoncer :

— Il y a un jeune homme qui apporte...

Juliette Viou se leva vivement.

— C'est Pilou ! J'y vais. Où est-il ?

— A l'entrée de service.

— Tu permets, Sophie ? Ta bonne n'a qu'à me montrer où est ma chambre.

— Il faut d'abord qu'on débarrasse.

Elles finirent par traverser la cuisine toutes les trois, en file indienne, la grand-mère, la petite-fille qui gardait son verre à la main et une Louise assombrie fermant la marche.

Elles débouchèrent sur un corridor où aboutissait l'escalier de service et où on voyait trois portes. Pilou se tenait dans l'étroit passage, la grosse malle noire à ses pieds.

La vieille femme ouvrit la bouche, mais ce fut Sophie qui parla la première.

— Laissez ce coffre dans le corridor.

— Et le reste ? questionna le garçon.

Elle ne tiqua pas.

— Le reste aussi.

Il hésitait.

— C'est que...

— ... Que quoi ?...

— Il n'y aura pas assez de place. Pour le premier voyage, peut-être. Quant au second...

— Montre-lui la chambre, Louise. Tout à l'heure, s'il a le temps, il te donnera un coup de main pour monter au grenier ce qu'il y aura de trop.

— Cela t'ennuierait que je reste avec eux ?

Sophie parvint à murmurer :

— Si tu veux...

Et elle se précipita dans le studio, où Lélia put croire un instant qu'elle allait casser quelque chose ou éclater en sanglots.

Lélia eut le tact de ne poser aucune question, se contentant de venir vers son amie, la bouteille de whisky à la main, et de la servir. Puis, comme la bouteille était vide, elle alla en prendre une autre dans l'armoire à liqueurs et se mit en devoir de la déboucher.

— Merci.

Deux fois, trois fois, cinq fois, Sophie parcourut le studio dans toute sa longueur et elle s'arrêta enfin, calmée, un sourire moqueur aux lèvres.

— Ça y est !

— Je pense que je ferais mieux de vous laisser déjeuner toutes les deux en tête-à-tête.

— Tu fuis ?

— Ce n'est pas pour moi.

— Je sais. Tu as peut-être raison. Je te retrouve à cinq heures ?

— Tu crois que tu seras libre ?

— Je l'ai prévenue que je ne changerais rien à mes habitudes.

Louise arrivait, de l'orage plein les yeux.

— Mademoiselle ! Elle insiste pour que nous montions au grenier à peu près tout ce qu'il y a dans la chambre.

— Le gamin n'est plus là ?

— Il fait un second voyage et je lui ai entendu dire qu'il y en aura peut-être une troisième. Quant à la vieille dame, elle m'a demandé un marteau et elle est occupée à démonter le lit de fer.

C'est à l'adresse de Lélia, et non de la servante que Sophie gronda entre les dents :

— Elle apporte son lit !

— Qu'est-ce que je fais, mademoiselle ?

— Ce qu'elle vous demandera.

La porte fermée, Sophie éclata de rire.

— Voilà, ma vieille ! Surtout, ne me demande pas pourquoi !

Avant de se jeter sur le divan, elle envoya promener ses souliers dans la pièce.

⁂

Des trois visages, il n'y en avait qu'un, celui de la servante, à garder une expression dramatique. La vieille femme était aussi fraîche que le matin, sans aucune trace des efforts fournis pour coltiner ses affaires et monter trois fois au grenier, les trois fois lourdement chargée.

Quand elle était enfin revenue dans le studio, elle portait toujours sa robe noire égayée d'un col de dentelle blanche mais, seul signe de relâchement, elle avait aux pieds des pantoufles de feutre rouge. Elle avait tout de suite cherché Sophie des yeux.

— Ton amie ne déjeune pas avec nous ?

— Il est tard. De toute façon, elle doit être à trois heures à son cabaret.

Un sourire diffus flottait sur les traits de la vieille, le reflet d'une satisfaction intime et tiède, celle d'avoir accompli, malgré tout, ce qu'elle avait décidé d'accomplir. Elle avait soin de ne pas en parler tout de suite.

— Tu iras la retrouver ?

— A cinq heures.

Louise avait amené de la cuisine, en la poussant devant elle, comme les maîtres d'hôtel dans les chambres des palaces, une table dressée sur laquelle on distinguait le rose de la langouste.

La grand-mère attendit le départ de la servante pour remarquer à mi-voix :

— Elle est furieuse !

— Pour quelle raison ?

— Parce que je dérange ses habitudes et, surtout, parce que j'ai apporté mes affaires. Tu n'es pas fâchée, toi ? Pilou m'a promis de revenir un peu plus tard pour m'aider à tout ranger et pour installer le poêle.

Elle mangeait avec appétit cependant que son regard, toujours à petits coups, risquait des explorations autour d'elle.

— C'est un petit poêle très ordinaire, tu verras, ou plutôt c'était ordinaire autrefois, juste un cylindre de fonte sur quatre pieds. Nous l'avons acheté lors de mon premier hiver à Paris, en 1902, Adrien et moi, chez un brocanteur de la rue des Tournelles, et je revois encore Adrien, qui était très maigre à l'époque, le rapporter à la maison sur son épaule.

Au début, le poêle ne tirait pas et le logement était tellement plein de fumée que nous ne nous voyions plus. Quand le feu a été éteint, nous avons enfin découvert que la cheminée avait été bouchée par d'autres locataires. Nous étions aussi bêtes l'un que l'autre...

Il ne fallait pas effrayer Sophie.

— N'aie pas peur ! Pilou s'y connaît et s'assurera que la cheminée de ma chambre est en bon état...

Le calme de sa petite fille la surprenait, son air détaché, comme si rien ne se fût passé depuis le matin. Elle l'enviait peut-être d'être capable de se taire, alors qu'elle-même n'osait pas laisser tomber la conversation.

— Ce que ta servante ne comprend pas c'est que, si j'ai hâte d'installer ma chambre et si j'ai l'air de la bousculer, c'est justement pour me trouver le plus vite possible hors de ton chemin et du sien. Il y a longtemps que tu as cette fille ?

— Cinq ans. Je l'avais déjà rue des Saint-Pères.

— Elle est mariée ?

— Elle l'a été. Son mari l'a quittée. Elle a mis ses deux enfants chez une belle-sœur et est entrée en service.

— Tu manges souvent à la maison ?

— Presque jamais le soir. Il m'arrive souvent de faire mon premier repas à trois heures de l'après-midi et même de ne pas déjeuner du tout.

Deux fois, peut-être trois, au cours du repas, leurs regards se rencontrèrent, chaque fois sans se poser, furtivement, comme si, par pudeur ou par timidité, chacune se hâtait de regarder ailleurs.

— Tu prends du café, grand-maman ?

— Cela me fait un drôle d'effet de t'entendre m'appeler grand-maman.

— A moi aussi. N'est-ce pas ainsi que je t'appelais boulevard Saint-Germain ?

— Je crois... Oui... D'ailleurs, ta mère n'aurait pas permis...

Elle n'acheva pas sa pensée. On voyait à la fixité de ses prunelles qu'elle avait tout à coup une idée.

—Pourquoi ne m'appellerais-tu pas Juliette ?

Sophie la regarda, d'abord avec surprise, puis avec un sourire amusé.

— T'appeler Juliette... répéta-t-elle.

Enfin, secouant la tête pour rejeter les cheveux de son front et de ses joues, d'un geste familier :

— On peut toujours essayer... On verra ce que ça donne...

Elles étaient allées trop vite et il valait mieux parler d'autre chose. Sophie était préoccupée par la question de la salle de bains, qu'il faudrait bien aborder et qui était délicate. Il n'y avait qu'une salle de bains dans l'appartement proprement dit et, pour s'y rendre, la vieille femme serait obligée de traverser chaque fois la cuisine. La jeune fille, de toute façon, éprouvait de la répugnance à partager cette intimité-là avec sa grand-mère.

Dans le corridor, derrière, après les chambres de bonnes, il existait bien une salle de bains rudimentaire et, jusqu'ici, elle n'avait servi qu'à Louise, qui l'utilisait en outre pour laver le linge fin qu'on n'envoyait pas à la blanchisserie.

Le mieux n'était-il pas de ne rien dire et de laisser faire la vieille ?

— Tu ne sautes pas, en ce moment ?

Sophie ne comprit pas tout de suite qu'il était question de parachutages. Quand elle s'en rendit compte elle désigna le ciel, plus noir encore que le matin.

— A cette saison, cela n'arrive pas souvent.

— Et l'auto ?

— Je ferai peut-être le rallye de Monte-Carlo, en décembre.

— Tu passeras voir ta mère ?

— Je ne vais jamais la voir. Il nous arrive de nous rencontrer par hasard, à Cannes ou à Juan-les-Pins.

— Elle est venue dans cet appartement-ci ?

— Non.

Sophie avait de la peine à concevoir que c'était de la fille de la vieille femme qu'on parlait de la sorte.

— Elle a changé ? demandait encore Juliette.

— La dernière fois que je l'ai vue, elle avait engraissé.

— Elle tient de son père. A cinquante ans, il était fier de peser cent kilos.

Bien que ce ne fût pas encore le crépuscule, un fin brouillard flottait dans le studio. Les tours, récemment nettoyées, de Notre-Dame, se découpaient, crayeuses, sur un ciel presque noir et, de temps en temps, on entendait la sirène d'un remorqueur, des lumières, par-ci par-là, commençaient à pointiller le paysage.

Sophie fumait une cigarette, étendue sur le divan près de la fenêtre,

tandis que sa grand-mère restait assise, comme en visite, dans un des fauteuils de satin.

— Tu ne dois pas te changer ?

— Non.

— Tu dînes pourtant en ville ?

— Où je vais ce soir, on n'a pas besoin de s'habiller.

Juliette était attentive à tous les bruits et, quand elle entendit une sonnerie dans la cuisine, elle se leva précipitamment.

— C'est Pilou. Tu permets ?

— Je t'en prie.

— Je vais en avoir pour un certain temps. Quand ce sera ton heure, pars sans t'inquiéter de moi.

A mi-chemin de la porte, elle se retourna, non sans gaucherie.

— Je ne t'ai pas encore dit merci... Je ne sais pas si cela t'ennuie que je le fasse, mais je te le dis quand même...

— Tu es gentille.

— Je ne suis pas gentille. Ce n'est pas à mon âge que je vais le devenir. Toutefois...

Elle préféra tourner le dos et continuer son chemin vers la porte pour continuer sa phrase.

— ... Au fond, vois-tu, je n'avais pas tellement envie de mourir.

Restée seule, Sophie ferma les yeux et, si elle fut un certain temps à penser, elle dut finir par s'assoupir car, quand elle se redressa, l'obscurité l'enveloppait et, au-delà des vitres, les lumières de Paris formaient comme un décor de théâtre.

Il était cinq heures moins dix. Elle serait en retard à la *Patate*, le cabaret de la rue Washington où elle avait promis de rejoindre son amie, C'était sans importance. Lélia avait l'habitude de l'attendre.

Elle n'alluma que la lampe la plus proche, chercha ses souliers sur le tapis, alla prendre dans sa chambre l'imperméable qu'elle avait porté le matin et qui était, pour elle, comme un uniforme.

Elle avait dans la bouche un mauvais goût qu'elle connaissait bien, comme elle connaissait le remède, et, debout près du guéridon, elle but une gorgée de whisky à la bouteille en regardant la raie de lumière blanche sous la porte de la cuisine.

Elle entendait des voix, n'avait pas envie de savoir ce qui se passait entre Louise et sa grand-mère et elle suivit le couloir sans bruit, referma doucement la porte du palier derrière elle.

L'escalier, avec son éclairage jaunâtre, son silence d'église, lui parut plus irréel, ou plus étranger que les autres jours. Il lui arrivait, en passant devant les portes closes, derrière lesquelles des gens vivaient, de les fixer avec envie, ou avec haine, selon son humeur. De l'appartement du premier étage, seul, sourdait presque toujours une musique douce et lointaine.

Elle chercha dans sa poche la clef de la voiture italienne dont la carros-

serie, couleur cerise, était couverte de grosses loupes de pluie et, quelques instants plus tard, elle respirait l'odeur de cuir et d'essence, mettait le moteur et les essuie-glace en marche.

Le temps de franchir le pont des Tournelles, elle s'enfonçait sur la rive gauche, dans le flot des autos qui, sur toute la largeur des quais, déferlaient dans la même direction, avec des visages pâles et vides comme le sien derrière les pare-brise.

Puis elle contournait la place de la Concorde, remontait les Champs-Elysées, où les parapluies se heurtaient sur les trottoirs.

Rue Washington, l'enseigne du cabaret n'était pas éclairée, ni la boîte vitrée, près de la porte, contenant les photos des artistes. La grille était entrouverte et, un peu plus loin dans le couloir, Sophie, après l'avoir remise en place, frappa à une porte peinte en jaune derrière laquelle on jouait du piano.

Une fille en collant noir vint lui ouvrir.

— Bonsoir, Minouche.

— Lélia avait peur que tu ne viennes pas.

Il n'y avait que deux lampes allumées, de grands trous d'ombre dans les coins, quatre, cinq silhouettes, et des points rouges de cigarettes, le blanc des manches de chemise du pianiste qui continuait à taper en attendant que Minouche reprenne ses exercices.

Lélia venait vers Sophie, fatiguée, peut-être d'avoir trop répété.

— Comment ça s'est-il passé ? questionnait-elle à voix basse.

— Bien.

— Rien d'ennuyeux ?

Elle paraissait, ici, plus craintive et plus faible, vulnérable.

— Tu leur as dit ? demandait Sophie.

— Non.

Minouche dansait interrompant la musique pour recommencer une figure, le regard dur, volontaire. Un homme trapu, un Italien noir de poil, sortait de la cave, des bouteilles à la main, les déposait sur le bar.

— Te voilà, toi ! Comment vas-tu, chérie ?

Il avait les dents brillantes, le sourire satisfait, et il les appelait toutes « chérie ».

— Tu y vas, à ce cocktail de cinéma ?

— Nous y passerons sans doute un moment.

— On te verra ce soir ?

Sûrement, tôt ou tard dans la nuit, viendrait-elle retrouver Lélia. Elle ne savait jamais ce qu'elle ferait dans une heure et, pourtant, il se passait toujours la même chose. Après ce cocktail-là, où il y aurait trois cents personnes, elles suivraient une bande quelque part, peut-être à un autre cocktail, et un petit groupe finirait par les entraîner dans l'un des quelques restaurants habituels.

A dix heures, Lélia se lèverait de table en soupirant.

— Je dois aller au boulot.

Quelqu'un, alors, se proposerait de la conduire en voiture, sinon elle prendrait le métro.

Puis, en compagnie des uns ou des autres, c'était sans importance, Sophie irait ailleurs, n'importe où, et sans doute ailleurs encore, avant de finir à côté de Lélia sur un des tabourets de la *Patate*.

Pendant ce temps-là, sa grand-mère, quai de Bourbon, s'acharnait à organiser sa vie, et probablement avait-elle commencé à mater Louise.

— Sers-moi un scotch !

La vieille lui avait demandé de l'appeler Juliette. Pourquoi pas ?

(*A suivre.*)

GEORGES SIMENON

CHRONIQUE DES LIVRES

IMPRESSIONNISTES ET SYMBOLISTES DEVANT LA PRESSE

par Jacques Lethève (*Armand Colin*)

L'action de la presse sur l'opinion et, par là, sur l'Histoire, est devenue assez importante pour justifier une collection qui en isole historiquement les différents aspects. Telle est la collection *Kiosque*, inaugurée par une monographie de Raymond Barillon sur *Le Cas Paris-Soir* et par une étude de Jean Lethève sur les réactions de la presse entre 1860 et 1900, devant les nouveautés de l'impressionnisme et du symbolisme. Etude bien menée, amusante à lire, affligeante aussi par tous les exemples que l'on y découvre de l'étroitesse et de la lenteur d'esprit des critiques et des publicistes devant les formes nouvelles du goût et du style. Il est vrai que l'impressionnisme en peinture, le symbolisme dans les lettres apportaient des façons tout à fait nouvelles de voir et d'écrire, où l'excellent côtoyait le contestable, où les procédés et le snobisme d'Ecole abîmaient parfois les plus justifiables et intelligentes tentatives de renouvellement.

Mais comment s'expliquer que, pendant plus de vingt ans, Manet ait pu être désigné par presque tous les critiques d'art comme un peintre scandaleux; qu'Albert Wolff, dans le *Figaro*, en 1876, à propos d'une exposition où figuraient Monet, Pissaro, Renoir, Degas, Sisley et Berthe Morizot, écrivît cette phrase : « *Cinq ou six aliénés, dont une femme, un groupe de malheureux atteints de la folie de l'ambition s'y sont donné rendez-vous pour exposer leur œuvre ?* » L'accueil fait d'abord par la critique (où figuraient pourtant des noms tels que ceux d'Anatole France, Jules Lemaître, Brunetière) à la poésie musicale de Verlaine — réputée « inintelligible » — et à Rimbaud, Mallarmé, Laforgue — réputés « fumistes » — était chose connue. Les textes rassemblés par Lethève éclairent, ce qui l'était moins, la perspicacité de certains journalistes tels que Fénéon, Wyzewa, Henry Bauer, qui ont compris avant les autres les valeurs nouvelles.

P.-H. SIMON

(*Suite de la chronique des livres page 62.*)

DE LA BROUILLE

par Jean Cocteau

Si je pouvais haïr, si j'en étais capable, je ne saurais haïr que la haine. Dans le domaine sentimental j'ai souvent dit que j'étais plus capable de mener à bien l'amitié que l'amour.

La brouille est un microcosme de la guerre, de la discorde, et, comme la guerre, un échec pour les deux camps. Je dirai même qu'à l'exemple de la guerre, le bénéfice serait davantage du côté de la victime que du côté de celui qui décide les hostilités. A tel point je manie mal les armes blanches de la brouille, qu'il m'est arrivé d'oublier une brouille et de me jeter les bras ouverts sur la personne stupéfaite à qui je ne devais plus jamais adresser la parole, acte d'autant plus insolite qu'il arrive que les amis lesquels s'étaient rangés derrière notre attitude, nous pardonnent mal de les mettre en fâcheuse posture.

Longue brouille m'est intolérable et il n'est pas rare que les souvenirs d'amitié ancienne l'emportent sur les griefs dans mon cœur, que ces griefs récents s'évaporent et cèdent la place aux prestiges de la mémoire. C'est ce qui m'advint avec François Mauriac. Il m'était difficile de ne pas lui en vouloir après *Bacchus* et le sabotage d'une pièce objective qui ne contenait aucun des sacrilèges qu'il avait versés à mon compte alors que je mettais dans la bouche des personnages les paroles célèbres qu'ils ne pouvaient pas ne pas prononcer.

Seulement Mauriac reconnut vite son erreur et la longue vague de souvenirs d'une jeunesse où nous fîmes ensemble nos premières armes, effaça les injustices écrites dans le sable.

Il me deviendrait pénible d'échanger l'œil de verre entre amis d'enfance. Je n'ignore pas que le public aime les corridas et s'excite à la pose des banderilles. Grave fut sa déception, lorsque je tombai très malade du cœur, de voir celui de François Mauriac se pencher vers moi et de me voir gommer nos discordes. Les spectateurs parisiens eussent préféré que jouassent les fanfares funèbres et d'assister à une mise à mort. On mit cela sur le compte du manque de caractère et même il y eut des âmes assez laides pour croire à une mise en scène habile et que la tornade qui nous opposa était une habile machine de publicité.

Même un Maurice Sachs, je ne peux accuser sa mémoire. Il reste à mes yeux l'exemple de cette jeunesse qui se révolte contre les sentiments qu'elle éprouve et confond avec une preuve de faiblesse la merveilleuse partie de soi qu'on supprime afin de la consacrer aux autres. La jeunesse repousse toute invasion qui dérange sa personnalité. L'amour lui apparaît comme une maladie honteuse dont il faut guérir et n'en conserver que les gestes, comme le prouvent les films à la mode. Elle couvre d'injures ce qu'elle adorait afin de se libérer d'une entrave au développement de son moi.

Cette clairvoyance m'a toujours conseillé de craindre les brouilles définitives et j'aurais horreur de mourir brouillé avec qui que ce soit. Il y a en outre quelque ridicule à prendre au sérieux la pauvre terre où nous sommes collés par un phénomène gravitatoire, au point de rendre les terriens responsables des instincts de haine que la nature propage afin de les pousser les uns contre les autres, de tuer ses puces, de retrouver l'équilibre de son cheptel, de même qu'elle les pousse à l'acte d'amour afin de perpétuer l'espèce en prenant soin de préserver ce qui a nom « vice » et qui n'est qu'une mesure prudente contre le danger de surpopulation.

⁂

Revenons à nos moutons noirs.

Ma seule brouille véritable fut celle avec les surréalistes. Elle dura dix-sept ans et me priva en quelque sorte de mes seuls amis valables, partageant les mêmes admirations et les mêmes dégoûts que moi — me laissant seul défendre des causes qu'ils défendaient en groupe. Cette brouille vint de ce que j'étais trop libre pour accepter de recevoir des ordres et que la découverte de mon sacerdoce était trop neuve et maladroite pour me rendre apte à servir toute autre cause que la mienne. A la longue les pires ennemis sont devenus mes meilleurs amis, et s'il nous arrivait de faire nos comptes nous ne parvenions plus à comprendre le pourquoi de cette brouille exemplaire et interminable.

Paul Eluard prétendait que cette brouille était une forme de l'amour, que sa virulence le prouve. J'en doute. Je crois plutôt que Breton possédait d'autres directives que les miennes, ne s'était jamais engagé comme moi sur de mauvaises routes et dressait une muraille entre son équipe et moi. De cette brouille j'avoue avoir beaucoup souffert. Jamais je n'ai répondu aux attaques des surréalistes ni prononcé la moindre parole haineuse contre une église dont j'approuve le dogme. Mais que de temps perdu ! Que de gâchis — que de solitudes. Et actuellement où j'ai perdu Eluard le lendemain de notre réconciliation, où je porte le deuil de Desnos, où Aragon est de mes intimes,où il n'existe plus d'ombres entre Dali, Bunuel, Max Erst Miro et moi, sans parler de Picasso qui

jamais ne m'a retiré sa main fraternelle, actuellement encore, quelques peintres ou poètes mal avertis, continuent à obéir à des ukases fantômes et à me rayer de leur liste.

Le public aime les anecdotes, les histoires de brouilles retentissantes, les mots d'esprit, les rancœurs et les scandales. Hélas je suis incapable de le satisfaire. J'habite la côte d'Azur chez une amie aussi incapable de se brouiller que moi, et avec un fils qui, le nez sur ses toiles de peintre, la bouche close, se refuse à tous les contacts qui ne présentent pas des assurances durables et profondes.

Bien sûr j'ai traversé des périodes où la fatigue du travail provoque des crises orageuses, et je pourrais me peindre crachant à la figure de Diaghilew qui voulait à Rome escamoter mon rôle de chorégraphe dans le ballet *Parade* en 1917, ou jetant à la tête de Jouvet les mauvaises places qu'il m'avait réservées pour *La Machine infernale.* Mais, le surlendemain de ces esclandres, on s'embrassait et on brûlait dans le feu de la besogne commune, les sorciers, les sorcières et les diables qui voulaient se dresser entre nous.

Chaque jour on m'invente des propos que je n'ai pas tenus, on me promène dans des lieux que je ne fréquente pas, on me prête des projets dont je n'ai jamais eu la moindre idée. Or, sauf si ces propos et ces projets risquent de choquer ou peiner des amis, je ne cherche jamais à remettre les choses en place. Mais si on me prête des paroles déplaisantes pour des amis que je respecte, il m'arrive de tomber en syncope et de devenir comme fou.

Il est vrai qu'une nuit de sommeil me calme et me démontre le ridicule de ma révolte en face d'anecdotes qui sont en quelque sorte la forme la plus naïve d'un besoin de fables et de mythologie.

Une légende est faite de contrastes. Le choc de ces contrastes allume cette phosphorescence mystérieuse émanant des poètes et dont Colette me disait qu'elle dispense de les lire et qu'elle suffit à les auréoler.

***

Je viens d'avoir encore un exemple du malaise incroyable où me mettent les atmosphères confuses. C'était à l'Académie française où j'avais eu l'imprudence d'entraîner mes amis Jean Rostand et Paul Morand. J'avais eu même beaucoup de mal à les convaincre. C'est dire qu'un échec me devait être particulièrement pénible. En ce qui concerne Jean Rostand j'ai décroché la timbale, mais de justesse. (Au premier tour, sur vingt-neuf voix sûres il en restait quinze dans l'urne !) En ce qui concerne Paul Morand, le fantôme d'un passé qui pèse beaucoup sur les uns et fort peu sur les autres, dressait une ombre apte à masquer son talent, sa grâce, sa parfaite propreté d'âme et les richesses de son cœur.

Bref, consulté, le Président de la République, protecteur de l'Académie et qui ne cache pas son admiration pour Morand, conseilla d'attendre une période où la brouille ne risquait plus d'enlever à notre collège le style de Club qui le caractérise. Mais hélas, ces paroles sages et prudentes, reprises par des bouches passionnées, devinrent une sorte d'acte impérialiste sans le *moindre* rapport avec l'attitude du général. Derrière l'entêtement de certaines personnes, le général prenait une figure de juge, que je l'approuve de ne jamais prendre.

On reprochait surtout à Paul Morand de se retirer de la course par l'entremise d'une lettre « excessive » où ses détracteurs eussent désiré qu'il les remerciât de le mettre à la porte.

Ce que le public ignore c'est que nous ne sommes pas véritablement élus avant que le Président de la République ne nous accepte. Lorsque le public s'étonne de voir le général de Gaulle décider de l'élection d'un nouveau membre, il se trompe. Il était dans le rôle du général-président de conseiller à Paul Morand d'attendre que les esprits se calment. Paul Morand s'est, avec élégance, sacrifié à la bonne entente d'une sorte de Jockey Club de l'esprit, où il nous eût été odieux de voir tel de nos confrères lui tourner le dos. Mieux valait agir avec la noblesse dont le général et Paul Morand viennent de donner l'exemple.

Bien qu'il ne me soit pas permis de divulguer une seule ligne de sa lettre, je peux me permettre de dire qu'elle faisait allusion à la haine et que la haine montra son étrange tête de Méduse afin de stigmatiser ce terme sous la plume d'un homme qui n'avait que ce moyen de se défendre contre une calomnie rapide à prendre relief de vérité pour peu que certaines langues s'y emploient. Cette tête de Méduse coiffée de reptiles remplaçait brusquement celle d'amis dont je ne connaissais que le sourire. Or, je n'ai jamais caché que si je savais reconnaître l'honneur que m'a fait l'illustre vieille dame en me recevant chez elle et que pour rien au monde je ne voudrais parodier à son adresse la phrase de Talleyrand sur Napoléon et dire : « Il est dommage qu'une si grande dame soit si mal élevée », ce jeudi 23 avril je descendis avec tristesse les marches du temple de Janus à double face.

Quoi ? Ne pouvait-on faire table rase des circonstances qui mirent, pendant l'occupation, plusieurs personnalités de premier ordre en fausse posture et, au lieu de les condamner au nom du patriotisme, leur permettre de servir la France en l'ornant de leur lustre et en luttant de la sorte contre cette vague de médiocrité qui la menace ?

Brouille, brouille, brouille. La brouille aptère ne pouvait battre avec les grosses ailes de bronze de Minerve le calme de notre salle de réunions. Car aptère est la brouille et malheureusement grâce à ce manque d'ailes, solide au poste. Et peut-être les grandes ailes noires eussent-elles consolé ma peine par leur superbe. Mais la brouille même à sa plus forte puissance ne trouve dans mon âme que lessive et voiles de deuil.

⁂

Je déteste admettre la brouille et il m'est très pénible de m'y résoudre. Seulement, avis aux amateurs : je suis fort capable de réagir sans christianisme contre ceux qui profitent de ma fameuse gentillesse et croient pouvoir impunément gifler un honnête chrétien sous prétexte qu'il accepte de tendre l'autre joue.

La brouille naît presque toujours d'un malentendu qui s'allonge par le fait que les protagonistes s'éloignent l'un de l'autre. Les griefs se fabriquent d'eux-mêmes et la réconciliation, si facile au début, devient difficile à la longue. J'ai connu en Grande-Bretagne des pères et des fils qui devenaient étrangers les uns aux autres par suite des interminables suites d'une mésentente. Combien de fois m'arrive-t-il en lisant un roman, en voyant une pièce, d'avoir envie de crier comme les enfants à Guignol : « Mais parlez-vous donc, têtes de mules ! Ne gardez pas le silence ! » Hélas le silence s'éternise. La bouche reste close et quelques grains de sable deviennent un désert du cœur.

Si j'avais à conseiller les jeunes bien que je déteste les conseils ce serait de ne jamais donner prise à la brouille.

La méthode consiste à ne jamais croire d'emblée ce qu'on vous rapporte et à juger plus sévèrement le colporteur des mauvaises paroles que celui qui les a dites.

Certaines choses ne peuvent sortir de certaines bouches. La calomnie se reconnaît au vocabulaire. L'essentiel est d'avoir l'oreille assez fine.

En ce qui me concerne je me vante de n'avoir jamais entendu dire du mal de mes amis. Chacun sachant que je ne le laisserai pas m'en dire et que le poison ne trouverait pas le chemin de mon cœur. Ecouter le mal c'est déjà en être complice. Aussitôt que la médisance s'ébauche, bouchez-vous les oreilles et que votre œil se change en arme et tue ce cobra dans l'œuf. C'est ainsi que vous pourrez vivre dans une ville qui ferait se battre les montagnes et s'amuse à vous prêter ce qu'elle n'aimerait pas qu'on lui rende.

Je vous citerai comme exemple de cette attitude lord et lady Jebb qui ne me crurent pas une minute capable de prononcer les paroles malséantes qu'on me prête au sujet de ma rencontre avec la princesse Margaret. A ma profonde surprise j'ai vu dans un journal des vulgarités et des plaisanteries sortir de ma bouche comme les crapauds et les couleuvres du conte. Sans l'élégance d'âme de la princesse, ces articles risquaient de me brouiller avec tout un peuple qui a raison de ne pas admettre qu'on touche à ses princes et qui m'a fait l'honneur de me couronner docteur *honoris causa* à l'Université d'Oxford.

J'ai passé presque quarante ans de ma vie à me défendre contre l'ange de la colère et à devenir une sorte d'athlète moral grâce à des exercices internes comparables aux exercices externes de l'athlétisme physique. Eh bien ! j'ai beau encaisser à merveille, il m'arrive de parer mal les

coups bas et c'est une des raisons qui m'ont poussé à ne jamais lire ni louange ni blâme à mon adresse et à vivre loin des centres de démoralisation et des lieux où l'on me cite avec une scrupuleuse inexactitude.

Certes il ne faut pas s'alarmer outre mesure du bavardage des villes. Il y aurait quelque sottise à en prendre ombrage. Mais à cela je réponds que je détesterais être mithridatisé contre la médisance et en prendre l'habitude. Il importe de rester sensible et d'avoir toujours la tête moins solide que le cœur.

Je suis entré dans la poésie vers l'âge de vingt ans comme on entre dans les ordres et la règle du monastère consiste à ne pas prendre la méchanceté comme preuve d'intelligence et la bonté comme preuve de sottise. Seulement j'aime la bonté lorsqu'elle possède la force de la méchanceté. La bonté molle me dégoûte et la méchanceté mondaine se présente à moi sous forme d'une partie de cartes où le diable triche et peut perdre.

Les brouilles viennent souvent de racontars faits à notre insu et je connais des innocents qui cherchent en vain dans leur mémoire les raisons d'une froideur subite chez des personnes qui leur témoignaient la veille une entière confiance.

Il m'est arrivé de débrouiller des brouilles. C'est-à-dire d'en découvrir l'épicentre. Il est quelquefois tout à fait étranger au cyclone. Par exemple un hasard qui place fauteuil d'orchestre à fauteuil d'orchestre des ennemis mortels sans que le pauvre auteur de la pièce y soit pour quelque chose. Mais on l'en a rendu responsable, croyant que l'auteur épluche la composition de ses salles et longtemps il se demandera ce qui motive que X ou Z l'évitent.

Voici quelques propos sur la brouille. Je les ai dictés rapidement, par crainte de prétendre sculpter en bronze une des formes les plus frivoles de la frivolité.

JEAN COCTEAU,
de l'Académie française.

LE DÉFI ÉCONOMIQUE EST-OUEST

par EDMOND GISCARD D'ESTAING

Si nous choisissons ce titre, ce n'est pas du tout qu'il nous paraisse correspondre à la réalité, mais c'est parce que le sujet est si généralement débattu aujourd'hui sous cette forme qu'il n'est pas possible de l'écarter. Nous ne sous-estimons pas, bien entendu, l'importance fondamentale des questions soulevées par la coexistence de pays hautement développés et de pays où le niveau de vie est particulièrement bas, comme aussi par la coexistence de régimes économiques basés sur les initiatives individuelles et d'autres recourant exclusivement à la planification la plus tyrannique. Mais ce contre quoi nous devons nous élever c'est la simplification grossière suivant laquelle on ramène l'évolution actuelle du monde à une *rivalité* entre l'Est et l'Ouest, les deux régimes politiques et économiques étant censés se lancer un mutuel défi et l'opinion mondiale marquant les points de ce combat singulier. La rivalité Est-Ouest constitue le type d'un de ces faux problèmes avec lesquels on abuse l'opinion publique, puisque les faits sont mis au service de thèses politiques générales.

Une des meilleures illustrations de ce magma verbal qui se prétend scientifique, nous est donnée par une affirmation qui fit grand bruit lorsqu'elle parut en France, dans un grand journal du soir, sous la signature d'un économiste connu : « La stagnation des économies européennes, surtout celle de l'économie française, contraste avec les progrès constants de l'économie soviétique. Le moment critique est venu. Allons-nous nous résigner, ou nous laisser dépasser par le concurrent en maudissant ses méthodes diaboliques ? Faut-il, au contraire, copier ces méthodes et au prix de quels abandons ? Si les courbes doivent continuer leur tracé, la question est réglée... » Un professeur d'Oxford écrivait à la même époque : « La Russie se rapproche à une vitesse étonnante du niveau de consommation réel de l'Europe occidentale », et un autre affirmait aussi catégoriquement : « Le niveau de vie est plus élevé en Russie que dans bien des pays occidentaux... »

Il est impossible de réfuter une prédiction au moment où elle est formulée, car seul l'avenir en prouvera la valeur. C'est pourquoi nous avons choisi ces textes prétendus prophétiques car ils sont d'octobre 1952, et

qu'avec sept ans de recul, la condamnation qu'ils portaient sur l'avenir de l'Occident relève visiblement de la fantaisie la plus totale. Prétendre en effet que l'économie européenne, et particulièrement l'économie française, est en état de stagnation, peut satisfaire un esprit systématique qui ne s'intéresse qu'aux théories, mais apparaît dérisoire à qui constate l'expansion extraordinaire de l'Europe, des Etats-Unis, et tout particulièrement la véritable explosion d'activité économique à laquelle nous assistons en France. Quant à ce qui est de la prétendue prospérité soviétique, nous avons également la chance, grâce au décalage du temps, de pouvoir nous référer à un jugement irréfutable : le chef actuel de la Russie, M. Khrouchtchev, a caractérisé comme suit, en décembre 1958, cette situation de 1952 qui faisait l'admiration des thuriféraires du communisme : « Ceux qui avaient la charge de l'agriculture, notamment Malenkov, savaient-ils que le pays *manquait de pain ?* En dépit des faits, celui-ci, en 1952, à la tribune du Congrès du Parti, indiquait que la récolte globale était de 8 milliards de pouds et que desormais le problème des céréales était définitivement résolu. Malenkov a agi malhonnêtement... Même dans la meilleure année de cette période, en 1952, les kolkhozes et les sovkhozes n'ont pas récolté 8 milliards, mais seulement 5,6 milliards de pouds... En 1953, il fut collecté 1.900 millions de pouds de céréales, mais il en fut consommé 2.020 millions pour le ravitaillement et les semences. Il a fallu entamer les réserves de l'Etat, ce qui était inadmissible. De fait, quant à la production céréalière, le pays se trouva pendant une longue période *au niveau de la Russie d'avant la Révolution...* bien que le chiffre de la population, notamment dans les centres industriels et dans les villes, se fût accru sensiblement et que les besoins de l'Etat fussent infiniment plus grands que ceux de la Russie tsariste [1]. »

Ces divers textes nous paraissent l'introduction la plus opportune à toute étude qui s'efforce d'être objective, car c'est à la lumière des affirmations gratuites des uns, et des mensonges relevés par d'autres, que l'on comprend le mieux le danger des discussions actuelles puisque, aussi bien, chacun peut faire dire aux chiffres ce qu'il veut, et au moment où il le veut, quitte à leur faire dire plus tard le contraire.

Les peuples affamés.

L'opinion publique est, aujourd'hui, brusquement mise en face d'un fait considérable qu'on prétend lui révéler alors que, hélas, il a toujours existé. Des esprits généreux découvrent, à leur grand étonnement, que les deux tiers de l'humanité sont sous-alimentés. En même temps, les études démographiques laissent prévoir un accroissement de la population plus rapide

(1) *Pravda*, 16 décembre 1958. Ces diverses citations sont extraites de la revue *Est et Ouest*, qui publie la plus remarquable documentation sur l'évolution interne des pays communistes.

que jamais. C'est ainsi qu'il y avait 1,8 milliard d'habitants en 1920, qu'il y en avait 2,2 en 1940, puis 2,75 milliards en 1955. Comme les informateurs et les idéologues ont en commun, quoique pour des raisons différentes, le goût des titres à sensation et de l'outrance passionnée, on répète quotidiennement que des centaines de millions d'hommes sont réduits à la famine et à une famine qui, demain, sera plus angoissante encore qu'aujourd'hui.

Il y a certes là de quoi émouvoir l'opinion ; mais en présentant la question sous un tel aspect, on la déforme jusqu'à la caricature. Si un médecin se bornait à décrire à son client la maladie dont il souffre, sans faire ce qu'il faut pour le guérir, et sans donner à ses voisins les conseils d'hygiène qui leur permettront de rester bien portants, mieux vaudrait qu'il se taise. Or, l'extraordinaire floraison de livres, de brochures et de discours sur la famine du monde correspond curieusement à un goût singulier pour tout ce qui peut nous conduire au désespoir. Il n'est que trop vrai que trop d'hommes ont faim, comme il y en a trop de par le monde qui sont tuberculeux, lépreux ou syphilitiques. L'histoire économique se résume en un long effort, encore bien imparfait, pour arracher les hommes au niveau primitif de leur existence et les faire émerger, progressivement, et çà et là, de ce qui fut leur triste et commun état...

Parler du monde comme s'il se divisait en pays développés et pays sous-développés, ou en pays riches et pays pauvres, constitue la plus grossière en même temps que la plus systématique des erreurs. Tous les pays ont été primitivement non pas sous-développés, mais non-développés; et aucun d'eux ne peut dire aujourd'hui qu'il est arrivé à son état définitif de développement, car les perspectives ouvertes sur l'avenir restent immenses. D'autre part, il n'existe pas de régions, ou d'hommes, qui soient, par un aveugle décret de la Providence, condamnés à la pauvreté. C'est pourquoi toute étude qui admet comme un fait d'expérience qu'il y ait des nations *spoliées* et des nations *spoliatrices* et qu'il en résulte aujourd'hui une situation nouvelle et explosive, correspond à une prise de position intellectuelle, qui peut être d'ailleurs d'une immense portée, mais résulte surtout de la couleur que l'on donne aux choses et non pas de leur nature.

Un ancien premier ministre français écrivait il y a quelques jours : « Les pays riches et évolués représentent à peu près le cinquième de la population mondiale mais disposent des deux tiers du revenu mondial. » Voilà bien l'archétype d'une affirmation bouleversante, apparemment incontestable, et la mieux faite pour mettre le feu aux poudres et qui, cependant, est la plus fausse qui se puisse imaginer dans tous ses termes. On laisse croire qu'il existe, répandu sur la planète, un « revenu mondial », don gratuit de la nature ou des dieux, et que quelques groupes humains privilégiés se sont arrangés pour l'accaparer. Combien il serait plus loyal de constater qu'à l'heure actuelle « les pays travailleurs et évolués représentent à peu près le cinquième de la population mondiale,

mais à eux seuls ils sont capables de créer les deux tiers des richesses dont les hommes ont besoin ». Nous espérons que le lecteur voudra bien s'arrêter un instant pour réfléchir aux différences essentielles qui séparent ces deux phrases et pour peser le choix des mots composant l'une et l'autre. Il sera ainsi amené à aborder dans la clarté ce problème des peuples restés faméliques, problème pathétique certes mais qu'il est vain et dangereux de présenter sous un jour inexact.

La conscience humaine souffre de savoir qu'un Indien se traîne lamentablement au bord d'une route du Bengale ou meurt dans un bouge de Calcutta. Mais dire que cette misère horrible d'un être humain est due à l'égoïsme d'un autre être humain vivant aux antipodes, est une imposture. La Bruyère a décrit des paysans qui, en France, au milieu du XVIIe siècle, vivaient misérablement. Il y a quelques années, parcourir la Sicile ou la Lucanie vous plongeait dans un climat social anachronique. Par contre, on se demande quelle heureuse prédestination pouvait bien enrichir le paysan hollandais, alors qu'il a dû conquérir ses champs contre la mer, et qu'il fait pousser aujourd'hui ses légumes dans une terre salée qu'il doit protéger par des digues.

C'est un des objectifs essentiels de notre époque que celui de faire progresser les innombrables populations dont le niveau de vie est si bas, mais ce noble dessein est déformé par les passions idéologiques. On pourrait penser que seule nous intéresse la situation arriérée ou difficile de certains hommes, et que le seul problème est de les tirer de la misère par les méthodes les plus efficaces dans chaque cas, sans autre préoccupation que d'adapter le remède à l'état précis de leur santé. Mais la passion politique ne l'entend pas ainsi, et voilà que le processus d'enrichissement des nations sous-développées est devenu un des thèmes du défi Est-Ouest. On s'obstine à faire croire qu'il y a deux médecins au chevet du malade : l'un venant de l'Ouest, l'autre venant de l'Est ; que chacun a sa thérapeutique, et qu'il entend l'imposer au malade, non pas pour le guérir (ce qui serait valable), mais pour fournir la preuve irréfutable de la qualité de ses remèdes. Quittons plutôt ce patient que l'on s'arrache, et examinons directement les diverses méthodes économiques mises en œuvre dans le monde atlantique ou dans le bloc communiste.

Réalités ou programmes ?

Ce n'est pas en quelques pages que l'on peut prétendre caractériser les modes de vie en vigueur dans divers pays. Il serait tentant, mais vain, de donner quelques chiffres jugés essentiels et de leur attacher une valeur absolue. Au surplus, on les trouve partout. La difficulté est de les interpréter. Certains principes peuvent guider dans cette tâche.

Il faut d'abord observer que l'on connaît le monde communiste à travers les programmes à longue échéance qui sont périodiquement établis.

On se rappelle l'observation d'un député disant à la Chambre française : « J'ai reconnu que l'orateur était socialiste, car dans son discours tous les verbes sont au futur. » Il est certes recommandable de faire des programmes. Il est même parfaitement loisible de les comparer car on peut en tirer d'utiles réflexions sur la prudence, l'optimisme ou l'illusionnisme qui les inspirent. Mais ce qui n'est pas tolérable, c'est de comparer un programme, c'est-à-dire un vœu, avec une réalité présente, et c'est pourtant le cas général car les Etats du monde occidental donnent très peu de publicité à leurs programmes à long terme, même dans les domaines où ils en font, tandis que le monde communiste, lui, est aussi prolixe sur ses objectifs que réticent quand il s'agit de l'état précis de son économie actuelle.

Le chef de l'U.R.S.S. a déclaré, en janvier 1959, au cours du vingt-neuvième Congrès du parti communiste, à Moscou, qu'à la fin de 1965, son pays détiendrait en Europe le premier rang en ce qui concerne l'économie générale, puis que, avant 1970, l'U.R.S.S. atteindrait et dépasserait les Etats-Unis dans le volume de la production ramenée par tête d'habitant. Ce qui fait que, « avant quinze ans, la population de l'U.R.S.S. aura acquis le niveau le plus élevé du monde »... Nous espérons certes vivement que le niveau de vie en Russie s'élèvera ; il faudrait une telle incapacité pour qu'il n'en soit pas ainsi que nous acceptons volontiers une telle prédiction, mais à condition qu'elle demeure modeste. Par contre, nous avouons n'avoir aucune idée de ce que sera le niveau de vie américain en 1975. De sorte que l'affirmation russe, outre qu'elle est purement gratuite, repose sur l'hypothèse de l'immobilité de l'économie américaine, ce qui paraît absurde si l'on considère l'expansion actuelle des Etats-Unis.

La deuxième difficulté provient de ce qu'on utilise des statistiques sans apporter à leur usage les réserves indispensables. Il est bien évident que nous nous efforçons tous de chiffrer les diverses richesses produites dans les divers continents. Mais ce n'est pas le moins du monde forcer la vérité que de reconnaître que toutes les statistiques sont inexactes ; et a fortiori, parce qu'elles sont tendancieuses, celles qu'on emploie pour comparer l'Est et l'Ouest. Ne nous attardons pas sur ce dernier trait ; aucun contrôle n'est possible sur des chiffres dont l'objet même est de servir exclusivement à la propagande et à la justification d'une théorie. Mais même s'il n'en était pas ainsi, il faudrait une naïveté extraordinaire pour croire que des statistiques suffisent à établir une vérité inattaquable.

Le dernier plan quinquennal russe déclare par exemple que la production des chaussures était de 275 millions de paires en 1955, qu'elle devait atteindre 356 millions en 1958 et qu'en 1960, elle s'établira à 417 millions. Si la paire de sandales de corde est assimilée à la paire de bottes montantes en cuir, il est facile de décupler la production des chaussures, tout en invitant la population à marcher quasi pieds nus. Quand on nous dit que les troupeaux de bovins se sont accrus de 27 % entre 1953

et 1958, nous nous en félicitons pour l'alimentation des Russes ; mais il se trouve que les documents officiels donnent des chiffres différents, parce que l'on compare le troupeau à un certain mois de l'année en 1953 et à un autre mois de l'année en 1958, sans préciser lequel. Au surplus, les Français qui ont vécu sous l'occupation allemande se rappellent l'arbitraire des statistiques de l'époque. Comme les agriculteurs devaient déclarer leur production, et qu'ils devaient la livrer, on assistait, dans un pays pourtant organisé et centralisé, à une déformation complète de la vérité. S'imaginer dans ces conditions que l'on peut dénombrer sans erreur le nombre de veaux (leur âge étant déterminant pour savoir s'ils augmentent ou non le chiffre des bovins), ou de porcs, ou de lapins, peuplant la vaste Russie et l'immense Sibérie, relève évidemment d'une imagination dévergondée.

***

Notre méfiance est encore accrue par ce fait singulier que le pays qui décrit et qui base toute son économie sur des statistiques est précisément celui où l'on donne le moins de renseignements chiffrés sur ce qui justement devrait être le plus facilement dénombrable et le plus impossible à réfuter. Nous connaissons, en France, le nombre de wagons chargés chaque semaine, le nombre de voyageurs empruntant la S.N.C.F. et les kilomètres qu'ils ont parcourus. Les compagnies de navigation donnent à quelques unités près les kilomètres parcourus par leurs avions et le tonnage qu'elles ont transporté. Les statistiques douanières nous renseignent instantanément sur le mouvement des marchandises qui traversent nos frontières. Nous savons de façon sûre le nombre d'automobiles sortant des usines, la quantité d'essence consommée par les touristes, la fréquentation des salles de spectacle, etc.

Or, ces renseignements tiennent toute leur valeur probatoire de ce qu'ils ne sont pas publiés en vue de telle ou telle conclusion, mais parce qu'ils sont les éléments d'une comptabilité nécessaire à la marche des affaires, ce qui est exclusif de toute fraude et de toute distorsion. Ce sont des éléments comme ceux-ci que nous voudrions connaître et contrôler, pour apprécier la vie en U.R.S.S., car sans eux l'opinion est invitée à se contenter d'informations abstraites, mode de connaissance assez vain. On nous dit que le tonnage d'un produit a augmenté de 17 %, ou que les prévisions du plan ont été tenues à 1,5 % près. Mais ce ne sont pas là des données précises. Un astronome pointe son théodolite sur les astres ; il fait toutes ses visées ; il relève toutes ses coordonnées ; et, ses calculs terminés, il déclare se trouver quelque part au large des Açores. Mais on l'invite à ouvrir sa fenêtre, et il aperçoit la tour Eiffel en vraie grandeur. Quelque valeur qu'il attribue à ses observations, il sera sage de reconnaître qu'il est en plein Paris.

Nous étions conduit à des réflexions de cet ordre en voyant à quelques semaines de distance le plus grand aérodrome de Russie et un de ceux des Etats-Unis. Un rapport d'expert, basé sur des comparaisons et des

extrapolations, avait conclu que la flotte commerciale américaine devait être environ sept fois celle de la Russie. Tel était le chiffre, mais nous lui préférions la vision directe. Sur le terrain de Washington, c'est une accumulation d'avions difficilement imaginable ; le rythme des départs est tellement accéléré que les avions font la queue sur les pistes pour attendre que ceux qui sont devant eux aient eu le temps de décoller ; le fourmillement et le scintillement des automobiles, sur six ou huit rangs, entre New York et Idlewild, donnent le vertige. Et, d'autre part, nous évoquions le quasi-désert de l'aéroport russe, le vide de ses alentours, la solitude de l'unique route qui y conduit, le silence des forêts que l'on traverse. Comment trouver une commune mesure entre ces deux spectacles ? Même lorsque le départ spectaculaire d'un Tupolef à réaction rompt pour un instant la monotonie accablante du plus morne des paysages.

Le choix des critères.

Ce contact direct avec les hommes et les choses nous conduit à la critique la plus sérieuse que méritent les comparaisons auxquelles se livrent les statisticiens.

Les tableaux de l'économie soviétique comportent essentiellement les matières de base : charbon, minerai, puissance électrique installée, acier sortant des hauts fourneaux, etc. Il est étrange de réduire l'économie d'un pays à l'accumulation d'une production de masse, et de négliger ce qui pourtant est la seule fin du travail humain, c'est-à-dire la satisfaction des besoins des consommateurs. Un peuple ne se nourrit pas de houille, d'acier ou de kilowatts. Il a besoin de vêtements pour s'habiller, de briques pour construire sa maison, de poêles pour se chauffer, de bicyclettes ou d'autos pour se déplacer, de téléphones pour communiquer avec ses voisins, d'horloges pour connaître l'heure. Peut-être satisfait-on l'orgueil élémentaire d'une foule en lui disant que l'on a construit un immense barrage, mais c'est à peine la première étape dans la voie de l'enrichissement collectif ; c'en est plutôt la préparation.

En parcourant les pays de l'autre côté du rideau de fer, et l'Europe ou les États-Unis, on est frappé de la différence fondamentale qui existe entre l'équipement général des uns et des autres. Pour s'en tenir à des secteurs précis, une nation peut mesurer son niveau de vie par l'importance du réseau routier âsphalté dont elle dispose. L'immensité des autoroutes américaines, avec leurs deux pistes largement séparées, et leurs accès en trèfle accompagnés de passages souterrains et de ponts pour éviter tout croisement, constitue un progrès physique qu'il est impossible d'évaluer par rapport aux routes misérables, chaotiques et boueuses qui traversent la Russie. N'importe qui est capable de faire *un* autostrade, *un* viaduc, ou *un* barrage. Le peuple le mieux équipé sera non pas celui qui construit le plus grand viaduc, mais celui qui construit le plus grand nombre de viaducs. Dans la rivalité Est-Ouest nous ne trouvons en réalité aucun élé-

ment qui se réfère à ces facteurs tangibles de prospérité ou de pauvreté collective. A supposer même que les productions d'acier aux États-Unis, en Allemagne, ou en U.R.S.S. soient connues avec exactitude, cela n'empêche pas que vous aurez une idée incomparablement plus juste de la situation présente des réseaux ferrés en prenant, dans une gare occidentale, un des innombrables trains partant à l'heure exacte indiquée sur l'horaire, et en regardant, dans une gare russe et sur les places qui l'entourent, les foules couchées autour de leurs baluchons et de leur pauvre marmite et attendant patiemment qu'un train arrive, aujourd'hui, demain ou après-demain, et qu'il soit permis d'y monter.

Mais il y a plus. Si nous considérons deux groupes humains ayant à leur disposition la *même quantité* de tous les biens matériels qui soient susceptibles d'évaluation : même nombre de trains, d'automobiles, d'appareils de radio — même quantité de lait, de céréales et de viande, il subsiste entre les deux un élément essentiel de différenciation : au moyen de quel travail ont été obtenues ces quantités égales dans un cas et dans l'autre ? Il est incroyable qu'un point aussi important soit systématiquement ignoré. Voici deux hommes ayant deux pouvoirs d'achat identiques. Le premier doit travailler dix heures par jour et trois cent soixante-cinq jours par an ; s'il est malade, s'il a un accident ou s'il est vieux, il est condamné à la misère. L'autre travaille six heures par jour, se repose un jour et demi par semaine, prend un mois de congé par an, et à partir de soixante ans se retire chez lui pour cultiver son jardin et pêcher à la ligne. L'égalité entre les statistiques économiques ne permet pas de déceler une différence entre le statut de ces deux hommes. Faut-il en conclure que leur niveau de vie est identique ? Nous ne voulons pas laisser intervenir, dans un jugement de nature économique, des éléments affectifs ou sentimentaux. Il faut veiller à ne jamais glisser du domaine des biens matériels à celui de la satisfaction ou du bonheur humain qui est d'un tout autre ordre. Mais, en restant sur le terrain de l'économie, au sens le plus strict du terme, il est impossible, sans une véritable imposture, de dissocier les produits de l'activité humaine et les conditions dans lesquelles s'exerce cette dernière.

Les rapports du Parti communiste roumain de novembre 1958 exposent ce que permet de faire ce qu'on appelle par euphémisme : « le travail gratuit ». Les plans élaborés par l'Etat auraient été, reconnaît-on, irréalisables parce qu'ils comportaient des dépenses immenses. Mais « par la volonté et le travail plein d'élan des masses, des travaux importants d'irrigation ont pu être effectués volontairement et avec des dépenses minimes ». Tout au long des comptes rendus présentés, on voit comment on arrive « à faire de grandes choses avec peu d'argent », en réalisant ce qu'on appelle des économies qui consistent à ne pas payer la main-d'œuvre. Ne faisons pas ici la critique de l'élan patriotique qui peut pousser les foules à travailler pour rien, ni de la façon dont on sait les y inciter. Mais disons que, du point de vue de l'économie sociale, il est

impossible de comparer l'aptitude d'un pays à fabriquer une tonne d'acier avec des ouvriers au standard de vie élevé, avec celle d'un autre pays qui y emploie des volontaires acceptant de ne pas manger et ne pas dormir.

La réponse des hommes.

Les questions soulevées par l'efficacité des systèmes économiques du monde libre ou du monde communiste sont, on le voit, extraordinairement nombreuses et elles ne peuvent être abordées qu'avec d'infinies précautions. Nous voudrions tout au plus suggérer quelques conclusions susceptibles d'éclairer les problèmes mais sans prétendre le moins du monde les résoudre.

La notion du « défi » entre l'Est et l'Ouest, a été créée de toutes pièces et elle est un magnifique objet de propagande. Tous les pays occidentaux que nous connaissons sont hétérogènes, et sur leur sol vivent des groupes humains ayant des niveaux de vie très différents. Cependant nous ne voyons pas l'opinion soulevée par le défi que la Picardie lancerait à la Bretagne ou que le Wurtemberg lancerait à la Westphalie. Chacune de ces régions s'efforce de tirer le meilleur parti possible de ses ressources et de l'ingéniosité de ses habitants, mais il n'y a pas entre elles un concours général, avec distribution de prix en bout de piste. Le plus curieux est qu'après avoir créé cette prétendue rivalité on l'a fait porter sur un certain nombre de points étrangement choisis. Et nos pays occidentaux acceptent avec candeur que la comparaison soit infailliblement portée sur ces quelques terrains, où il est possible en effet que le monde atlantique ait une primauté moins éclatante. De même que l'apparition du Spoutnik a été exploitée dans des conditions ne faisant guère honneur à l'esprit critique du monde, les courbes de production de l'acier ou de la houille sont devenues l'objet de cette compétition, parfaitement étrangère d'ailleurs aux préoccupations quotidiennes des hommes. Mais le fond du problème n'en est pas changé pour cela, et la réponse des hommes aux subtilités des dialecticiens ou des statisticiens est finalement le seul critère valable de leur approbation ou de leur désapprobation.

Voilà des années que nous assistons à un phénomène significatif sur lequel un voile est presque constamment jeté. Nous avons vu à Hong-Kong l'afflux inimaginable des foules de Chinois fuyant leur patrie, et transformant ce minuscule territoire en une fourmilière effroyable. Nous avons vu le dixième de la population du Tonkin fuir, par tous les moyens, pour s'implanter dans les camps qui les recevaient au Vietnam. Nous avons vu les Hongrois tenter de traverser les marais glacés leur permettant de gagner l'Autriche tout en échappant aux policiers qui les traquaient. Nous avons vu la ligne de démarcation entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest, avec ses réseaux de fils de fer barbelés et ses postes de guet, mais aussi avec l'étonnant siphon que constitue Berlin.

Sur toutes ces frontières il faut des sentinelles et des mitrailleuses non pas pour empêcher une invasion, mais pour interdire la ruée qui aurait lieu, de *l'intérieur à l'extérieur*, si les passages étaient libres. Ces millions d'exilés volontaires qui ont choisi l'exil il y a dix ans ou cinq ans, ces centaines de milliers d'êtres humains qui, actuellement, mois par mois, quittent leur foyer, leur famille et leurs biens pour se réfugier à travers mille périls dans le monde atlantique, sont le critère le plus décisif qu'il nous soit donné de connaître.

Que dirions-nous si tous les policiers de New York, de Montréal et de Paris étaient cramponnés aux basques des Américains, des Canadiens ou des Français, pour les empêcher d'aller vers les pays des lendemains qui chantent ? C'est alors que l'on nous jetterait quotidiennement à la face l'indignité d'un régime économique chaotique, et d'un régime social intolérable. La bataille des statistiques est plus facile à conduire que celle des convictions. La pression des hommes à l'intérieur des frontières enserrant le bloc communiste est la réponse la plus pertinente, la plus bouleversante, la plus incontestable à ce que des dilettantes de l'histoire ou de l'économie politique appellent avec désinvolture : « Le défi économique Est-Ouest ».

EDMOND GISCARD D'ESTAING

CHRONIQUE DES LIVRES

SUR LES MURS DE PARIS (1940-44)

(Hachette)

PIERRE BOURGET, le fils de notre regretté collaborateur J.-M. Bourget (qui *au lendemain* de l'autre guerre ne cessait de recommander l'usage des tanks et des avions *rassemblés en masse*, leçon de bon sens que devait jusqu'à 1940 inclus négliger notre haut commandement), et Charles de Lacretelle publient un album rassemblant les affiches apposées sur les murs de Paris pendant l'occupation. Précieux documents sur l'ineptie de la propagande allemande (il est vrai que les « propagandes » en général ne brillent pas par la finesse). Il est pourtant impossible de revoir avec détachement ce que nous avons contemplé avec tant de fureur. Ces images auxquelles on a joint la reproduction d'« avis » annonçant l'exécution d'otages sont complétées par un texte historique du plus vif intérêt, évoquant la tragique physionomie de Paris occupé.

M. T.

(Suite de la chronique des livres page 126.)

PILGRAM

par VLADIMIR NABOKOV

La rue, entraînant une ligne de tramway, commençait au coin d'une avenue populaire, s'enfonçait dans l'obscurité sans devantures, sans joie, puis, semblant décidée à entrer dans une vie nouvelle, changeait de nom après avoir franchi un square rond que le tramway contournait avec un grincement désapprobateur. La rue alors s'animait : sur la droite apparaissaient une fruiterie aux pyramides d'oranges vivement éclairées, un bureau de tabac avec le visage d'un petit nègre en turban, une charcuterie qui semblait pleine de serpents bruns et gras, une pharmacie, une droguerie et, soudain — un marchand de papillons. La nuit, surtout pendant ces nuits pluvieuses où l'asphalte brille du lustre d'un phoque, rares étaient ceux qui ne s'arrêtaient pas un instant devant ce symbole du beau temps. « Quelles couleurs, c'est merveilleux ! » disait le passant en continuant son chemin ; et il gardait dans sa mémoire cette vision miroitante d'ailes aux grands yeux étonnés, d'ailes célestes, d'ailes noires rehaussées d'émeraudes, jusqu'au moment où le tramway qui s'approchait le détournait de son rêve, non cependant sans qu'au vol, son regard ne fût retenu par un globe terrestre, des appareils de démonstration scolaire et un crâne posé sur quelques gros bouquins.

Après, venaient des boutiques sans intérêt — une mercerie, un dépôt de charbon, une boulangerie, et enfin, au coin, un estaminet. Le patron, un homme malingre, la peau flasque de ses joues coincée dans les pointes de son col amidonné, savait verser d'une main leste la fine de la bouteille au long bec, et n'avait pas son pareil pour lancer une réplique pleine d'à-propos. Presque chaque soir, le fruitier, le boulanger, l'électricien et le cousin du patron jouaient aux cartes à la table ronde près de la fenêtre. Celui qui gagnait commandait aussitôt une tournée de bière, de sorte qu'à ce jeu personne ne pouvait faire fortune.

Le samedi, un homme lourd au visage coloré, à la moustache grisonnante et mal coupée, s'asseyait à la table voisine, commandait un rhum, bourrait sa pipe et suivait le jeu d'un regard indifférent et mouillé, l'œil droit plus largement ouvert que le gauche. Lorsqu'il entrait dans

Ci-dessus Vladimir Nabokov. (Photo Clayton-Smith.)

l'estaminet, les quatre compagnons le saluaient sans détacher leurs yeux des cartes. L'électricien humectait son doigt de salive et jouait. « Une, deux, trois », disait le boulanger levant très haut la carte avant de l'abattre avec force sur la table. Après cela, une nouvelle tournée était de rigueur.

Parfois quelqu'un s'adressait à l'homme lourd et lui demandait si tout allait bien dans sa boutique. La réponse se faisait toujours attendre et souvent même elle ne venait pas. Si la fille du patron, une grande blonde en robe de laine à carreaux, passait près de lui, il essayait de donner une tape sur la hanche qui se dérobait, mais même alors son visage revêche, qui devenait pourpre, ne se déridait pas,

Le patron, plaisantin l'appelait « monsieur le professeur » s'asseyait à sa table, lui demandait : « Ça va-t-il, monsieur le professeur ? » et l'autre, lançant des bouffées de sa pipe, le fixait longuement avant de répondre, puis avançant la lèvre inférieure toute humide sous le tuyau de sa pipe — comme un éléphant qui s'apprête à engloutir ce que sa trompe lui apporte — il répondait par quelque phrase grossière et pas drôle du tout ; le patron répliquait vivement et à côté, les joueurs, les yeux sur leurs cartes, étaient secoués d'un gros rire.

Cet homme portait un large complet gris dant le gilet représentait la partie la plus importante. Lorsque le coucou quittait pour un instant les tréfonds de l'horloge de l'estaminet, il sortait lentement un oignon d'argent de la poche de son gilet, et, la fumée le faisant grimacer, le regardait en le tenant un peu éloigné sur la paume de sa main.

A minuit précise, il vidait sa pipe dans le cendrier, réglait l'addition, puis, tendant une main molle au patron, à sa fille et aux quatre joueurs, s'en allait silencieusement.

Dans la rue, il marchait en boitant un peu, avançant gauchement ses jambes trop faibles et trop minces pour son corps énorme ; il dépassait la devanture de sa boutique et tournait aussitôt sous une voûte, où une plaque de cuivre, clouée sur la porte de droite, portait ce nom : PILGRAM.

L'appartement était petit et sombre, les fenêtres maussades donnaient sur la cour ; dans la journée, on pouvait y accéder de la rue en passant par la boutique : un couloir obscur et encombré de bric-à-brac menait directement au salon étroit où trônaient un divan d'un rouge qui virait au brun et une vieille machine à coudre ornée d'incrustations d'ivoire.

La nuit du samedi, en rentrant dans sa chambre à coucher où les photographies fanées d'un même navire, étaient fixées au-dessus d'un large lit, Pilgram trouvait habituellement Eléonore endormie. Il bougonnait une phrase inintelligible, se retirait pour quelques instants la bougie allumée à la main, revenait, refermait la porte avec bruit, gémissait en enlevant ses chaussures et restait longtemps assis sur le bord du lit. Sa femme se réveillait, lui offrait vaguement, la bouche dans l'oreiller, de l'aider à se déshabiller, et lui, d'une voix où grondait la colère, lui

ordonnait de se taire, répétant « Silence ! » à plusieurs reprises d'un ton de plus en plus féroce.

Après l'attaque d'apoplexie qui avait failli l'emporter l'année précédente et l'avait privé de l'usage de la parole pendant longtemps (c'était, il s'en souvenait, au moment précis où il ôtait ses chaussures), Pilgram ne se couchait plus qu'à contrecœur, avec méfiance. Etendu sous l'édredon, à côté de sa femme, il avait une crise de rage, si le robinet de la cuisine, contiguë à la chambre, s'égouttait. Il réveillait sa femme : courtaude, dans une triste chemise de nuit, avec ses gros mollets poilus et son petit visage luisant de la chaleur du lit, elle se traînait en pantoufles jusqu'à la cuisine. Ils étaient mariés depuis un quart de siècle et n'avaient pas d'enfants. Pilgram n'en avait jamais voulu : les enfants n'auraient été qu'un obstacle de plus à la réalisation du rêve passionné, exténuant, et délicieux qui le dévorait depuis toujours.

Il dormait habituellement sur le dos, le bonnet de nuit tiré bas sur le front ; c'était un sommeil banal : le solide et bruyant sommeil du boutiquier, du bon bourgeois ; et à le voir dormir ainsi on aurait affirmé qu'un sommeil si convenable en apparence était dépourvu de rêves. Mais en réalité, cet homme de quarante-cinq ans, lourd et grossier, qui se nourrissait de boudin et de pommes de terre bouillies, qui avait une foi paisible en son journal et vivait dans une calme ignorance de tout ce qui ne concernait pas sa passion secrète et insensée — cet homme avait à l'insu de sa femme et de ses voisins, des rêves extraordinaires.

Le dimanche, il se levait tard, buvait plusieurs tasses de café puis sortait avec sa femme. C'était une promenade silencieuse et lente, mais Eléonore s'en réjouissait d'avance pendant toute la semaine. Les jours ouvrables, Pilgram était dans sa boutique d'aussi bonne heure que possible pour ne pas manquer les écoliers qui passaient devant chez lui : depuis quelque temps, il avait ajouté à son commerce les fournitures scolaires. Parfois, un garçon se traînant paresseusement vers l'école, balançant son cartable tout en mastiquant quelque bouchée, lorgnait le bureau de tabac où certaines boîtes de cigarettes contiennent des petites images en couleurs qu'il est bon de collectionner, se rappelait devant la charcuterie qu'il avait mangé son sandwich avant l'heure, dépassait la droguerie, puis arrivant devant chez Pilgram, se souvenait qu'il avait besoin d'une gomme et entrait dans la boutique. Pilgram mugissait, avançait la lèvre inférieure sous son tuyau de pipe, et furetant, nonchalamment, jetait sur le comptoir une boîte de carton ; indifférent, il regardait alors dans le vague, lançant de fréquentes bouffées de son tabac à bon marché. Le garçon tâtait les gommes rangées en bon ordre, et, ne trouvant pas celle qu'il désirait, s'en allait sans rien acheter.

La principale marchandise de Pilgram restait inaperçue. « Voilà les enfants de notre époque ! », pensait-il avec amertume en se souvenant de sa propre enfance.

Feu son père, marin, baladin, aventurier, avait épousé, au seuil de la

vieillesse, une Hollandaise jaune aux yeux clairs qu'il avait ramenée de Bornéo, puis renonçant aux voyages, ouvert un magasin d'objets exotiques. La mère ne tarda pas à mourir et Pilgram, qui avait fréquenté l'école, aida son père à tenir la boutique. Il ne se rappelait plus à quel moment les boîtes de papillons avaient fait leur première apparition, mais il était certain de les avoir toujours aimées. Les hippocampes desséchés, les colibris empaillés, les grigris, les éventails ornés de dragons et autres saletés poussiéreuses avaient été peu à peu remplacés par les lépidoptères. Aussitôt après la mort du père, ceux-ci s'étaient définitivement emparés de la boutique où l'on apercevait pourtant encore, par-ci, par-là, des pantouffles de brocart, un boomerang ou quelque collier de corail qui achevaient là leur longue vie. Puis un beau jour, ces derniers vestiges d'un premier commerce disparurent et les papillons régnèrent enfin en maîtres. Mais voilà que maintenant, à leur tour, ils devaient se replier ; il avait fallu faire des concessions, et une boîte de verre montrant un ver à soie dans les différentes phases de son évolution annonça l'arrivée des objets de démonstration scolaire.

Le commerce allait de mal en pis. Les objets de démonstration et les papillons qui pouvaient plaire au vulgaire — c'est-à-dire les espèces les plus grandes et les plus attrayantes, aux ailes multicolores encadrées sur fond de plâtre, mieux faits pour orner une chambre que pour satisfaire l'orgueil d'un savant — furent exposés à la devanture, tandis que les collections précieuses durent être reléguées dans la boutique, tout imprégnée de l'odeur d'amande du globol. Ainsi la pièce était encombrée de caisses, de cartons, de boîtes à cigares ; des caissettes de verre, alignées sur les rayons et sur le comptoir ou garnissant de hautes et sombres armoires, étaient toutes remplies de rangées régulières de papillons irréprochablement frais, irréprochablement déployés. Quelques-uns étaient même vivants : c'étaient des chrysalides lourdes et brunes dont les sillons symétriques révélaient l'empaquetage embryonnaire des ailes, des pattes, des antennes et de la petite trompe au milieu ; si on les touchait du doigt, leur abdomen pointu et articulé se mettait soudain à battre convulsivement de droite à gauche ; elles étaient placées dans la mousse et ne coûtaient pas cher ; au bout de quelque temps, un papillon ridé qui se développait miraculeusement, en sortait. D'ailleurs ce n'étaient pas les seules créatures animées de la boutique ; Pilgram avait encore des petites tortues pareilles à des bijoux, ou une douzaine de lézards de Majorque, froids, noirs au ventre bleu auxquels, à l'heure du repas, il donnait des larves en guise d'entrée et du raisin comme dessert.

Pilgram avait passé toute sa vie en Prusse et n'avait jamais voyagé. Excellent entomologiste, il avait même découvert et décrit quelques espèces, et le Viennois Rebel avait donné le nom de Pilgram à un papillon rare. Tous les pays du monde étaient représentés dans ses boîtes, mais lui-même n'était jamais allé nulle part. Parfois, le dimanche, en été, il se rendait dans les tristes et sablonneux environs de Berlin, couverts de

pins. Il se souvenait alors de son enfance, de ses chasses aux papillons qui lui semblaient jadis si extraordinaires, et il contemplait avec mélancolie ces insectes dont, depuis si longtemps, il connaissait toutes les espèces et qui étaient immuablement, désespérement liés au paysage. Il lui arrivait de trouver dans une oseraie une grande chenille bleu vert et granuleuse au toucher avec une petite corne de faïence sur le derrière, elle restait engourdie sur sa paume et il pensait alors à de semblables trouvailles faites aux jours de son enfance (le souffle coupé, balbutiant de joie) et il la reposait sur la branche, comme un objet sans intérêt. Oui, toute sa vie s'était écoulée dans son pays et bien qu'à deux ou trois reprises l'occasion lui eût été offerte d'entreprendre des affaires plus avantageuses — un commerce de drap, par exemple — il tint ferme à sa boutique, unique lien entre sa misérable existence berlinoise et le fantôme d'un bonheur poignant : le bonheur que serait pour lui de saisir de ses propres mains, avec le sac de mousseline claire tendue sur un cercle, d'attraper, lui-même, les papillons les plus rares des pays lointains, de les voir voltiger de ses propres yeux, puis, après un coup de filet, enfoui dans l'herbe jusqu'aux genoux, de sentir les battements violents des ailes dans la mousseline.

Pour réaliser ce rêve, il économisait, tel un homme qui tend sa coupe afin de recueillir chaque goutte d'un liquide précieux, mais la laisse tomber à peine remplie et doit tout recommencer. Il se maria, espérant toucher la dot promise à sa femme, mais une semaine après les noces, son beau-père mourut ne laissant que des dettes. Et lorsque, après de longs efforts, il réussit enfin à tout préparer pour sa lointaine expédition et fut même pourvu d'un casque colonial, la guerre s'annonça. Il ne désespéra pas pourtant et quand son projet de départ se fut écroulé, il continua à se leurrer d'illusions, s'imaginant qu'on l'enverrait très loin, comme ces jeunes lieutenants d'autrefois qui, affectés à l'Orient et aux colonies, collectionnaient d'abord, mourant d'ennui, des papillons et des scarabées, quitte à se passionner ensuite à ce jeu pour le reste de leur vie. Faible, déprimé, malade, il fut laissé à l'arrière, sans aucune chance de contempler les lépidoptères étrangers. Mais l'accident le plus affreux, celui qui n'arrive que dans les cauchemars, le frappa quelques années après la guerre. La somme d'argent qu'il avait de nouveau réussi à amasser péniblement, cette somme d'argent qu'il tenait dans ses mains, cette promesse palpable, tangible de bonheur, avait soudain été réduite à une liasse de papiers sans valeur. Cette fois, il faillit sombrer et ne put jamais s'en remettre...

Les clients n'étaient pas trop rares, mais ils n'achetaient que des spécimens bon marché, calculaient, se plaignaient de leur gêne. Depuis quelques années, pour ne pas se donner trop d'émotions, Pilgram évitait d'aller au club entomologique dont il était membre depuis longtemps. Parfois un confrère lui rendait visite et Pilgram se mettait en rage lorsque le bonhomme, tout en admirant un échantillon de grand prix, racontait où et comment il avait capturé le semblable. Pilgram s'indignait en pensant

que le visiteur devait être complètement blasé des voyages lointains et qu'il n'éprouvait probablement pas la moindre sensation, lorsque, le matin du premier jour de son arrivée dans un pays merveilleux, il s'engageait dans quelque steppe, son filet à la main.

La boutique sentait vaguement l'amande ; les boîtes sur lesquelles se penchaient doucement Pilgram et son confrère, envahissaient peu à peu le comptoir. Suçant mélancoliquement sa pipe, pensif, Pilgram regardait les rangs serrés des petits papillons tous pareils aux yeux du vulgaire, et parfois, sans mot dire, il frappait le verre de son gros doigt pour indiquer un exemplaire rare ; ou, reniflant douloureusement sans lâcher sa pipe, élevait la boîte vers la lumière, la déposait à nouveau sur le comptoir, enfonçait l'ongle sous les solides rebords du couvercle, le décollait d'un léger mouvement et le soulevait adroitement.

— Oui, c'est une femelle, disait le confrère se penchant au-dessus de la boîte ouverte.

Pilgram, avec un mugissement, prenait entre deux doigts la tête de l'épingle noire qui transperçait le minuscule être velouté, regardait longuement les ailes, le thorax, le retournait, l'examinait par dessous, puis, ayant lancé un nom latin avec une bouffée de fumée, le remettait en place. Ses mouvements semblaient nonchalants, mais c'était la nonchalance particulière et infaillible d'un chirurgien expérimenté. Il prenait le frêle papillon dont les antennes sèches devaient — ou semblaient devoir — se casser au moindre choc, ou qui pouvait facilement lui échapper quand il le retournait ainsi dans ses doigts ; il tenait par l'épingle ce papillon de grand prix, unique peut-être, et le maniait avec une telle habileté qu'on eût dit que ses doigts et l'épingle n'étaient que les parties articulées de la même et parfaite machine. Et s'il arrivait parfois que le confrère, dans son excitation, poussât de la manche une boîte qui commençait à glisser du comptoir, Pilgram s'en apercevait aussitôt, l'arrêtait à temps et, une minute plus tard, s'occupant déjà d'autre chose, émettait un râle douloureux.

Le visiteur ramassait son chapeau jeté à terre et prenait congé de Pilgram qui, bougonnant, remuait encore longtemps ses boîtes, semblant chercher quelque chose.

Ses connaissances exceptionnelles dans le domaine des lépidoptères l'écrasaient, le tourmentaient, cherchaient une voie de sortie. Il se représentait chaque contrée étrangère, uniquement comme la patrie de tel ou tel papillon, et l'angoissant désir qu'il éprouvait alors ne pouvait se comparer qu'au mal du pays. Il voyait le monde à sa façon dans un raccourci particulier, extrêmement précis et inaccessible à autrui. S'il avait visité quelque endroit célèbre, Pilgram n'aurait remarqué que ce qui se rapportait à son butin — et il ne se serait souvenu de l'Erechtheion qu'au cas où, d'une feuille de l'olivier qui pousse au fond du sanctuaire, se fût envolée quelque rareté entomologique de la Grèce que lui seul, spécialiste, eût pu apprécier. Il s'était fait une image géographique à lui, du

monde entier, un guide détaillé sans maisons de jeu, ni églises anciennes, et cette image s'était formée inconsciemment dans son esprit de tout ce qu'il avait trouvé dans les études entomologiques, dans les revues et ouvrages scientifiques ; il avait lu énormément et il avait une excellente mémoire.

Digne en France, Raguse en Dalmatie, Sarepta sur la Volga — endroits réputés par leur faune et chers à tout entomologiste, où des étrangers, venus de loin, donnaient la chasse à toutes sortes de bestioles, au grand étonnement et effroi des aborigènes, Pilgram les voyait comme s'il les avait visités lui-même, comme s'il avait lui-même effrayé le patron du mauvais hôtel, par ses trépignements et ses entrechats dans la chambre où un petit papillon gris, venu de la nuit noire et généreuse, par la fenêtre ouverte, tournoyait et se heurtait au plafond. En rêve, il allait à Ténériffe, aux environs d'Orotava où, dans les ravins chauds et fleuris qui découpent les versants couverts de marronniers, voltige une espèce étonnante de piéride ; il visitait cette autre île — amour des chasseurs de papillons — où, près de la ligne du chemin de fer, aux alentours de Vizzavona et plus haut dans les forêts de pins, on trouve le porte-queue trapu et bronzé de Corse.

Il voyageait également au nord — dans les marais de la Laponie, avec leur mousse, leurs aiscelles, leurs saules nains, dans cette région arctique, riche en papillons velus. Il gravissait les pentes alpines aux pierres plates éparpillées dans l'herbe drue, vieille et glissante — et rien ne valait le plaisir de soulever une de ces pierres et de découvrir des fourmis, un scarabée bleu et une grosse noctuelle endormie qui n'était peut-être pas encore classée.

Là-bas, dans les montagnes, il avait vu des apollons aux ocelles rouges et presque transparents, qui suivaient le vent à travers la route creusée dans le roc abrupt et gardée par un parapet de pierre du précipice où bouillonnait le torrent blanc d'écume. Et, les soirs d'été, dans quelque jardin italien où le gravier crissait mystérieusement, Pilgram, à travers le vague crépuscule, fixait un buisson fleuri et là soudain apparaissait un sphinx du laurier rose vrombissant sur une note basse, passant d'une fleur à l'autre, s'arrêtant dans l'air devant une corolle en frémissant si rapidement qu'on ne voyait qu'une auréole spectrale autour de son corps fuselé.

Il connaissait les collines blanches de bruyère, près de Madrid, les vallées d'Andalousie, l'Albarracin boisé et fertile où l'on accédait par un petit autobus qui grimpait le long d'une route en lacets. Il poussait jusqu'à l'Orient dans la merveilleuse région d'Oussouri, et dans le midi, à Alger, et, par les sables, jusqu'à l'oasis irriguée par une source chaude et perdue dans le désert dur et compact couvert d'iris violets.

S'occupant surtout de la faune poléoarctique, il se représentait difficilement les tropiques, et ses tentatives pour y pénétrer en rêve lui donnaient des battements de cœur et une sensation presque insupportable,

douce et proche de l'évanouissement. Il attrapait ces papillons de l'Amazone d'une couleur de saphir si radieuse que leurs ailes jetaient un éclat bleu sur la main ou le papier. Au Congo, les papillons jaunes et orange, les ailes jointes, se tenaient tous ensemble posés sur la grasse terre noire, comme enfoncés dans la boue et s'élevaient en nuée rayonnante dès qu'il s'approchait d'eux, pour se reposer ensuite, à la même place. Et, à Sumatra, dans un jardin, au milieu de la jungle, les orangers en fleurs savaient attirer un des plus grands rhopalocères, aux magnifiques ailes de tulle, à l'abdomen tacheté et recourbé, gros comme le doigt.

« Oui, oui, oui », marmottait-il, tenant devant lui comme un tableau, la précieuse boîte. La petite sonnette, au-dessus de la porte, tintait : sa femme entrait, un parapluie mouillé et un filet de provisions à la main ; et lentement, comme sur des charnières, il lui tournait le dos, poussant la caissette dans une armoire. Mais un jour d'avril gris et humide, tandis qu'il était plongé dans ses rêves, la sonnette tinta plus brusquement que de coutume : Eléonore entra, apportant l'odeur de la pluie, trottina affairée dans l'appartement, et Pilgram sentit soudain clairement, qu'il n'irait jamais nulle part. Il se dit qu'il touchait la cinquantaine, qu'il devait de l'argent à tous ses voisins, qu'il n'avait pas un sou pour payer ses impôts — et la pensée que juste en cet instant, un papillon des pays chauds se posait sur un éclat de basalte et respirait avec ses ailes, lui parut une fiction saugrenue, un délire insensé.

⁂

Depuis plus d'un an, la veuve d'un amateur avec lequel il avait jadis traité quelques affaires l'avait chargé de vendre une excellente collection de petits papillons hyaloïdes d'une famille remarquable, imitant des moustiques, des guêpes et des ichneumons. Il avait sur-le-champ prévenu la veuve de ne pas compter sur plus de 75 marks, mais il savait parfaitement que la collection valait bien quelques milliers de marks et qu'un connaisseur qui la paierait deux mille marks ferait une très bonne affaire. Mais le connaisseur était bien lent à venir et les trois ou quatre collectionneurs de marque auxquels Pilgram avait écrit répondirent évasivement. Pilgram enferma donc la collection dans son armoire et n'y pensa plus. Mais en avril, juste un jour où, anéanti par un lâche désespoir, Pilgram rugissait contre sa femme, mangeait et buvait immodérément et souffrait de vertiges, un monsieur, vêtu à la dernière mode, entra dans la boutique, la parcourut du regard et demanda un timbre de huit pfennigs. Pilgram prit la monnaie, la glissa dans une tirelire en argile, posée sur un rayon, et, le regard dans le vide, continua à sucer sa pipe. Le monsieur, l'air distrait, leva les yeux sur les boîtes aux papillons et, indiquant un spécimen d'émeraude aux queues multiples, déclara qu'il était fort joli. Pilgram marmotta quelque chose sur Madagascar et sortit de derrière le comptoir.

« Et ceux-ci, seraient-ce aussi des papillons ? » demanda le monsieur indiquant du doigt une autre boîte. A ce moment, Pilgram sortait le papillon d'émeraude aux petites queues de sa boîte ; le retournant de tous les côtés il en examina l'étiquette fixée sur l'épingle au-dessous du corselet. Le monsieur répéta sa question. Pilgram regarda dans la direction du doigt, grogna qu'il en avait toute une collection de ceux-là — cinq mille exemplaires — remit le Madagascar en place et ferma la boîte.

« On dirait des moustiques », dit le monsieur. Pilgram gratta son menton pas rasé, réfléchit et disparut dans le fond de la boutique. Il revint avec une des boîtes et, faisant claquer ses lèvres, la déposa sur le comptoir. Le monsieur se mit à examiner les papillons hyaloïdes aux abdomens multicolores. Pilgram, du bout de sa pipe, désignait une rangée, et le monsieur se trahissant soudain prononça aussitôt le nom de « polaris ». Pilgram apporta encore une boîte, puis une troisième et à la quatrième comprit que le visiteur était parfaitement au courant de l'existence de cette collection et n'était venu que pour elle. Lorsque finalement la question tomba, nonchalante : « Et combien cela coûte-t-il. Pas cher, je suppose ? » Pilgram haussa les épaules et ricana. Le lendemain, le monsieur revint et Pilgram découvrit qu'il s'appelait Sommer — oui, oui, c'était bien le célèbre Sommer auquel Pilgram avait écrit... Et Pilgram comprit alors que l'affaire se ferait.

La dernière fois qu'il avait gagné d'un seul coup une assez forte somme, c'était à la veille de l'inflation, en vendant une armoire entière avec un vrai lot de noctuelles rares dont les espèces duvetées, aux ailes postérieures brillamment colorées, portent toutes des noms se rapportant à l'amour : l'élue, la promise, l'épouse, l'adultère... Et maintenant, tout en marchandant adroitement avec Sommer, il était bouleversé, ses tempes étaient lourdes, des taches noires dansaient devant ses yeux — et le pressentiment du bonheur, le pressentiment du départ était insupportable. Il savait bien que c'était de la folie, qu'il allait laisser derrière lui une femme sans le sou, des dettes, une boutique invendable ; il comprenait que les deux ou trois mille marks qu'il retirerait de cette affaire lui suffiraient à peine pour voyager un an — mais il était décidé à tout affronter comme un homme qui sent la vieillesse à sa porte et sait qu'il ne recevra plus jamais d'invitation au bonheur.

Lorsque Sommer promit enfin d'apporter sa réponse dans trois jours, Pilgram vit son rêve sur le point de sortir de sa chrysalide. Il examina longuement la carte accrochée au mur de la boutique, choisit l'itinéraire, se souvint que telles espèces se rencontrent en tel et tel mois, décida où il se rendrait au printemps et où en été — et il vit soudain quelque chose de si vert et de si étincelant qu'il s'affaissa lourdement sur un tabouret.

Enfin le troisième jour vint ; Sommer devait être là à onze heures précises — mais Pilgram l'attendit jusqu'à la nuit, puis cramoisi, la bouche tordue, traînant la jambe, il s'en fut dans sa chambre à coucher et

s'étendit sur le lit qui geignit sous son poids. Il refusa de souper, et, les yeux fermés, grogna longuement contre sa femme, persuadé qu'elle était devant son lit. Quand, écoutant bien, il l'entendit pleurer doucement à la cuisine, il pensa qu'il serait bon de prendre une hachette et de lui fracasser la tête. Le lendemain matin, il garda le lit ; Eléonore le remplaça et vendit une boîte d'aquarelle et un couple de papillons à vil prix. Un jour plus tard, alors que le souvenir de l'acheteur s'effaçait déjà comme celui d'un événement très éloigné ou même n'ayant jamais existé, ne fût-ce qu'un seul instant dans son cerveau, Sommer entra soudain dans la boutique.

« Soit, dit-il, je suis d'accord, faites-les porter chez moi aujourd'hui même. » Lorsqu'il tira de sa poche une enveloppe et que les billets de mille bruissèrent doucement, Pilgram eut un fort saignement de nez.

Le transport de l'armoire et la visite à la veuve crédule pour lui remettre à contrecœur cinquante marks, furent les dernières affaires de Pilgram à Berlin. L'achat de son billet sous forme d'un petit carnet aux feuilles multicolores et détachables, se rapportait déjà aux papillons. Eléonore ne remarquait rien ; elle était simplement heureuse, devinant qu'il avait fait une bonne affaire, mais elle avait peur de lui demander combien il avait gagné... Il faisait très beau. De toute la journée, Pilgram n'avait pas élevé la voix. Le soir, Mme Fanger, la teinturière, vint pour rappeler que le mariage de sa fille aurait lieu le lendemain. Le lendemain, Eléonore répara, nettoya et examina soigneusement la redingote de son mari. Elle comptait partir vers cinq heures, Pilgram viendrait la rejoindre plus tard, après la fermeture de la boutique. Lorsque, la dévisageant d'un air perplexe, il déclara que de toute façon il n'irait pas à ce mariage, cela ne l'étonna point, tant elle était habituée aux déceptions. « Il y aura du champagne », dit-elle cependant avant de fermer la porte. Son mari affairé, avec ses caissettes dans le fond de la boutique, ne répondit rien. Elle regarda pensivement ses mains gantées de clair et sortit.

Pilgram rangea les collections les plus précieuses, essayant de travailler avec calme bien qu'il fût terriblement ému. Soudain, consultant sa montre, il s'aperçut qu'il était temps de faire ses bagages : l'express pour Cologne partait à vingt heures vingt. Il ferma la boutique, sortit une vieille valise à carreaux qui avait appartenu à son père, et y plaça tous ses instruments de chasse : un filet pliant, des petites boîtes dont le fond de plâtre était imprégné de cyanure, d'autres petites boîtes en celluloïd, une lanterne électrique pour les chasses nocturnes dans les forêts, et quelques paquets d'épingles, bien qu'il eût décidé de ne pas déployer son butin mais de le garder plié dans ses enveloppes comme cela se fait toujours en voyage.

Une fois tous ces outils dans la valise, il la transporta dans la chambre à coucher et se mit à réfléchir sur ce qu'il convenait encore d'emporter : le plus grand nombre possible de chaussettes et de sous-vêtements — le reste n'avait pas d'importance. Fouillant dans les tiroirs, il prit également

quelques objets, qu'on pourrait vendre en cas d'extrême nécessité : un sous-verre en argent, une médaille de bronze dans un étui — héritage de son beau-père. Puis, il se changea de la tête aux pieds, fourra sa pipe dans sa poche, consulta sa montre pour la dixième fois et décida qu'il était l'heure de partir. « Eléonore », appela-t-il à haute voix tout en endossant son pardessus. Elle ne répondit point ; il regarda dans la cuisine : elle n'y était pas non plus, et il se souvint alors vaguement d'un mariage quelconque. Il prit un bout de papier, y écrivit quelques mots au crayon et le posa en évidence avec les clefs, sur la table ; puis il vérifia pour la dernière fois l'argent dans son portefeuille, frissonnant d'émotion et éprouvant un vide gargouillant dans l'estomac.

« C'est l'heure, se dit Pilgram, c'est l'heure », et soulevant sa valise, les jambes molles comme du coton, il se dirigea vers la porte.

Comme un homme qui pour la première fois entreprend un long voyage, il s'efforçait douloureusement de se rappeler s'il n'avait rien oublié, et soudain, il se souvint qu'il n'avait pas de monnaie. Il pensa à la tirelire, et, respirant bruyamment à cause du poids de la valise, il revint dans la boutique.

Dans la demi-obscurité, les papillons étouffants l'entourèrent de tous côtés ; Pilgram pensa qu'il y avait quelque chose de terrifiant dans son bonheur : ce bonheur prodigieux l'écrasait comme une lourde montagne et quand, au milieu des innombrables ailes, les milliers de petits yeux qui connaissent tant de choses, le fixèrent, il essaya de ne pas se laisser submerger par ce flux de bonheur. Il ôta son chapeau, s'essuya le front et, apercevant la tirelire, tendit vivement la main... La tirelire lui glissa des doigts, tomba à terre, se brisa et laissa échapper les pièces qui s'éparpillèrent sur le plancher. Pilgram se baissa pour les ramasser.

⁂

La nuit vint. La lune glissante et polie courait sans le moindre frottement entre les nuages. Eléonore, un peu grisée par le vin, les plaisanteries égrillardes et l'éclat du service que les jeunes mariés avaient reçu en cadeau, rentrait à la maison. Elle marchait sans hâte, bien qu'il fût déjà tard, se souvenant avec une tendresse poignante, tantôt de la robe de la mariée, tantôt du jour lointain de son propre mariage, et elle pensait que si la vie était un peu moins chère, tout irait pour le mieux dans ce monde et on pourrait acheter un pot à lait vermeil pour aller avec les tasses vermeilles.

Le bourdonnement du vin dans les tempes, la nuit tiède avec cette lune qui courait, toutes les pensées diverses qui profitaient de l'occasion pour lui montrer le côté agréable des choses lui donnaient un vague plaisir ; et sur le seuil, en ouvrant la porte, Eléonore pensa que c'était tout de même un grand bonheur d'avoir un appartement à soi, si étroit

et si obscur qu'il fût. Souriante, elle alluma l'électricité dans la chambre à coucher et aperçut soudain les tiroirs béants et toutes les affaires en désordre. La pensée d'un cambriolage l'avait à peine effleurée qu'elle vit les clefs sur la table et un billet appuyé au réveille-matin. Le billet était laconique : « Je suis parti pour l'Espagne. Ne pas toucher aux boîtes avec les algériens. Donner à manger aux lézards. »

Le robinet coulait goutte à goutte à la cuisine. Elle rouvrit les yeux, ramassa son sac à main et se rassit sur le lit, les mains sur les genoux, comme chez le photographe. Par moments, une lueur surgissait dans sa pensée et elle se disait qu'il fallait faire quelque chose, réveiller les voisins, demander conseil, se lancer peut-être à sa poursuite. Elle se regardait avec indifférence se lever, marcher dans la pièce, ouvrir la fenêtre, la refermer aussitôt, et elle ne se rendait pas compte de ses propres mouvements.

Le robinet seul vivait dans la cuisine et, en écoutant le bruit des gouttes, elle fut soudain terrifiée d'être seule, sans un homme dans la maison... Elle ne pouvait même pas s'arrêter à la pensée que son mari était réellement parti, il lui semblait qu'il allait entrer d'un instant à l'autre, respirer péniblement en ôtant ses chaussures, se coucher, se fâcher à cause du robinet. Elle secoua la tête et, s'apitoyant de plus en plus sur son sort, elle se mit à pleurer doucement. Un malheur inimaginable, irréparable, venait de se produire : l'homme qu'elle aimait, pour sa solide grossièreté, sa silencieuse ténacité dans le travail, l'avait lâchée, emportant tout l'argent pour partir Dieu sait où. Elle eut envie de crier, de courir à la police, de montrer son livret de mariage, d'exiger, de supplier — et elle restait seule, assise, stupéfaite, les cheveux en désordre, gantée de clair.

Oui, Pilgram était parti bien loin. Il avait probablement visité Grenade, Murcie et Albarracin — il avait probablement vu les pâles phalènes nocturnes tournoyer autour des becs de gaz aveuglants sur le boulevard de Séville ; il était probablement allé au Congo et y avait vu tous les papillons qu'il avait rêvé d'y voir — et les noirs veloutés aux taches pourpre, et les bleu foncé, et les petits micacés aux antennes pareilles à de petites plumes noires. Et dans un sens, peu importait vraiment que le lendemain matin, Eléonore, entrant dans la boutique, aperçût la valise et ensuite son mari, assis par terre, le dos au comptoir, parmi les pièces de monnaie éparpillées, le visage livide et contracté, mort depuis longtemps.

VLADIMIR NABOKOV

Berlin, 1927.

TRADUIT DU RUSSE PAR M. SLONIM ET S. CAMPAUX

UNE CONFÉRENCE POUR RIEN ?

par André Fontaine

La conférence des ministres des Affaires étrangères qui s'est ouverte à Genève le 11 mai 1959 est la première de son genre depuis quatre ans. La dernière en date s'était en effet séparée en novembre 1955 après avoir constaté son impuissance à mettre en application les directives qu'elle avait reçues de la rencontre au sommet de juillet précédent. Ainsi s'en étaient allées, sous le souffle glacial de la « bise » du Léman, les promesses d'un printemps de détente.

L'Est et l'Ouest continuèrent bien, pour la forme, de s'adresser des notes destinées au moins en apparence à se convaincre mutuellement de l'excellence des thèses mises en avant par l'un et par l'autre pour la solution du problème allemand. Mais l'absence totale de conviction qu'on pouvait y déceler réduisait la portée de cette correspondance à celle de simples exercice de style. Et l'opinion ne portait guère d'attention à ces documents touffus, dont la technicité hermétique réservait l'intérêt aux seuls « experts » habiles à attribuer une lourde signification au déplacement d'une simple virgule. Survinrent, sur ces entrefaites, Poznan, Suez et la Hongrie. Le monde parut une nouvelle fois au bord de la guerre ; les Soviétiques redevinrent aux yeux du monde qui se dit libre des sauvages infréquentables et l'on cessa de confronter des plans pour échanger des menaces ou des injures.

La vérité oblige à reconnaître que c'est le lancement du premier spoutnik qui amena les Occidentaux à reviser leur attitude et à se résigner à la reprise du dialogue. En même temps que pour équilibrer les engins intercontinentaux dont les Russes se flattaient de disposer désormais, il décidait d'installer en Europe de l'Ouest des rampes de lancement de « Jupiter » et de « Thor », le conseil atlantique, réuni à l'échelon des chefs de gouvernement, répondait positivement aux propositions de négociation lancées par le Soviet suprême, qui avaient reçu un certain écho dans l'opinion occidentale. Les premiers mois de l'année 1958 furent tout

occupés par un volumineux échange de notes, l'intarissable M. Khrouchtchev communiquant sa faconde à des scribes capables d'aligner, dans les plus courts délais vingt-cinq pages d'argumentation sur les sujets les plus ressassés. Des complications de procédure, que chaque camp amplifiait à loisir, empêchèrent tout accord et le 13 mai suivit de peu la rupture de négociations préliminaires. C'était un événement de taille à faire oublier les arguties diplomatiques et il fallut la crise du Levant, l'été venu, pour que l'on reparlât de conférence au sommet. Celle-ci paraissait bien près d'avoir lieu, lorsque l'on apprit le soudain départ pour Pékin du chef du gouvernement soviétique. Le sujet et les conclusions de sa conversation avec Mao-Tsé-toung demeurent du domaine de la pure conjecture. Mais ce qui est certain, c'est qu'en rentrant de Chine le maître du Kremlin avait perdu toute envie de rencontrer les Grands de l'Occident, ses pairs.

Vint ensuite l'affaire de Quémoy, qui ne provoqua pas la plus petite trace d'émotion, de la part d'un grand public blasé, bien que les Etats-Unis aient rassemblé dans les eaux de Formose, pour dissuader les communistes chinois de poursuivre plus avant leur tentative, la plus forte concentration de moyens aéro-navals que l'histoire ait jamais connue.

Ce front ainsi refermé, il fallait s'attendre à voir le Kremlin en rouvrir un autre. Le 27 novembre, par une note menaçante, M. Khrouchtchev ranimait la guerre froide en Europe où rien pratiquement n'avait bougé depuis mai 1949, mois véritablement historique qui avait vu à la fois la fin du blocus de Berlin, la signature du pacte atlantique et la naissance des deux gouvernements rivaux d'Allemagne.

Aujourd'hui encore le dessein véritable qu'il poursuivait en déclenchant cette opération reste mystérieux. Il ouvrait aux alliés une sorte d'ultimatum : « *Ou bien*, leur disait-il, *vous retirez vos garnisons de Berlin-Ouest, ou bien je passe aux autorités de l'Allemagne de l'Est, avec lesquelles vous vous entendrez à votre guise, le soin de contrôler les papiers de vos convois de troupe et de ravitaillement.* » Au même moment lesdites autorités faisaient savoir qu'elles entendaient défendre leur espace terrestre et aérien contre toute incursion étrangère, et l'U.R.S.S. rappelait que le traité de Varsovie l'obligeait à prêter assistance à ses alliés attaqués. Or l'Ouest refusait obstinément depuis dix ans de reconnaître le gouvernement installé à Pankow par l'armée rouge et affectait de considérer le chancelier Adenauer et la République fédérale comme seuls habilités à parler, jusqu'au jour lointain de la réunification, au nom de tous les Allemands.

Dans ces conditions, chacun pouvait selon son tempérament interpréter l'initiative communiste.

— soit comme un moyen de forcer la main aux Occidentaux pour les amener à reconnaître enfin l'Allemagne orientale ;

— soit comme une première épreuve de force depuis l'établissement de l'équilibre de la terreur destinée à infliger aux démocraties en spécu-

lant sur la moindre solidité de leurs nerfs, un Munich de nature à en entraîner rapidement d'autres ;

— soit enfin comme une méthode un peu brutale pour les conduire à cette conférence au sommet cent fois évoquée mais à l'égard de laquelle ils n'éprouvaient visiblement que très peu d'enthousiasme.

Il serait hasardeux de se prononcer trop nettement pour l'une ou pour l'autre de ces interprétations. Les calculateurs que sont les diplomates soviétiques assignent rarement à leurs manœuvres un seul objectif. Ils échafaudent toute une série de combinaisons, en s'efforçant de tenir compte autant que possible des réactions de l'adversaire. Comme l'a très justement dit le leader socialiste allemand Carlo Schmid, ils jouent aux échecs, alors que les Américains jouent au poker. Et s'ils ne peuvent s'emparer tout de suite de la dame, ils calment leur appétit sur un petit pion.

Ils pouvaient s'attendre raisonnablement à intimider l'Occident. Celui-ci traversait alors une de ses crises périodiques. Les prétentions du général de Gaulle à l'égalité de décision avec Washington et Londres, la crise de la zone de libre échange, l'affaire de Chypre et bien d'autres le secouaient de remous profonds. On pouvait penser qu'à la première pichenette il s'affolerait. Mais c'était mal compter avec une opinion qui, dans l'ensemble, ne croit plus quiconque assez fou pour se lancer dans la guerre. C'était oublier la valeur de symbole que Berlin, depuis 1949 et le pont aérien, avait prise aux yeux du monde. Comme devait le dire, encore, Carlo Schmid, pour la première fois dans l'histoire le nom d'une ville allemande était devenu synonyme de liberté.

Alors que traditionnellement, les initiatives soviétiques divisent l'Occident en opposant conciliateurs et intransigeants, la note du 27 novembre provoqua sur le moment un réflexe unanime de refus. Les socialistes allemands et anglais, la *Welt* et le *Manchester Guardian* se retrouvèrent autour de M. Dulles, du général de Gaulle et du chancelier Adenauer pour proclamer qu'en aucun cas l'Ouest ne pouvait abandonner les deux millions et demi de Berlinois qui lui avaient fait confiance. Ni ceux qui, de l'autre côté du rideau de fer, voient dans la présence alliée dans l'ancienne capitale allemande la garantie qu'une porte demeure ouverte pour le jour où la vie serait devenue vraiment trop insupportable.

Mais la menace soviétique s'accompagnait d'un long délai : six mois, dont M. Mikoyan puis M. Khrouchtchev lui-même devaient dire par la suite qu'il n'avait pas valeur péremptoire, mais seulement indicative. Or, délai à l'Ouest veut toujours dire effritement. On se cabre, face au défi brutal, on résiste moins bien à la guerre d'usure, surtout lorsque la partie adverse sait faire succéder au moment opportun le sourire au coup de poing sur la table en répétant qu'elle n'a d'autre but que de négocier pour réduire la tension internationale.

Dès le mois de décembre, en dépit de la sécheresse de leurs communiqués officiels, les Occidentaux avaient admis entre eux qu'il leur faudrait tôt ou tard se résigner à une nouvelle conférence des ministres des Affaires

étrangères. Et les Britanniques, tant par conviction que par raison électorale, faisaient campagne pour que, sans s'embarrasser de vains préalables, on se mît rapidement d'accord sur la convocation d'une rencontre des chefs de gouvernement. En février, M. Macmillan se rendait à Moscou. Se flattant d'avoir quelque peu ébranlé M. Khrouchtchev, il parcourut les capitales alliées à son retour en répétant qu'étant donné la nature du pouvoir en U.R.S.S., c'est avec le bon Dieu, si l'on ose dire en pareil cas, et non avec ses saints qu'il est raisonnable d'essayer de traiter. Tour à tour le général de Gaulle, le chancelier Adenauer et le président des Etats-Unis se laissèrent à peu près convaincre. Mais instruits par la décevant précédent de 1955, ils demandèrent que les ministres des Affaires Etrangères se réunissent d'abord pour déterminer si oui ou non une rencontre à l'échelon le plus élevé offrait quelques chances de succès.

M. Khrouchtchev se fit beaucoup prier avant d'y consentir. Mais après avoir dit que les ministres ne pourraient arriver à rien, qu'en aucun cas il n'accepterait une réunion à laquelle ne prendraient pas part les Polonais et les Tchécoslovaques, ou au cours de laquelle les Occidentaux voudraient soulever le problème de la réunification allemande, il changea brusquement d'avis et autorisa M. Gromyko à prendre rendez-vous avec ses trois collègues occidentaux.

Ceux-ci en fait n'étaient pas seuls le 11 mai lorsque s'ouvrit la première séance de la conférence, dans la salle ornée de fresques du peintre catalan José Maria Sert qui abrita jadis le conseil de la Société des Nations. Deux Allemands s'y trouvaient, entourés chacun d'une petite délégation, et leur présence constitue, jusqu'à plus ample informé, l'événement le plus considérable de la rencontre. En effet, malgré l'opposition déterminée de la France, qui voyait à juste titre dans cette idée un pas capital vers la reconnaissance de l'Allemagne orientale, Bonn avait suggéré durant l'hiver, à la surprise générale, que des « conseillers » venus des deux Allemagnes assistent aux délibérations. Le docteur Adenauer avait cédé pour une fois à la pression des social-démocrates toujours prompts à lui reprocher de ne rien faire pour la réunification de son pays. Et les Anglais avaient appuyé à fond la manœuvre, voyant là un moyen d'appâter quelque peu les Soviétiques.

A peine installé dans la villa qu'il avait symboliquement louée à Genève rue de la Paix, M. Gromyko montra qu'il entendait exploiter à fond cette aubaine. En insistant pour que les discussions aient lieu autour d'une table ronde et non comme à l'habitude carrée, il ne cacha pas son désir de voir les Allemands des deux paroisses siéger sur un pied d'égalité avec les quatre Grands. Au terme d'une journée fertile en émotions et qui vit, fait sans précédent dans les annales des conférences internationales, l'ouverture des travaux retardée de trois heures faute d'accord sur la disposition des lieux, le ministre russe avait cédé un peu de terrain : les Allemands n'étaient pas assis autour de la table ronde mais derrière de petites tables rectangulaires. Celles-ci cependant n'étaient éloignées

que de quelques centimètres de la table principale et l'on peut admettre que cette distance mesurait assez bien l'ampleur du prétendu « recul » de la délégation soviétique. N'avait-elle pas obtenu, en contrepartie, à peu près tout ce qu'elle voulait ? Le docteur Bolz, ministre des Affaires étrangères de la République Démocratique Allemande, dont les Occidentaux s'obstinaient à nier jusqu'à l'existence, était dans la salle et il pouvait prendre pratiquement la parole, chaque fois qu'il le désirait. Un précédent était ainsi créé dont on peut être assuré que Moscou ne se lassera pas de l'invoquer. On ne négociera plus désormais sur l'Allemagne sans les représentants des deux gouvernements qui prétendent la représenter. Après cela, M. Gromyko pouvait se permettre de ne pas insister outre mesure pour la participation des Tchèques et des Polonais.

Cette concession occidentale faite non seulement sans contrepartie, mais même sans que les Russes l'aient demandée (la requête en ce sens de M. Molotov, en 1955, brutalement rejetée par M. Dulles, n'avait jamais été renouvelée depuis) n'était pas isolée. Dans le « plan de paix pour l'Allemagne » surnommé le « paquet », qu'ils présentèrent quelques jours plus tard, les Alliés proposèrent la création d'un comité pan-allemand, chargé tout à la fois de développer les contacts entre les deux républiques rivales et de mettre au point une loi électorale pour la désignation de l'Allemagne réunifiée.

Ce « paquet », ainsi appelé d'après l'anglais (*package deal*) parce qu'il se composait de divers éléments théoriquement inséparables, constitue l'un des éléments les plus irréels, pour ne pas dire les plus saugrenus, de la conférence de Genève. Depuis des années, les Occidentaux répètent que le seul moyen de résoudre le problème allemand est de réunifier le pays au moyen d'élections libres au terme desquelles un gouvernement unique choisira en toute indépendance d'adhérer à l'un des systèmes d'alliance en présence ou d'adopter un statut de neutralité.

C'est là une thèse logique, conforme au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dont les Occidentaux se réclament avec insistance. Mais elle ne tient aucun compte d'une réalité fondamentale, à savoir que les Soviétiques ne veulent à aucun prix de la réunification de l'Allemagne, dans la mesure où celle-ci remettrait si peu que ce soit en cause l'existence de la République Démocratique Allemande, « *premier Etat ouvrier et paysan qui*, selon la terminologie officielle, *ait jamais vu le jour sur le sol germanique* ». Depuis des années, les dirigeants du Kremlin le répètent ouvertement à qui veut les entendre et ils s'étonnent toujours auprès de leurs interlocuteurs bourgeois d'une insistance à réunifier l'Allemagne qui leur paraît totalement inintelligible, l'intérêt commun des uns et des autres étant à leur avis de la maintenir divisée et par là moins dynamique, moins puissante et donc moins dangereuse.

Est-ce à dire que les Occidentaux auraient dû, à Genève, abandonner le thème de la réunification ? Certes non. Après tout, à longue échéance c'est l'Allemagne tout entière qui est le premier enjeu de la guerre froide

en Europe. M. Khrouchtchev déplore que la plus grande partie de son potentiel se trouve ajouté à celui des démocraties occidentales. Il est peut-être relativement sincère lorsqu'il évoque ses craintes de voir les classes dirigeantes du Reich d'hier, devenues celles de la République fédérale d'aujourd'hui, s'assurer un rôle d'impulsion dans toute l'Europe et l'orienter nettement dans un sens antisoviétique. Il n'en est pas moins vrai que le jour où Washington, Londres et Paris admettraient publiquement ne plus rien pouvoir pour la réunification, les Allemands de l'Ouest se verraient encouragés de manière presque irrésistible à se retourner vers ceux qui, en tout état de cause, en conserveront les clefs : c'est-à-dire les Russes. Lesquels, ils l'ont dit mille fois, ne demandent qu'à les accueillir à bras ouverts. Depuis les démêlés lamentables du docteur Adenauer avec son vice-chancelier, ils ne se cachent pas de considérer comme probable, voire comme prochaine, cette éventualité.

Conscients de ce risque, un certain nombre d'experts et d'observateurs occidentaux préconisaient une initiative audacieuse, mais formulée en termes suffisamment simples pour frapper l'opinion à travers le monde. Cette formule, c'était la réunification de l'Allemagne dans le cadre d'une Europe centrale militairement neutralisée. C'est une solution dont les Soviétiques, quoi qu'on puisse inférer de certains de leurs propos, ne veulent probablement pas. Il aurait été en effet en leur pouvoir depuis des années de l'imposer. Il leur aurait suffi, pour ce faire, d'informer le gouvernement d'une Allemagne réunifiée par des élections libres, qu'ils subordonnaient la signature d'un traité de paix et donc le retrait de leurs troupes à la publication d'une déclaration de neutralité. C'est le parti qu'ils ont adopté dans le cas de l'Autriche et qui leur a si bien réussi.

Mais dans le cas de l'Allemagne, sa neutralisation éventuelle ne leur paraît pas d'un intérêt suffisant pour justifier l'abandon de leur satellite de Pankow. Mis au pied du mur, ils auraient donc été quelque peu embarrassés. Malheureusement l'avis des militaires, pour qui la profondeur du champ de bataille demeure un élément décisif de la sécurité occidentale, l'a aisément emporté. Les Alliés en ont donc été réduits à présenter à Genève une nouvelle version de leur plan de réunification assorti de toutes les garanties imaginables à offrir au Kremlin pour le protéger contre le réveil du militarisme allemand, et décomposé en quatre phases successives. L'ensemble ne manquait pas d'ingéniosité et sa rigueur intellectuelle aurait pu séduire des partenaires moins prévenus que les Soviétiques. Mais il était d'une complexité telle que ses auteurs eux-mêmes, après des mois de labeur assidu, ne cachaient pas leur scepticisme à son sujet. C'était un document rigoureusement impossible à « vendre » au public, suivant la forte expression américaine et M. Selwyn Lloyd déplorait ouvertement son « *manque de sex-appeal* ».

Ce qui devait arriver arriva donc. M. Gromyko déclara totalement inacceptables les propositions occidentales, quitte à relever au passage les deux ou trois concessions qu'elles contenaient au point de vue sovié-

tique. On lui rendit la pareille le lendemain en lui faisant savoir qu'il n'était pas question de signer un traité de paix tant que l'Allemage ne serait pas réunifiée ni de consentir à un quelconque abandon de droits à Berlin.

On aurait pu s'en tenir là et s'efforcer de rechercher sans perdre de temps les chances de ce *modus vivendi* dont le général de Gaulle puis M. Couve de Murville avaient évoqué à plusieurs reprises la possibilité et qui n'aurait eu d'autre ambition que de rendre le *statu quo* un peu moins inconfortable. Mais les conférences internationales obéissent à des règles compliquées qui s'apparentent, la grâce en moins, à celles du ballet classique. Interminablement, les ministres développent leurs idées et réfutent celles de leur adversaire en sachant très bien qu'ils n'ont aucune chance de modifier son point de vue et que l'opinion se lasse vite de leurs vaines controverses.

Ils s'en lassent aussi. Il faut une rare constance pour être capable d'écouter quotidiennement, pendant plusieurs heures, dans une salle sans fenêtres, alors qu'il fait si bon dehors, les mêmes discours, toujours répétés puisque les Soviétiques exigent que la traduction soit non seulement simultanée mais consécutive. La phase de la controverse académique — dépourvue pour une fois d'attaques personnelles et de basse polémique — touchait donc à sa fin lorsque l'on apprit la mort de M. Foster Dulles. L'événement n'était en rien inattendu et l'homme, s'il était respecté, même de ses adversaires, n'était pas aimé, même de ses collaborateurs les plus proches. Personnel, autoritaire, utilisant à peine les innombrables talents groupés autour de lui, il devait son prestige à la réunion de trois qualités, ou si l'on préfère de trois groupes de qualités : la totale impavidité qui lui permettait de résister sans sourciller aux attaques et aux menaces les plus violentes, l'habileté tactique, enfin une mémoire et une capacité de travail exceptionnelles qui le mettaient à même à chaque instant de trouver l'argument à opposer à l'adversaire, comme de déceler le piège dissimulé dans ses offres apparemment les plus séduisantes, enfin l'autorité qui faisait de lui dans toutes les rencontres internationales le leader incontesté de la coalition occidentale.

Il est vain de se demander ce que serait l'attitude alliée, à Genève, si J. Foster Dulles était encore de ce monde. Les concessions dont nous avons parlé, il les avait lui-même approuvées. C'est lui qui, le premier, a déclaré qu'il existait d'autres voies pour la réunification que les élections libres, et a parlé d'accepter le contrôle, par les Allemands de l'Est, rebaptisés « agents de l'U.R.S.S. », des documents des convois alliés à destination de Berlin. Enfin, il est le père du « Comité pan-allemand ». Résignation devant l'inévitable ? Soudaine conversion d'un vieillard usé par la maladie à la politique d'apaisement qu'il avait cent fois condamnée ? Peut-être, mais plus encore démonstration d'une foi totale dans la supériorité du système démocratique, promis par la Providence à la victoire finale, et conviction que, quelles qu'en soient les circonstances, la confron-

tation des deux idéologies ne peut jamais tourner qu'à l'avantage de l'Occident.

C'est un état d'esprit semblable qui anime le successeur de M. Dulles. Mais la manière de ce patricien affable est bien différente de la sienne. Il parle mais n'a pas la voix du commandement. Il répond calmement, trop calmement au goût de certains, aux nasardes de M. Gromyko. On a peine à imaginer qu'il puisse se substituer à M. Dulles dans ce qui était le rôle essentiel de celui-ci : un symbole de la volonté de résistance du monde démocratique et de sa certitude de supériorité physique et morale.

Les obsèques de l'ancien secrétaire d'Etat furent une curieuse cérémonie, d'où toute trace d'émotion paraissait bannie, sauf chez les proches du disparu et chez un président presque désemparé. Le lendemain d'ailleurs, « Ike » avait retrouvé son sourire pour recevoir à déjeuner les quinze ministres des Affaires étrangères venus accompagner à sa dernière demeure, dans un cortège de deux cents Cadillac, celui qui avait été l'un des plus grands chefs de la diplomatie américaine. L'expression réjouie de leur groupe telle que l'a fixée pour la postérité leur photographie devant la Maison Blanche, avait quelque chose d'insolite. Mais M. Gromyko faisait partie de cet aréopage : il repartait le soir-même pour Genève dans l'avion de M. Herter en compagnie de MM. Couve de Murville et Selwyn Lloyd et l'on voulut voir dans cette bonne humeur collective un heureux présage.

Effectivement les quatre ministres, lorsque leur DC 6 se posa à Cointrin, annoncèrent qu'ils avaient décidé de tenir désormais un certain nombre de réunions restreintes. Depuis le début, on savait que c'était le seul moyen pour la conférence de parvenir à quelques résultats, puisque les séances plénières pourraient aussi bien se tenir en public. Cent personnes y assistent. Les discours qui y sont prononcés sont aussitôt communiqués à la presse. Autant dire que tout ce qui s'y dit est conçu en vue d'agir sur l'opinion. La vraie diplomatie commence avec le secret.

Malheureusement deux semaines de discussions en petit comité, dont la substance put être tenue quelque temps à l'abri de la curiosité des journalistes, ne permirent guère d'avancer. Conformément à une décision qu'ils avaient prise depuis fort longtemps et qui était le secret de Polichinelle, les Occidentaux renoncèrent d'emblée à la discussion de leur fameux « paquet », pour se déclarer prêts à rechercher un arrangement provisoire sur Berlin. Ce n'était pas la peine d'avoir cent fois répété que jamais ils n'accepteraient de séparer le règlement du sort de l'ancienne capitale de l'ensemble de la question allemande. Les Russes au début firent mine d'entrer dans le jeu. Ils se prêtèrent à une discussion sur les assurances qu'on pourrait leur donner contre les activités de propagande à Berlin-Est, sur une formule qui aurait permis aux Occidentaux, sans perdre la face, de laisser les Allemands de l'Est contrôler les papiers de leurs convois. Mais M. Gromyko éludait systématiquement les questions qu'on lui posait sur ce que feraient les Russes au cas où un compromis serait

mis au point. Renonceraient-ils à signer un traité de paix avec la seule Allemagne de l'Est ? Impossible de le savoir.

On ne progressait donc que bien lentement lorsque brusquement, le mardi 9 juin, en séance restreinte, le ministre soviétique sortit de sa poche un papier qu'il lut en russe — alors que les jours précédents, il avait parlé anglais — et qui sema la consternation chez ses interlocuteurs. Ce factum, présenté comme une série de concessions, équivalait en réalité à une nouvelle mise en demeure, reprenant la totalité des demandes initiales du Kremlin, renforcées de quelques idées nouvelles empruntées aux concessions que les Occidentaux avaient esquissées, et assortie d'un délai d'un an au terme duquel il serait de toute façon mis fin au régime d'occupation à Berlin-Ouest, soit par un traité de paix avec les deux Allemagnes soit, si l'on ne parvenait pas à se mettre d'accord, avec la seule république de Pankow.

Quelle mouche avait piqué le maître de toutes les Russies ? Pour la délégation française, au moins, la réponse était claire : les divergences entre Alliés à nouveau étalées à l'O.T.A.N., la controverse publique entre le docteur Adenauer et le professeur Ehrard, les articles du *Times* annonçant la retraite de M. Selwyn Lloyd constituaient autant de lézardes dans le dispositif occidental, et M. K. avait jugé le moment venu, pour le faire s'écrouler, de frapper un grand coup.

Les Anglais prêchèrent la conciliation. M. Couve de Murville, qui, dès la première minute avait ouvertement exprimé son pessimisme, la fermeté. Les Américains se tâtaient. M. Gromyko pressé de faire un geste se contenta en séance publique de répéter ce qu'il avait dit la veille, ajoutant seulement qu'on se trompait en interprétant ses propos comme un ultimatum.

Après un week-end de réflexion, on se retrouva le lundi 15, en réunion restreinte. Une atmosphère de « suspense » commençait à se créer autour de la conférence, à laquelle jusqu'alors l'opinion n'avait guère porté d'intérêt. Etait-ce, comme on l'avait prédit de tous côtés, la séance décisive ? Après plus de trois heures de discussions les ministres se séparèrent, maussades, mais sans avoir prononcé les paroles définitives, et ils décidèrent de se retrouver quarante-huit heures plus tard.

A la dernière minute, le ministre soviétique demanda un nouveau délai de réflexion, qui lui fut généreusement accordé. Et il revint avec un nouveau plan, qui pour la première fois, s'il ne donnait aux Occidentaux aucune des assurances qu'ils réclamaient pour l'avenir, ne comportait du moins aucune menace. Allait-on reprendre les discussions ? Les nerfs étaient trop tendus, les esprits trop montés pour qu'on pût l'envisager sans risque d'incidents graves. M. Couve de Murville était d'ailleurs obligé de s'en aller, pour accompagner le général de Gaulle en Italie puis à Madagascar. Il y avait là, pour un ajournement, un prétexte tout trouvé. Le tout était de savoir si M. Gromyko l'accepterait.

Il accepta, se contentant de marchander un peu sur la longueur du

délai, finalement arrêtée à trois semaines. Les alliés qui parlaient de rupture, mais en redoutaient les conséquences, respirèrent. Ce oui, suivant de près des concessions dont il était de bonne guerre de leur part de minimiser la portée, signifiait qu'à Moscou aussi on reculait devant l'épreuve de force.

Dès lors les optimistes reprenaient confiance et prédisaient, pour la seconde partie de la conférence, un accord non certes sur le fond — personne n'oserait plus le croire possible — mais au moins sur le papier, qui rendrait possible la convocation à l'automne de la rencontre au sommet. L'U.R.S.S. pouvait d'ailleurs s'estimer satisfaite du profit retiré de cette confrontation de six semaines en apparence si vaine : la réunification renvoyée aux calendes grecques, l'Allemagne de l'Est accueillie officiellement sur la scène internationale, l'idée d'un contrôle par ses représentants du trafic sur l'autostrade délibérément admise, des garanties offertes contre les activités antisoviétiques dont l'ancienne capitale allemande est le centre...

Depuis des années, certains observateurs occidentaux annonçaient qu'on en arriverait là, et plus loin encore si l'on ne se décidait pas à combiner la nécessaire résistance aux entreprises de la diplomatie soviétique avec une politique active, ingénieuse, et suffisamment simple dans son inspiration pour obtenir le soutien de l'opinion publique. Il y a déjà longtemps que Foch a écrit de la défensive passive qu'elle conduisait immanquablement à la défaite.

ANDRÉ FONTAINE

UN DON JUAN AUTHENTIQUE :

LE MARÉCHAL DE RICHELIEU

par Paul Rival

On a beaucoup parlé ces derniers temps, de don Juan et du donjuanisme ; on a évoqué les don Juan créés par les dramaturges et par les romanciers ; on a argumenté. C'est un jeu qui peut être amusant ; mais il faut bien avouer qu'on discute sur des inventions pures, car aucun des poètes de don Juan n'a été un don Juan lui-même. D'ailleurs, dans l'histoire même, on hésiterait à désigner un personnage qui puisse être considéré comme ayant des droits à représenter symboliquement ce personnage qui a fasciné tant d'écrivains. Ou plutôt si, il y en a un : le maréchal de Richelieu. Pour des raisons diverses, il est peu d'hommes qui se soient trouvés en situation d'accumuler, comme celui-ci, les conquêtes et aventures amoureuses.

Richelieu a enchanté, troublé, scandalisé la France pendant quatre-vingts ans. Il n'a même pas négligé de se marier. Il s'est marié sous Louis XIV ; il s'est marié sous Louis XV ; il s'est marié sous Louis XVI. Et ses mariages n'ont été pour lui que des entractes, des repos et, dans sa mélodie, des demi-soupirs.

On objectera peut-être que ses amours, si souvent évoquées, ne nous sont pas *exactement* connues. Sans doute. Et pourtant la fameuse *Vie privée* qui nous les conte n'a été publiée que quatre ans après sa mort et par un homme qui avait dans ses mains tous les documents nécessaires. Nous ne disposons pas au reste que de la seule *Vie privée* attribuée généralement à Faur. Comment mettre en doute l'authenticité de ces fameuses *Anecdotes* que Rulhière semble bien avoir écrites sous la dictée de Richelieu ? Pendant la campagne de Hanovre, Rulhière, jeune alors, accompagnait le maréchal. Et le maréchal lui racontait sa vie. Ce Rulhière s'ancra dans la famille. Il allait devenir l'ami intime de Septimanie, la fille de

— Ci-dessus, portrait de Mlle de Charolais costumée en moine franciscain. On lit, au-dessous de cette gravure, ce quatrain :

Frère Ange de Charolais
Dis-moi par quelle aventure
Le cordon de saint François
Sert à Vénus de ceinture. Voltaire.

Richelieu, une espèce de gendre, en somme. Pourquoi aurait-il menti ?

Il existe d'autres sources, qui ne peuvent, celles-là, être mises en doute et s'imposent aux historiens les plus scrupuleux : il s'agit d'un dossier étonnant, un des plus extraordinaires qu'un homme ait formés sur lui-même. Richelieu gardait tous ses papiers. A la fin de sa vie il les a fait classer. Quarante-quatre volumes en ont été plus tard constitués. Ces volumes, que si peu de gens ont consultés — je ne sais pourquoi — se trouvent à la Sorbonne, occupent une salle de la bibliothèque Victor-Cousin. Il suffit de monter au second étage, de sonner à la porte, et on vous les montre très gracieusement.

Sept contiennent des lettres d'amoureuses [1]. Un huitième volume existait. Il a été perdu. Nous retrouvons dans ces volumes un original des lettres publiées déjà en 1791, en appendice de la *Vie privée*. Ces lettres qu'on prétendait fabriquées, elles sont là, sauf quelques-unes restées sans doute dans le volume égaré. Il en est d'autres, des centaines. A ces papiers s'entremêlent des mèches de cheveux et même des souvenirs plus intimes que retiennent des rubans et des cachets de cire.

Son charme, Richelieu l'exerça longtemps. Aux approches de la soixantaine il tirait des cris passionnés de la pauvre Thérèse de la Pouplinière et, exploit encore plus étonnant, il faisait jaillir des étincelles de la maréchale de Luxembourg, qui avait connu d'innombrables aventures et passait alors pour s'être apaisée dans la sérénité d'un mariage parfait. Mais les dernières années de sa vie (il mourut à quatre-vingt-dix ans) furent pénibles. Ce fut la lente agonie d'un don Juan longtemps adulé dont les femmes ne s'approchent plus que par curiosité.

Si les mémorialistes n'ont rien écrit qui nous éclaire sur la nature du charme de Richelieu, ses manières étant souvent insolentes, ses procédés brutaux, ses répliques même parfois vulgaires, on verra par les lettres que nous allons publier (toutes inédites) qu'il exerça sur les femmes de toutes les classes sociales une véritable fascination.

Sur la toute première jeunesse de Richelieu, les lettres manquent. Les plus anciennes qu'il nous ait gardées sont des lettres de Mlle de Charolais.

A ce moment, il doit avoir vingt-deux ou vingt-trois ans. Il a connu déjà des aventures glorieuses, la première à quinze ans. Aventure digne de Chérubin et sans doute amour blanc. Il s'est caché à Versailles dans la chambre de la duchesse de Bourgogne, qui est sa marraine, et il l'a surprise dans sa nudité. « Bel oiseau bleu, chantez la romance à Madame. »

1. A la demande, semble-t-il, des Richelieu de la branche Jumilhac, qui en avaient hérité, les lettres d'amour ont été classées — fort mal, hélas — par Feuillet de Conches, érudit aussi célèbre que peu sûr. Le dernier duc de Richelieu a légué à la Sorbonne tous les papiers de la famille, depuis le Cardinal jusqu'au Richelieu de Louis XVIII. Jean Bonnerot, l'éditeur de Sainte-Beuve, en a dressé le catalogue, qui comprend cent trente-huit volumes. Quel sujet de thèse pour un jeune érudit de la Sorbonne ! Il suffit, je le répète, de monter au second étage.

De ce Richelieu débutant qui n'est encore que le petit duc de Fronsac, Beaumarchais fera plus tard son Chérubin [1].

Donc, dès ses débuts, Richelieu amoureux regardait haut, aussi haut qu'on pouvait regarder. Louis XIV le mit à la Bastille, ne l'en laissa sortir qu'après la mort de la duchesse. Il eut d'autres amours, alla à la guerre, fut l'amant adoré d'une duchesse dont le nom nous est resté mystérieux goûta aux prudes de la cour, aux moins prudes, aux bourgeoises, s'amusa à faire cocu l'illustre Villars, son ancien général et protecteur — il eut des collaborateurs dans cette tâche — puis, Louis XIV étant mort, il se sentit repris du désir des princesses, il plut à la duchesse de Berry, fille aînée du Régent. Mais là encore il n'était qu'une voix dans un chœur nombreux. Or, il préférait les solos. Il chercha donc parmi les princesses jeunes filles.

Il y en avait deux et il hésita entre les deux. L'une, Mlle de Valois, Charlotte, était la troisième fille du Régent. Elle avait l'âme tendre mais le nez gros, le dos un peu rond. L'autre, Mlle de Charolais, Louise-Anne, une Condé, belle, hardie, des yeux étincelants. Par son père elle sortait de génies violents qui parfois tournaient à la folie. Deux sœurs aînées ; mariées, libres de mœurs ; un frère, le duc de Bourbon, inverti d'abord, mais ramené au droit chemin par une célèbre coureuse. Un autre frère, le cadet, Charolais, quand il revenait bredouille de la chasse, s'amusait, dit-on, à tirer sur les paysans qui se trouvaient sur son chemin ; il faut bien user ses cartouches ! Quant à la mère, fille de Louis XIV et de Mme de Montespan, boiteuse d'un pied, trop souvent amoureuse, elle avait réjoui la cour par les chansons ordurières qu'elle écrivait. Celle-ci par exemple sur sa propre mère :

Maman-ci, Maman-là
Maman la carogne.

Etrange effet des exhortations vertueuses dont Mme de Maintenon l'avait comblée dans son enfance !

Richelieu attaqua. Aidé par son amie la maréchale de Villars — toutes les amoureuses ne sont pas jalouses — il offrit à Louise-Anne une discrète fête de nuit dans le bois de Vincennes. Les musiciens se turent ; les flambeaux s'éteignirent ; une tente était disposée...

On ne saurait tous les soirs donner des fêtes sous les arbres. Et les filles, surtout quand elles sont princesses, ne peuvent sortir de chez leurs parents comme elles veulent pour aller retrouver leurs amants. Louise-Anne ne pouvant aller vers Richelieu, ce fut Richelieu qui vint vers Louise-Anne. Il pénétrait mystérieusement dans les jardins de l'hôtel de Condé. Louise-

1. Sommes-nous sûrs que cet amour soit resté blanc ? Dans le *Mariage de Figaro*, Beaumarchais nous le donne pour tel. Dans *la Mère coupable*, nous apprenons que la comtesse a eu un enfant du beau page.

Anne l'y rejoignait. Une domestique leur prêtait son lit. Voici une des lettres qu'elle lui adressait (orthographe réelle)[1].

Je mimagine que vous vous rendrez chez la bonneval par le jardin afin quaucun de nos gens ne le voie. J ai auttant dimpatience detre a demain que sil y avait un siècle que je ne vous eusse vue pourvue que votre entré ce soit aussi bien passée que votre sortie pour cette maison nous somes plus heureux que sages car tout le monde estoit dans un si profond sommeille que je fus plus de deux heures après sans entendre le moindre bruit je crois quil est aussi inutil de vous dire que je me rendray exactement a l heure que vous me marquerez que de vous dire que je vous adore pour ma vie car vous este bien sure de l un et de l autre et vous avez bien raison de nen point douter Que ne puisje avoire la mesme confiance en vos sentimens.

Dans un autre billet de Louise-Anne, on s'aperçoit que l'hôtel de Condé n'était pas toujours plongé dans ce sommeil de Bois dormant ou que des espions veillaient, que la duchesse mère, peut-être entre deux couplets gaillards, avait décidé de faire coucher Louise-Anne auprès d'elle et que « M. de Gondom » — sans doute l'évêque de Gondom successeur de l'illustre Bossuet sur ce siège — n'avait pas dédaigné de « cuisiner » Louise-Anne, mais qu'il avait perdu son temps. Il semble d'ailleurs qu'à ce moment les Condé se soient transportés dans une de leurs maisons de campagne, sans doute à Saint-Maur.

j ai une frayeur tres grande quon ne sache quelque chose chez nous Il est inutile que vous songiez a me voir de fort longtemps Elle a eut soin de dire qu on me mit dans une chambre qui est aupres de la siene et vous pouvez croire qu a quatre vingt lieux elle serait aussi en peine quisci Apres cela come nous y serons huit jours si cela se peut je vous le menderai J ai tout nié a M. de Gondom Je suis tres fachée a present d avoir fait une extravagance come celle la mais l envie que j avais de vous voir m avait fait paraitre cela la chose la plus aisée.

Je passe à l'autre princesse vierge, à Mlle de Valois, la fille au long nez du régent, Charlotte, cousine germaine de Louise-Anne. Richelieu l'a séduite. Il s'est introduit dans son appartement du Palais-Royal en faisant percer secrètement un mur. Mais, la victoire obtenue, il la néglige. Comme on va le voir, elle s'en désespère (orthographe originale).

Je vous avais mendes de me venire voire aujord'hui du moin de me donner de vos nouvelles vous navez fait ny lun ny lautre cependant je ne vous veut point bouder Come mon amie est ici ce soire je lui ai dit de nous attendre demain a huit heure du soire mendez moy sy vous vous y rendré ou non afin que sy vous ne voulez point venire je ne la face pas attendre inutilment mais songez quil y a bien de la cruauté a me désespérer de gayeté de cœur.

Richelieu a gardé Louise-Anne et il attise la haine entre les deux cou-

1. Nous avons respecté le texte des lettres quand les fautes d'orthographe étaient d'une frappante singularité, nous avons corrigé lorsque les erreurs n'étaient que médiocres.

sines. Ces jeux ne lui suffisant pas, il se jette dans la politique, conspire. Le Régent l'apprend, le coffre à la Bastille, puis décide de marier Charlotte. Il la fait venir et la somme d'épouser un prince italien qu'il a choisi pour elle. Faute de quoi, le cou charmant de Richelieu sera tranché. Charlotte pleure, supplie, puis se décide. Et Paris fredonne :

J'épouse un des plus petits princes
Maître de très petits états
Qui sûrement ne valent pas
Une de nos moindres provinces...
On y manque de tout ; la finance est petite.
Quelle différence, grand Dieu,
Entre ce pauvre et triste lieu
Et le riche lieu que je quitte !

Charlotte aimait tendrement Richelieu. Beaucoup plus certes que Louise-Anne. Pour le sauver, elle sacrifia son bonheur. Elle ne lui demandait en échange que de renoncer à Louise-Anne. (Je rectifie l'orthographe.)

Mon mariage vient d'être déclaré dans le moment. Je vous donne une plus grande preuve de mon amour que je ne vous en ai jamais donné puisque dans l'état où sont mes affaires, il y a grande apparence que ce sera le malheur de ma vie. Mais comme rien ne peut augmenter celui de me séparer de vous, je ne crains point assez les autres pour qu'il puisse balancer un moment celui de vous faire plaisir. J'ai obtenu ce que vous voulez. Je vous dirai de quelle façon vous y prendre ce soir ; mais, quand je me sacrifie pour vous, ne me refusez pas de me donner une preuve que vous êtes brouillé avec Mme de Charolais de façon à ne vous raccommoder jamais. Je vous laisse le choix de celle que vous me donnerez. Vous pouvez m'en donner d'assez fortes pour me rendre aussi heureuse que je le puis être loin de vous et ce sera une grande consolation pour moi en souffrant pour vous de penser que vous méritez l'amour que j'ai pour vous par la preuve que vous m'en donnez du vôtre.

Pendant la messe de mariage, Richelieu, par-dessus la tête de Charlotte, ne cessa de lorgner Louise-Anne.

Charlotte partit pour Modène, y fut très malheureuse, aima toujours Richelieu et, à chacun de ses séjours à Paris, s'offrit à lui comme une esclave. D'innombrables lettres le prouvent.

***

Prendre au Régent deux de ses filles, ce n'était pas assez pour Richelieu. Il aimait braver les puissances. Il lui prit sa maîtresse. La célèbre Mme d'Averne lui écrivait :

Je serais trop heureuse s'il est vrai que vous pensiez pour moi comme vous le dites. Vous n'avez nul lieu de craindre M. d'O[rléans]. Je me flatte que vous me rendez la justice de croire que, si je pensais pour lui comme autrefois, je n'aurais pas fait pour vous toutes les extravagances que j'ai faites. Je compte être délivrée de lui au bal de demain. Du moins j'y ferai de mon mieux. Je me flatte toujours du plaisir de vous voir jeudi

et de vous assurer que je vous aime plus tendrement que je n'ai jamais aimé. Si mes lettres n'ont pas tant d'éloquence que les vôtres, j'ai peur qu'elles n'aient plus de vérité. Je vous envoie un ruban pour vous reconnaître au bal et je compte aller un moment ce soir chez la Maréchale.

A quel bal ? A ce bal de l'Opéra que M. d'Orléans pourra regretter, ce soir-là, d'avoir créé. Mais M. d'Orléans ne saura peut-être rien.

Si ! car Richelieu entend qu'il sache. Publiquement il lui enlève une petite danseuse de l'Opéra, la Souris.

***

Par une lettre de Madame, mère du Régent, nous savons que Richelieu s'est un jour déguisé en prêtre pour aller visiter dans un couvent Mme de Villeroy qui y faisait retraite ou pénitence. Depuis, ils se voient plus que librement. Au cours d'un souper à quatre, Mme de Villeroy se mit nue, ainsi que son amie Mme de Duras, que Richelieu, bien entendu, et même qu'un certain M. de Charlus qui, d'abord, avait fait des difficultés. Mme de Villeroy — on va le voir — se montrait aussi nue quand elle écrivait que quand elle soupait. Dans sa lettre, je vais être contraint de mettre quelques points de suspension et de supprimer les dernières lignes, donnant sur la vie intime de Mme de Villeroy des précisions stupéfiantes.

Je ne macoutume point a trouver une si grande prudence dans quelquun daussi fol que vous. Sachez que quand elle mempeche davoir le plaisir de vous voir je la trouve très mal placée dans votre teste je me fesais le plus grand plaisir du monde de vous voir ce soir et jesperais que votre paresse cederait a mon empressement mais il faut que ce malheureux laquais mempeche de vous voir je lay pensée envoiez faire f... mais je me suis souvenue que javais pris hier trop de plaisir a cette occupation pour la souhaiter a quelqun qui mempeche de vous voir Vous avez raison de vouloir etre loués sur votre vigueur car il me semble quel etait hier dans toute sa force il men reste un souvenir tres agréable surtout la derniere fois. je ny sorais penser sans b... il est très certain que mes parens ne me font point épier, qu'ils ne prendrais point au propos qu on leur tiendrait là dessus parce quils ont encore plus denvie d estre defait de moy que de me faire enrager ainsi il n'y a rien a craindre et je me flate de vous voir demain de meilleure heure que vous pouvez car le tems que je passe avec vous me parait toujours un moment.

. . . . . .

J'ai parlé pour votre sortilège et je vous expliquerez demain la mesure que jay prise Surtout ne manquez pas de venir quelque chose qui arive.

Quel est ce sortilège ? Nous ne le saurons jamais.

Autre billet de Mme de Villeroy. Les beaux jours sont finis.

Je vous cachai hier autant qu il me fut possible lexes de mon désespoir pour vous ennuier le moins qu il m estait possible mais je ne puis me refuser la triste consolation de vous le fair connaitre Il est a un tel point que j espère qu il me fera mourir de douleur. C'est ce qui me peut arriver de plus heureux car de vivre éloigner de vous me parait un suplice continuel mil fois plus cruel que la mort. Ne croyez pas que je me serve

d expression trop forte. J en pence s'il est possible encore plus car on n a jamais aimé aussi passionnément que je vous aime. J ai fait mes reflections sur votre affaire. Il vau mieux que vous ecriviez. Envoyez moi ma lettre par mon home qui vous rendra celle-ci et me venez voir le plus tost que vous pourrez. Il me reste si peu de tems a pouvoir avoir ce plaisir que je regrete tous les momens que je passe sans vous voir comme autant de moment perdus.

***

Deux billets maintenant de Mme de Nesle.

Mme de Nesle descend de la plus belle et de la plus folle des Mancini, d'Hortense l'impudique dont le chaste mari dévirilisait à coups de marteau les statues antiques de la galerie Mazarine, d'Hortense qui, une fois morte, dut, après avoir tant roulé, rouler encore, car le fracasseur de statues, ayant enfin récupéré le corps tant aimé et si constamment infidèle, mit le cercueil dans son carrosse et le promena pendant plusieurs années, au hasard de ses voyages, sur les routes de France. Mme de Nesle est cette « coureuse » qui avait eu l'honneur de ramener à l'orthodoxie amoureuse le duc de Bourbon, frère de Louise-Anne. Richelieu lui plut. Elle lui écrivait avec une brièveté digne de César :

Si vous voulez me venire voir ce soir je vous atendray sur les deux heurs Toujours le meme signal Je suis charmé que mon voiage vous est un peu ennuyer Vous aurrez raison de m aimer car je vous adore
Ce samedy matin.

Mme de Nesle, toujours comme César, avait le goût des armes. Apprenant un jour que Mme de Polignac entendait lui ravir son amant, elle la provoqua en duel. (A moins que ce ne soit Mme de Polignac qui ait provoqué Mme de Nesle.) Non à l'épée, car ces dames ignoraient l'escrime. Au pistolet. On peut toujours presser sur la détente ; bien des amantes malheureuses, bien des épouses outragées nous l'ont montré depuis. Quatre témoins menèrent les deux dames au bois de Boulogne. Feu ! Elles tirèrent. Mme de Nesle tomba. Blessée à l'épaule mais légèrement. On ne sait si Mme de Polignac se réjouit ; mais Mme de Nesle fut plongée dans l'extase. Elle versait son sang « pour lui ».

Bientôt, la fièvre amoureuse tomba. Mme de Nesle écrivit (nous rectifions l'orthographe) :

Les plus courtes folies étant les meilleures, je vous prie de ne me point venir voir. Je suis persuadée que vous n'avez nulle sorte d'amitié pour moi ; ainsi il est inutile de continuer une chose qui à la longue vous deviendrait très désagréable. La seule chose que je vous demande c'est de bien vouloir rester de mes amis comme vous étiez auparavant. Je vous connais trop pour n'être pas sûre que vous ne ferez nul mauvais usage de ce qui s'est passé et que je n'aurai jamais sujet de me plaindre de vous. Pour moi, vous pouvez toujours compter sur moi tant que je vivrai et que je vous serai toujours bien attachée vous aimant de tout mon cœur.

Je désire fort vous voir incessamment dans Paris. Je le souhaite infiniment par l'intérêt que je prendrai toujours à ce qui vous arrivera. Adieu mon neveu. Je vous embrasse de tout mon cœur.

Mme de Polignac, qui lui succéda, fut vite dédaignée. Elle se résigna moins aisément que Mme de Nesle.

Les marques d'amitiez que vous me donnès Monsieur me font un si grand plésir que je ne puis ment pecher de vous en marquer ma reconoisance je ne mamuserai point avous faire des reproches qui sans doute serait ennuieux pour vous mes je vous dirai celement que je vois que ce que je vous ai toujours dit nest que trop vray, jay toujours atandue avous écrire que jeusse eut une de vos lettres mais vous navez pas daigner me faire cette honneur vous avez dautre chosse afaire qui vous aucupe si fort que vous navez pas celement le tems de me crire un mot ni celuy devenir encore moins, adieu Monsieur je soite pour votre satisfaction que celle qui ne vous laisse pas un moment avous, vous aime autant que je vous aimais, quoique je croient la chosse dificile, je vous prie de vouloir bien me mender a quoy je ment doit tenir quoy que je ment doute, mes je ne le veut croire que quand je n'en nent pouray plus doutée.

On ne sait si elle provoqua en duel sa remplaçante.

Voici « la Présidente » (peut-être la présidente Portail).

Belle mais de stature médiocre, elle croyait ressembler, en plus court, à Mlle de Charolais. Femme d'un magistrat, elle rêvait des grandeurs de la cour. Ce que sa cervelle valait, ce billet l'indique.

Vostre reputation me donne envie de vous connaitre Vous aves tournés la teste a tant de femme qu il faut bien que vous soyés aimable De plus jaimerais assez a avoir la teste tournée bien fort pour quelquun Jimagine que ce serait assez joli. Je pensais commencer ma connaissance avec vous mercredi dernier au bal. Mais, n'étant pas absolument assurée que ce fut vous je ne parlay pas. Pour n'estre plus incertaine je vous envoie un ruban pour mettre a votre teste qui nouera votre coiffe. J'en aurai de pareils a la mienne. J aurai une robe jaune Vous me reconnaitrez aisément Mais ne manquez pas de mettre votre ruban afin que je vous reconnaisse. Je suis petite mais je sais que vous m'avez trouvée jolies Il y en a qui trouvent que je ressemble a une grande femme que l'on dit que vous aimé. Peut-etre m'aimerez-vous et moi vous aimerai-je aussi. Que je serai aise de tromper mon amant qui m'ennuie mon mari que je hais et tous mes parents que je déteste. Soyez donc je vous prie lundi prochain au bal de l'Opéra. Comme je n'ai pas ma liberté je me suis arrangée pour y aller seule ce jour là. J'y serai à minuit et demie. Soyez y avant. Si je ne vous trouve pas l'humeur me prendra et je m'en irai. J'ai la fantaisie de causser avec vous. Je vaux bien la peine que vous fassiez quatre lieues pour moi. J'envoye exprès à Marly vous en prier. Si vous me plaisez nous aurons bientot conclu nos affaires. Je vous dirés qui je suis. Peut etre le devinerez-vous. Ne manquez pas de venir.

Il y alla, jouit de sa beauté, s'amusa de sa sottise, l'abreuva d'humi-

liations et finalement, l'offrit pour maîtresse à Louis XV. On assure que, toute glorieuse, elle vint au rendez-vous, mais que le roi se fit remplacer.

*
**

Après les fringantes ou les résignées, les douloureuses. Très jeune encore, mais en un moment où il se sentait las des femmes de la cour, Richelieu s'était amusé à séduire une marchande de meubles de la rue Saint-Antoine, la pieuse et pure Mme Michelin. Il joua d'elle bassement.

Voici la seule lettre de Mme Michelin qui figure dans les sept volumes. On peut imaginer la pauvre Michelin l'écrivant dans son arrière-boutique. L'écriture est menue, appliquée, l'orthographe presque correcte. En termes voilés elle prévient Richelieu qu'il dépend de lui de la tuer ou de la faire vivre. Il l'abandonna et elle mourut.

Je n'ay pas différé d'un instant à vous ecrire puisque le lendemain de mon arrivé qui était jour de courié j envoyay un de mes lettres à la poste ne l'auriez-vous pas reçue Cela m'inquiette tout a fait et n'oubliez pas de men dire quelque chose la 1ère fois que vous m'écrirez Vous me demandez des nouvelles de ma santé, je vous en suis fort obligé mais il est bon que vous sçachiez qu'elle ne dépend absolument que de vous. C'est vous qui pouvez la rendre parfaite et c'est vous aussi qui pouvez faire que je n'en jouisse jamais. Pensez donc bien sérieusement mon cher amy qu'il n'y a que vous encore une fois qui puissiez adoucir les rigueurs que j'éprouve tous les jours de votre absence et que c'est vous y opposer totalement que douter un instant de mes sentimens il y a longtemps que vous devriez en etre parfaittement convaincu et cherché à men donner des preuves pour ma satisfaction adieu je suis si peu libre de mon tems que je n'ay que celui de vous assurer de toute ma tendresse, si mon absence vous fait souffrir soyez persuadée que je souffre de la votre un million de fois d'avantages.

Tendresse aussi, mais tendresse lyrique chez Mme de la Martellière.

Mme de la Martellière n'est pas de la cour. Elle sort de la galanterie. Un fermier-général l'a épousée. La richesse ne l'a pas rendue fidèle. Richelieu l'a soufflée au duc de Brancas. Une tradition prétend même qu'il avait parié avec Brancas de la lui prendre en moins de quinze jours.

J'étais désespérée hier de te quitter cœur si tu avais pensés de meme je torait reveu mais tu ne maime pas assé pour cela et je tadore voilà la diference de nos deux cœurs et de nos deux facon de penser il n'a pas tenu a moi que tu ne me retrouves a ta porte heureusement pour toi que je nais imaginé ce tour de persécution quapres soupé et quil fut impossible de trouver un carosse il aitoit trop tard touts mes projets furent rompus jen aitais furieuse et soit que je le sois encore soit lesperance que jay de te voir ce soir à sept heures tu me las promis cœur jatant ce moment avec bien de l'impatience tu veux que ce soit chez moi jaimerais mieux que ce fut a ta petite maison mais je ne me connais plus de volonté que la tienne et tu m'a donné hier soir de si bonne raison quil ni a pas moien daller contre. Parlant de petite maison jay de la curiosité de voir celle dont tu ma parlés quoit quel ma nonce des ennuis (?) sa ne mempeche pas davoir

envie de faire conoissance avec elle si tu veux meme aujourdhui je pourrais vous y voir tu na qua me mander ou elle est je te demande en grace cœur de ne souper ce soir quavec moy je croit bien que sa ne tamusera pas autant que ce que tu quittera mais si tu maime sacrifie une fois en ta vie ton plaisir aux miens si tu me refuse ce me sera une preuve de ton indiférence un soubson de ton inconstance et de ta perfidie une assurance de la follie quil y a de taimer comme je taime mais jai beau me le dire il nes plus en moy de men defandre tu me plais trop cœur pour ne pas taimer toute ma vie tout ce qui maflige est de ne pouvoir pas aitre toy pour tinspirer autant damour que tu men a donnée.

Passion encore chez la duchesse de Vaujours. Mais le ton de cour reparaît.

La nuit que je viens de passer serait capable de laver tous les crimes ; mais je n'en ai point d'autre à me reprocher que d'aimer trop passionnément une personne bien injuste. Ne me refusez pas de me voir cette après-dinée à l'heure qu'il vous plaira. Je n'irai point au bal. Accordez-moi la grâce que je vous demande. Sinon je regarderai que vous avez prononcé l'arrêt de ma mort et je me la donnerai avec plaisir, persuadée que du moins ma dernière action ne vous déplaît pas.

Je vous adorerai tant que je vivrai. Mon désespoir sera même funeste à mon mari car je le haïrai d'être aimé de vous quand, vous adorant, vous me détestez.

Oui, passion ; mais qui, le dernier trait le prouverait, s'amuse peut-être d'elle-même. Malgré la frénésie, l'esprit veille.

***

Enfin Thérèse de La Pouplinière.

On se rappelle sa dramatique aventure. Thérèse Dancourt, fille d'une célèbre comédienne, a été épousée par le riche financier et amateur d'art La Pouplinière, dont elle avait été pendant une dizaine d'années la maîtresse. Richelieu, qui a déjà plus de cinquante ans, poursuit Thérèse. Elle le repousse d'abord ; puis elle cède. Mais La Pouplinière la surveille étroitement. Où se rencontrer ? Richelieu loue la maison voisine de l'hôtel de La Pouplinière et fait trouer le mur par des ouvriers aussi habiles que discrets. Une porte tournante est installée au fond d'une cheminée. Alerté par une femme de chambre, La Pouplinière fait examiner sa maison par le célèbre inventeur de mécaniques Vaucanson. On découvre la porte secrète. La Pouplinière, furieux, roue sa femme de coups. Ils se séparent et bientôt elle mourra.

Les lettres de Thérèse à Richelieu sont antérieures à ce scandale.

Pendant l'été de 1747, Richelieu s'est vu confier le commandement de l'armée qui défend Gênes contre les Autrichiens. Les deux amants seront séparés pendant dix-huit mois. Thérèse écrit alors des lettres aussi longues que passionnées. Il semble que la séparation lui a fait oublier le véritable caractère de Richelieu, qu'elle y substitue une figure irréelle. Elle le sent et craint que Richelieu s'en étonne.

Je crains, mon cœur, de vous écrire avec trop de liberté et avec trop de confiance. On ne lit jamais les lettres avec le même esprit que ceux qui les écrivent et dans la même situation. Je crains de vous dire et bien des bêtises et bien des choses qui peuvent vous déplaire. Pardonnez-le-moi. Mon but est seulement de vous ouvrir mon âme, d'être avec vous comme avec moi-même, et ce que vous trouverez qui ne vous convient pas en moi, attribuez-le à ma solitude, à votre absence, à mes chagrins. Je vous assure que ce n'est point la vanité sotte qui me fait dire cela. Je me soucie qu'il y ait de l'esprit dans ma lettre comme de baiser le Grand Turc. Je le voudrais sans doute si c'était la première, mais à présent je ne veux que vous assurer de mille façons que je vous adore... Mon cœur, ne serais-je pas bien fondée à vous demander de vivre pour vous et avec moi? et pourrez-vous vous y résoudre? Je crains bien que non et que votre ambition n'ait monté que le premier échelon. Comme je vous l'écrivais il y a trois jours, cela serait affreux pour moi. Je le crains bien et que votre retour ne soit pas encore la fin de mes peines.

Elle demande à Richelieu de ne pas trop exposer sa vie.

Pensez donc ce que je deviendrais, mon cœur, s'il vous arrivait quelque chose. Pour moi je ne crains rien et je m'exposerais au plus grand danger sans y penser ; mais je serais retenue par la douleur que je vous causerais. Ne suis-je pas engagée aux plus grands ménagements puisque votre vie en dépend et que vous vous tueriez si vous me perdiez, de quelque façon que ce fût. Que cela soit donc égal, mon cher cœur, et puisque nous sommes si bien unis, n'ayons plus qu'une vie et préservons-la tant que nous pourrons !

Croyait-elle vraiment que Richelieu se tuerait ?

La tristesse l'accable. Et aussi sans doute cette maladie mystérieuse dont bientôt elle mourra.

Je crois le mal tout facilement et ne puis me persuader le bien. Cela est injuste ; et, malheureusement pour moi, je suis inquiète, soupçonneuse. Je suis mal née, mon cœur. Mais je le suis bien pour vous aimer toute ma vie. Vos lettres sont bien différentes des miennes, elles sont courtes, froides et distraites à l'excès. J'en accuse l'accablement où vous êtes et ne me plains de rien. Vous n'êtes pas à vous-même ; peut-être serez-vous à moi. Vous me rendez maintenant ce que je vous ai fait sans le vouloir ; mais je ne vous accuse de rien. Comment le pourrais-je? Ce qu'on aime peut-il avoir tort? Il me prend des fureurs de vous revoir qui me font déraisonner. Plus je vais et moins je m'accoutume à être sans vous. Chaque jour il me semble que je perds quelque chose ; et je me dis : encore un jour de passé ! Ah mon cœur, et quand vous reviendrez, que nous arrivera-t-il? Je m'y perds et n'y vois que du noir... J'ai l'esprit trop géométrique pour me satisfaire de chimères qui font le bonheur des hommes en général. Je n'espère rien ; peut-être pas de vous revoir, mon cher cœur.

Un cri de désespoir encore. C'est une douceur que de se plaindre.

J'ai perdu la confiance de quelqu'un avec qui je dois passer ma vie. Je n'ai plus ni autorité sur lui, ni adresse... Je me réveille le matin en détestant le jour que je vais passer, le lieu que j'habite, les gens que je vais voir. Je tiens à tout et jusqu'aux plus petites choses et je suis seule dans la nature isolée. Rien n'est à moi. Je n'ai point de projet ; je ne puis pas en faire. Je ne puis pas quitter cet animal que je déteste et je ne

puis pas me jeter dans vos bras. Je tombe dans l'épuisement de mon imagination et je n'ai plus de chaleur pour vous rendre ma situation. Il ne m'en reste que pour la sentir. Tout est concentré. Je suis malheureuse de vous avoir connu et bien plus malheureuse encore de n'être pas avec vous comme je le voudrais ; et cela est sans ambition, je vous jure. Vous seriez bien heureux. Mon cœur, j'ai tort de vous écrire sur cela. Je sais que cela ne remédie à rien, mais je vous ouvre mon cœur ; c'est une douceur de se plaindre et je ne puis prendre sur moi de parler qu'à vous. Vous êtes mon amant, mon ami. Je suis extrême en tout. Il n'y a dans le monde que vous pour moi.

En enfin :

Mon cher cœur, mon plaisir cesse avec ma lettre et je retombe dans les plus grandes tristesses.

♣

Voilà donc comment les femmes lui écrivaient. Mais comment leur répondait-il ? Avec les dévergondées, il se donnait le plaisir d'être cynique. Au bas de la lettre éperdue d'une femme qui l'assure (faussement) de sa fidélité, on trouve ces quelques lignes publiées, déjà dans la *Vie privée* en 1791.

(La dame, Mme de Guébriant, lui a proposé de le rencontrer le soir même. « Vous m'enverrez, dit-elle à la fin de sa lettre, votre quarrosse dans la cour des cuisines. »)

Je vous conseille, Madame, **écrit Richelieu,** *de rester dans cette cour pour y charmer les marmitons pour qui vous êtes faite. Adieu ma chère enfant !*

Quelques brouillons restés dans la collection montrent comment il agissait avec les exaltées. Dès qu'il est le maître, il prétend réduire la passion qu'il a inspirée. A celles qui parlent amour — parfois même amour angélique ou divin — il répond sensation. Sous la douceur presque tendre qu'il affecte on sent la griffe. Il a eu sa première victoire quand la femme se refusait ; il remporte une nouvelle victoire en menaçant de se refuser à son tour. Deux moments délicieux : le moment où il prend ; le moment où il abandonne.

... par conséquent je ne devais pas vous aimer comme un héros de roman et ne voulais pas que vous m'aimassiez comme une Religieuse portugaise. J'ai fait le procès de votre imagination et n'ai rien oublié pour tâcher de vous persuader que nous devions nous aimer toujours et que, par conséquent, nous devions nous aimer moins romanesquement que la Princesse de Clèves et plus délicatement et solidement que les amants ordinaires du temps présent. Je n'ai cru manquer à rien et vous ne pouvez pas dire que je ne vous ai pas offert, au cas où vous seriez jalouse de quelque femme, de cesser de la voir ; et je suis prêt à vous faire sur cela tous les sacrifices que vous pouvez désirer. Mais je ne puis me résoudre à vous sacrifier la douceur des moments que nous devons passer ensemble, ni le plaisir que j'aurais à recevoir de vos lettres si elles n'étaient pas remplies

de reproches dont je ne connais pas encore le principe. J'aurai la conduite qu'il vous plaira mais non pas l'imagination. Enfin je vous assure que l'égarement de la vôtre anéantit la mienne et l'excès de votre cruauté m'attiédit. Je ne sais pas encore pourquoi vous me faites des reproches, quoique vous m'en fassiez toujours, et je ne comprends pas comment on peut aimer à se tourmenter, aussi bien que les autres, sans en avoir une raison très pressante. Voilà une trop grande différence entre nos deux façons de penser, mais j'avoue que je ne pense pas que la vôtre soit la meilleure. Est-ce que vos lettres ne seront jamais remplies que de dissertations sur la façon de s'aimer et comment voulez-vous qu'après six pages de discussion sur cette matière, je trouve comment vous dire que je vous aime et comment voulez-vous qu'en travers (il écrit quantravers) *de l'impatience où cela me met, je retrouve tous les sentiments que j'aurais toujours s'ils n'étaient pas troublés par les visions qui nous tourmentent l'un et l'autre. Je vous avoue même qu'il est impossible qu'à la longue cela ne fasse impression ; mais je ne sens encore que la première que vous avez faite sur mon cœur qui ne s'effacera jamais si vous voulez. Mais tâchez d'être un peu plus raisonnable et d'accord avec vous-même.*

***

Celui qui étudiera l'extraordinaire recueil de lettres rassemblées à la Sorbonne sera, sans nul doute (et certaines des lettres déjà citées éclairent suffisamment sur cet aspect de la question), surpris non seulement par l'absence de culture de certaines grandes dames[1] mais par l'incroyable liberté de ton et l'absence de « goût » de beaucoup de ces correspondances. De ce point de vue, les lettres que Louis XV adressa au maréchal, et qui pour d'autres raisons ont pris place dans ces dossiers, ne déparent pas la série et prodiguent quelque surprise supplémentaire sur le climat de l'époque. Voici le début d'une lettre du roi, qui appelle ironiquement le don Juan patenté du siècle Votre Excellence :

Je ne scavais pas avant que Votre Excellence me l'eut appris par sa lettre précédente à celle-cy, laquelle la Duchesse de Chateauroux vient de me remettre et où je réponds comme on rend un lavement non par le courrier extraordinaire mais simplement par la poste (ne doutant pas que vous le recevrez plus tot par là) que les dames portassent des cornes ainsi que les messieurs.

Certaines phrases de ces lettres royales sont même si déconcertantes par les précisions physiques qu'elles renferment (il ne s'agit pas de Louis XV lui-même, mais de tiers), que nous ne nous hasarderons pas à les reproduire, nous contentant de citer cette phrase plus anodine : « *Victoire* (une des filles du roi) *est arrivée ; j'en suis bien content de toutes façons ; et je ne doubte pas que vous le fussiez aussi ; mais ce n'est plus viande pour vous que mes proches.* » Allusion vraiment désinvolte aux amours de Richelieu avec la mère du roi, la duchesse de Bourgogne.

1. Mme Michelin, bourgeoise, et Mme de la Pouplinière, fille de comédienne, au contraire savent l'orthographe.

Mais il nous faut revenir à « don Juan ». Si les lettres que nous venons de publier éclairent sur les passions qu'il inspira, elles laissent le lecteur incertain sur certains aspects de son caractère. Qu'il n'ait jamais été sérieusement épris de l'une de ses conquêtes, cela paraît plus que vraisemblable. Mais quelques-uns des épisodes de sa vie révèlent en lui une incroyable sécheresse de cœur. Incontestablement, il a pris un véritable plaisir à faire souffrir quelques-unes des femmes qui avaient conçu pour lui une violente passion, il les contraignait à des jeux qui nous révoltent et à des rencontres scandaleuses. Une des femmes qui l'a le plus tendrement aimé, Mme Michelin, a été, comme on l'a vu, réduite par lui à un mortel désespoir.

Richelieu apparaît même, dans d'autres aventures, si raffiné dans la combinaison de l'érotisme et de la méchanceté, qu'il est difficile de ne pas le rapprocher de Valmont. En fait, quand les *Liaisons dangereuses* parurent, Richelieu avait quatre-vingt-sept ans. On ignore s'il les a lues, mais il est certain que beaucoup de personnes, à l'époque, pensèrent à lui en lisant le chef-d'œuvre de Laclos.

Il y a pourtant une différence entre le héros de ce célèbre roman et le don Juan du XVIIIe siècle. Valmont a ignoré l'ennui qui peut naître de la possession d'un charme auquel aucune femme ne résiste, la tristesse que donnent les victoires obtenues sans combat. Valmont s'ingénie pour conquérir la Présidente et éprouve, au cours de sa campagne amoureuse, une sorte de joie. Richelieu, lui, est vainqueur sans effort. Sa vie qui fut si brillante, vie d'un grand seigneur comblé à qui aucun cœur ne résiste, vie d'un chef de guerre qui a connu d'éclatants succès, cette vie a rapidement sombré dans la lassitude et le dégoût : l'amour avait depuis longtemps cessé de le distraire quand, devenu vieux, il commença d'y rêver avec un amer regret.

PAUL RIVAL

ALABAMA, U.S.A.

par Franck L. Schoell

Comme l'Etat d'Illinois, l'Etat américain d'Alabama porte le nom du fleuve principal rencontré dans la région par les explorateurs français. De même aussi, ce nom si plaisant à l'oreille, avec sa prédominance vocalique, a été celui de la tribu indienne qui en habitait les rives. Dans la langue des autochtones, Alabama (ou Alibama) signifie : « Reposons-nous ici ». Et en effet, il n'est pas un des innombrables et paresseux méandres du fleuve Alabama qui, au temps surtout où les forêts riveraines étaient intactes, n'ait été une invitation au repos. Mais, on en jugera, l'histoire de l'Alabama n'a pas précisément été, elle n'est pas encore aujourd'hui, pour les Blancs et les Noirs qui se sont substitués aux Faces cuivrées, une histoire de tout repos.

Mobile.

C'est au début de 1699 que les premiers explorateurs français firent leur apparition sur la côte du présent Etat d'Alabama, c'est-à-dire sur le seuil de l'étroite porte-fenêtre qui assure à ce rectangulaire Etat l'accès au golfe du Mexique. A vrai dire, plutôt que de purs Français, ces explorateurs étaient déjà des Franco-Canadiens, chargés de reconnaître les bouches du Mississippi et leurs environs. Leur chef était le sieur d'Iberville, l'un des nombreux fils de Charles Le Moyne, sieur de Longueil et de Châteaugay. Etabli dès 1640 au Canada, ce dernier avait toutefois conservé d'étroits contacts avec la France. Iberville avait à son actif maints hauts faits accomplis au cours de nombreuses rencontres avec les Anglais. Parti de France avec trois de ses frères, Bienville, Souvolle et Châteaugay, ou rejoint par eux, c'est lui qui fut le premier à débarquer à la pointe Mobile et qui, aussitôt, nomma les îles situées à peu de distance de la côte, l'île Dauphin et l'île Monlouis, maintenant encore connues sous ces noms. Il poursuivit sa course plus loin vers l'ouest, mais ne tarda pas à regagner la France, en quête de ravitaillement et d'hommes, laissant son frère, le sieur de Bienville, en charge d'un petit détachement à Mobile. Lorsque Iberville cingla à nouveau vers les terres indiennes fraîchement découvertes, il emportait avec lui un peu plus que de sim-

ples promesses royales. Mais cet « un peu plus » avait été difficile à obtenir, car, déjà épuisé par la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le Royaume se trouvait à la veille d'une nouvelle guerre, celle de la succession d'Espagne.

Iberville avait été évidemment séduit par le large estuaire conjoint de l'Alabama et du Tombicbe (devenu, sous sa forme anglaise définitive, le Tombigbee). Cet estuaire formait une véritable baie profonde et large, désormais connue sous le nom de baie Mobile. Pourquoi Mobile ? Il est difficile de le dire en toute certitude. Deux hypothèses s'affrontent. Selon l'une, Mobile représenterait un mot du dialecte choctaw signifiant « pagayer, pagayeur », car les seuls moyens de communication avec l'arrière-pays étaient alors le typique canoë indien propulsé avec une pagaie à pale unique. Selon l'autre hypothèse, Mobile serait une simple déformation de Maubila qui — les navigateurs français avaient cru le comprendre — était le nom de la tribu indienne située sur ce bief de l'estuaire.

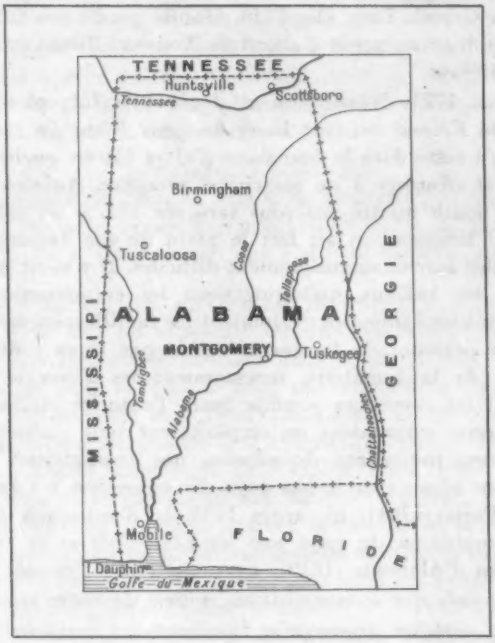
Quoi qu'il en soit, Mobile sonne maintenant, aux oreilles américaines non moins qu'aux nôtres, comme un mot bien français, et ce sont de hardis agents commerciaux d'origine malouine ou nantaise qui ont donné le nom de « mobilienne » au jargon commercial très fruste au moyen duquel la plupart des échanges s'effectuèrent dans la région pendant tout le XVIIIe et même au début du XIXe siècle. D'abord interindienne, cette sorte de *lingua franca* régionale basée sur le choctaw — mais également ouverte à des emprunts faits au chickashaw et au creek — fut pour un temps internationale, car elle servit aux Espagnols et aux Anglais non moins qu'aux Français à s'entendre, pour des fins de troc, avec leurs « clients » et « fournisseurs » indiens.

Mais c'est là anticiper dans le temps. Pour revenir aux débuts mêmes de l'histoire de Mobile, Iberville et Bienville crurent avoir trouvé là le site le plus propice à un établissement permanent. Ils y bâtirent le « vieux fort Louis », première capitale de la Louisiane française. Le pays paraissait plaisant, on pouvait obtenir des Indiens voisins quelques produits agricoles, et surtout l'arrière-pays, habité par de puissantes tribus jusque-là assez bien disposées, était aisément accessible grâce à un double système de rivières canotables. Et en effet, une bourgade se forma autour du fort. Mais le niveau en était trop bas, une désastreuse inondation survint en 1711, qui décida Iberville à la reconstruire un peu en aval, sur le site de la ville actuelle.

Au début, l'établissement ne comptait même pas deux cents personnes, y compris les soldats et les esclaves. Quelques « coureurs des bois » vinrent du Canada, qui étaient fort à leur affaire en pays indien. Paris — sa bourgeoisie et ses bas-fonds — y contribua par quelques aventuriers. Mais les colons proprement dits, si désirés, demeuraient rares, malgré plusieurs retours d'Iberville en France. Il put toutefois faire en sorte que quelques prêtres l'accompagnassent. Mais son plus grand triomphe,

il l'obtint en 1704 — deux ans avant sa mort à La Havane — quand, sur le *Pélican*, il réussit à embarquer — outre quelques têtes de bétail, quelques marchandises et une poignée de soldats et d'artisans — vingt-trois jeunes femmes « bien élevées », prises en charge par deux nonnes grises. Il espérait que ces demoiselles apprivoiseraient quelque peu tout cet élément masculin un peu rude et stabiliseraient la colonie en y introduisant des préoccupations et des vertus domestiques.

Et en effet, un mois ne s'était pas écoulé que vingt-trois mariages avaient été bénis. Ces dames ne tardèrent pas à montrer qu'elles avaient volonté et tempérament. L'éternel pain ou bouillie de maïs dont s'étaient conten-



tés leurs conjoints n'était pas de leur goût : elles eurent tôt fait d'ourdir entre elles une redoutable « insurrection des jupons », et n'eurent de cesse qu'elles ne fussent parvenues à leurs fins, un ordinaire amélioré et plus varié !

Par la suite, d'autres jeunes personnes du sexe furent, en France, persuadées par leur curé de tenter l'aventure matrimoniale dans cette partie de la Louisiane. On les appelait les « filles à la cassette », car chacune d'elles était, au départ, à titre d'encouragement, pourvue d'un petit coffre ou cassette en bois qui contenait tout un trousseau. A l'arrivée, cette cassette leur conférait un grand prestige social, c'était une sorte de lettre

de noblesse et, dans les générations qui suivirent, il fut bien porté pour les familles de planteurs telles que les de Lusser (ou Delessert ?), les Beauchamp, les La Tour et les La Prade, de compter parmi leurs ascendants une jeune fille « à la cassette ».

Il faudrait un volume (qui l'écrira ?) pour relater ce que l'on pourrait à l'américaine appeler la prodigieuse « saga » des Français à Mobile et dans l'arrière-pays.

Soit dit en quelques phrases, Mobile demeura la capitale de la Louisiane française jusqu'à ce que l'Alabama apparût comme une sorte de cul-de-sac par rapport au Mississippi proche qui, plus à l'ouest, devenait la grande, la stratégique artère reliant le golfe du Mexique au pays des Illinois et aux Grands Lacs. Dès 1720, Mobile perdit son titre et ses prérogatives de capitale au profit d'abord de Nouveau-Biloxi puis, bientôt, de La Nouvelle-Orléans.

Que, jusqu'en 1713, l'établissement de Mobile fût colonie directe de la couronne de France — avec Iberville, puis Bienville comme gouverneur — ou qu'à cette date la Louisiane d'alors fût en quelque sorte mise aux enchères et affermée à un marchand prospère, Antoine Crozat (qui, découragé, se démit quatre ans plus tard, en 1717), ou enfin que John Law, le génial Ecossais, en ait fait le pivot de son fameux système, la colonie vécut des années singulièrement difficiles. Il y avait souvent maille à partir avec les Indiens, qu'inquiétaient les empiétements des Faces Pâles ; d'effroyables épidémies décimaient les familles, ou même les exterminaient ; des périodes de famine n'étaient pas rares ; des boucaniers anglais, venus de la Jamaïque, massacraient les Français établis dans l'île Dauphin ; les classiques conflits entre l'autorité civile française et l'autorité militaire retardaient ou empêchaient tout véritable essor.

Mais, à travers toutes ces vicissitudes, nos compatriotes réussirent à marquer de leur sceau tout le bas pays. Ni sa cession à l'Angleterre lors du traité de Paris (1763), ni, après 1783, la domination espagnole, ni finalement l'acquisition du pays par les Etats-Unis et sa conversion en l'Etat américain d'Alabama (1819), ne réussirent à l'effacer entièrement.

De tout ce passé, que subsiste-t-il au milieu de notre siècle ?

D'abord une certaine toponymie familière : Chandeleur, baie Bon-Secours, baie Minette, Gasque, Plateau. L'île Dauphin est simplement devenue Dauphin Island. Elle est désormais fameuse par le « rodéo », ou concours de pêche en eaux profondes, qui y attire chaque année des milliers de visiteurs et de spectateurs. Le Bayou La Bâtre, tout proche, est bien connu comme villégiature d'été au bord du golfe de Mexique. A Point Clear (où l'on reconnaît d'emblée Pointe-Claire) se dresse le *Grand Hôtel*, l'un des plus luxueux de l'Alabama.

Point n'est même besoin de beaucoup d'imagination pour trouver à la ville de Mobile elle-même (230 000 habitants, dont 78 000 sont des Noirs) un vague restant d'air français. Non pas que sa Dauphin Street soit autre chose qu'une typique rue américaine. Mais tel édifice rappelle encore l'ère

coloniale française, notamment la cathédrale de l'Immaculée-Conception : « ce monument d'architecture gothique date de l'occupation française en 1720 », nous apprend le guide. Mais le lieu de la ville qui évoque le mieux le passé est assurément, au centre, le square Bienville, avec son plan géométrique et ses beaux ombrages. Les magnolias, les chênes-verts, les pacaniers, les gommiers, les camphriers, les cornouillers foisonnent dans les douze autres parcs de la ville et le long de la plupart des avenues. Sur la façade ouest de l'hôtel de ville qui domine South Royal Street, une plaque de bronze annonce au passant, sobrement mais fièrement, comme il se doit :

THE CITY HIS MONUMENT
JEAN-BAPTISTE LE MOYNE, SIEUR DE BIENVILLE, 1680-1768.
WHO ON THIS SPOT BEGAN BUILDING FORT LOUIS DE LA MOBILE.
MAY A.D. 1711. ERECTED BY THE CITY OF MOBILE MAY 1911.

Enfin ce bref aperçu des survivances françaises à Mobile serait par trop incomplet si l'on ne rappelait ici que les fastueuses célébrations annuelles du Carnaval ou Mardi-Gras dans le grand port de l'Alabama sont du plus pur goût et dans le plus pur esprit français (style américain !) Cette fête coïncide avec l'épanouissement, en février et mars, des milliers d'azalées qui déroulent leur magnifique ruban multicolore sur les quelque cinquante kilomètres de l'*Azalea Trail* (piste des Azalées). Comme nous l'assure le prospectus des festivités de 1959, « aux jours où les Français occupaient et développaient la cité de Mobile, leurs dames et demoiselles plantèrent les premières azalées, et celles-ci ont fleuri depuis lors, toujours plus nombreuses, toujours plus touffues, toujours plus riches de couleurs. Leur beauté vous coupe le souffle. »

Outrance publicitaire ? Peut-être. Mais soyons reconnaissants à l'historien de l'Alabama, A.B. Moore, d'affirmer, et à tous les Mobiliens fiers de leur ville de croire, qu' « il n'y a pas dans toute l'histoire de la colonisation en Amérique d'épisode plus intéressant que l'implantation française dans l'Alabama[1] ».

MONTGOMERY.

Tant pour protéger leur commerce avec les Indiens que pour se prémunir contre les incursions des Anglais de Georgie, les Français de Mobile, remontant de plus de 200 kilomètres le cours des deux fleuves Tombicbe

1. A. B. Moore, *History of Alabama* (New York, 1932), p. 47.

et Alabama, bâtirent un fort au bord de chacun d'eux, sur un emplacement soigneusement choisi. En 1736, Bienville fit construire le fort Tombicbe sur un *bluff* situé tout près de l'actuelle ville d'Epes (comté Sumter). Mais déjà une vingtaine d'années auparavant, en 1717, il avait fondé le fort Toulouse près du confluent des rivières Coosa et Tallapoosa qui, à elles deux, forment le fleuve Alabama proprement dit. On n'en pouvait mieux choisir le site. La preuve en est que, à quelques milles en aval seulement a grandi la ville historiquement si importante de Montgomery. Capitale de l'Etat depuis 1846, cette ville fut en effet, au début de la guerre civile (1861-1865), le siège de la Confédération des Etats sudistes dissidents.

Pourquoi, par quel détour ou par quel jeu de circonstances, ce nom bien de chez nous a-t-il échoué en ce lieu écarté des Etats-Unis à un moment où toute influence française avait cessé d'agir ? L'histoire en est si curieuse qu'elle vaut d'être brièvement contée, dût-elle être taxée de digression.

Lorsque Guillaume le Bâtard envahit l'Angleterre en 1066, il comptait parmi ses féaux chevaliers un certain Roger de Montgomery, vicomte d'Exmes. Dominée par le château fort qui couronnait le mont Gomery (« Mont » par hyperbole !), sa terre patronymique était proche de l'actuel Sainte-Foy-de-Montgomery, canton de Livarot, arrondissement de Lisieux, au cœur du Calvados. En récompense de ses loyaux services, ce Roger reçut pour sa part de butin les comtés d'Arundel et de Salisbury. Mais, peu de temps après, nous trouvons cette opulente famille anglo-normande établie dans le pays de Galles, à Montgomery, dans le comté du même nom. Une branche ne tarda pas à émigrer en Ecosse, où elle s'allia avec la maison comtale d'Eglinton, elle-même apparentée à la famille régnante des Stuart. Une autre branche prit racine dans l'Ulster irlandais. Il n'est écolier français qui ne sache que c'est un Montgomery, Gabriel, sieur de Lorges, lieutenant dans la garde écossaise au service de la France, qui tua par mégarde Henri II dans un tournoi le 30 juin 1559. La famille continua d'essaimer, finalement, dans le monde entier. Elle compta, compte encore beaucoup de généraux (qui ne le sait ?), de gouverneurs de colonies, ou même d'hommes d'affaires, comme en témoigne la firme chicagoenne célèbre de Montgomery Ward, qui, la première, lança en 1872 l'idée géniale du *mail-order* (commande par voie postale).

Or donc, en 1819, quand il s'agit — sur le site indien d'Econchati, qu'avait visité Bienville — de fusionner trois petites agglomérations et de donner un nom à la cité nouvelle, on voulut honorer la mémoire du général Richard Montgomery (1736-1775), héros américain de la guerre d'indépendance. Né en Irlande dans le comté de Dublin, il avait été glorieusement tué sous Québec le 31 décembre 1775. C'est dire que, derrière ce nom ainsi donné à la future capitale de l'Alabama, une pointe antibritannique se dissimule mal. Aussi bien, quelques années auparavant

seulement (1812-1814), la guerre s'était rallumée entre l'ancienne métropole et la jeune république émancipée.

A la tension entre Etats-Unis et Grande-Bretagne, il s'en est depuis lors substitué une autre, de caractère interne, mais beaucoup plus grave et plus durable, entre Américains blancs et Américains noirs. Depuis que, le 4 février 1861, dans le Capitole de Montgomery — ce bel exemple d'architecture georgienne classique — les délégués de six Etats sudistes proclamèrent la sécession des Etats confédérés d'Amérique, et que le président de la Confédération, Jefferson Davis, prêta solennellement serment sur les marches du portique à six colonnes, Montgomery, cœur et tête du mouvement de sécession, est demeuré comme le symbole de l'incompatibilité persistante entre d'une part le « mode de vie », c'est-à-dire les conceptions de caste et les émotions racistes, des Américains du Sud, et, d'autre part, la constitution fédérale, strictement égalitaire, rempart et bouclier des Noirs qui se réclament d'elle avec une insistance croissante.

Cette tension s'est encore manifestée de façon éclatante il y a trois ans à peine, lors de l'incident symptomatique qui a soudain mis aux prises les Blancs ségrégateurs et les Noirs humiliés d'être traités en intouchables dans les transports en commun de la capitale. Jusqu'en 1956 en effet, basée sur la loi de l'Etat, la réglementation municipale exigeait la séparation des Blancs et des Noirs dans tous les autobus des *Montgomery City Lines*. Ceux-ci comportent une trentaine de sièges, dont un tiers (les sièges de devant) étaient strictement réservés aux Blancs, les deux autres tiers en principe réservés aux Noirs. Cette proportion s'explique, car, bien que la ville compte moins d'habitants noirs que de blancs, ceux-là sont de bien meilleurs clients des transports en commun que ceux-ci, pour la plupart propriétaires d'une auto. Les conducteurs, tous Blancs, avaient les pouvoirs de police nécessaires pour appliquer le règlement et il était conforme à l'esprit, sinon à la lettre du règlement que, si les Blancs étaient en surnombre, des Noirs dussent se lever de leur siège pour permettre à tous ceux-ci de s'asseoir.

Or, le 1er décembre 1955, vers la fin de l'après-midi, quand un autobus jaune de la compagnie s'arrêta devant l'*Empire Theater* et que plusieurs passagers blancs montèrent sans trouver de siège, le conducteur invita quatre Nègres à céder le leur. Trois d'entre eux obtempérèrent, mais non pas une Négresse de quarante deux ans, Mrs Rosa Parks, couturière, qui refusa obstinément, allant jusqu'à se cramponner à son banc. Le conducteur appela un agent de police, qui dressa procès-verbal à la passagère récalcitrante pour avoir violé l'ordonnance municipale. Citée à comparaître le lundi suivant 5 décembre devant la *Recorder's Court* de la ville, Mrs Parks fut relâchée sous caution.

Il y avait naturellement eu, sur les lieux, un attroupement considérable de Noirs. La nouvelle de l'incident héroïque se répandit en un clin d'œil dans toute la collectivité noire, enflammant les imaginations. Dès

le 3 décembre elle fut inondée de tracts mystérieux qui l'invitaient à protester massivement en boycottant les autobus le jour du procès. Involontairement peut-être, les journaux de la ville donnèrent une large publicité à ce projet de manifestation, en sorte que le 5 décembre, en effet, la quasi-totalité des Noirs se rendirent à leur travail à bicyclette, en taxi, en auto, en camion ou à pied. La compagnie perdait ainsi les deux tiers de sa clientèle habituelle.

Mrs Parks fut dûment condamnée à une amende de $ 10 pour avoir enfreint le règlement, plus $ 4 de frais. Grande irritation des Noirs, qui décidèrent aussitôt de poursuivre le boycottage, cependant qu'un groupe de citoyens nègres fondait une *Montgomery Improvement Association*, chargée de diriger le mouvement et de procurer aux boycotteurs des moyens de transport improvisés. Le président en était le jeune pasteur de l'Eglise baptiste de Dexter Avenue, le Révérend Martin Luther King Jr. Agé de vingt-sept ans, ce pacifiste convaincu était un partisan fervent des méthodes de résistance non violentes qu'avait préconisées l'écrivain américain H. Thoreau et que Gandhi a pratiquées avec l'efficacité que l'on sait.

Grâce à la personnalité remarquable et aux qualités de chef de ce très chrétien jeune pasteur, la suite de cette campagne antiségrégationniste fut admirablement menée. Il y eut peu de défections, même parmi les Noirs qui devaient parcourir à pied jusqu'à 15 ou 20 kilomètres par jour. Pendant onze mois, le boycottage fut appliqué avec une fermeté et une discipline étonnantes, malgré toutes sortes d'actes d'intimidation qui allèrent jusqu'à des dynamitages de maisons de militants. La plus spectaculaire des péripéties fut sans doute, en mars 1956, l'inculpation de plus de 90 Nègres, dont 24 pasteurs, en vertu d'une loi de 1921 selon laquelle c'était un délit que de « conspirer pour empêcher une firme de vaquer à ses affaires ». Le procès dura quatre jours. Jugé coupable, le pasteur King, qui était naturellement du nombre, fut condamné à une amende de $500 et à $400 de frais.

Il interjeta aussitôt appel.

D'un jugement à l'autre, l'ensemble de l'affaire parvint ainsi à la Cour Suprême des Etats-Unis. Le 13 novembre 1956, celle-ci rendait son arrêt définitif, selon lequel la loi de l'Etat d'Alabama et l'ordonnance municipale de Montgomery, requérant la séparation des races dans les transports publics, violaient les droits constitutionnels des Nègres. Le 21 décembre suivant, l'arrêt était officiellement signifié à la Municipalité de Montgomery. Aussitôt, au cours d'une cérémonie émouvante présidée par le pasteur King, les chefs du mouvement proclamèrent la fin du boycottage. Non seulement des paroles courtoises étaient adressées à la Compagnie, mais le président invitait ses frères nègres à ne s'asseoir auprès des Blancs que s'il n'y avait pas d'autres sièges libres, et il ajoutait : « Nous ne remontons pas dans les autobus pour insulter qui que ce soit ni pour nous vanter d'une soi-disant victoire remportée sur les Blancs

de Montgomery. Nous y remontons dans un esprit d'amour et d'humilité. »

Il y a bien eu depuis lors quelques incidents fâcheux. C'est ainsi que, le 20 septembre 1958, une femme a, en plein New York, poignardé le Révérend Martin Luther King, qui s'en est tiré avec quelques semaines d'hôpital. Mais dans l'ensemble, impressionnée par la solidarité des Noirs, désormais conscients de leur force, et par l'autorité morale de leur jeune chef, la population blanche de Montgomery a accepté sans trop maugréer cette brèche ouverte par la Cour fédérale dans la ségrégation raciale traditionnelle. Le tact avec lequel le pasteur King a nié avoir remporté une victoire sur ses concitoyens blancs a trouvé sa contrepartie dans les incontestables signes de résipiscence que l'on peut contater parmi eux. Montgomery, capitale de l'Alabama, berceau de la Confédération, devenu berceau de la liberté et de la justice, a ainsi donné un exemple d'obéissance à la loi qui a réjoui le cœur de bien des Américains et auquel plus d'un Noir s'est plu à rendre hommage. Aussi bien, sans boycottage préalable, sans aucun fracas, cet exemple a été suivi dans mainte ville du Sud, notamment dans la plus peuplée de toutes, Atlanta (Georgie).

TUSKEGEE.

Tuskegee (encore un plaisant nom indien !) a eu ses années de célébrité. Avec ses cinq mille habitants, cette petite ville, située à une soixantaine de kilomètres à l'est de Montgomery, n'est, à l'échelle américaine, qu'une bourgade. Mais plusieurs enthousiastes — à moins que ce ne fussent des ironistes — l'ont, en son temps, appelée l'Oxford noir. Elle doit sa notoriété au Nègre éminent, Booker T. Washington, qui, le siècle dernier, y a fondé, puis, durant les trente années suivantes, développé l'Institut Normal et Industriel de Tuskegee.

Sur le socle de la statue qui lui a été élevée on lit l'inscription suivante : « He lifted the veil of ignorance from his people and pointed the way to progress through education and industry ». Eloge mérité, s'il en fut. Qu'on en juge :

Né esclave, autodidacte à la force du poignet — si l'on peut dire — il enseignait à l'Institut Hampton (Virginie) lorsque lui fut proposée la direction d'un nouvel institut à fonder dans la petite ville de Tuskegee. Jamais l'expression « partir à zéro » n'a été plus juste qu'appliquée à cet embryon d' « institut », qui disposait en tout et pour tout d'une subvention de $2 000. De terrain ou de local, point. Mais dans ce village, qui comptait alors deux mille habitants et où les deux races étaient à peu près à égalité numérique, les relations entre elles n'étaient pas mauvaises. La quincaillerie de l'endroit n'était-elle pas la propriété conjointe d'un Blanc et d'un Nègre qui la géraient ensemble ?

La première classe fut tenue dans une misérable baraque en bois près de l'église méthodiste des Noirs, qui n'était guère en meilleur état. Quand

il pleuvait, l'un des étudiants tenait un parapluie ouvert au-dessus de la tête du maître. Bientôt cependant, grâce à des dons émanant de Blancs et de Noirs (ces derniers apportant qui six œufs, qui un cochon !), Booker T. Washington put acquérir, pour quelques centaines de dollars, à un mille de la ville, une plantation abandonnée. Une vieille cabane, une écurie et un poulailler y subsistaient encore. Aussitôt, maître et élèves se mirent en devoir de réparer ces communs délabrés.

Le plus grand talent du maître consista à savoir susciter et entretenir l'enthousiasme de ses étudiants — dont la plupart avaient cependant un fort préjugé contre tout travail manuel — et à les persuader de mener de front le travail agricole ou artisanal, indispensable pour la bonne marche de l'établissement, et le travail intellectuel. Petit à petit, grâce à des dons émanant de philanthropes du Nord, il créa un véritable *campus* qui, vers le début de ce siècle, comptait une quarantaine de bâtiments. L'apothéose était venue en 1898, peu après la fin de la guerre hispano-américaine. Le 16 décembre 1898, en effet, le président McKinley vint en personne rendre visite à l'Institut. Il était accompagné de tous les membres de son cabinet, sauf un, ainsi que de nombreux membres du Parlement de l'Alabama et du gouverneur de l'Etat. Sur le campus, devant la chapelle toute neuve où furent ensuite prononcés d'optimistes discours, les étudiants étaient formés en rang, chacun portant une tige de canne à sucre au bout supérieur de laquelle était fixée une bourre de beau coton blanc produit selon les meilleures méthodes d'alors.

Et cependant, ce « roi-coton », qui avait jusque-là joué un grand rôle dans le développement de l'Institut, était à la veille d'être détrôné. Deux ans auparavant, en 1896, Booker T. Washington s'était assuré, dans son corps enseignant, les services d'un modeste botaniste nègre d'une trentaine d'années, George Washington Carver (encore un Washington !) qui, allait devenir célèbre. Il avait été frappé de l'appauvrissement des sols éternellement plantés en coton et il mena aussitôt campagne pour restaurer la fertilité des terres de l'Institut et des fermiers noirs voisins en diversifiant les cultures. C'est lui qui s'avisa que l'arachide et la patate étaient de bons agents de régénération des sols épuisés. Il fut si bien écouté qu'il y en eut bientôt surproduction. C'est alors que, en vue d'écouler les excédents, il chercha dans le modeste laboratoire de Tuskegee, et trouva, le moyen de tirer de l'arachide des dizaines de produits tels que fromage, lait, café, farine, encre, savon, etc.

Carver est mort depuis plus de quinze ans, ses travaux sont dépassés. Mais ce n'est pas seulement Tuskegee qui se souvient de lui. Il y a quelques années, les postes des Etats-Unis ont émis un timbre violet de 3 cents à son effigie. L'Institut Tuskegee en a été justement fier. Il a acheté des blocs entiers de cette émission, et il affranchit volontiers de cinq de ces vignettes les lettres aériennes qu'il adresse à l'étranger.

Quant à l'étoile de Booker T. Washington, elle a certainement pâli dès avant la fin de sa vie. W. B. Du Bois et autres « activistes » noirs lui

ont reproché de former ses étudiants uniquement pour qu'ils occupent les positions subalternes que leur assignent les Blancs et de dispenser un enseignement artisanal au moment même où la mécanisation, qui s'implantait partout, favorisait les travailleurs blancs, seuls admis comme ouvriers qualifiés.

Malgré les quatre *dormitories* actuellement en construction (trois pour jeunes gens, un pour jeunes filles), l'Institut n'a peut-être plus l'élan de jadis. Il donnerait même à certains l'impression d'appartenir au passé si, tout à coup, il ne se trouvait projeté dans la plus brûlante actualité. Il est en effet au centre d'un vigoureux mouvement de boycottage des magasins blancs de la petite ville, déclenché en juillet 1957 pour protester contre une loi de caractère discriminatoire votée à Montgomery. Jusqu'alors, la circonscription administrative et électorale de Tuskegee comptait un très grand nombre de Noirs, et le jour n'était pas éloigné où ils auraient pu avoir la majorité. Afin de parer à ce danger, la législature de l'Etat vota un savant découpage administratif (*gerrymandering*) qui rejetait le quartier noir hors des limites de la petite ville. Aussitôt, d'un commun accord, tous les Noirs du voisinage cessèrent d'acheter quoi que ce soit dans les magasins des Blancs, préférant faire leurs emplettes soit dans des magasins noirs, fussent-ils moins bien approvisionnés, soit à Montgomery qu à Auburn. Le coup était dur, car 60 % de la clientèle étaient les Noirs de Tuskegee Institute, et le personnel, en grande partie noir, de l'immense *Veterans' Administration Hospital* tout proche.

Depuis juillet 1957, Tuskegee offre ainsi un aspect d'abandon et presque de désolation. Dans cette sorte de guerre froide, on n'aperçoit aucun signe d'apaisement, chacun des deux adversaires demeurant décidé à ne pas céder d'un pouce. Que nous voilà loin encore de ce modeste idéal de collaboration entre les deux races que Booker T. Washington a si éloquemment prêché : « Dans toutes les choses qui sont purement sociales, nous pouvons être aussi séparés que les doigts de la main, et cependant être une seule et même main dans toutes les choses qui sont essentielles pour notre progrès mutuel. »

TUSCALOOSA.

Ancienne capitale de l'Alabama (1826-1846) et siège de l'Université de cet Etat, Tuscaloosa (en langue choctaw : guerrier noir) porte le nom d'un chef indien de taille gigantesque qui fut en son temps redoutable. Avec ses quelque 50 000 habitants et ses belles avenues plantées de chênes qui l'ont fait surnommer *The Druid City*, ce serait une ville typique du Sud si l'on n'y remarquait un clivage assez net entre, d'une part, le centre des affaires et, d'autre part, la cité universitaire. Dans cette dernière, autour d'un vaste campus quadrangulaire, se dressent les divers

bâtiments destinés à l'enseignement de plus de 8 000 étudiants blancs, et quelques *dormitories*, tandis que, dans les rues latérales, se succèdent les diverses fraternités et sororités que l'on retrouve dans chaque université américaine.

L'université d'Alabama possède et administre sa propre station de radio et exerce auprès de *toute* la population de l'Etat, par le canal d'une extension universitaire largement ramifiée, cette sorte « d'apostolat des connaissances » qui n'est pas le trait le moins sympathique de tant d'institutions américaines d'enseignement. Non contente en effet de dispenser la science et les diplômes aux jeunes gens et aux jeunes filles qui viennent des quatre coins de l'Alabama, elle cherche à atteindre les citoyens et citoyennes de tous âges qui ont la même soif de savoir, mais qui ne peuvent quitter la ville dans laquelle ils travaillent et doivent résider. Comme tant d'autres universités d'Etat, et notamment l'université de Californie, l'université d'Alabama a donc essaimé, et implanté dans diverses petites villes de l'Etat des *off campus centers* où se donnent des cours sur des matières variées.

De plus, l'université tient à disposition un pool de maîtres compétents qui permet aux nombreux clubs ou sociétés actifs dans chaque ville de l'Etat de faire venir comme conférencier, contre des honoraires raisonnables, un membre du corps enseignant. Mieux encore, elle organise à l'occasion des « forums » ambulants, auxquels est invité à participer tel visiteur du dehors. C'est ainsi qu'aux côtés du doyen de la faculté des Lettres, philosophe distingué d'origine néerlandaise, et d'un professeur de sciences politiques, ancien diplomate de la Pologne indépendante, l'auteur de ces lignes a eu l'occasion d'exposer ses vues sur l'évolution politique en Europe devant des auditoires attentifs de Montgomery et de Birmingham, de Gadsden et de Selma. Chaque orateur dispose d'une vingtaine de minutes, et lorsque le dernier s'est exprimé, le « modérateur » ou président du groupe sollicite des questions d'auditeurs. Il est rare qu'elles ne soient pas intelligentes et pertinentes. A vrai dire, quiconque a connu des auditoires alabamiens, louisianais ou georgiens dans les années qui ont immédiatement suivi la première guerre mondiale, et ceux des années récentes, ne peut manquer de noter de surprenants progrès. A des publics nettement isolationnistes ou du moins à l'horizon court, ont succédé des auditoires fort éclairés. Bon nombre de leurs membres qui, pendant la dernière guerre, ont servi au-delà de l'Atlantique ou du Pacifique, ont eu de précieuses expériences, et réfléchi sérieusement sur elles.

Aussi ne peut-on se départir d'un certain étonnement lorsqu'on se rappelle la récente et notoire aventure qu'a vécue, sur le campus de Tuscaloosa, la jeune étudiante de couleur Autherine J. Lucy. D'abord admise — bien qu'après trois ans d'hésitations — comme toute première étudiante de couleur à l'Université, jusque-là entièrement blanche, d'Alabama, cette jeune femme en fut écartée au début de mars 1956 par décision des trustees de l'Université, cela sous la pression de bandes

d'émeutiers qui, armés de tomates et d'œufs pourris, entendaient *keep 'Bama white* (maintenir 'Bama [1] blanc).

L'explication paraît être qu'en réalité les vrais instigateurs et les meneurs de ces désordres antinoirs n'étaient pas des étudiants, mais, à côté de quelques fanatiques, membres de *White Citizens Councils*, un certain nombre d'ouvriers d'usine appartenant à la classe des « Blancs pauvres », la plus hostile de toutes aux Noirs. N'eût été cette intervention de l'extérieur, il est fort possible que l'ensemble du corps estudiantin se serait montré prêt à accepter Miss Lucy sur le campus et dans les salles de cours. Il est en tout cas significatif que des étudiants alabamiens aient alors fait circuler autour d'eux une pétition demandant la réadmission de la jeune étudiante de couleur, et recueilli plusieurs centaines de signatures.

Quand on peut oublier l'existence de la barrière de couleur, et, Européen, fréquenter en toute liberté d'esprit et de cœur le type d'humanité américaine qui gravite autour du campus de Tuscaloosa, il faut convenir que cette société a bien du charme. L'accueil qui vous est réservé dans fraternités et sororités n'est pas seulement émouvant, il est raffiné. L'*University Club*, installé dans une belle résidence qui évoque les années où Tuscaloosa était ville capitale, est un lieu de résidence délectable, et ce n'est pas seulement l'ambiance proprement humaine qui vous gagne et vous séduit. La table y est singulièrement délicate et je défie quiconque de trouver dans tout le Sud profond plus savoureux *Virginia ham* (jambon de Virginie) et plus délicieux *biscuits* (petits pains ronds et plats servis tout chauds, dont le Sud a le secret).

Scottsboro.

Si, venant du Sud, l'on franchit le majestueux Tennessee — modèle des fleuves régularisés et embellis, oui, embellis, par la main de l'homme — la tentation est forte de pousser, dans le coin nord-est de l'Etat d'Alabama, jusqu'à la petite ville de Scottsboro. Non pas parce que, comme tant d'endroits dans les cinq continents, elle doit son origine ou son nom à des immigrants écossais, mais parce qu'elle fut, il y a un quart de siècle, le théâtre d'un drame aux proportions mondiales. Cette « cause célèbre », celle des « Scottsboro boys », est maintenant bien oubliée, mais, dans le contexte actuel, elle est loin d'avoir perdu son intérêt.

Depuis qu'il y a des chemins de fer dans les immenses espaces américains, les chemineaux ou vagabonds à la recherche de travail ou d'aventures ont coutume de grimper discrètement, surtout la nuit, dans un wagon des convois de marchandises, et d'y voyager sans bourse délier. Or, le 25 mars 1931, alors qu'un train de marchandises à destination de Mem-

1. 'Bama, abréviation affectueuse d'Alabama.

phis s'était arrêté à Scottsboro, la police y découvrit neuf jeunes nègres ainsi que deux femmes blanches. Aussitôt, les neuf furent arrêtés et inculpés de tentative de viol. L'un des jeunes gens n'avait que treize ans et fut relâché par la suite. Mais les huit autres comparurent devant un jury qui, selon la règle d'alors, était uniquement composé de Blancs. Celui-ci ne manqua pas de reconnaître les accusés coupables et, en première instance, les condamna à mort.

Alertée, la *National Association for the Advancement of Colored People* avait aussitôt pris en main leur cause et s'était assuré les services du célèbre avocat Clarence Darrow. D'une instance à l'autre, les méthodes éprouvées et efficaces de la N.A.A.C.P. auraient, sans fanfare ni publicité excessive, fini par obtenir la cassation de la sentence. Mais le communisme international intervint alors bruyamment. Le sort individuel des victimes de l'injustice lui importait assurément peu. Mais, profitant de la misère et des remous sociaux de la grande dépression qui sévissait alors, ses dirigeants croyaient trouver dans l'affaire Scottsboro une bonne occasion de fomenter la révolution aux Etats-Unis. Ce qu'ils voulaient, c'était, en stigmatisant le préjugé racial américain, soulever contre le gouvernement du pays les Nègres et toute la classe ouvrière. C'était faire preuve d'une profonde ignorance, car, comme l'a affirmé en connaissance de cause le distingué sociologue noir W. B. Du Bois, « la défense d'un Nègre accusé d'avoir voulu violenter une femme blanche, même si le Noir était probablement innocent et la femme une simple prostituée, était sans doute le cas le moins propre à émouvoir les travailleurs blancs des Etats-Unis [1] ».

Quoi qu'il en soit, cette tapageuse intervention communiste eut pour résultat de prolonger l'affaire pendant plus de sept ans. Finalement, l'Etat d'Alabama abandonna les poursuites contre trois des huit condamnés, infligea des peines de prison à quatre autres (dont un pour avoir résisté à un sherif), et les condamnations à mort se réduisirent à une seule, qui fut commuée en emprisonnement à vie.

De toute cette agitation, il ne subsiste rien à Scottsboro. Essayez de mettre sur le sujet votre voisin de table à une *soda fountain* proche de la gare, il n'en a jamais entendu parler.

***

Il resterait beaucoup à dire sur l'Etat d'Alabama pour au moins tenter d'en dessiner la physionomie propre, d'en saisir les traits contradictoires, d'en souligner les contrastes.

Nous avons passé sous silence l'énorme et fuligineuse Birmingham avec son demi-million d'habitants, ses centaines d'établissements sidérurgiques, le gigantesque et symbolique Vulcain de fonte qui la domine.

Nous n'avons pas mentionné que l'Alabama est un des Etats améri-

1. W. B. Du Bois, *Dusk of Dawn* (New York, 1940), p. 297.

cains, encore peu nombreux, où le contrôle des naissances et les moyens de le faciliter sont officiellement assurés dans le cadre même de l'organisation des services d'hygiène, alors que certains articles du code pénal de l'Etat semblent à maint Américain du Nord rappeler fâcheusement le Moyen Age : c'est ainsi qu'en matière de vol, la valeur de l'objet ou de la somme dérobée ne joue aucun rôle : est puni de la peine capitale quiconque a volé une somme d'argent ou un objet quelconque par la violence ou la menace de la violence, avec ou sans arme !

Nous n'avons rien dit — et pour cause — de l'usine de fusées balistiques destinées à l'armée américaine qui a transformé la paisible petite ville de Hunstville en un énorme et trépidant arsenal de « Jupiters » et d' « Atlas ».

Pour revenir à l'obsédante et inévitable question raciale, nous n'avons pas dit que ce sont des *registrars* (fonctionnaires préposés aux listes électorales) de l'Etat d'Alabama qui, en janvier 1959, accusés d'avoir écarté des urnes des Noirs pleinement qualifiés aux termes de la loi, ont de leur côté refusé de communiquer leurs registres à l'autorité fédérale dûment saisie.

Mais ce que le lecteur aura, nous l'espérons, su discerner entre les lignes qui précèdent, et ce que quiconque a fréquenté la société alabamienne n'hésitera pas à affirmer, c'est ceci : cette société hantée par le souvenir d'un passé très cher, cette société passionnément attachée à son *Southern way of life* est, par delà son racisme congénital, fondamentalement et moralement saine. Si étrange que cela puisse paraître, le noble credo américain demeure au fond *son* credo, et si tels de ses membres se laissent entraîner par la passion à des actes injustes, il se trouvera toujours, jusque dans son sein, une puissante « cinquième colonne » de décence, de *fair play* et de respect humain pour s'efforcer de les compenser, de les neutraliser ou de les racheter.

FRANCK L. SCHOELL

EN RELISANT APOLLINAIRE

par Alain Bosquet

On fête Apollinaire. On inaugure, avec une pompe que le patriotisme cocardier de ses derniers mois n'aurait point désavouée, son buste, en présence des édiles de la République. Il reçoit, aux yeux du peuple, un droit de cité que les intellectuels lui avaient accordé voici déjà quarante ans. Et peut-être le moment est-il venu de se demander quelle est la place véritable de son œuvre choyée, célèbre, sans mystère autour de quoi il faille se disputer comme autour de Mallarmé ou de Rimbaud. C'est que — il ne faut pas voir dans cette assertion une simplification commode — les grands poètes se groupent en deux catégories : les découvreurs et les continuateurs. Les premiers éblouissent, aveuglent, irritent, finissent par s'imposer comme des monstres dont on ne parvient pas à se défaire ; on peut toujours les interpréter de manière différente, et chaque génération a la sienne ; ils font l'objet de thèses savantes, et ils servent à illustrer à peu près toutes les théories que l'on veut, tant ils sont riches de significations secrètes. Les autres, on les accepte beaucoup plus vite ; ils charment sans écraser ; on les aime sans les craindre ; ils ont leur place dans les cœurs, de sorte qu'on ne songe guère à leur faire une place trop importante dans les esprits.

Apollinaire a longtemps fait partie de la première catégorie : il semblait insolent, révolutionnaire, irrévérencieux, polisson. Et puis, petit à petit, ses audaces ont été imitées, dépassées, classées. Le voici qui a changé de catégorie : de l'avant-garde il a passé dans la tradition, une tradition vieille comme la poésie française, un peu timide, un peu simple mais d'une adorable et continuelle séduction. A le relire — amoureusement, c'est-à-dire en lui pardonnant les mille facilités dont sa muse l'affligeait, comme il se doit chez un élégiaque trop ému par soi-même — on est surpris de l'espèce d'autorité qu'il a pu avoir, juste avant la première guerre mondiale, en tant que novateur. Car, ne le cachons pas, ses découvertes continuent de nous amuser, tant elles sont ou ostentatoires ou superficielles.

Mais voyons le poète moderne, celui qui se rue sur l'inconnu et ren-

— Ci-dessus Apollinaire par Marie Laurencin. (Cliché Viollet.)

verse les idoles. De l'impertinence, il en a. Du caractère, aussi, bien qu'il ne semble pas d'un courage physique (ou intellectuel) qui aille jusqu'au sacrifice personnel. Il est en somme conforme à ce qu'on imagine être son milieu social : fils d'une aventurière polonaise, fantasque, instable, constamment amoureuse, et d'un père que l'on aura quelque peine à retrouver, tant il est vrai qu'il n'a pas de temps à perdre avec une maîtresse éphémère. Les fins de mois difficiles, les mondanités, la roulette, la vie de palace, les identités approximatives : Wilhelm de Kostrowitzky, enfant naturel, apprend très vite qu'il ne faut pas être trop naturel, et que sa vie entière sera sinon une suite de simulacres, du moins une suite d'enthousiasmes un peu vides. Il a, dès sa naissance, la vocation du cosmopolitisme. La coïncidence est heureuse ; c'est l'époque (dès ses premières tentatives littéraires) où les poètes voyagent et écrivent des textes-affiches-Cook. Valery Larbaud va de station thermale en station thermale ; Blaise Cendrars couvre les locomotives de guirlandes ; Levet saute d'île en île. Apollinaire a de la chance : un certain dépaysement de demi-luxe lui est imposé par les caprices de sa mère, alors que d'autres poètes doivent, de longues années durant, rêver des Laquedives et de New York avant de pouvoir y aller.

Est-il étonnant, dans ces conditions, qu'il apporte à Paris une saveur un peu spéciale ; bien moins spéciale, et bien moins profonde dans son désespoir — y a-t-il un véritable désespoir chez Apollinaire ? De la mélancolie, oui ; de la tristesse, beaucoup moins. Il est plus heureux que ses futurs amis les peintres Modigliani, Pascin, Soutine, Vlaminck, Utrillo, Picasso. Une instabilité polonaise, une onction romaine (il est né dans la Ville Eternelle), un apparat monégasque (toute son enfance se passe dans la principauté), un laisser-aller niçois (il fait ses études à deux pas de la promenade des Anglais), tout cela le prédispose à une certaine irrévérence gentille, primesautière, et dépourvue de cette morgue que l'on affecte à Paris dans les milieux poétiques. A côté d'un Moréas ou d'un Hérédia, d'un Barrès ou d'un Zola, notre Guillaume est un sacré garnement. Il n'en faut pas davantage pour qu'il acquière la réputation d'un iconoclaste alors que, fort intimement, il ne demande qu'à se faire une place dans un Paris où il n'est pas trop à l'aise.

Jusqu'où va sa révolte ? Il supprime la ponctuation ; il n'est pas le premier, mais il est sans doute le premier à le faire avec tant de bonne conscience, et sans la moindre prétention philosophique, car s'il sait être habile, il ne possède pas le sens parisien du prosélytisme et de la surenchère. Il demande un peu de gloire ; il ne demande pas l'immortalité dès le premier coup d'essai. Et il réussit, sans trop le savoir, à introduire une manière de nouvelle dimension entre les mots qui exigeraient, normalement, une virgule, un point ou quelque autre signe de ponctuation. Il les en prive, ce qui fait qu'on s'arrête, on hésite, on pense attribuer tel complément à tel verbe, on s'aperçoit qu'il convient mieux à tel autre.

Il a des flirts délicieux avec la syntaxe : il aime l'inachevé, les incises,

le style de télégramme. Il n'en fait pas de système : c'est dire que sa formule fera école ; les mots se télescopent, et l'on imagine vite que toute l'écriture en est renouvelée. C'est sa petite idée du futurisme, à quoi il ajoute une autre innovation : il parle de sujets modernes. Il introduit, dans la poésie française, les sténo-dactylographes, l'aéroplane (encore que Blaise Cendrars ait, lui aussi, à la même époque, un faible pour l'ancêtre de l'avion), et cent petites machines qui ont fait de lui le Fernand Léger de son temps.

Parfois, et cela fait partie de l'actualité (donc, aujourd'hui, du charme désuet) de sa poésie, il a envoyé à ses contemporains des pneumatiques à grande charge de lyrisme, sous la forme la plus lapidaire qui soit. « Soleil cou coupé », dit-il en bon précurseur du surréalisme ou, pour être plus conforme à une réalité chère à cet amateur d'art nègre, en homme impatient devant une correction grammaticale trop exigeante. On pourra s'extasier, et on n'a pas manqué de le faire, devant ses raccourcis de ce modèle, se demander doctement ce qu'ils signifient, et renoncer à les pourvoir d'une explication unique. Le soleil, en l'occurrence, est-il une tête séparée du corps, le cou (de qui ? il s'agit peut-être d'une manière de géant cosmique ?) ayant été tranché ? Ou bien, le soleil est-il si fort que les têtes brûlent, puis tombent comme si on les avait coupées ? L'absence de verbe, de ponctuation, de points de repère permet toutes les interprétations, et n'en autorise vraiment aucune.

Le mystère de l'imprécis et le charme de l'équivoque, Apollinaire les alimente moins que d'autres poètes, plus illuminés que lui, mais il sait les exploiter avec une bonhomie particulière : il est assez bourgeois pour savoir comment on épate le bourgeois. Car enfin, toutes ces recettes nouvelles, à les regarder de plus près, trahissent ses limites ; la révélation, l'angoisse, la mort, la redéfinition du monde, les noces spirituelles, la conquête d'un moi inaccessible : que l'on donne à la grande aventure poétique l'étiquette que l'on veut, et on conclura qu'Apollinaire passe invariablement à côté, pas loin, mais à côté quand même. C'est un admirable phraseur, un garçon délicieux, mais l'amour dévorant, la mort, le doute... il appartient au temps des lilas, et de la Closerie des Lilas, à la belle époque. Et qui dit beau, dit trop aimable, trop aimé.

⁂

Intellectuellement limité (on ne pourra jamais le comparer à des poètes qui ont su donner, au XXe siècle, une dimension nouvelle à la sensibilité philosophique, comme Valéry ou Saint-John Perse), Apollinaire se rachète par ses grâces ; au nombre de celles que l'on peut mettre encore sur le compte d'un besoin de « faire neuf », il faut mentionner ses récits en vers libres, poèmes-conversations où la discipline de pensée et d'écriture est réduite au minimum, mais qui s'imposent par leur liberté, leur libertinage, et cet irrésistible laisser-aller qui caractérise tous les

copains fantaisistes, Jacob et Salmon entre autres. La facilité pimpante a beau nous agacer quand nous voulons en approfondir les motifs et que nous butons contre une conception facile de l'existence, il n'empêche que nous sommes vite désarmés.

Si Jean Cocteau a revendiqué la *difficulté d'être,* Apollinaire, s'il avait été plus lucide à son propre endroit, aurait dû revendiquer l'*agrément d'être.* Ah ! il y a un côté jouisseur instable chez lui, qui fait qu'on se rebiffe et qu'à la fois on lui pardonne.

O gens que je connais
Il me suffit d'entendre le bruit de leurs pas.
Pour pouvoir indiquer à jamais la direction qu'ils ont prise
Il me suffit de tous ceux-là pour me croire le droit
De ressusciter les autres.
Un jour je m'attendais moi-même
Je me disais Guillaume il est temps que tu viennes
Et d'un lyrique pas s'avançaient ceux que j'aime
Parmi lesquels je n'étais pas...

Plus radicale et plus étonnante, mais d'un pouvoir d'étonnement qui s'épuise vite, tant la formule est partiale, est son obstination à composer des « calligrammes », pour reprendre le titre de son ouvrage poétique majeur, après *Alcools.* Pourquoi ces poèmes en forme d'objet ? Pourquoi, à la manière des burlesques du XVIIe siècle, ces poèmes sur la bouteille, qui prennent l'aspect d'une bouteille ? Et pourquoi ces anecdotes sautillantes sur la pipe, qui imitent l'allure générale de la pipe ?

Quelle que soit l'intention d'Apollinaire — il ne s'en est expliqué que de façon équivoque — il semble bien qu'entouré de peintres cubistes, et prêt à les défendre avec acharnement, il ait compris quel remarquable parti il pouvait tirer d'une certaine osmose entre ces deux formes d'art à première vue incompatibles : la peinture aux pouvoirs visuels, et la poésie aux pouvoirs musicaux. Braque et Picasso incorporent à leurs toiles des morceaux de journaux, des titres, le graphisme des mots. En revanche, Apollinaire arrange ses mots en tableaux. De mystérieux échanges naissent ainsi, et l'on peut parler de toiles verbales, en même temps que de poèmes-toiles.

Apollinaire, que le jeu amusait, n'a pas su l'exploiter comme il le fallait : pour qu'un poème sur le canard ressemble physiquement à un canard, il lui a enlevé toute poésie, de sorte que ses calligrammes finissent par abandonner tout lyrisme au profit d'une apparence graphique purement extérieure. En fin de compte, Mallarmé, que l'idée tentait déjà, était allé plus loin dans un domaine hasardeux, et en a démontré tout l'aspect inquiétant.

Tel est l'Apollinaire frondeur, plein de fantaisie, de gentilles ressources, de chiquenaudes, de pièges tendus aux bien-pensants de la poésie. On ne lui résiste guère ; lui eût-on mieux résisté, qu'il aurait sans doute conduit l'aventure de l'avant-garde dans de plus dangereux retranchements. Mais, joueur de joli style, il n'a jamais vraiment pris de grands

risques. Il est bien trop monégasque et parisien pour cela. Et, avant tout, il a hâte, quoi qu'il dise, de s'intégrer dans une tradition séculaire, pour y jouer un rôle en tous points honorable, aux yeux de ses contemporains les plus doctes. Il aurait voulu qu'on lui attribuât le prix Goncourt ; sur le tard, il se serait bien accommodé d'un fauteuil à l'Académie. Il suffit d'ouvrir son chef-d'œuvre — à vrai dire, sa seule œuvre d'importance durable ; ah ! dira-t-on assez de mal de ces volumes où les héritiers et les exégètes se disputent pour publier tous les déchets d'un grand mort ? Apollinaire gît aujourd'hui sous un terrible amas de vers retrouvés, d'épigrammes pédantes, de petites dédicaces puériles — *Alcools,* pour constater à quel point il est simultanément sollicité par la recherche facile, et par la tradition la plus sage.

Cette oscillation entre deux « tons » différents ne cessera plus, encore que le besoin de trouver une écriture originale s'apaise dès sa trentième année. « Zone », le premier poème d'*Alcools,* est une protestation de modernisme en vers libres du plus délicieux effet ; le prendrait-on au sérieux, que l'on s'écrierait avec lui : « A la fin tu es las de ce monde ancien... tu en as assez de vivre dans l'antiquité grecque et romaine... l'avion se pose sans refermer les ailes... des troupeaux d'autobus mugissants près de toi roulent... »

Dès le deuxième poème, pourtant, le « ton », si libre, si frais, change ; le fameux « Pont Mirabeau » revient, à toute allure, à cette antiquité gréco-latine tant décriée quelques lignes plus tôt. Apollinaire est avant tout un descendant de Catulle et d'Anacréon, qui a emprunté, sans même les épousseter, les muses de Ronsard et de du Bellay : par-ci par-là il leur ajoute un petit air à la Musset, un petit soupir à la Lamartine, une douce inquiétude à la Nerval, un inimitable savoir-faire imité de Verlaine et, bon lecteur des Allemands, cette ironie moins séditieuse qu'alléchante, dont l'exemple lui vient de Henri Heine.

Dans la lignée des poètes élégiaques — qu'on entende par là : plus sensibles qu'intelligents, et plus naturels qu'ambitieux — il assure la continuité du lyrisme français très attendri, entre Verlaine et Eluard. Le reste est caprice et fausse audace. L'entendre chanter est un plaisir réel, dont il ne faut pas exiger l'impossible, ni la moindre tentative d'accéder à l'impossible. Les limites de l'entendement sont trop lointaines pour le doux Guillaume.

Sous le pont Mirabeau coule la Seine
Et nos amours
Faut-il qu'il m'en souvienne
La joie venait toujours après la peine.

Inoubliable musique de l'être tout entier qui ne veut pas penser et qui s'émeut de ses propres charmes ! Car tel est cet enfant naturel, toujours en quête d'une affection que sa mère, partagée entre ses amants, ses intérêts compromis et ses sautes d'humeur, ne peut lui donner qu'avec une manière de fièvre intermittente. A vingt ans, Guillaume part en Rhénanie,

aux frais d'une comtesse amie de sa mère ; il s'éprend de la gouvernante, Annie Playden. C'est un amour presque durable, presque désespéré, et tout à fait platonique, malgré les insistances du jeune homme. Bientôt Annie s'en ira vers les Amériques, et le poète peut l'imaginer

Sur la côte du Texas
Entre Mobile et Galveston...

Entêtement de quatre années ! Guillaume se voudrait constant, comme l'était le jeune Hugo. On se console de la chair par les grandes possessions de l'esprit. Dès 1907 il est un des grands personnages de l'art en pleine révolution. Manifestes et canulars se succèdent ; croisades et coups de poings se multiplient. Les amours candides font place aux amours désordonnées de deux êtres qui recherchent l'absolu. Guillaume rencontre Marie Laurencin. Un peintre qui parle poésie, et un poète qui milite pour la peinture, cela est sublime... et bien difficile. Il l'aime ; elle croit l'aimer, avec beaucoup d'agacement. Quelque chose de solennel naît chez le « mal-aimé » :

Notre histoire est noble et tragique
Comme le masque d'un tyran
Nul drame hasardeux ou magique
Aucun détail indifférent
Ne rend notre amour pathétique...

⁂

C'est l'époque tourmentée qui commence ; le poète atteint ses vraies profondeurs, un peu éloquentes, un peu verbeuses, moins déchirées qu'on ne voudrait. Au début de la guerre, Marie Laurencin éloignée, il rencontre Louise de Coligny-Châtillon ; elle le repousse, comme jadis Annie Playden. Quoi qu'il dise, il a la vocation de l'amoureux éconduit. Puisqu'il n'est pas accepté, qu'au moins l'armée l'accepte. Il s'engage. « Lou » est émue, et cède. L'année 1915 est marquée par ses poèmes les plus pathétiques et les plus directs, même si on peut les trouver bavards ; il faudra attendre jusqu'en 1947 pour que ces « poèmes à Lou » paraissent, sous le titre de *Ombre de mon amour*.

Si je mourais là-bas sur le front de l'armée
Tu pleurerais un jour ô Lou ma bien-aimée
Et puis mon souvenir s'éteindrait comme meurt
Un obus éclatant sur le front de l'armée
Un bel obus semblable aux mimosas en fleur...

Oui, les souvenirs s'éteignent. Aucune femme ne semble avoir aimé longtemps le triste Guillaume, pour lui appliquer une formule qui est celle de Verlaine. Il grossit, il vieillit, et il fait un peu carrière dans l'armée, où il est maréchal des logis. On dirait qu'il y a un côté courtelinesque chez cet artilleur. Dans le train, il rencontre une jeune fille, Madeleine Pagès. Il veut l'épouser, presque toute de suite. Cela ne l'empêche

pas d'avoir une autre « marraine de guerre ». Les événements se précipitent. Il est naturalisé, il est sous-lieutenant, il monte en ligne, il abandonne ses projets de mariage, il est blessé au front, il est trépané. Sa vie intérieure en est bouleversée. C'est désormais un homme sérieux, exigeant, et d'un patriotisme aussi ardent qu'ostentatoire :

O France, France si chérie
Je veux t'honorer, ma patrie
Par ma belle coquetterie...

Mais le temps de la coquetterie est passé, et c'est le temps du coq gaulois. Diminué, assombri, fragile dans un corps de plus en plus ingrat, Apollinaire épouse Jacqueline Kolb, la « jolie rousse » qu'il a rapidement chantée, devenu « un homme plein de sens », « connaissant la vie et de la mort ce qu'un vivant peut connaître ». Cette sagesse, à trente-huit ans, ne présage rien de bon. Il meurt d'une épidémie de grippe infectieuse, l'avant-veille d'une victoire qu'il s'apprêtait à célébrer avec éclat. Mais sa victoire à lui, il la voulait plus durable encore :

La Victoire avant tout sera
De bien voir au loin
De tout voir
De près
Et que tout ait un nom nouveau.

Cette belle ambition, d'autres la reprendront à leur compte, et y réussiront peut-être mieux que lui. Or, il continue, avec une infinie tendresse, parfois coquette comme il l'admet, de nous réchauffer le cœur.

ALAIN BOSQUET

Les *Œuvres poétiques* complètes de Guillaume Apollinaire ont été réunies en un volume de 1 283 pages, dans la « Bibliothèque de la Pléiade », N.R.F., avec une préface d'André Billy.

LA QUERELLE DU RÈGLEMENT

par Marcel Gabilly

« Nous ne voulons pas être des alibis ! »
« Ne nous réduisez pas à une inactivité humiliante ! »
« Nous n'avons pas été élus pour être des potiches, pour couvrir d'un paravent démocratique une véritable dictature des bureaux ! »

Tel fut, à son paroxysme, le ton de la « querelle du règlement ». Ce ne sera pas, bien sûr, un grand épisode de notre Histoire de France. Mais les annalistes de la Ve République lui feront bonne place. Peut-être aussi lui donneront-ils — c'est souhaitable — un nom moins austère.

Ce qui fut en jeu ? L'avenir du régime, peut-être. Son orientation sûrement.

L'affaire est assez simple en elle-même — à condition toutefois d'éliminer le jargon parlementaire proprement inintelligible pour quiconque n'y est pas familiarisé. Nous allons nous y appliquer.

Il se trouva qu'ayant lu attentivement la Constitution, quelques anciens députés réélus s'estimèrent fortement lésés en comparant leurs droits anciens et nouveaux : non seulement leur pouvoir législatif s'était fortement amenuisé, mais ils avaient perdu la faculté d'interpeller en séance publique le Gouvernement. Or, l'interpellation, c'était à l'origine le moyen le plus courant, pour un élu, d'exercer son droit de contrôle sur le pouvoir exécutif. De ce droit, il est incontestable qu'un usage abusif avait été fait, notamment au cours des treize dernières années. L'interpellation était devenue une technique de harcèlement, au même titre que la banderille dans l'arène aux toros. C'est elle qui préparait la mise à mort des gouvernements en permettant de mesurer leur état de résistance ou d'affaiblissement. On sait trop, pour qu'il soit besoin d'insister davantage, où cela, d'étape en étape, de chute en chute, avait mené la IVe République.

Bannie par la Constitution, l'interpellation laissait toutefois place à la question orale, à laquelle viendrait répondre devant l'Assemblée, un jour par semaine, et par priorité, le ministre intéressé. Une telle procédure existait depuis quelques années au Palais-Bourbon. Une trentaine de députés se retrouvaient, le vendredi, dans l'hémicycle pour entendre trois

ou quatre Excellences lire un texte préparé par l'Administration en réponse aux questions, d'ordre secondaire pour la plupart, posées trois ou six mois auparavant par une demi-douzaine d'entre eux. Etait-ce à cela que se limiterait dorénavant le contrôle de l'élu ? Les « anciens » ne l'entendirent pas ainsi.

Tout d'abord, ils voulaient pouvoir présenter, comme jadis et naguère, ces propositions dites « de résolution » par lesquelles il est d'usage d'inviter le Gouvernement à faire ce que l'on n'est pas en mesure d'accomplir soi-même — geste gratuit, à objectif généreux, qui permet de se tenir quitte vis-à-vis de l'électeur, cet éternel quémandeur ! Là-dessus aussi, la Constitution avait posé un trait de plume. On essaierait de faire passer la proposition de résolution par une de ces fissures qui se découvrent toujours dans le béton juridique le mieux armé. Mais la grande trouvaille, ce fut celle d'un des dix survivants communistes, M. Ballanger : il suffirait, pour « contrôler » l'exécutif à la mode ancienne, de greffer de petits débats sur les questions orales et de voter. Exactement ce que faisait précédemment le Sénat, où M. Michel Debré lui-même avait longtemps donné l'exemple de ce que l'on pouvait attendre d'une telle méthode.

Cela se passait le 21 janvier dernier : la suggestion communiste fut approuvée par 231 voix contre 216. C'était un ballon d'essai, puisqu'il s'agissait seulement alors du règlement provisoire de l'Assemblée. Mais il posait un grave problème, la Constitution dans sa lettre ayant délimité les circonstances où l'Assemblée serait appelée à mettre en cause la politique du Gouvernement. Dans son esprit, elle avait eu indéniablement pour objet capital d'éliminer les causes de l'instabilité du pouvoir exécutif. Etait-il possible dans le règlement définitif de laisser tourner la lettre de la Constitution et d'en méconnaître l'esprit ?

Un orfèvre.

Ce fut une belle bataille de juristes où la Faculté de Droit et le Conseil d'Etat allaient engager, dans chaque camp, leurs meilleurs éléments. Le premier ministre ayant échoué devant la Commission du Règlement, où il était venu démontrer la nécessité d'interpréter le texte avec la plus stricte rigueur, toute l'affaire reprenait, fin mai, en séance publique.

Dès le premier jour, M. Michel Debré vint défendre sa thèse. Il exposa d'abord les données d'ensemble que voici, en substance :

La Constitution a voulu un régime parlementaire. Le Gouvernement doit demander l'approbation de son programme ; il peut voir sa responsabilité mise en cause par la motion de censure ; les actes essentiels de la vie nationale requièrent l'approbation du Parlement ; le budget est voté annuellement par la représentation nationale. Enfin, les parlementaires peuvent, en posant des questions au Gouvernement, lui demander

des explications sur sa politique. Ainsi se trouve assuré l'équilibre des pouvoirs qui est la loi du régime parlementaire.

Les questions posées au Gouvernement ? Arme capitale, unique, pour l'opposition, puisqu'elles donnent au Parlement une occasion d'être informé sur les questions les plus actuelles. A l'appui de son dire, le premier ministre ajoutait aussitôt, provoquant les sourires de son auditoire : « *Je suis orfèvre en la matière.* » Et il insistait : « *Ce qu'il s'agit de supprimer, ce n'est pas le contrôle, ce sont les causes de conflit qui engendrent l'instabilité gouvernementale. Le vote est une affaire grave, aussi grave pour le parlementaire que l'est pour un ministre l'apposition de sa signature au bas d'un décret.* »

L'opposition ne l'entendait pas de cette oreille :

« *Les votes d'orientation sont indispensables* », estimait M. Jean de Broglie.

« *Tout ce qui n'est pas interdit est permis* », affirmait M. Jean Legaret.

« *Il s'agit de savoir si le pays va être gouverné par un gouvernement responsable devant les élus du peuple ou par une administration irresponsable* », renchérissait M. Patrice Brocas.

Tous les trois, venus du Conseil d'Etat. Quant à M. Paul Coste-Floret, homme de Faculté, il prenait un malin plaisir à énumérer les cas d'importance où pendant dix ans M. Michel Debré, sénateur, avait interrogé le Gouvernement par questions orales suivies de débat et de vote. Bien sûr, tous, au surplus, des communistes aux indépendants, excipaient de la pureté de leurs intentions : personne n'avait et n'aurait jamais la tentation de retomber dans les funestes erreurs de la IVe République. C'en était fini et bien fini du harcèlement sous lequel chancelaient les gouvernements. Ce que l'on voulait, répétait-on à tout propos à la tribune, c'était collaborer à l'édification d'une Ve République solide, vraiment cent pour cent parlementaire.

Aussi inattendu que cela puisse paraître, la presse dans sa quasi-totalité, fût-elle de Paris ou de la province — à l'exception près des journaux communistes et socialistes — se trouva d'accord pour blâmer ceux qui, au Palais-Bourbon, s'employaient par un biais à reprendre ce que la Constitution leur avait retiré. Plus que le différend juridique, ce fut l'aspect psychologique qui joua. Il était indéniable qu'un des éléments, et non des moindres, qui avaient contribué à jeter le discrédit sur le précédent régime, c'était le comportement de l'Assemblée à l'égard du pouvoir exécutif. Revenir, sous quelque subterfuge, à des pratiques condamnées formellement par le référendum de septembre 1958, c'était vouloir s'exposer à quels nouveaux mécomptes, à quels autres périls ? « *Attention aux tricheurs* », lançait-on d'un côté. On put croire un instant que le ton allait s'échauffer sérieusement : « *Tout est bon dans ce combat : les arguments du mensonge, de la calomnie, de l'insulte et du ridicule s'accumulent* », écrivait l'organe socialiste qui, pour sa part, dénonçait « *les maniaques de l'antiparlementarisme* ».

La Constitution au mètre.

Tout cela se passait à propos des députés. Et voici que les sénateurs, eux aussi, s'en mêlèrent, pour leur propre compte il est vrai.

Nous, dirent-ils, nous avions déjà dans notre précédent règlement la faculté de voter après un débat engagé sur une question orale. Il nous a été dit et répété que nos pouvoirs seraient plus grands sous la Ve que sous la IVe, qu'ils équivaudraient, ou peu s'en faudrait, à ceux de la IIIe. A telle enseigne que notre président a désormais, protocolairement, le pas sur celui de l'Assemblée nationale. Et l'on voudrait nous retirer un usage d'hier, dont nous n'avons jamais mésusé. Du reste, notre cas n'est pas celui des députés. Ne pouvant pas renverser le Gouvernement, puisque nous ne disposons pas de la motion de censure, nous ne pouvons ébranler en rien le régime par nos scrutins. Que nous resterait-il si ce droit nous était retiré ? Comment parviendrions-nous à exprimer notre opinion sur la conduite des affaires publiques ?

Mais le premier ministre ne voulut pas plus entendre un tel langage au Luxembourg qu'au Palais-Bourbon. Son attitude, ici et là, était la même : toute la Constitution, rien que la Constitution. Il la confirma dans cette phrase : « *Je n'empiéterai pas sur les droits sacrés du Parlement, mais n'attendez pas que je transige en reculant, ne serait-ce que d'un mètre, sur les droits du Gouvernement.* » Cette position inflexible ne fut pas sans irriter les sénateurs, d'autant plus que M. Michel Debré, ayant dit, avait saisi sa serviette et quitté sans plus attendre l'hémicycle, les laissant devant leurs questions et leurs débats, sans ministre pour y répondre.

Or, tandis que la fièvre sénatoriale montait, tout rentrait dans l'ordre du côté des députés. Les propositions d'initiative parlementaire ne pourraient pas surgir à tout propos et hors de propos, elles passeraient auparavant au crible du bureau de l'Assemblée d'une façon générale et à celui du Gouvernement, qui a le droit d'opposer l'irrecevabilité à tout texte « paraissant de nature à mettre en jeu sa responsabilité en dehors des formes prévues par la Constitution ». Quant au vote, il n'en serait plus question du tout après un débat faisant suite à une question orale. L'arrangement s'était fait en commission à la faveur de rectifications de détail sur des points secondaires. Il ne restait plus qu'à l'entériner, ce qui fut fait par 434 voix contre 94. Il faut dire qu'entre l'ouverture de la discussion et sa conclusion, les députés avaient passé quatre jours dans leurs circonscriptions respectives : la méditation et le contact avec l'électeur sont souvent profitables à l'élu.

Et nos sénateurs ? A dire tout le fond de l'affaire, ils montrèrent quelque humeur à l'égard de leurs confrères de la Chambre basse. Ils leur reprochaient d'avoir inconsidérément attiré l'attention sur une procédure dont eux, sénateurs, eussent pu conserver le modeste apanage. Reculer,

céder ? Ils n'y songèrent pas, s'en remettant, par un vote à mains levées — pratiquement unanime — au Conseil constitutionnel du soin de trancher en dernier ressort.

Petite cause, grand effet.

Il serait injuste de conclure que ce fut beaucoup de bruit pour rien. Car toute cette agitation n'a pas été et ne restera pas sans effet.

Que le vote sur les questions orales, souhaité sinon ouvertement demandé par tous les groupes, à la seule exception de l'U.N.R., ait été un mauvais calcul, c'est certain. L'Assemblée l'a d'ailleurs admis en lâchant prise à la première occasion. Mais le conflit, il est permis de le penser, aura donné conscience, à quelques-uns de ceux qui furent plus directement engagés, de la manière d'agir avec un mécanisme juridique. Il n'est pas possible de le forcer sans avoir acquis d'abord l'autorité politique. Et il est clair qu'hormis le pouvoir exécutif, personne, aucune des formations actuelles, anciennes ou nouvelles, n'en dispose présentement au Palais-Bourbon. C'est un premier enseignement.

Il en est un second : c'est que le contrôle du pouvoir exécutif peut effectivement s'exercer par la méthode des questions orales avec débat ; même si cela ne donne pas lieu, en conclusion, à un scrutin. Encore faut-il que les députés apprennent à poser leurs questions. Celles du sénateur Debré rappelées, en cours de discussion, par M. Paul Coste-Floret, portaient entre autres sujets sur le Conseil de l'Europe, sur la sécurité dans le bassin méditerranéen, sur la Communauté européenne de défense, la Haute Autorité du charbon et de l'acier, la politique en Afrique du Nord, la Sarre, le Maroc, le pacte Atlantique. Tant au Luxembourg qu'au Palais-Bourbon, ce qui, parmi les questions posées jusqu'ici, préoccupe au premier chef les élus, c'est le cas des anciens combattants privés de leur retraite. Le sort de ces derniers mérite certes de retenir l'intérêt des Assemblées. Il n'est pas question ici de le mettre aucunement en doute, mais il est évident que ce n'est pas à ce stade que le Parlement acquerra l'autorité politique indispensable pour contrôler effectivement le pouvoir exécutif.

En troisième lieu, il tombe sous le sens que le scrutin n'est pas le seul moyen d'exprimer une approbation ou un désaveu. C'est un excellent appareil comptable, certes, encore qu'il y ait bien des procédés pour le fausser. Mais puisqu'on a beaucoup parlé d'orientation en ces journées, qui empêcherait chaque groupe de faire savoir — cela s'est déjà pratiqué maintes fois — que tel orateur exprime des réserves unanimes ou que tel autre parle au nom d'une fraction déterminée ? Qui empêcherait plusieurs groupes d'avoir un porte-parole commun, dûment accrédité ?

Il est un quatrième enseignement dont le premier ministre a fait, quant à lui, son propre profit : dès le débat algérien qui a suivi le conflit du règlement, il s'est attaché à tenir le contact, à faire en sorte que l'on ne

puisse pas reprocher au Gouvernement de laisser tomber dans le vide les avertissements ou les conseils venus de la tribune. A tout instant, il répondait, enchaînait le dialogue. De cette heureuse disposition, l'Assemblée dans sa très grande majorité a tenu compte, et tout spécialement en sanctionnant de ses applaudissements telle ou telle réplique partie du banc des ministres.

Tout, certes, n'est pas parfait. Il faudra sans doute quelque temps encore pour que s'harmonisent correctement les rapports entre l'exécutif et le Parlement. Une bonne volonté réciproque est pour cela nécessaire, et aussi une certaine discipline. Il faut en effet que l'Assemblée mette fin aux accès d'intolérance auxquels elle s'est livrée, notamment pendant le débat algérien. On y a vu par deux fois une large fraction de la majorité méconnaître le droit d'expression de l'opposition nationale.

Car ce genre de querelle-là risquerait par la suite d'être plus grave que l'autre.

MARCEL CABILLY

CHRONIQUE DES LIVRES

LES MUSES PARLENT

par Truman Capote *(Gallimard)*

« Quand le canon se tait, les muses parlent. » Cette métaphore accueillit, le 19 décembre 1955, en gare de Brest-Litovsk, la troupe des quatre-vingt-quatorze Noirs américains, interprètes de l'opéra de Gerschwin, *Porgy and Bess*, qui, à la fin d'une tournée mondiale de quatre ans, entrait en U.R.S.S.

Le romancier, Truman Capote, historiographe clairvoyant de cette épopée, nous montre Mrs Gerschwin « givrée de diamants dès l'aube ». Un chanteur noir a assorti son chapeau de cow-boy en fourrure à son manteau caramel, des gants fendus laissent passer ses bagues. Dans le train il est défendu de jouer aux cartes. L'eau manque, on se rase avec sa tasse de thé sucrée. Les enfants font griller des hot-dogs sur le samovar. Tous espéraient du caviar : on sert yaourt et soda-framboise.

A Leningrad, les boutiques offrent un éventail mité, une houppette tachée. Une dame susurre : « Vendez-nous vos vêtements. » La veille de Noël, à l'Astoria, autour d'un sapin étique, les cadeaux s'échangent, les cantiques s'élèvent, la troupe supplante l'orchestre, « le fameux rideau commence à fondre ».

Dans l'immense Palais de la Culture, où s'entrecroisent étoiles et faucilles, les discours retardent le début de la représentation. Les programmes n'ayant pas été livrés à temps, on tente d'expliquer l'action au public qui s'impatiente. Aussi ne saisit-il rien de cette intrigue violente et compliquée. A la fin du premier acte, tandis que des voisins se lamentent autour d'un mort, un haut dignitaire murmure : « J'ai compris : ils vont le manger. » L'érotisme choque, les applaudissements sont maigres. Pourtant des jeunes gens s'éloignent en fredonnant les airs dans la nuit.

La traduction de Jean Dutourd est excellente.

CLAUDINE DECOURCELLE

(Suite de la chronique des livres page 153.)

IMAGES DE PARIS

par Denise Bourdet

CLAUDE ROY

J'ai aimé la voix de Claude Roy avant de le connaître, lorsqu'il m'a téléphoné afin de prendre rendez-vous pour cette interview. Mais j'ai vu entrer chez moi un garçon qui n'était pas celui que j'imaginais. Sa voix était brune, et il est blond, vraiment blond avec des cheveux frisés et des yeux bleus à fleur d'une peau rose, et fragile, car les coups de soleil (il vit le plus souvent à la campagne) s'y inscrivent facilement. Il a un profil cassé ne correspondant pas à son visage vu de face, lequel montre un nez droit, au bout aigu au-dessus de lèvres sinueuses. Ces contrastes aperçus dès les premières minutes de sa visite, je me demandais, ayant lu quelques-uns de ses livres : aurait-il l'esprit brun et le cœur blond? C'était cela, en effet : Claude Roy n'est pas si clair qu'il y paraît lorsqu'on regarde ses yeux couleur de ciel, il est *sol y sombra*, comme s'appellent ces gradins dans les plazas de toros qui vont peu à peu du soleil à l'ombre. Son cœur, un cœur d'or probablement, s'obscurcit à la marche de ses pensées. Claude Roy n'est pas un homme aisément heureux, parce qu'il se refuse la permission de l'être. *Le bonheur sera général ou il ne sera pas*, écrivait-il il y a quelques années dans *Clefs pour la Chine*.

D'où vient-il ? D'une province française, celle des Charentes, où une lumière lente éclaire doucement de paisibles horizons. Mais jusqu'à l'âge de douze ans il était à Paris, élève de Montaigne et de Louis-le-Grand. Aussi, quand ses parents décidèrent de retourner surveiller les vignes de la propriété familiale près de Jarnac, l'internat au lycée d'Angoulême lui parut affreux, et il détesta les petits provinciaux qui brimaient l'enfant parisien. « Je rêvais, dit-il, d'être un jour un grand homme appelé à faire le discours de la distribution des prix. Et là, qu'est-ce que je leur aurais passé... Mais j'ai revu récemment mon lycée, devenu propre et presque luxueux, et je ne suis pas un grand homme... c'est manqué. Après

mes bachots, je suis allé en 1932 à la faculté de Bordeaux préparer en deux ans trois certificats de licence ès lettres. »

Mais il vivait, dit-il, « dans l'odeur de la peinture ». Son père, Félicien Roy, fut l'un des épigones de l'impressionnisme, et quand il voyageait avec lui, c'était pour visiter des musées. « J'ai même commencé à peindre, moi aussi. Mais j'ai cessé dès que je me suis rendu compte que ma peinture était mauvaise. D'ailleurs, sans être du tout précoce, j'écrivais déjà ; j'ai toujours écrit. En 1935, je suis revenu à Paris terminer ma licence, et en 1937 j'ai fait mon service militaire dans les chars à Satory. En 1939 ce fut la guerre, où j'étais dans les chars encore, comme caporal chef, et j'ai été prisonnier en 1940. Beaucoup de prisonniers de guerre le sont de l'avenir autant que des barbelés. Ils pensent : on va bientôt nous libérer, attendons. Je n'ai pas eu cette patience, et je me suis évadé de Lorraine, assez facilement, la veille du départ pour l'Allemagne. Caché chez un fermier qui m'a donné des vêtements civils, j'ai pu prendre un train qui a justement croisé les wagons à bestiaux qui emmenaient les gars en Allemagne... Avec la complicité d'une infirmière qui m'a redonné un uniforme, j'ai pu passer la ligne de démarcation dans le dernier convoi de rapatriés sanitaires. Des blessés légers, comme on dit légèrement, mais quelques-uns aveugles ou amputés d'un membre. Je me sentais déguisé parmi eux avec mon faux pansement. J'étais mal à l'aise, avec le sentiment d'avoir une veine injuste. J'ai essayé de décrire cela dans mon premier roman : *La nuit est le manteau des pauvres.* »

Quels avaient été jusqu'alors ses maîtres à penser ? Maurras et Bainville. « J'étais un étudiant d'Action française. Mais au moment de la guerre d'Espagne, je me suis mis à lire Malraux, qui est entré en politique comme on entre en religion. J'imagine que pour un garçon de dix-sept ans, Malraux tenait la place qu'avait occupée Barrès pour ses aînés. *L'Espoir* était un livre-clé. J'ai rencontré Malraux pendant l'occupation. Il m'a fait un cours d'histoire *spenglérien*, un monologue éblouissant. Mais il disait : « Lawrence d'Arabie, c'est plus important que Lenine. » C'est curieux, j'ai connu Malraux à l'instant où nous nous croisions sur une route que nous faisions en sens inverse. »

Car en zone libre, après son évasion, Claude Roy rata un contact avec Emmanuel d'Astier, mais à Nice Jean Paulhan lui fit rencontrer Aragon. « Il m'a embrigadé dans *les Etoiles*, groupement à peu près équivalent à celui du C.N.E. en zone occupée. »

« Mais, reprend Claude Roy, on ne peut placer l'absolu dans les valeurs politiques. Moi je suis toujours en état de débat. Alors, je me répète souvent ces vers d'Eluard : *je ne regrette rien, j'avance.*

« J'ai vécu longtemps dans un monde d'erreurs. Je ne m'intéressais qu'à moi et peu aux autres. La guerre m'a réveillé. Peut-être rien ne vaut-il qu'on donne sa vie, mais sûrement rien ne vaut qu'on donne la vie des autres. Et j'ai découvert la souffrance d'autrui... La pitié, oui, si vous voulez. Mais il faut surtout se garder de la lassitude, et de la joie noire

et affreuse du *je l'avais bien dit*, de ce que je nomme le complexe de Cassandre. »

Dans une étude sur Benjamin Constant, Claude Roy écrit : *La plupart des sagesses que les hommes se sont proposées tendent à bronzer l'âme et la durcir, à protéger l'esprit du rempart de l'indifférence.* Claude Roy a gardé son âme blonde, et *sa lucidité* (comme celle qu'il prête à Constant) *devient l'art de prendre part le plus intensément possible, l'art d'assumer le plus profondément le sort de ses semblables.* Un Autre avait déjà prêché cet évangile.

Pour Claude Roy, écrire, « c'est le plus court chemin d'un homme à un autre, des hommes à moi ». Dès 1940, Seghers publia quelques-uns de ses vers dans une petite revue : *Poètes casqués*, et en 1941 Max-Pol Fouchet édita à Alger son premier recueil de poèmes. Depuis, ceux que contiennent *Le Poète mineur* et *Un seul poème* prouvent qu'il est avant tout un vrai poète, ce que ses œuvres en prose assurent aussi par la sensibilité de l'observation, la trouvaille des images, le rythme des phrases. « D'ailleurs, quoi que j'écrive, dit-il, essais, critiques, poésies, romans, je m'aperçois que je parle toujours de la même chose : le bonheur, la mort. J'ai relu dernièrement des poèmes de ma prime jeunesse. J'ai été étonné, qu'à l'âge où je ne croyais pas penser à la mort, elle soit là si souvent présente. La mort donne l'échelle des valeurs. » Et il écrit, à propos de Stendhal : *Il n'y a qu'une façon de ne pas tromper la mort, c'est de ne pas se tromper. Les cinquante-deux années de la vie de Stendhal ne comptent pas une minute perdue, ni un temps mort.* Faire le poids pour rembourser au plus juste sa vie, c'est beaucoup demander, Claude Roy.

Et le bonheur ? « Ce que représente le bonheur pour moi ? Quelle grave question... Oui, peut-être la sérénité. Une bonne conscience aussi. Une paix qui ne troublerait pas celle des autres. » *Pour être heureux d'un bonheur digne de ce nom, il faut avoir un fond de tristesse vraie*, écrivit-il aussi. Voilà comment l'ombre, sur lui, gagne le soleil.

Poète accoutumé aux jeux de la lumière sur le cœur et l'esprit, proie consentante de toutes les exigences du cœur et de l'esprit, Claude Roy voit en la poésie « un point de convergence, un feu central où tout le monde se retrouve ». Il cite encore Eluard : *les poètes ont toujours raison.* Donc, il a raison de dire : « Je suis toujours frappé par leur exactitude. *L'Ode à Marcel Proust* de Morand en dit plus long sur celui-là que de compactes exégèses. La Chine de Claudel dans *Connaissance de l'Est*, celles de Ségalen dans *René Leys* ou de Michaux dans *Un barbare en Asie*, *l'Amérique* de Lorca, *le Londres* de Morand, sont plus vrais que les ouvrages les plus sérieusement documentés que l'on peut lire sur ces sujets. »

Grand voyageur, Claude Roy sait de quoi il parle. Afrique du Nord, Scandinavie, Russie, Chine, Amérique, quelques missions et surtout la curiosité l'ont poussé à aller dans ces pays. « Curiosité des êtres d'abord, dit-il. Si, comme il existe des ouvre-boîtes, il existait des ouvre-hommes,

je m'en servirais tout le temps. Et pour m'apercevoir que l'homme est universel. Il m'est arrivé d'avoir la sensation du déjà vu, déjà entendu, en causant avec un paysan chinois occupé dans une rizière, et qui me dit à peu près la même chose qu'un paysan charentais au milieu de ses vignes. »

Cet ouvre-homme souhaité par Claude Roy, on se dit qu'il en a déjà la clé, lorsqu'on lit ses essais et ses critiques, que ce soient *L'amour de la peinture, Descriptions critiques* ou *Le commerce des classiques.* A travers les œuvres de plus de quatre-vingt peintres, poètes ou écrivains, qu'il commente, c'est de l'homme qui les a réalisées qu'il fait le procès. Et en définitive, c'est de lui, Claude Roy, qu'il fait le portrait. « Ne pas aimer un livre, c'est ne pas aimer celui qui l'a conçu », dit-il. Et on voit bien ce qui guide son choix quand il décide, par exemple, d'écrire sur Chateaubriand, *monarchiste, homme d'ordre, réactionnaire, qu'en lui un autre homme juge et condamne. Et celui-là survit par la chaleur que dégage toujours la grande intelligence.*

Quand il se demande s'il aime Balzac, *génialement encombrant,* dont *la vie et l'œuvre s'organisent autour d'un mythe, le mythe des duchesses,* lorsqu'il ne retient de Flaubert que *Bouvard et Pécuchet* et le *Dictionnaire des Idées reçues,* car ces deux ouvrages sont *l'épopée dérisoire et magnifique de l'esprit humain aux prises avec la réalité du monde et le mensonge des mots,* quand il garde une tendresse pour l'œuvre *nostalgique et revendicative* de Dickens, qu'il déclare que *la résonance qu'a prise peu à peu Rimbaud vient de ce que ses péchés et ses vertus correspondent aux péchés et aux vertus dominantes de la société actuelle,* professe que Colette *a le génie plus grand que ses intentions,* ou croit qu'en lisant Proust dans cinquante ans *on galopera dans les chapitres mondains et on marchera à pas lents dans les digressions, on s'intéressera au témoin mais on se passionnera pour le poète,* dans tous ces jugements comme dans tant d'autres qu'il serait fastidieux d'énumérer ici, Claude Roy montre le bout de l'oreille, et même il se découvre tout entier, avec ses généreuses aspirations vers des lendemains meilleurs.

« Etre un écrivain de gauche, admet-il en souriant, cela n'aide pas mes livres à obtenir de gros tirages. Les masses (j'ai horreur de ce mot, mais tant pis) ne lisent guère. Quant à l'intelligentzia, elle a l'impression que je lui tends un bol de lait douteux. *Le Soleil sur la Terre* est probablement celui de mes livres qui a eu le moins de chance, et celui (bien entendu) auquel je tiens le plus, parce que j'ai cru y mettre davantage. Trop peut-être. » Oui, trop de foi en ces beaux lendemains. Je m'étonne pourtant que parmi la vingtaine de livres qu'a déjà publiés Claude Roy, ce remarquable roman fasse figure de parent pauvre. « Il est sorti au moment du drame de Budapest, m'explique-t-il, on avait mieux à penser qu'à la littérature, et je venais de me brouiller avec mes amis communistes... En ce moment, j'écris un essai qui pourrait s'appeler, si Malraux n'avait déjà pris ce titre, *Psychologie de l'Art.* Un des volets de ce

livre est consacré à l'art fantastique. Personne ne peut définir le réalisme, et j'ai remarqué qu'entre deux peintres réalistes, que ce soit Hokusaï et Courbet, comme entre un paysage de Corot et un d'Han-Meï, on peut voir de profondes différences. Au contraire, la vision imaginaire est universelle. Calvin a vu le diable, Catherine de Sienne aussi, et plus tard Henri Michaux. Et c'était le même diable, l'ange déchu, le prince des Ténèbres, sombre et beau. La mystique de Calvin ou celle de Catherine de Sienne rejoignaient la mescaline de Michaux. Le monde imaginaire est d'une grande monotonie... Et j'écris aussi un long roman, dont je voudrais qu'il fût le meilleur de ceux que j'ai déjà faits. Un roman qui sera comme tous les romans, je ne veux pas succomber au système, au dogmatisme. Seul importe le langage. Toute faiblesse de ce qu'on nomme la forme dénonce sans pitié une faiblesse de ce qu'on nomme le fond. Le cœur est le seul trébuchet qui puisse peser les beautés du langage. Les écrivains pour moi sont de deux sortes : il y a ceux que j'appelle les grandes eaux, et d'autres les sources. Les sources inventent les formes, ainsi font Eluard ou Michaux, ou Gascar par exemple. Les grandes eaux, celles de Mauriac ou de Montherlant, viennent de loin, de Bossuet, de Chateaubriand. Elles n'en sont pas moins attirantes, et on se laisse emporter par leur flot... Ecrire c'est aussi poser une question. Je ne suis pas sûr que la littérature ait réponse à tout, mais son honneur est qu'elle ait question à tout. »

Je demande à Claude Roy quel est le titre de son prochain roman. « Provisoirement, *Le Désenchantement* ». Et il me quitte, laissant derrière lui le mot *désenchantement* flotter un moment dans le crépuscule, beau mot pour un poète, dont je me demande s'il traduira les thèmes de son livre, ou les éclipses de ses illusions.

DEFENSE DU LUXE

La dépense, disait Voltaire, *doit être le thermomètre de la fortune d'un particulier*. C'était, en racontant *Le siècle de Louis XIV*, écrire une lapalissade. Aujourd'hui où ce thermomètre est surveillé par le fisc avec la sévère attention d'un médecin dévoué, ce ne serait qu'exprimer une vérité redoutable. Mais les plus atteints par l'opulence cherchent à masquer la montée de leur température, avec la ruse des fiévreux qui trichent avec elle pour ne pas inquiéter leur entourage. Et défendent même que le nom de leur maladie, le luxe, soit prononcé devant eux. D'ailleurs, elle est en voie de disparition, grâce aux antibiotiques généreusement distribués par MM. les Percepteurs, et on n'en connaît plus, çà et là, que quelques attaques sournoises.

Cependant, *le Comité Colbert* a décidé que ce virus est indispensable à la vie économique de la France, et il le prouve chiffres en mains. Par la voix de M. Jean-Jacques Guerlain, son président, *le Comité Colbert* s'exprime nettement à ce sujet, et déclare qu'il est *un groupement privé des entreprises faisant rayonner dans le monde les activités françaises d'Art et de Création, et de Tourisme de luxe*. Le mot est lâché.

Mais les somptuosités qu'il évoque sont une des grandes sources d'enrichissement de la France, et ses métiers d'art et de création ne sont pas pour elle qu'une question de prestige.

Leurs exportations font bénéficier la nation d'une balance nette, car elles ne sont grevées que d'un très faible pourcentage d'importations de matières premières, et présentent pour les Finances publiques un avantage certain. Les industries de luxe prennent les risques d'exportation à leur charge en ne faisant intervenir strictement que leurs clients pour le règlement des ventes, et non les Administrations de l'Etat, ce qui n'est pas le cas des industries lourdes.

Le tableau approximatif d'exportations des métiers de luxe est intéressant à consulter. La joaillerie (qui comprend la bijouterie et l'orfèvrerie) y vient en tête avec un chiffre de 22 milliards, et la parfumerie et la dentelle (la dentelle dont on dit qu'elle ne se porte plus !) se disputent la deuxième place aux environs de 12 milliards. Viennent ensuite les soieries avec 10 milliards, et l'on tombe ensuite à un peu plus de 5 milliards avec la pelleterie, en s'étonnant que la couture et la mode totalisent moins qu'elle, et pas tout à fait autant que la ganterie. A 1 milliard près, la maroquinerie et les instruments de musique se suivent, derrière eux la verrerie à la main et la cristallerie sont en bonne position, et dominent les plumes et fleurs, la porcelaine, la faïence d'art.

Ces chiffres ne sont pas qu'éloquents, il y a derrière eux une réalité vivante : le triomphe des artisans français, généreux anonymes dont on expédie à l'étranger le talent, le goût, l'adresse, et cet amour de la perfection si émouvant à constater chez les moindres d'entre eux.

La petite main qui coud une robe comme elle n'en portera aucune (aussi bien que l'essayeuse qui la veut sans défaut), l'ouvrier qui sertit une pierre telle qu'il n'en possèdera jamais, ou tisse une soie, taille une peau, souffle un verre, tourne une assiette, leur poursuite du mieux-faire serait une justification du luxe, si elle n'était d'abord un altruisme dont malheureusement peu de gens tiennent compte.

Il faut dire aussi que ce que M. Guerlain appelle les *entreprises-pilotes* ne montrent pas moins de désintéressement « en agissant, dit-il, à la façon de laboratoires ou de bureaux d'études gratuits pour toute leur profession et les professions annexes. Ainsi, les couturiers, créant à grands frais et grands risques de coûteuses collections (principalement payées par la clientèle étrangère) créent en même temps la mode universelle qui animera la maison de confection, jusqu'à la couturière de village, en passant par une infinité d'activités secondes, dont beaucoup deviennent elles aussi exportatrices. »

Mais pour que cela arrive, il faut que le couturier consente, sur une robe vendue par exemple 250 000 francs, à ne garder qu'un bénéfice de 6 1/2 %, une fois amortis les taxes, les frais généraux et de personnel, la collection et la commission sur la vente. On se plaint que la haute couture soit chère, et cela est certain. Mais c'est pourtant grâce à elle, et

aux femmes qui peuvent lui acheter leurs robes, qu'on a le plaisir de voir toutes celles ayant un peu de discernement dans le choix de leurs vêtements de confection, aussi élégantes que les clientes des grands couturiers. Ceux-ci savent bien que s'ils inventent une mode à succès, leurs idées seront pillées. « Je n'ai pas de plus grande satisfaction, disait Dior, que lorsque je rencontre une robe inspirée d'un de mes modèles, dans n'importe quelle rue, sur n'importe quelle femme. » C'est ça, la gloire pour un couturier. Mais c'est surtout l'égalité dans la jeunesse, la grâce et la beauté féminine.

En luttant pour que vivent les métiers d'arts appliqués, le *Comité Colbert* ne se montre pas qu'orfèvre, comme M. Josse. Il défend aussi quelques centaines de mille employés de ces productions de luxe, gardiens des traditions de qualité et de goût, qui sont l'un des apanages les plus certains de la France. « Car, dit M. Jean Paillard, directeur de ce *Comité Colbert*, si nous sommes souvent battus dans le domaine des productions de masse, nous demeurons encore imbattables — et pour un court laps de temps dont il faudrait se dépêcher de profiter — dans celui des métiers d'art et de création, et en particulier des productions de luxe. Imbattables pour l'instant en Amérique, parce que le marché américain de 189 millions d'habitants, avec un pouvoir d'achat triple du nôtre, est en réalité un marché décuplé par rapport à notre marché intérieur, et que les fortunes américaines sont propices — et sont presque les seules à l'être aujourd'hui — à la pénétration des produits de luxe. Et parce que l'Amérique n'est équipée mentalement et matériellement que pour produire en série, qu'elle est fatiguée de ses produits standards et qu'elle est avide de la diversité des nôtres. Nous avons été entamés par quinze ans de gouvernements technocratiques, nos traditions de haute qualité et notre main-d'œuvre spécialisée se perdront si nous n'y veillons pas. A la faveur du Marché commun et de la libre circulation des matières premières, elles ne seront plus notre privilège, mais celui de tous. »

Et M. Paillard ajoute : « Lorsqu'on parle Amérique à un producteur français, sa première réaction est de penser New York, sans se rendre compte qu'il s'agit là presque autant d'un cul-de-sac que d'un débouché. Dans un pays qui a vingt fois la surface de la France, où les distances sont à l'échelle d'un continent, où la presse déverse sur lui quotidiennement une marée de journaux, être seulement connu est déjà un problème gigantesque. »

« D'ailleurs, dit-il encore, qui, parmi les Français les mieux renseignés, sait que la France produit les plus beaux papiers du monde, et serait capable d'indiquer le nom de son producteur ? »

Les lecteurs de la *Revue de Paris* qui l'ignoreraient ne l'apprendront pas ici, car j'ai oublié celui dont M. Paillard m'a informé. Et je le regrette car le beau papier, c'est un luxe que j'apprécie. Il ne faudrait se désintéresser de rien qui soit notre suprématie dans un domaine que l'on

prend facilement pour une insolence aux misères humaines, mais croire au contraire, qu'utile économiquement à la France, le luxe est en outre, un raffinement de l'esprit, tout autant que de la matière.

NORA AURIC ET LA LUMIERE

Ces cheveux qui casquent d'argent une tête bien faite, je les ai toujours vus accompagner le ravissant visage de Nora Auric, depuis presque trente ans que je la connais. Ils ont blanchi en une seule nuit, une nuit de terreur comme on peut en connaître dans sa tendre jeunesse, lorsqu'on découvre dans son lit... des punaises, une armée de punaises. C'était lors d'une étape — sans confort — au cours d'un voyage en Pologne qu'elle faisait avec son père. Cette aventure, qui changea soudain l'image positive de Nora Vilter en négatif, Nora Auric en rit aujourd'hui, mais pendant longtemps ne l'évoquait pas sans horreur. C'est à elle pourtant qu'elle doit sa durable beauté, que cette chute de neige précoce a préservée de toute altération sensible.

Nora Vilter est née en Autriche de parents russes, mais elle n'avait qu'un mois quand ceux-ci s'installèrent à Paris où elle fit toutes ses études. Et elle fut une élève brillante de l'Ecole Centrale. « Pourtant, dit-elle, je n'ai pas l'esprit scientifique, mais de la mémoire. Quand on m'interrogeait, je répétais comme un perroquet ce que je venais d'apprendre, et je m'étonne encore que nos professeurs ne se soient jamais aperçus que je ne comprenais rien à ce que je débitais avec assurance. Aussi, à peine sortie de Centrale, c'est Montparnasse et les peintres qui m'attirèrent. J'allais à l'académie Othon Friesz, et comme j'avais un atelier voisin de celui d'André Lhote, il venait gentiment quelquefois me donner des conseils. »

Et dès 1928, Nora Vilter exposait à la Galerie Drouant une série de toiles représentant des visages, ceux des modèles qui venaient poser chez elle.

La plupart des peintres aiment et comprennent la musique qui accompagne si bien et sans jamais le troubler leur travail. Aussi, nulle entente n'est-elle plus harmonieuse que celle de Nora et de Georges Auric, qu'elle épousa en 1930. Cependant, c'est toujours sous le nom de Vilter qu'elle fit en 1931, à la galerie Pierre Colle, une exposition de paysages imaginaires. « Georges ne les a pas aimés, dit Nora. Il me disait : « Pourquoi ne pas peindre d'après nature ? » Découragée, je n'ai plus rien fait pendant quatre ans. »

Excès de confiance, ainsi finit Nora Vilter. Mais Nora Auric apparut en 1937, avec des portraits et des fleurs. Elle s'était remise à peindre en 1935, et montrait, toujours chez Pierre Colle, le résultat de deux ans de travail. Cette fois, Georges Auric, comme tant d'autres, ne résista pas au charme de ces tableaux pour lesquels avaient posé toutes les fleurs de leur jardin d'Hyères, ni à la facture large et souple de ces portraits,

le sien, et ceux de quelques-uns de leurs meilleurs amis, Louise de Vilmorin, Christian Bérard, Francis Poulenc, Henri Sauguet, Igor Markevitch, Serge Lifar, Armand et Lucienne Salacrou.

C'est alors que Nora Auric devint un des portraitistes les plus en vogue du moment. Elle fut appelée en Angleterre pour faire le portrait de la duchesse de Westminster, du ministre de la Guerre sir Anthony Head, et d'un grand nombre d'enfants à la grâce et la fraîcheur irrésistibles, qui l'inspirèrent si bien.

A Laeken, on l'invita à faire le portrait du petit prince Alexandre, fils aîné du roi Leopold III et de la princesse de Réthy. Chez elle à Paris elle fit celui de la fille du roi d'Afghanistan, et on voyait également en 1950, à la galerie Charpentier, celui d'un très jeune homme, dont il a depuis été beaucoup question dans les journaux, le prince Henri de Hesse. Peintre lui-même, il était venu montrer à Nora Auric quelques gouaches qu'il venait de faire. « Et, dit-elle, je le considère un peu comme mon filleul, car je l'ai encouragé à travailler, et je suis fière qu'on lui reconnaisse maintenant beaucoup de talent. »

Ces portraits où Nora Auric saisit avec tant d'habileté la ressemblance physique et morale de ses modèles, sont les derniers qu'elle ait, sinon faits, du moins exposés, car en 1954, elle montra à la galerie de l'Elysée des coquillages dont les formes et les nacrures formaient de séduisantes natures mortes. Et c'est durant un voyage aux Etats-Unis qu'elle s'éprit de cailloux et de cristaux, et s'enchanta des jeux de la lumière au travers des prismes. Ce qui explique le renouvellement de sa manière, que l'on constate à la galerie Jeanne Castel où sont exposées plus de vingt de ses dernières œuvres. Rien que des paysages, mais qui n'ont rien d'imaginaire, même si la première impression que l'on en reçoit est qu'ils sont plus fantastiques que réels.

Nora Auric est souvent en voiture sur les routes. Plusieurs fois par an pour se rendre à sa maison de Fréneuse près de Mantes. Et son regard a capté les transparences crépusculaires, les embrasements du couchant, les lumières de la nuit ou les pâleurs de l'aube, qui décomposent dans le ciel les bleus, les roses, les ors et des teintes soufrées, au-dessus des grandes constructions imaginées par les hommes. Le barrage de Mondragon, les plâtrières blafardes de Mantes, l'enfer des hauts fourneaux, les cheminées d'usines dressées comme des obélisques,. les portées de fils de haute tension, les murs d'eau des écluses, et ces échafaudages tubulaires qui mettent en cage les bâtiments, l'art de Nora Auric à disperser sur eux les rayons du prisme, en donne une vision poétique, et justifie le titre qu'elle a trouvé pour son exposition, *Constructions dans la lumière*.

DENISE BOURDET

par THIERRY MAULNIER

CRISE DU THÉATRE

Le printemps admirable que nous avons eu cette année et qui a favorisé comme l'on sait, d'une particulière abondance des fruits de la terre, les plans de notre ministre des Finances, a eu de moins bons effets sur le théâtre. Jamais encore l'appel des espaces verts et des plages n'avait jeté sur les routes, à chaque fin de semaine, pareille cohue de voitures. Jamais Paris n'avait eu si tôt en saison, chaque dimanche, son visage de 15 août ; et comme le tourisme automobile, antidote sans aucun doute bénéfique et peut-être nécessaire à l'asphyxie progressive des grandes capitales, est le plus redoutable concurrent de l'art dramatique du seul fait qu'il dévore la plus grosse part du budget familial des loisirs, la situation du théâtre est devenue, sans jeu de mots, dramatique. On peut dire que cette année, depuis avril, le succès lui-même ne paie plus : des œuvres telles que *l'Année du Bac* de M. José-André Lacour, au théâtre Edouard-VII, ou *la Descente d'Orphée*, à l'Athénée, qui, après des débuts assez difficiles, avaient atteint ou légèrement dépassé le point d'équilibre des dépenses et des recettes d'exploitation, ont vu, en quelques semaines de beaux jours, leur bilan remis en question ; quant aux salles qui avaient quelque peine à se remplir à moitié, elles se sont transformées en déserts.

C'est un grave problème, qu'il faudra bien, d'une manière ou d'une autre, affronter, si l'on veut que soit sauvé l'art dramatique. La loi de l'activité théâtrale, lorsqu'elle se propose des fins qui ne sont pas uniquement commerciales (et c'est l'*art* du théâtre qui nous intéresse ici), cette loi est l'insécurité, et elle ne peut être autre. Il y faut innover, essayer, tenter la chance des auteurs nouveaux, des styles nouveaux, des metteurs en scène et des interprètes nouveaux, il y faut *parier*. Un animateur qui ne perd d'argent, ou n'en fait perdre à ses commanditaires ou producteurs, que deux fois en trois tentatives, est un animateur heureux. Mais si, aux risques normaux d'échec que comporte toute entreprise théâtrale intéressante et audacieuse, s'ajoutent les causes d'un déficit per-

manent et pour ainsi dire fonctionnel, la situation devient presque désespérée. Encore que les directeurs de théâtres ou de troupes aient pratiquement renoncé en France, faute de moyens (hors les subventionnés), aux compagnies stables, ils sont obligés de dépenser douze mois sur douze : loyer ou charges immobilières, patente, salaires du personnel administratif et technique. Or, dès maintenant, la saison des recettes normales possibles se trouve réduite à six mois par an, six mois qui comportent inévitablement des périodes de déficit ou de relâche indispensable, six mois où le succès est loin d'être constant.

En outre, on le sait, le prix des places a été loin de suivre, depuis 1939, la courbe de la hausse des dépenses. En 1939, avec le prix normal d'un fauteuil d'orchestre, on payait un acteur. Aujourd'hui, il faut le prix de deux fauteuils et demi pour égaler le « salaire minimum » d'un comédien, avec les charges sociales que ce salaire comporte ; et l'acteur n'est pas bien payé, et le spectateur estime que le théâtre est un divertissement coûteux et n'a pas tort : car les ressources moyennes des catégories sociales qui fournissent sa clientèle au théâtre d'art n'ont pas grandi en proportion de la dévaluation de la monnaie. On est donc dans l'impasse. Les animateurs de théâtre peuvent être courageux. Ils peuvent accepter le risque de jouer devant des salles aux trois quarts vides, d'être méconnus, méprisés, de s'épuiser dans des luttes difficiles, de faire des dettes.

Ils ne peuvent pas, ou ne pourront pas poursuivre longtemps leur effort face à la certitude inéluctable de la non-rentabilité de l'art dramatique. A moins que ne leur soient assurés des secours extérieurs. S'il est prouvé — et il n'est pas loin de l'être — que dans les conditions d'exploitation actuelles, l'art dramatique ne peut pas vivre, il faut en venir, si l'on veut le sauver, soit au mécénat privé, soit au mécénat d'Etat (je dis bien au mécénat d'Etat, et non à la direction étatique), le mécénat privé lui-même ne pouvant être assuré selon toute probabilité qu'à la faveur d'une intervention des pouvoirs publics, sous la forme de l'exemption fiscale pour les sommes vouées sans but lucratif à l'entretien des activités « culturelles ».

On me reprochera peut-être de revenir trop souvent sur les difficultés financières du théâtre ; une chronique comme celle-ci devrait-elle ignorer ces considérations quelque peu sordides ? Je ne le crois pas. Toutes les manifestations de l'esprit sont étroitement liées aux conditions matérielles qui les entravent, les tolèrent ou les favorisent. Il ne peut y avoir d'écrivains ou de peintres, même maudits, dans une société qui n'assure pas aux écrivains et aux peintres au moins ce qui est strictement nécessaire à leur subsistance : non pas nécessairement le luxe, ou même le confort, qui sont trop souvent achetés par la servilité et la conformité ; et l'on peut citer de nombreux cas où les difficultés matérielles opposées à la création artistique ont stimulé l'invention, fouetté les énergies créatrices et même provoqué des amertumes, des colères, des révoltes fécondes.

Pour nous en tenir au théâtre, j'ai déjà eu l'occasion de remarquer que la pauvreté avait, dans une large mesure, orienté un Dullin ou un

Pitoëff dans l'élaboration de leur style. Il n'est pas toujours bon d'accorder à la création artistique trop de facilités. Encore faut-il qu'elle ne désespère pas : et, de tous les arts, le théâtre est le plus étroitement dépendant des contingences matérielles. Le littérateur, le peintre, le musicien, peuvent travailler dans une soupente, et attendre de l'avenir leur revanche sur le présent. Non le metteur en scène, non l'acteur. Le théâtre doit s'accomplir dans l'immédiat. Si dédaigneux que puissent être ceux qui se vouent à lui du succès matériel, ils ont besoin d'un minimum de communication *présente* avec le milieu social, de quelques spectateurs et d'un peu d'argent.

Directeur du Théâtre National Populaire, Jean Vilar nous prend à témoin de ses difficultés matérielles et se plaint de n'avoir que 92 millions de subvention chaque année : et nous sommes prêt à admettre que 92 millions de subvention, c'est en effet assez peu, si l'on songe qu'un théâtre allemand de l'Ouest, dans une ville secondaire, dispose souvent d'une subvention municipale du même ordre. Mais si 92 millions de subvention ne suffisent pas à mettre à l'abri de tout souci le Théâtre National Populaire, en dépit de sa réputation établie, de ses salles presque toujours combles et achetées d'avance, par des associations de spectateurs, des tournées fructueuses que lui assure sa réputation internationale, imagine-t-on les difficultés auxquelles se heurte un théâtre d'art privé, pour qui l'aide de l'Etat se chiffre en moyenne à 500 000 francs ou 1 million *par spectacle*, c'est-à-dire à 2 ou 3 millions par an ? La « crise du théâtre » en France n'est pas une crise d'auteurs ; même si la relève des dramaturges nombreux et brillants qui ont donné tant d'éclat à la scène fraçaise de 1925 à 1955 n'est pas encore assurée, notre littérature dramatique reste peut-être la plus vivante au monde ; elle n'est pas une crise de metteurs en scène ; elle n'est pas une crise de public — jamais le chiffre global des spectateurs du théâtre n'a été aussi élevé qu'aujourd'hui. Elle est une crise financière. La France ne gardera son théâtre que si elle est disposée à le payer à son prix.

⁂

J'avais dit, le mois dernier, l'intérêt qu'il fallait accorder à la visite faite à Paris par M. Roger Planchon et par sa compagnie. Cette visite a confirmé ce que nous savions déjà : que M. Roger Planchon est l'un des animateurs les plus remarquables de la génération nouvelle. Un nouveau Jean Vilar, disent déjà certains de ses admirateurs. En fait, son travail, autant qu'il est possible d'en juger par ce qui nous a été présenté, est d'un style différent de celui de Jean Vilar, avec un moindre sens ou un moindre souci de la grandeur poétique et décorative, du cérémonial, avec plus de mouvement, plus de vivacité dans le rythme. L'influence brechtienne s'est à coup sûr exercée sur lui, et je ne crois pas qu'il la récuse. En dépit de l'apport occasionnel de quelques excellents éléments parisiens, Mme Malka Rybovska, M. Jean Leuvrais, M. Jean-Daniel Herrmann, sa

troupe est seulement d'une très bonne qualité provinciale. Mais il la tient bien en main, et la minutie, la rigueur artisanale du travail, le soin apporté à la mise au point des éléments visuels du spectacle sont dignes de grands éloges. Il apparaît pourtant que le tempérament de M. Roger Planchon metteur en scène s'accorde mieux avec Shakespeare — *Henri IV* et *Falstaff* — qu'avec Marivaux. *La Seconde Surprise de l'Amour* a reçu des approbations enthousiastes : mais elle a suscité aussi des réserves sérieuses.

Le Marivaux de M. Planchon est disséqué et désarticulé, emporté dans un remue-ménage picaresque, poussé à une sorte de vulgarité volontaire. Parti pris contraire de celui de M. Lucchino Visconti pour la *Locandiera* : M. Visconti avait fait de la pièce de Goldoni une pièce de Marivaux ; M. Planchon fait de la pièce de Marivaux une fille de la Commedia dell' Arte. Ou plutôt une satire de mœurs à la Congreve. Ce n'est pas sans intérêt. Mais c'est une gageure où je crois distinguer les effets d'un intellectualisme un peu pédant, et tout compte fait assez arbitraire. Car Marivaux, c'est la comédie italienne, je le veux bien, mais dans les salons du XVIIIe siècle français ; et s'il est légitime, et même nécessaire, de faire « passer la rampe » à l'extrême *férocité* de ce théâtre, ce ne peut être qu'à travers un extrême raffinement. Marivaux n'est pas Brecht. On peut le regretter si l'on veut. Mais on n'y saurait rien changer, à moins de tricher avec Marivaux lui-même.

⁂

Le Théâtre des Nations nous a présenté la dernière pièce — restée inachevée — de Pirandello, *les Géants de la Montagne*, avec Gino Cervi, dans une mise en scène digne de la très grande réputation de M. Salvini et particulièrement remarquable par des trouvailles très saisissantes de mise en place et d'éclairage au second acte. La carrière parisienne des œuvres étrangères au Théâtre des Nations est naturellement trop courte pour qu'un chroniqueur mensuel puisse les conseiller à ses lecteurs. Je ne puis que dire l'émotion très réelle que nous avons éprouvée devant cette œuvre testamentaire, étrange, déconcertante et désespérée, où Pirandello se livre peut-être plus que dans aucune autre, où l'on entend comme le cri d'agonie de l'artiste et de son art aux prises avec la brutalité méprisante du monde. Belle soirée où nous avons pu saluer tout ensemble un auteur, un metteur en scène et un acteur qui ont bien servi le renom du théâtre de leur pays.

THIERRY MAULNIER

NAPOLÉON ET LES MÉMORIALISTES

par Pierre Audiat

Il fut donné à peu d'hommes de connaître, de leur vivant, ce que devaient dire d'eux, après leur mort, les mémorialistes. Moins souvent encore, furent gardées les traces des impressions produites sur ces grands hommes par la lecture d'ouvrages où des témoins avaient recueilli leurs souvenirs et rapporté des propos qu'ils disaient avoir été tenus devant eux par d'illustres interlocuteurs. Il faut en effet que ces personnages historiques aient été, en quelque sorte, rayés du nombre des vivants avant leur mort ; il faut aussi qu'il se soit trouvé auprès d'eux quelqu'un qui fût capable de consigner par écrit quelles avaient été les réactions de ces morts-vivants. Cette conjoncture extraordinaire s'est produite à Sainte-Hélène, lorsque le général Bertrand, qui fut grand-maréchal du palais impérial, nota, au jour le jour, d'avril 1816 à mai 1821, les gestes et les paroles de Napoléon.

C'est pour cette raison — particulièrement — que les *Cahiers de Sainte-Hélène* [1], déchiffrés et annotés par M. Paul Fleuriot de Langle, sont un document incomparable, tranchant par leur originalité sur les mémoires, innombrables, où Napoléon a été dépeint par ceux de ses contemporains qui l'avaient approché. Je l'ai déjà écrit dans cette revue : la luxuriance des témoignages sur Napoléon brouille son image. Rien n'est plus facile, en se fondant uniquement sur des textes authentiques signés de témoins qui ne sont ni faux ni subornés, de faire une dizaine de portraits du « vrai Napoléon », n'offrant entre eux à peu près aucune ressemblance et allant de la caricature à l'apothéose. Mais rien n'est plus difficile que de fixer les traits d'un homme, au visage mobile, à l'humeur changeante, qui était très loin de dire tout ce qu'il pensait et de penser tout ce qu'il disait, dont les monologues torrentiels et les emportements dissimulaient souvent des intentions secrètes, dont les décisions fulgurantes couvraient, sans doute parfois, des hésitations et même de l'anxiété. Ajoutez l'attitude d'un *chef* qui revendique la responsabilité de tout ce qui a été fait en son nom, qui rejette l'idée qu'il ait pu subir, de façon déterminante, l'in-

1. Albin Michel, éditeur.

fluence de ceux qui l'entouraient, et vous comprendrez pourquoi Napoléon est à peu près insaisissable, fût-ce aux possesseurs des caméras les plus perfectionnées. Ainsi les témoignages de plusieurs dizaines de mémorialistes ne servent qu'à accroître les incertitudes et à aiguiser la prudence des historiens qui se veulent équitables.

Si quelque érudit en avait le loisir, il pourrait s'employer à établir une table de concordance — ou plutôt : de discordance — montrant les jugements portés sur Napoléon par les mémorialistes, à propos de chacun des événements qui ont marqué son existence. Ces « synoptiques » nous offriraient une excellente leçon de critique.

On connaît la singulière aventure du journal qu'avait tenu le général Bertrand à Sainte-Hélène, durant les cinq années de captivité qu'y passa Napoléon. Bertrand, qui mourut en 1844, à l'âge de soixante et onze ans, avait vu paraître les diverses éditions du *Mémorial de Sainte-Hélène* par Las Cases, échelonnées entre 1823 et 1842, sans avoir été entraîné, par cet exemple, à publier son propre témoignage. La rédaction de son journal, dont la sténographie personnelle (presque une cryptographie) devait donner de la tablature à M. Fleuriot de Langle, incline même à penser que Bertrand, par discrétion ou pour des raisons qui nous échappent, n'avait même pas eu l'intention de livrer ses notes au public. Ses héritiers, se conformant à sa volonté, explicite ou implicite, les avaient gardées secrètes, bien que les mémorialistes de Sainte-Hélène, Gourgaud et Montholon entre autres, n'eussent pas hésité, eux, à ouvrir leur tiroirs et à se répandre en confidences.

Toutefois, l'existence de ce manuscrit n'était point ignorée. Frédéric Masson, et après lui Octave Aubry, essayèrent vainement de l'arracher à ses détenteurs. Et, par dépit, ils affirmèrent, bien légèrement, qu'il « *était d'ordre secondaire, ayant été rédigé bien après son retour en France par un homme déçu, aigri, qui fait surtout parler ses rancunes* ». Lorsque M. Fleuriot de Langle, en 1946, fut parvenu à obtenir des ayants droit le précieux document en vue de son édition, lorsque après un travail de déchiffrage fort difficile, il eut réussi à reconstituer le texte, il s'aperçut que le jugement de Frédéric Masson ne reposait sur rien. Non seulement le journal de Bertrand était bien un journal tenu au jour le jour, mais encore, avec « une impassibilité de *greffier* » — le mot est parfaitement juste — Bertrand avait enregistré tout ce qu'il voyait et tout ce qu'il entendait, y compris des scènes fort désobligeantes pour lui-même.

Certes ce journal, que son éditeur a intitulé *Cahiers de Sainte-Hélène*, n'a aucun apprêt littéraire. Ce n'est pas un aide-mémoire, mais un vide-mémoire, analogue aux vide-poches de nos pères. Dans une seule page de manuscrit, on trouvera, pêle-mêle et sans transition, des commentaires de Napoléon sur Alexandre ou César, des réflexions sur l'une des batailles qu'il a lui-même livrées, une relation des échanges de lettres entre le gouverneur Hudson Lowe, Montholon ou Bertrand, un écho des disputes qui éclatent souvent dans la domesticité, un bulletin de santé concernant

l'Empereur, la notation des réflexions que celui-ci a faites au dîner auquel les Bertrand étaient conviés, etc. Cette absence d'ordre est au reste une preuve supplémentaire des conditions dans lesquelles le journal a été rédigé. Il serait inconcevable que ces notes n'eussent pas été jetées sur le papier quelques heures au plus après que Bertrand les eût prises mentalement.

Les aventures du journal de Bertrand ne prirent pas fin avec l'établissement, laborieux, du texte par M. Fleuriot de Langle. « Confié à un éditeur incapable ou de mauvaise foi — c'est M. Fleuriot de Langle qui parle — celui-ci révéla son avidité en exigeant que l'année 1821, la plus spectaculaire puisque ce fut celle de la mort de l'Empereur, parût la première, en 1949. » De fait, et nous l'avions signalé à l'époque, le journal de Bertrand pour l'année 1821 révélait, pour la première fois, les orages sentimentaux qui avaient éclaté sur Longwood dans les dernières semaines qui précédèrent la mort de Napoléon. C'était dans une atmosphère enfiévrée, très éloignée de la sérénité qu'on croit accompagner la descente vers l'éternité, que l'Empereur avait rédigé ses dernières volontés, refait son testament, dit adieu à ses compagnons de captivité. En dehors de ces scènes inouïes, plusieurs autres découvraient Sainte-Hélène sous un aspect inattendu.

Les années 1816-1817 — les premières du journal de Bertrand — firent l'objet du deuxième volume publié ; il ne le cédait point en intérêt au volume précédent, puisqu'il éclairait l'origine de l'animosité violente qui dressa l'Empereur contre le gouverneur anglais sir Hudson Lowe. On apercevait clairement que le « geôlier » honni, « l'assassin », avait été plutôt maladroit que cruel. Avec quelque diplomatie, quelques concessions de pure forme à un captif ombrageux qu'il avait le droit et même le devoir de surveiller étroitement, Hudson Lowe eût pu entretenir des relations, sinon courtoises, du moins correctes avec Napoléon. Mais il manquait de tact au point que ses avances, ses politesses ne firent qu'augmenter l'irritation de l'impérial prisonnier.

Repris et relancés par un nouvel éditeur, ces deux volumes viennent d'être complétés par le troisième et dernier, qui s'intercale entre les précédents, puisqu'il couvre la période (avec, malheureusement, des lacunes) s'étendant de 1818 à 1820. M. Fleuriot de Langle annonce d'ailleurs une refonte complète de l'édition en un seul volume qui formera l'édition définitive. Comme il est probable que cette édition sera assortie de notes et d'index analogues à ceux que M. Marcel Dunan, de l'Institut [1], puis M. Gérard Walter [2], ont mises à leurs éditions du *Mémorial*, elle se présentera comme un document essentiel pour tous les historiens de Napoléon, car le journal de Bertrand remet en question bien des problèmes

1. *Le Mémorial de Sainte-Hélène* (Flammarion, 1952).
2. *Le Mémorial de Sainte-Hélène* (La Pléiade, 1958).

qu'on croyait à peu près résolus et corrige un certain nombre de jugements qui semblaient inattaquables.

La comparaison qui s'impose avec le *Mémorial* de Las Cases (ne pas oublier toutefois que Las Cases avait quitté Sainte-Hélène le 30 décembre 1816, c'est-à-dire trois ans et demi avant la mort de Napoléon) fera ressortir des dissonances et parfois des divergences significatives. Si Las Cases est bridé par le souci, fort respectable, de ménager la réputation ou l'honneur des familles, s'il ne veut rien rapporter qui puisse diminuer l'image que se font de Napoléon ses anciens serviteurs et ses constants admirateurs, Bertrand, lui, n'use pas de ménagements. De même qu'il reproduit certains propos de Napoléon avec la crudité de langage qui est celle des corps de garde, il ne tient aucun compte de la répercussion que pourraient avoir les notes qu'il jette chaque jour sur le papier, puisqu'il n'est nullement dans ses desseins de les publier. D'où l'impression très forte que dans le journal de Bertrand, il n'y a rien de truqué ou de travesti. Une vérité terre-à-terre, peut-être, mais la vérité.

Assurément Bertrand, étant homme, a des sympathies et des antipathies ; mais outre qu'il ne les laisse guère paraître, il ne semble pas qu'elles aient été de nature à modifier le contenu de ses procès-verbaux quotidiens. Par exemple, il est clair que Bertrand n'aime ni Montholon ni Gourgaud et qu'il déteste Mme de Montholon, autant que la déteste la générale Bertrand, née Fanny Dillon, venue contre son gré à Sainte-Hélène, et qui sera contrainte d'y demeurer deux ans encore après le retour en Europe de sa rivale. C'est pourquoi, lorsque Mme de Montholon accouche, le 26 janvier 1818, d'une fille qui sera prénommée Joséphine, Bertrand, dans son journal, insinue adroitement que Napoléon en est le père.

Le Grand Maréchal (*Bertrand se désigne toujours ainsi*) dit à l'Empereur que la fille de Mme Montholon est née *coiffée*. Il répond : « Et moi aussi, je suis né coiffé. »

Plus loin il explique, sans avoir l'air d'y toucher, les raisons qui firent qu'en 1819 Mme de Montholon *dut* quitter Sainte-Hélène. Cet éloignement avait toujours paru étrange, étant donné l'attachement manifeste que l'Empereur avait pour elle et pour ses enfants, ainsi que le legs très important qu'il fera aux Montholon dans son testament. Pour la première fois, sauf erreur, nous sommes renseignés par Bertrand sur ce petit drame de famille. Il apparaît en effet qu'au printemps 1819, Mme de Montholon, fort coquette, s'était laissé courtiser par un officier anglais nommé Jackson. Napoléon, jaloux, et soupçonnant au surplus le galant d'espionner pour Hudson Lowe, mit les Montholon devant cette alternative : « Ou ne plus voir Jackson ou quitter Sainte-Hélène. » Finalement, le général resta et la générale s'en alla.

Les amateurs de « curiosités » trouveront également des détails *jamais dits* sur l'anatomie de Mme de Staël (tome II, page 329). Napoléon tenant ses renseignements de M. de Narbonne, fort bien placé pour les avoir, on

peut les considérer comme exacts. Or, si de telles confidences ne font pas honneur à la discrétion de M. de Narbonne, elles sont une contribution non négligeable à la psycho-physiologie de Mme de Staël, partant à l'histoire littéraire elle-même.

⁂

D'après ces anecdotes, au sens précis du mot, on mesure l'importance que prend le journal de Bertrand, qui se présente souvent comme un double du *Mémorial de Sainte-Hélène*, puisque Napoléon reprend devant le grand-maréchal un grand nombre de sujets qu'il avait abordés devant Las Cases, mais alors qu'il savait que celui-ci divulguerait ses propos, il n'imagine point que Bertrand les recueille. Vraisemblablement, devant Bertrand, il est donc plus sincère que devant Las Cases. En outre, il apparaît que, du temps s'étant écoulé depuis le départ de Las Cases, Napoléon a modifié le jugement qu'il portait sur les événements, sur les hommes, sur lui-même enfin. Tantôt plus indulgent et tantôt plus sévère.

Lorsqu'il prend connaissance — en février 1819 — des *Mémoires* de Las Cases, parus à Bruxelles en 1818, qui sont « une première et très sommaire ébauche du *Mémorial* » (Gérard Walter), il n'est pas entièrement satisfait.

« Cet ouvrage, dit-il, sera lu dans toute l'Europe et sera d'un bon effet. Las Cases a brûlé ses vaisseaux. Il dit sur moi et sur le docteur O'Meara des choses qu'il était inutile de dire. Cela vient d'une tête exaltée. On voit qu'il a été accueilli par tout le monde, étrangers et nationaux, absents et présents, grands et petits, ce qui lui a monté à la tête. »

Suivent diverses critiques et enfin cette déclaration :

« Las Cases dit une chose qui n'est pas vraie, qu'il m'a communiqué tous les soirs son Journal. Il ne faut dire que la vérité, et ici cela peut être fort dangereux, car c'est dire que j'ai approuvé ce qui s'y trouve et il peut y avoir beaucoup de choses inconvenantes. »

S'il avait connu l'opinion de Napoléon sur l'ébauche du *Mémorial*, Las Cases eût été surpris et fâché, car sa loyauté vis-à-vis de l'Empereur fut entière, ainsi que le montre un livre paru il y a quelques semaines : *Las Cases, le Mémorialiste de Napoléon*[1]. Le comte Emmanuel de Las Cases, en effet, s'est attaché à faire revivre son arrière-grand-oncle, en puisant dans les archives familiales, jusque-là peu exploitées, utilisant en particulier le *Mémorandum de mes années*, que Las Cases dicta à son fils — on sait que celui-ci l'avait accompagné à Sainte-Hélène — durant le long séjour qu'ils firent au cap de Bonne-Espérance, lors de leur retour en Europe. Las Cases (1766-1842) est très représentatif d'une génération qui vécut sous sept ou huit régimes différents — on peut hésiter sur le

1. Fayard, éditeur.

nombre des régimes qui se succédèrent de 1789 à 1799 ! — et qui, sans renier ses origines aristocratiques et son attachement à la monarchie, comprit qu'il était permis de servir ceux qui servaient bien la France.

Dans cette biographie, fort bien documentée et très agréablement écrite, Las Cases apparaît comme un homme d'esprit, un travailleur sérieux et désintéressé. *Le Mémorial de Sainte-Hélène*, contrairement à ce qu'on allègue parfois, lui rapporta plus de tracas que d'argent. Et si l'on mesure la difficulté de mettre en scène, sans dénaturer les propos de Napoléon, une foule de personnages encore vivants, on ne peut qu'admirer l'habileté et le tact de Las Cases.

Les critiques que fait Napoléon en 1819 s'expliquent par la précaution qu'il prend de ne pas avaliser, d'avance, tout ce que Las Cases dira dans le *Mémorial :* d'une part, il sait pertinemment qu'il n'a pas toujours exprimé devant Las Cases le fond de sa pensée, d'autre part, il se réserve une échappatoire dans le cas où les confidences qu'il a faites auraient un effet différent de celui qu'il avait prévu.

⁂

L'examen critique du *Journal* de Bertrand, la confrontation de celui-ci avec le *Mémorial de Sainte-Hélène* et les témoignages des autres mémorialistes serait une entreprise considérable qui comporterait plusieurs volumes. Sans attendre, lorsqu'il paraît une étude d'histoire napoléonienne (et il en paraît deux ou trois par mois), il est intéressant de l'examiner à la lumière des confidences recueillies par Bertrand. Ainsi, M. Jean Thiry, qui a déjà publié sur Napoléon plusieurs livres de qualité, nous donne aujourd'hui *L'Avènement de Napoléon* [1], tableau fort précis de la politique extérieure et intérieure française durant les années 1803 et 1804, où Bonaparte se métamorphose en Napoléon. Naturellement, le complot de Cadoudal et l'affaire du duc d'Enghien tiennent une grande place dans le livre. M. Jean Thiry en fait un exposé très objectif, fondé principalement sur des pièces d'archives. Et précisément parce que les archives sont muettes sur les sentiments des protagonistes, l'auteur ne se prononce pas sur les parts de responsabilité qu'ont eues, dans l'exécution ou plutôt « l'assassinat » du duc d'Enghien, Napoléon, Talleyrand, Savary. Or, d'après le *Mémorial de Sainte-Hélène*, Napoléon a assumé, comme il l'avait fait antérieurement, la responsabilité de l'exécution. Il aurait même dit à l'amiral Malcolm, en 1816 : « *Jugé ? Je n'ai point jugé le duc d'Enghien. Je l'ai fait fusiller. Il conspirait contre moi, c'est prouvé.* »

Oui, mais dans son *Journal* (tome II, page 248), Bertrand fait état d'une « conversation très intéressante ». Très intéressante en effet, puisque

1. Editions Berger-Levrault.

Napoléon dit exactement le contraire de ce qu'il avait déclaré à l'amiral Malcolm et devant Las Cases.

« Talleyrand est disgracié (il avait « démissionné » en mars 1818), il n'a que ce qu'il mérite. C'est lui qui m'a proposé l'affaire du duc d'Enghien et de faire assassiner les Bourbons. Mais il faut lui rendre cette justice ; il avait un bon motif (...) Talleyrand voulait aussi l'assassinat des autres Bourbons : avec 2 millions par tête on le ferait. Mais ce n'était pas dans ma politique, et d'ailleurs je les méprisais trop. J'ai eu tort de causer avec l'amiral Malcolm qui était venu m'espionner et plus encore avec lord Amherst. Ils ont vu que j'étais encore redoutable. J'aurais dû faire le bonhomme. »

On objectera que cette déclaration même n'est pas concluante, puisque Napoléon a varié plusieurs fois sur ses responsabilités et celles de Talleyrand dans l'exécution du duc d'Enghien. Toutefois, si l'on aperçoit les motifs qui lui font assumer en 1816 toute la responsabilité (attitude de chef, désir de paraître redoutable), on distingue mal pour quelles raisons en 1819 il rejetterait, dans une conversation qui ne doit en principe n'avoir aucun écho, cette responsabilité sur Talleyrand.

***

Autre exemple. Fidèle à son parti pris de dénigrer Napoléon en ne lui reconnaissant qu'une vive intelligence et un certain génie militaire, mais en lui déniant toutes autres qualités, M. Jean Savant vient de faire paraître un livre intitulé : *Les Ministres de Napoléon* [1] dans lequel il tend à démontrer que Napoléon s'est entouré de ministres, pour la plupart médiocres, mais ductiles, serviles même, auxquels il imposait ses vues, bien que pour les questions relevant des départements ministériels — sauf celui de la Guerre, évidemment — il n'eût aucune compétence.

Les trois articles de cette thèse paraissent contestables. Peut-on dire que Gaudin, Mollien, Portalis, Berthier, Decrès, Daru, Chaptal, Talleyrand, Fouché, aient été, chacun dans sa partie, des « gens au-dessous du médiocres » ? Est-il vrai que ces ministres de l'empereur, aient, tous, plié devant lui ? C'est à voir. Présentant Gaudin, qui sera jusqu'en 1814 ministre des Finances, M. Jean Savant le dépeint comme « un homme sans caractère, souple à l'infini, ne tenant à aucun principe ». Mais à la page suivante, nous lisons que Gaudin, écartant les familiarités parfois rudes de Bonaparte, lui dit : « Si vous veniez à oublier votre rang, j'oublierais le mien », et, un peu plus loin, qu'il refusa de se séparer de sa maîtresse pour épouser la femme que lui destinait Napoléon, malgré la proposition en forme d'ultimatum que lui faisait celui-ci. On ne voit pas non plus que Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, qui protégeait les « libéraux » hostiles à l'empereur ; que Chaptal, toujours prêt à se retirer, « aimant trop l'indépendance pour mendier la cour et les bonnes grâces » ; que Caulaincourt

1. Hachette.

qui refusait de modifier les ordres de départ, lorsque Napoléon s'avisait, au dernier moment, d'en donner de nouveaux, aient été des hommes sans caractère.

Quant à l' « incompétence » de Napoléon dans les domaines étrangers à la Guerre, elle est loin d'être établie. On voit au contraire, par le journal de Bertrand, qu'il avait profondément réfléchi sur toutes sortes de questions, depuis les fondements de l'esprit religieux et l'art de l'historien jusqu'à la technique des Ponts et Chaussées et à celle des Finances. Les idées qu'il développe devant Bertrand sur le financement des travaux publics annoncent déjà celles d'Haussmann, qui passèrent un demi-siècle plus tard, pour très hardies. D'ailleurs, quand Napoléon se montre « toujours occupé de penser, jamais de jouir », il découvre l'homme de méditation que l'homme d'action nous masque. Il semble certain que l'esprit de Napoléon était constamment en mouvement et embrassait des objets très divers.

A propos de Fouché, dont il vient de lire, en mars 1818, une biographie publiée à Londres, et dont l'auteur est probablement Fouché lui-même, il dit à Bertrand : « J'aurais dû faire fusiller Fouché ou du moins, l'éloigner, du moment qu'on l'avait pris négociant et trahissant. En général j'ai été trop bon pour mes ministres. C'est une règle de les renvoyer dès la première faute. »

De fait, Napoléon a été bon, jusqu'à la faiblesse (mais oui ! les « hommes de fer » sont comme ça !) même envers des ministres qui l'avaient desservi ou trahi. Fouché, Talleyrand ont reçu, pour compenser leurs disgrâces, des titres et des donations substantielles. Sur ses ministres, les bons et les mauvais, il a déversé honneurs et millions. Par principe d'abord, pensant que bien rentés ils échapperaient à la tentation de s'enrichir. Par tempérament aussi, aimant visiblement à faire plaisir à ceux qui l'entouraient. Je me permets d'avancer que si Napoléon avait écrit un livre intitulé *Mes Ministres*, il eût été plus convaincant que M. Jean Savant.

*
**

Dans le deuxième tome du *Journal* de Bertrand, on voit que Napoléon, ne croyant pas qu'il demeurera toujours à Sainte-Hélène, envisage avec faveur une décision des Alliés qui fixerait son séjour en Autriche. Il semble même qu'il la souhaite, bien qu'il ait de son beau-père l'empereur François une assez piètre opinion. S'il avait à choisir son lieu d'exil en 1818, il mettrait toujours, croit-on, au premier rang les Etats-Unis, mais l'Autriche viendrait en seconde ligne.

Un peu surprenante, cette option imaginaire s'explique par l'amour, nuancé de tristesse, qu'il porte à sa femme, l'impératrice Marie-Louise, qui est grande-duchesse de Parme et à son fils qui, après avoir été roi de Rome, prince de Parme, prince impérial (d'Autriche), était depuis 1818 duc de

Reichstadt. Que Napoléon ait chéri tendrement son fils, qu'il ait constamment songé à lui, qu'il ait rêvé de le voir un jour restaurer, en France, sa dynastie, tout le prouve. Comment d'ailleurs lui, qui aimait beaucoup les enfants, que l'on voit, à Sainte-Hélène, réunir autour de lui les enfants des Montholon et des Bertrand, les combler de cadeaux, n'eût-il pas tourné sa pensée vers ce prince charmant et malheureux — son fils ?

Les marques d'affection, les éloges qu'il prodigue à Marie-Louise, durant son exil, et dont Bertrand aussi bien que Las Cases se font l'écho, ne viennent certainement pas de l'ignorance où il aurait été de la conduite de son épouse. On pense bien que, dès son séjour à l'île d'Elbe, il était au courant de la liaison de Marie-Louise avec Neipperg, et s'il ne sut jamais qu'elle avait eu deux enfants de son amant, c'est que, sur ce point, le secret fut si bien gardé que l'empereur François lui-même l'ignorait : il ne connaîtra la vérité qu'après la mort de Napoléon, en 1821. Mais Napoléon pouvait-il tenir rigueur à sa femme-enfant qui, jusqu'au moment où, en 1814, elle avait été séparée de lui, lui avait prouvé et son attachement et son dévouement, se comportant, lors du désastre, plus courageusement que les membres de sa propre famille ?

Donc, tout est clair, dans le courant sentimental qui va de Sainte-Hélène à Vienne. En revanche, le courant Vienne-Sainte-Hélène est trouble et envahi par les roseaux de la légende. Celle-ci s'est formée de bonne heure puisque, bien avant Edmond Rostand et son obsédant *Aiglon*, Barthélemy, en 1829, avait, au retour d'un voyage à Vienne, publié un poème enthousiaste intitulé *Le Fils de l'Homme*, qui lui valut, de la part du gouvernement de Charles X, trois mois de prison. Déjà, les traits essentiels de l'image légendaire figuraient dans l'œuvre de Barthélemy : « ce corps, cette tête où la tristesse est peinte »..... « ce visage éclatant de pâleur », ainsi que l'appel au fils de l'Empereur :

Qui sait si cette voix, fertile en mille échos,
D'un peuple de soldats n'éveillerait les os ?
Si d'un père exilé renouvelant l'histoire,
Domptant ses ennemis complices de sa gloire,
L'usurpateur nouveau, de bras en bras porté,
N'entrerait pas en roi dans la grande cité ?

A la légende de l'Aiglon s'est opposée, naturellement, une contre-légende présentant le duc de Reichstadt comme un prince purement autrichien, n'aspirant qu'à servir dans les armées de son grand-père, l'empereur François, tendrement attaché à sa mère, ayant pour Neipperg des sentiments plus affectueux que pour Napoléon, et si éloigné d'entrer dans les conspirations que ses partisans fomentaient pour son retour en France qu'il en dénonça lui-même certains agents à la police autrichienne.

Un ouvrage, considérable à tous points de vue, de M. André Castelot, *Napoléon II* [1], permettra à ceux — ils sont légion — que passionne cette

1. Editions *Le Livre contemporain*.

tragédie, d'y voir un peu plus clair. M. André Castelot, qui excelle à tirer parti des documents qu'il consulte et à mettre en scène ses personnages, a bénéficié de circonstances favorables : la publication, au cours de ces dernières années, de correspondances et de mémoires demeurés inédits, et, tout récemment, des archives personnelles de l'impératrice Marie-Louise, qui étaient demeurées entre les mains des descendants de Neipperg et qui furent en partie vendues aux enchères publiques, en partie réservées à l'Etat autrichien. Cet apport modifie sensiblement l'idée que nous pouvions avoir des sentiments réciproques de la mère et du fils, ainsi que des rapports entre le duc de Reichstadt d'une part, l'empereur d'Autriche, le chancelier Metternich, le gouverneur Dietrichstein, Prokesch (le confident et l'ami), d'autre part.

Avec prudence et en se gardant d'entamer profondément une légende chère aux Français, M. André Castelot redresse l'image traditionnelle. Deux faits dominent : dès 1826, l'Aiglon avait présenté des symptômes de la tuberculose dont il devait mourir six ans plus tard ; son admiration pour Napoléon fut intermittente, limitée, semble-t-il, aux qualités militaires de son père, et il envisagea son retour en France seulement dans le cadre de la politique de l'Autriche, qui, à l'avènement de Louis-Philippe, se servit de Napoléon II comme d'une menace — une simple menace — envers le roi-citoyen. Au demeurant, bien que les lois de l'hérédité soient assez mystérieuses, il n'est pas étonnant que l'Aiglon ait été marqué par « la double empreinte » — l'expression est de Barthélemy — de son père et de sa mère.

Pour situer la position de M. André Castelot, examiner les hypothèses qu'il formule, les thèses qu'il soutient, les discuter, il faudrait disposer d'une centaine de pages au moins. Ce n'est ni le temps, ni le lieu. Disons en gros qu'à mon avis, il concède encore trop à la légende. Peut-on écrire que « si Metternich n'a pas fait empoisonner le duc de Reichstadt, il l'a laissé mourir » ? Il y a eu, en fait, des erreurs de diagnostic, des fautes de thérapeutique et des imprudences de malade indocile. Comment un chancelier aurait-il pu se substituer aux médecins, leur enseigner leur métier et inventer la thérapeutique convenable ? Il faudrait aussi soumettre à une critique serrée les textes (ceux de Prokesch notamment) où, adolescent et même enfant, le prince apparaît exalté par l'orgueil d'avoir pour père Napoléon. A mon avis du moins, l'hérédité maternelle l'emporta, de bonne heure, sur l'hérédité paternelle.

QUELQUES LIVRES

— M. Georges Mongrédien, qui connaît le XVIIe siècle comme son quartier, nous donne du Grand Condé un portrait[1] qui étonnera ceux qui, vivant sur leurs souvenirs scolaires, n'ont du vainqueur de Rocroi et de

1. *Le Grand Condé. L'Homme et son Œuvre* (Hachette, éditeur).

Lens que l'image, très « retouchée », que Bossuet déploya sous les voûtes de Notre-Dame, le 10 mars 1687, en prononçant l'oraison funèbre du héros. Assurément, ce n'était point le moment de rappeler que Condé avait été, *pendant dix ans*, en révolte ouverte contre son roi, qu'il avait eu partie liée avec les Espagnols, en guerre contre la France, qu'il avait été l'inspirateur des massacres du 4 juillet 1652, où les quatre cents notables, assemblés à l'Hôtel de ville de Paris, parmi lesquels beaucoup suspects de se rallier à la cause royale, avaient été assaillis par les partisans de Condé. Bossuet, dans un raccourci habile, évoque ces années noires, puis met l'accent sur son repentir et son retour à la foi chrétienne. En somme, il fut plus explicite que les organisateurs de la cérémonie, qui en commandant aux artistes les « basses-tailles » destinées à orner le mausolée dressé à Notre-Dame, prescrivirent de représenter la liaison de Condé avec les Espagnols par une « nuit obscure » accompagnée d'une devise latine : « *Ce qui s'est fait loin du soleil doit être caché.* » Admirez la trouvaille : peut-on mêler avec plus d'esprit la diplomatie et l'humour ?

Le véritable Condé est bien plus intéressant, psychologiquement, que celui de Bossuet et de Bourdaloue. Il appartient à une génération (celle de 1620) dont la liberté de pensée et de mœurs fut pour le moins aussi grande que celle de la génération des « philosophes », au siècle suivant. Sur ce point, M. Georges Mongrédien corrige bon nombre d'idées fausses. Il montre très clairement par exemple que l'hôtel de Rambouillet ne fut point le berceau de la préciosité, où l'on raffinait sur les sentiments, mais une « société aristocratique » affranchie de tous préjugés, dont le but était de se divertir entre gens de bonne compagnie, cultivés, spirituels — et friands de toutes sortes de plaisirs.

Condé, comme sa sœur, Mme de Longueville, comme son frère le prince de Conti, se distinguèrent par leurs audaces, mais tandis que Mme de Longueville et Conti rentrèrent assez vite dans les voies d'un christianisme teinté de jansénisme, Condé, lui, demeura jusqu'en 1685 le sceptique, l'agnostique qu'il avait toujours été. On doit même se demander si sa « conversion », deux ans avant sa mort, était profonde, ou si elle était seulement un geste de courtoisie à l'égard de la religion dominante. Ce qui nous égare c'est que Condé, comme Voltaire, est curieux de toutes les formes de pensée : il accueille, à Chantilly, aussi bien les jésuites, qui furent ses maîtres, que les cartésiens, tel le P. Malebranche, et les « libertins ». Il protège La Peyrère, dont il fait son bibliothécaire, et l'inquiétant docteur Bourdelot qui, un siècle plus tôt, eût probablement senti le roussi. Agnosticisme, curiosité et tolérance vont de pair ; nous avons fini par l'admettre, mais au XVIIe siècle, cet attelage paraissait encore diabolique.

La sûreté avec laquelle Condé, dans les arts et dans les lettres, distingua le bon du médiocre, est remarquable. Tous les auteurs qui allaient devenir nos grands classiques, mais qui, de leur temps, étaient discutés, depuis Corneille jusqu'à La Bruyère, en passant par Molière, Boileau, La Fon-

taine, Racine, furent encouragés et, le cas échéant, défendus par Condé. C'est lui qui fait jouer *Tartuffe* interdit ; durant son séjour en Pays-Bas, il se ménagea une rencontre avec Spinoza.

Quant à sa soumission à Louis XIV, qui fait de l'ancien rebelle un serviteur soumis et même « rampant », comme l'ont dit certains contemporains, elle semble, d'après l'ouvrage de Georges Mongrédien, une attitude délibérée : en abaissant son orgueil natif devant le roi, en l'accueillant magnifiquement à Chantilly, Condé assurait sa propre tranquillité, et la prospérité de sa maison, représentée par son fils et son petit-fils. Ses véritables sentiments pour Louis XIV, lui seul les a connus.

— A plusieurs reprises Condé et Christine de Suède se rencontrèrent. Il y avait entre ces « esprits forts », qui se mettaient au-dessus des lois faites pour le commun des mortels, des affinités certaines. La reine de Suède et le vainqueur de Rocroi étaient, l'un et l'autre, insolents, ironiques, négligés dans leur tenue, et d'une laideur attachante. L'un et l'autre, soucieux de faire partie de l'avant-garde, de ne rien ignorer des nouveautés littéraires, philosophiques, scientifiques. Tous les deux pleins d'un mépris à peine voilé pour le reste de l'humanité — mais un mépris supérieur qui ne doit pas être confondu avec les dédains de la vanité.

De la reine Christine de Suède, dont les extravagances et les audaces scandalisèrent l'Europe, et troublèrent la Rome pontificale, lorsque Christine, ayant abdiqué, se convertit au catholicisme — bon tour joué à ses compatriotes luthériens — M. Maurice Rat, dans un ouvrage rempli d'agrément [1] et parfaitement écrit, retrace la vie mouvementée. Si M. Georges Mongrédien ne fait que des allusions discrètes aux égarements amoureux de Condé, Maurice Rat s'attache davantage à décrire ceux de Christine de Suède. Et parce que le climat de l'Europe christinienne ressemble à celui d'Alexandrie ou de Rome, au temps des premiers Césars, l'excellent latiniste qu'est Maurice Rat ne sent fort à l'aise pour évoquer des jeux que la morale réprouve et que la loi interdit.

— G. Lenôtre, qui passe, injustement, pour avoir « romancé », comme on dit, l'histoire, était au contraire un historien scrupuleux, qui, selon les principes de Fustel de Coulanges, n'avançait rien qui ne fût appuyé sur des textes authentiques. Si, parfois, il donnait libre cours à sa plume, il pouvait, quand on l'exigeait, produire ses sources. On doute même qu'aujourd'hui, un historien ait la possibilité de composer un ouvrage aussi minutieux, aussi précis, bref aussi « travaillé » que *Le Tribunal révolutionnaire* (1793-1795) [2] qu'on a eu l'heureuse idée de réimprimer dans une élégante édition.

En se reportant à l'annotation qui occupe le tiers du volume, on constate d'abord que pas un nom, pas une date, pas un fait n'est imaginé — bien sûr ! —, ensuite que Lenôtre a poussé, même pour des détails peu impor-

1. *Christine de Suède* (Editions del Duca).

2. Editions : *Club du Meilleur Livre.*

tants, ses recherches aussi loin qu'il lui était permis. *Le Tribunal révolutionnaire*, dont Fouquier-Tinville, l'accusateur public, est le principal personnage, ne risque guère d'être dépassé, car on ne voit pas quels documents nouveaux seraient de nature à modifier une étude qui, dès sa publication, apparaissait définitive.

Quant à Fouquier-Tinville, il symbolise l'homme de la révolution sanglante : celui qui a peur, qui tue pour ne pas être tué, et qui, presque toujours, est tué par ceux qui prennent peur d'être tués. Terrible enchaînement, dont il n'est pas absolument impossible de voir encore des exemples.

— M. Henri Troyat, que son grand talent, son habileté tactique et son heureuse étoile ont porté à l'Académie française, où il est, de beaucoup, le benjamin des Immortels, observe qu'il n'a pas obéi strictement à la *règle* de la collection *La vie quotidienne* en introduisant dans *La Vie quotidienne en Russie au temps du dernier tsar* [1] un personnage fictif, Jean Roussel, qui est censé se rendre en Russie, au début du siècle — en 1903 exactement — pour affaires personnelles.

Grâce à cette fiction, Henri Troyat décrit, de façon extrêmement vivante, Moscou et Nijny-Novgorod — car la Russie est si vaste qu'il faut se limiter — sous l'ancien régime. L'année 1903, qui précède la guerre russo-japonaise, désastreuse pour le prestige des tsars, marque en effet la fin de l'ancienne Russie, telle que nous nous la représentons d'après les récits des voyageurs du XIXe siècle.

Est-il besoin de dire que l'art de l'auteur, son sens de la mise en place, son imagination de romancier, qui lui permet de reconstituer les scènes comme s'il les avait sous les yeux, font ici merveille ? Aux côtés de Jean Roussel nous visitons Moscou de haut en bas et de long en large, St-Petersbourg, où réside souvent le tsar Nicolas II, les asiles de nuit que Maxime Gorki a peints dans *Les Bas-Fonds*, les églises et couvents orthodoxes, brillants de mille feux, les obscurs paysans, les moujiks, humus de la sainte Russie. Sans avoir quitté leur fauteuil, les lecteurs, conduits par un tel guide, ont le sentiment qu'ils reviennent d'une Moscou ressuscitée.

— Est-il trop tôt, est-il trop tard, pour écrire l'histoire de la libération de la France ? Attendre la publication de tous les documents équivaudrait à se croiser les bras. Recueillir, quand il en est temps encore, les témoignages oraux ou écrits des contemporains, présente un intérêt évident, mais fait entendre à l'enquêteur tant de sons de cloches qu'il en est assourdi. En outre, il s'expose à ne satisfaire à peu près personne, chacun des personnages ou des groupements cités étant enclin à estimer que « l'on n'a pas parlé de lui comme il aurait fallu ».

Historien sans peur, M. Robert Aron va, délibérément, au devant de reproches discordants et publie, en 800 pages, une *Histoire de la Libération*

1. Hachette, éditeur.

de la France (*juin* 1944-*mai* 1945) qui représente une somme de recherches considérable, et un effort d'impartialité très respectable (Fayard). Lorsque la génération montante s'intéressera à la dernière guerre mondiale (espérons que celle de 1939-1945 sera encore *la dernière* !) elle trouvera dans cet ouvrage important de quoi satisfaire sa curiosité.

PIERRE AUDIAT

CHRONIQUE DES LIVRES

LE JAPON PERD LA GUERRE DU PACIFIQUE

par Marcel Giuglaris (*Arthème Fayard*)

De tous les ouvrages — et ils sont nombreux — parus sur la guerre du Pacifique, le livre de Marcel Giuglaris est certainement l'un des plus originaux et les plus intéressants. Je n'ai pas dit le plus complet. Ce n'était sans doute pas le propos de l'auteur qui ne l'a étudié que « dans un camp ».

Délibérément, M. Giuglaris n'a retenu que les sources japonaises, alors que la plupart des ouvrages publiés en France sur la guerre du Pacifique sont d'inspiration ou de documentation américaines. Son livre n'est ni exhaustif, ni même parfaitement équilibré. Mais tout ce qu'il révèle de cette guerre prodigieuse, vue du côté japonais, sera pour le lecteur français une véritable révélation.

Car, somme toute, ce qui fait l'intérêt de l'histoire, ce n'est pas tant la sèche énumération précise et méthodique des événements, ce n'est même pas tant la description la plus vivante des combats, c'est l'étude des réactions humaines, du comportement des chefs au moment de la décision, des hommes au moment de l'exécution, leur attitude devant la défaite ou la victoire.

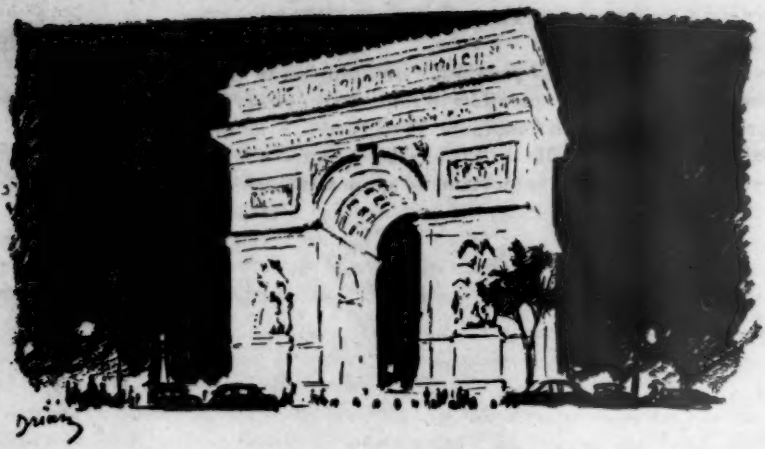
Il y a certainement beaucoup d'autres récits de Pearl Harbour, de la bataille du Corail ou de Leyte plus complets et plus documentés que ceux que Giuglaris a tracés dans son livre.

Mais, en dépit de ces carences, que de révélations sur l'âme du combattant japonais ! Ces suicides en masse devant le palais impérial à l'heure de la reddition, l'extraordinaire aventure de cet amiral Koga, condamné à se tuer simplement parce que sa mort avait été annoncée par erreur un mois plus tôt... Il faudrait pouvoir tout citer !

Une lacune m'a frappé cependant. Je pensais trouver sous la plume d'un auteur qui vit depuis sept ans au Japon quelques précisions sur les demandes d'armistice antérieures à la bombe atomique, qui paraissaient pourtant bien établies aujourd'hui. Mais il n'y fait aucune allusion.

JACQUES MORDAL

(Suite de la chronique des livres page 170.)



LE MOIS A PARIS

CHAGALL ET SOUTINE. — L'ŒUVRE GRAVE DE VILLON. — Frère de Liliom et de Pètrouchka, Chagall, en dépit des années, a gardé son sourire d'ange malicieux et son ton d'un qui n'est pas d'ici. Et quand on lui demande quel sens donner à ses tableaux, il répond : *Je ne les comprends pas moi-même.*

Il erre parmi les astres errants, les animaux musiciens, les bouquets tombés de la lune, les couples enlacés qui survolent les toits, les vierges dont le ventre laisse transparaître un fruit non inversé. Et nous sommes tout surpris de ne pas le voir, comme ses héros, marcher, lui aussi, la tête en bas, jongler avec les pendules, traverser les plafonds et déjouer la pesanteur.

S'il fait croître l'arbre horizontalement, s'il veut la vache verte ou mauve, ces disparates tendent toujours, comme il aime dire, *à faire rentrer le psychique dans la plastique.* La couleur est si capiteuse, si surprenante, qu'on voudrait lui donner des noms neufs. Des bleus, qui ne sont ni des bleus de fleuve ni des bleus minéraux, des rouges qui ne sont ni les rouges du vin ni ceux des lèvres, des blancs mystiques, des verts, des violets qui font penser par moments à Greco, réagissent violemment sur les formes mêmes. L'action réside essentiellement dans des contacts ou des étreintes de tons — c'est là sans doute ce que Chagall appelle sa chimie — qui s'accompagnent parfois de grincements, mais nous mènent au cœur du mystère sans prétendre rien résoudre. Un envers des choses, un au-delà proche, une meute de possibles restent du domaine de la figuration, sans tomber dans l'imagerie, ni dans la « littérature ».

Jamais peut-être exposition ne fut si bien présentée par le Pavillon de Marsan, musée froid, où l'intimité est enfin créée par un aménagement qu'on souhaiterait définitif. On y peut suivre, mieux que dans les précédentes expositions d'ensemble de Chagall (en 1947 au musée d'Art Moderne chez Maeght en 1952, et à la Bibliothèque nationale en 1957), l'évolution du peintre depuis ses débuts en Russie, vers 1907 — où, nourri de folklore hébraïque, il libérait déjà les sujets les plus familiers de tout terre-à-terre — jusqu'aux vastes compositions de ces quinze dernières années qui, réconciliant l'Ancien et le Nouveau Testament, allient l'art des romans au baroque russe et espèrent le sanctuaire dont le Père Couturier et Jacques et Raïssa Maritain ont rêvé pour elles.

— C'est en 1913 que Soutine rejoignait à Paris son ami Krémègne et Chagall et se fixait comme eux à la Ruche dans le quartier des équarrisseurs où flotte une odeur de sang et de pourriture. Encore plus violemment marqué qu'eux, ou que Pascin, Modigliani, Balgley, par une enfance douloureuse, il allait mettre ses angoisses, ses tremblements, ses colères et sa tendresse refoulée dans une œuvre qui jamais ne connaîtra, comme par exemple celle de Van Gogh, qui l'a influencé si profondément, l'espoir ni la détente.

Au début, ses pinceaux que, dans sa fièvre, il prend à peine le temps d'essuyer, charrient une matière opaque et fuligineuse qui s'éclaircit bientôt et dont la splendeur s'oppose à la désolation crispée de ses paysages noueux secoués par un vent de cataclysme, de ses natures mortes de guingois comme tordues par des mains criminelles, de ses figures hallucinantes qui ignoreront tout sourire.

Après s'être heurtée à des difficultés de toutes sortes, la galerie Charpentier est parvenue — ce à quoi nos musées avaient dû renoncer — à donner de l'art de Soutine une image définitive et à montrer que, malgré sa frénésie et ses inégalités, ce martyr parmi les martyrs s'élève souvent aux plus hauts sommets.

Le charme des gravures de Villon, dont la Bibliothèque nationale a rassemblé l'œuvre graphique, est fait essentiellement du contraste entre les partis novateurs qu'il a tirés de l'esthétique cubiste, dont il fut un des pionniers, et la rigueur d'un métier qui rappelle celui des burinistes du XVIIe siècle. Alors que tant d'artistes actuels retournent aux faciles effets de la polychromie et aux artifices d'impression contre lesquels s'étaient si courageusement insurgés les « peintres-graveurs », Villon, après qu'il ait fait le tour des procédés les plus compliqués, soit dans ses aquatintes en couleurs de jeunesse soit dans ses *interprétations*, est revenu définitivement à ce qu'on pourrait appeler, par analogie avec la poésie, la « gravure pure », renonçant pour mieux nous charmer à la fois à l'anecdote pittoresque, aux singularités de mise en page et à toute vaine virtuosité.

CLAUDE ROGER MARX

Trois élections et plusieurs prix. — Le malaise suscité par les incidents qui ont marqué une récente élection, les attaques dont l'Académie française est l'objet de la part de journalistes ironisant sur ses rites archaïques au moment même où ils réclament les honneurs de l'illustre assemblée pour certains grands écrivains qui refusent, eux, d'en faire partie, l'inquiétude provoquée par cette crise de recrutement dont le passé ne fournit pas d'exemple, tout cela a peut-être hâté les élections qui viennent d'avoir lieu. L'Académie française s'appliquant avec ardeur à son essentiel objet qui est de se former elle-même, l'élaboration du dictionnaire et les distributions de prix ne représentant que des activités de second rang, vient, sans désemparer, de choisir trois nouveaux immortels. Sans nul doute, dans un climat plus paisible, Marcel Achard, Henri Troyat et le professeur Delay auraient-ils été invités à occuper sous la Coupole les symboliques « fauteuils » auxquels leur talent et leur notoriété les destinaient, mais l'opération n'auraient peut-être pas été conduite dans un mouvement aussi vif et avec une pareille détermination.

La situation stratégique du théâtre se trouve donc renforcée, quai Conti, par l'élection de Marcel Achard qui va s'asseoir, allégoriquement tout au moins, aux côtés de Marcel Pagnol. Ce qui ne signifie pas, d'ailleurs, qu'ils assureraient aisément, s'ils en avaient le désir, la venue d'un troisième dramaturge sous la Coupole, le dosage entre les diverses activités intellectuelles ou spirituelles étant savamment mesuré dans cette enceinte. Tout porte à croire que, bientôt, c'est du côté des hommes d'Eglise que les académiciens vont porter leurs regards, ce qui ne manquera pas, à l'heure du choix, de susciter chez certains de la perplexité, à supposer que tous ne s'en rapportent pas, très simplement, aux indications de la hiérarchie, si commodes pour l'armée et le clergé.

Ce n'est pas à ce genre de suggestions qu'il a fallu recourir pour désigner Marcel Achard. Depuis plus de trente ans il écrit des pièces d'une charmante fantaisie, dont les premières, *Je ne vous aime pas*, *la Vie est belle*, *Jean de la Lune*, *Mistigri*, mettent en scène des bohèmes lunaires, indifférents aux réussites de ce monde, à l'argent, au succès, vivant leur vie comme un poème du cœur et plus proches que tout autres du caractère de l'auteur, voué au rire ou au sourire, même lorsque les taquineries du sort ne l'y incitent pas. Depuis son séjour en Amérique, Achard s'est rapproché du vaudeville, de la farce pure ou de la comédie on est tenté de dire bernsteinienne, avec un égal succès. Devenu une des vedettes des festivals parisiens ou cannois il s'accommode de ce rôle avec la gentillesse d'un homme toujours disposé à se prêter, par crainte de devoir se donner. Il apportera quai Conti, avec son discernement, une gaieté dont ses confrères ont d'avance jaugé les avantages, les académiciens étant comme les autres hommes, sensibles, à l'agrément des rapports personnels.

Des mérites de Henri Troyat romancier il n'y a plus rien à dire dans

cette revue après la longue et louangeuse étude que Robert Kemp lui a consacrée il y a plusieurs années déjà [1]. Au cycle russe que le critique des *Nouvelles littéraires* étudiait avec pénétration a succédé le cycle français d'Elisabeth, qui évoque heureusement divers aspects de la vie française, parisienne et provinciale. Ses grands ouvrages sur Dostoïevski et Pouchkine ont apporté une précieuse contribution à l'étude d'une grande littérature dont, pouvant recourir aux textes originaux, il a une connaissance particulièrement nuancée.

A l'Académie, le professeur Delay, psychiatre renommé mais aussi romancier et critique pénétrant (on n'a pas oublié son ouvrage sur la jeunesse d'André Gide) représentera, jeune Janus d'une vieille maison, à la fois la science et la littérature. Cette situation comporte en elle-même de grands avantages intellectuels : un vaste champ de recherches s'étend à la frontière de la psychiatrie et de la critique classique, comme Jean Delay, par ses travaux, l'a déjà brillamment prouvé.

— Ces manifestations académiques ont été complétées par l'octroi du grand prix de littérature à notre collaborateur et ami Thierry Maulnier, critique aigu et logicien courageux qui par ses essais, articles et pièces de théâtre est depuis plus de vingt ans un des animateurs de la vie intellectuelle (et politique) parisienne.

— Au chapitre des « honneurs littéraires » on ne passera pas sous silence la palme décernée par la fondation Schiller, grand conseil de la littérature suisse, à Jacques Chenevière pour son œuvre de romancier : *Valet Dame Roi, la Jeune fille de Neige, les Aveux complets, les Captives* et je passe sous silence maints autres titres.

Jacques Chenevière a apporté aux lettres françaises un climat et des résonances originales. Il est le peintre des gammes sentimentales, des aventures savourées, de l'émoi dans la réserve, de l'invitation dans le refus, des heures où l'attente et l'espoir se confondent dans la symphonie lumineuse des jours d'été. Ses portraits de jeunes filles, tendrement ironiques et caressants, s'accusent aigus ou s'estompent veloutés au milieu des jeux de l'audace et de la pudeur, (tout devenant plus profond et plus délicat quand on n'admet pas que tout est permis) et grâce à lui nous entendons, sur les rives bleu et argent du Léman, à de mélancoliques *jamais plus* maintes timides et vivaces Daphné répondre en écho de rassurants *à demain*. Jacques Chenevière n'a fermé les yeux ni devant les tragédies de notre époque, ni devant les éternelles menaces qui pèsent sur l'homme — sa vie et certaines de ses œuvres en témoignent également — mais il n'est jamais si finement lui-même que dans ces romans du bonheur où il peut libérer tous ses dons de poète.

MARCEL THIÉBAUT

1. Août 1950.

Le cinéma. — Au Festival de Cannes, où la compétition s'est à peu près absolument limitée au jeune cinéma français, *Orfeu Negro* de Camus l'a emporté sur les *Quatre cents coups* de Truffaut. La décision me semble équitable et je ne tiens aucun compte du fait que le film de Camus est plus « festival ». Ce qui importe, c'est qu'il est meilleur, plus dense, qu'il ait à la fois plus de poids humain, de charme et de poésie.

D'ailleurs, cessons de parler en termes de concours. Il ne s'agit pas d'un match Truffaut-Camus ni d'une confrontation mettant aux prises les « trente ans » et les « quarante ans ». J'ai dit ici ce que je pensais des « *Quatre cents coups* », film sincère, mais limité et comme étriqué. *Orfeu Negro* ou « Orphée noir », pour parler français, témoigne d'une ambition plus vaste. Il s'agit tout simplement de rendre ses lettres de noblesse au cinéma qui était en train de mourir, par nonchalance et par lassitude. Cette fois nous retrouvons l'atmosphère enthousiaste de 1930. *Orphée* m'a rappelé *Halleluyah*, que j'ai toujours considéré comme le chef-d'œuvre de King Vidor.

On nous raconte une histoire de noirs brésiliens, lancés à la fois dans la frénésie et dans la poésie par le carnaval de Rio. Le reportage est assez étourdissant et je ne sais pas si on peut le trouver trop bruyant et trop long, car le bruit et la durée sont deux de ses caractères essentiels.

C'est là-dedans qu'on rencontre Orphée et Eurydice devenus des petits nègres assez ordinaires que la musique et l'amour transfigurent. Cette sublimation des personnages est réalisée avec un bonheur inégal. Quelquefois, une admirable maîtrise vous conduit à la scène où l'amour accomplit son œuvre fatale. Quelquefois, le souci de pousser l'histoire aux confins du mythe classique, un certain esthétisme, font baisser le ton et nous emmènent dans le dangereux voisinage de la médiocre littérature. Mais, presque toujours, l'auteur se reprend, retrouve le chemin de la simplicité, résiste à la facilité comme à la fausse poésie et imagine une nouvelle scène qui emporte notre adhésion. C'est, par exemple, la descente aux Enfers évoquée par une recherche désespérée dans les couloirs et les escaliers de la Morgue, ou la scène de l'épilogue, où trois enfants ressuscitent une fois de plus le mythe d'Orphée, au moment même où Orphée s'est précipité dans la baie de Rio en tenant Eurydice dans ses bras.

Les acteurs, pour la plupart comédiens de circonstance, sont bons, naturels et convaincants, comme il arrive presque toujours avec les noirs. Mais Marpessa Dawn nous envoûte grâce à un charme vraiment exceptionnel.

JEAN FAYARD

De la terrasse de Saint-Germain aux terrasses de restaurants. — Tandis que le ministre de Finlande recevait, en l'honneur du grand architecte finnois Alvar Aalto qui vient de construire aux environs de Paris une très belle maison pour Louis Carré, l'Académie d'Architecture organisait une soirée à la mémoire d'Auguste Perret, et Champigneulle lui consacrait un livre excellent [1].

Aalto et Perret comptent parmi les grands architectes modernes dont l'œuvre, tout en étant révolutionnaire, reste dans la tradition du passé et s'harmonise avec le paysage. Pour Aalto, le fonctionnalisme, comme l'a dit Sartoris, « outrepassant les préceptes constructifs et utilitaires, s'adresse aux exigences psychologiques et morales de la vie, avec des résultats très élevés d'intimité spatiale et de modulation expressive ». C'est lui qui a donné au bois une nouvelle dignité dans la construction moderne.

Perret, de son côté, avait, le premier, utilisé le béton armé en tant que matériau noble, et élevé avec le théâtre des Champs-Elysées, le premier chef-d'œuvre de cette architecture nouvelle.

Mais Perret n'était pas seulement un admirable architecte qui, comme le dit Bernard Champigneulle, « a apporté à son temps, et avant tout autre, la réponse aux problèmes posés par l'évolution de la technique ». C'était aussi, dans le domaine de l'urbanisme, un véritable visionnaire. Dès 1905, il prévoyait la voie triomphale qui unira un jour la porte Maillot à la terrasse de Saint-Germain et en 1928 il préconisait un nouveau Paris avec voies très larges, viaducs centraux et croisements superposés entre Neuilly et la Croix-de-Noailles. Ce serait la ville des affaires, cette ville qu'il faudra bien construire un jour lorsqu'on sera las des demi-mesures et des projets étriqués qu'on élabore à l'hôtel de ville et dont chaque préfet de la Seine doit se faire tour à tour le porte-parole.

Ces projets veulent à toute force développer la circulation dans le vieux Paris. On parle maintenant d'un « expressway » qui coûtera 1 000 milliards, car il entraînera la démolition de 22 090 maisons.

En attendant, on continue de grignoter Paris. On prévoit la création de soixante-quatre petits espaces verts, mais on laisse disparaître ceux qui existent. Des sociétés immobilières rasent des hôtels anciens entourés de jardins pour construire des buildings et on démolira des pâtés de maisons anciennes pour créer des espaces verts. La beauté de Paris est sacrifiée en même temps que les finances de la ville, qui, par ailleurs, refusent à Laprade les millions nécessaires au sauvetage des hôtels du Marais. Mieux, on vient de démolir sans l'en avoir prévenu au préalable, les belles maisons Henri IV de la rue Eginhard.

La Direction des Monuments historiques n'arrive pas, de son côté, à faire respecter par les fonctionnaires de la Ville les règlements concernant

1. *Perret*, par Bernard Champigneulle. (*Arts et Métiers graphiques.*)

la protection des sites classés. Elle a été impuissante à supprimer, place de l'Odéon, la terrasse fermée d'un restaurant connu et le propriétaire ne manque pas de faire état de ses puissantes relations qui lui permettent de faire échec aux Beaux-Arts.

Par contre, le même architecte voyer de la Ville a pu montrer son intransigeance envers un Italien qui n'avait pas, évidemment, le même éventail de relations, et qui ouvrait une pizza sur le boulevard Saint-Michel. Là, il savait faire état du périmètre d'un monument classé : l'Ecole des Mines, en l'occurrence. A vrai dire, la façade classée est celle de l'ancien hôtel de Vendôme englobée dans l'Ecole des Mines et donnant sur le jardin du Luxembourg, tandis que la façade en bordure du boulevard Saint-Michel est d'une laideur écrasante.

« Selon que vous êtes puissant ou misérable... », écrivait La Fontaine. On interdit une terrasse là où elle serait la bienvenue — on en a d'ailleurs autorisé une vingt mètres plus loin — et on tolère celles qui nuisent à l'esthétique de la place de l'Odéon. Et on continue de démolir, à Paris comme en province, les maisons anciennes des quartiers historiques au milieu de la parfaite indifférence des fonctionnaires responsables.

« Espérons qu'à l'avenir, a écrit Perret, l'urbanisme ne sera pas qu'une question de circulation ou de canalisation et qu'au point de vue monumental, on ne se contentera pas de dégager largement de glorieux édifices qui ne sont pas toujours satisfaits de se trouver si seuls. » C'est ce que nos fonctionnaires de la Ville et du ministère de la Construction n'ont pas encore compris.

GEORGES PILLEMENT

« La princesse Mathilde et son temps ». — Depuis plusieurs semaines déjà, Florence est le lieu d'une curieuse résurrection : derrière la façade aux magnifiques « bossages » du palais Strozzi, la fille du roi Jérôme et de Catherine de Wurtemberg accueille les visiteurs au centre d'une vaste galerie entourée de tous les bustes des Bonaparte sur leurs socles de velours rouge. Son visage tel que l'a sculpté Carpeaux dans l'animation et l'éclat de la quarantaine, domine impérieux et enjoué les questions des curieux, les propos, les rires, l'admiration des visiteurs comme au jour où, Altesse Impériale, elle trônait dans son hôtel de la rue de Courcelles, ou dans sa retraite de Saint-Gratien.

Les effigies des Bonaparte l'entourent, car tous se pressèrent au lendemain de 1815 dans cette Italie qui fut leur refuge, et la première patrie de la princesse. Née à Trieste, Mathilde grandit à Rome, près de sa grand-mère Letizia, de ses oncles Lucien et Joseph, de ses tantes Pauline et Caroline

A la suite de l'insurrection de Romagne en 1831, les Bonaparte furent

invités à quitter Rome. A l'âge de onze ans, la princesse Mathilde vint habiter avec ses parents cette ville qui devait avoir une grande influence sur sa formation artistique.

Le souvenir d'Elisa Bacciochi, sœur aînée de l'empereur que Mathilde n'avait pas connue, persiste encore à Florence. En cette princesse, protectrice de Fontanes et de Chateaubriand, se reflète le génie de Bonaparte. Sous l'action d'Elisa, la Florence des Médicis, qui n'était plus guère qu'une ville de province à l'ombre d'un grand passé, redevint un foyer créateur.

Il ne fait aucun doute que le souvenir d'Elisa Bacciochi influença la jeune princesse Mathilde pendant les années où elle copiait consciencieusement aux Offices les chefs-d'œuvre de la Renaissance. A Florence, dès le lendemain de son mariage avec le bel et fantasque Anatole Demidoff, Mathilde exerça ce rôle de mécène éclairé qu'elle devait illustrer pendant plus d'un demi-siècle.

Son mariage avec Anatole Demidoff, évoqué par de ravissants portraits romantiques, ne fut qu'un épisode dans cette vie qui devait, selon le vœu profond de la princesse Mathilde, commencer à Paris.

Le coup d'Etat du 2 décembre faisait, de l'ancienne fiancée de Napoléon III, une Altesse Impériale. Elle devenait, selon le mot de Sainte-Beuve, le ministère des Grâces, pour vingt ans. Dans les salles du palais Strozzi, l'œil sollicité de tant de côtés s'émerveille de trouver rassemblés en une brillante cohue, Sainte-Beuve et Théophile Gautier, amis de la première heure, Flaubert, Théodore de Banville, Edmond About, les Dumas père et fils, les frères Goncourt, Georges Sand, Taine, Renan...

Dans le domaine de la littérature, la princesse Mathilde eut une véritable divination, et chacun de ces hommes fut non pas seulement un protégé ou un familier, mais un ami, car c'est bien une amitié amoureuse qui la lia à certains d'entre eux. Les lettres de Flaubert, le *Journal* des Goncourt, malgré quelques mouvements d'aigreur, les sonnets que Théophile Gautier lui consacra en témoignent.

Mais la passion de l'intelligence et la générosité de cette femme ne pouvaient bénéficier seulement à des écrivains, et, pareille aux princesses de la Renaissance, et aux grandes dames de l'*Encyclopédie*, la princesse Mathilde accueillait volontiers dans son intimité ces savants, si discrets que les Goncourt n'osaient demander leurs noms et qui s'appelaient Pasteur, Claude Bernard, Arago, Berthelot.

Les artistes eurent aussi, dans le cœur de celle qu'on appelait Notre-Dame-des-Arts, une part de prédilection et si son goût essentiellement classique, formé dans les musées, ne lui permettait pas d'apprécier les novateurs comme Courbet ou les impressionnistes, la princesse Mathilde s'entoura de petits maîtres délicieux comme les Giraud père et fils.

Enfin, il convient de rappeler que, fidèle à ce goût de la sculpture qu'avaient Napoléon et sa sœur Elisa, c'est la princesse Mathilde qui découvrit Carpeaux. Il exécuta d'elle, en dehors de ce buste admirable

qui règne au seuil de cette exposition, un autre buste plus émouvant, car il traduit seulement la bonté active et chaleureuse de la princesse.

A travers les toiles de Winterhalter, les fiévreuses évocations de Carpeaux, les lavis de Constantin Guys, la Cour des Tuileries étale ses splendeurs et ses fastes.

Mieux que Dubuffe, Carpeaux dans un dessin, et Thomas Couture dans ces deux esquisses magistrales qui font l'étonnement des amateurs d'art « non prévenus », nous ont laissé de Mathilde une image altière et secrètement blessée. Car cette Napoléonide triomphante fut toujours malheureuse en amour...

Que de lettres viennent jalonner ces années, lettres confidentielles de l'empereur et de l'impératrice, mêlant les nouvelles d'armistice, à des questions de dentelles, lettres chaleureuses de Mérimée, de Flaubert, des Goncourt, de George Sand qui écrit : « J'ai baisé ses belles mains, qui font le beau et le bien. » Que de reliures somptueuses, près des lourds bijoux et de ce surtout de table orné d'aigles dorées, mentionné dans le *Journal* des Goncourt !

Mais le visiteur s'attarde davantage dans les deux salles plus intimes consacrées, l'une aux souvenirs du prince impérial, l'autre au décor quotidien de la princesse Mathilde. Dans cette dernière salle, les aquarelles et les pastels de la princesse composent, avec les paravents couverts de roses, décorés de géraniums, ou les éventails semés de papillons, les ombrelles de Chantilly aux manches d'écaille ou d'ivoire, les albums où de grands écrivains se sont exercés à « penser », un ensemble chatoyant qui rappelle à la fois l'atmosphère des Goncourt et celle plus féminine d'Odette Swann.

Chacune de ces curieuses et émouvantes reliques suggère le rayonnement chaleureux de cette femme qu'Albert Besnard a peinte sous l'éclairage laiteux d'une lampe, caressant du regard les souvenirs d'une longue existence.

D'autres salles sont réservées aux derniers témoins de la princesse Mathilde : Edmond de Goncourt peint par Carrière, Marcel Proust peint par Jacques-Emile Blanche. N'est-ce pas au Mage de *La Recherche du Temps perdu* que la princesse Mathilde, morte en 1904, a dû sa réapparition dans *A l'ombre des Jeunes Filles en Fleurs ?* Ce dernier portrait de la princesse Mathilde à la fin de sa vie par Marcel Proust correspond au portrait à la fois flatteur et pénétrant que faisait Sainte-Beuve de la jeune princesse en 1852.

Ces mains, dont Sainte-Beuve disait : « elle a les mains belles comme tous les Bonaparte », ne les reconnaissons-nous pas dans chaque salle sculptées dans le marbre, fondues dans le bronze ou simplement moulées dans le plâtre ?

Ainsi s'achève sur la grande fresque romanesque du XXe siècle cette rétrospective d'un demi-siècle de littérature et d'art, où l'on voit se presser

autour de la princesse les plus grands esprits du XIXe. On songe au mot superbe de la princesse Mathilde : « Je n'ai pas connu d'ingrats. » Notre-Dame-des-Arts fut aussi Notre-Dame-de-l'Amitié.

CHRISTIAN MURCIAUX

LE SOMMEIL DE L'ENFANT. — Que voilà donc un livre utile, et comme il serait désirable que toutes les mamans fussent en état de le lire ! Il s'agit d'un ouvrage de la collection *Païdeia* sur *Le Sommeil de l'Enfant* [1], où le professeur Robert Debré et sa collaboratrice Mme Alice Doumic ont examiné un sujet qui touche les plus profanes d'entre nous.

Le professeur Debré ? Il n'est certes pas utile de le présenter aux lecteurs de cette revue. Mais peut-être n'est-il pas superflu de rappeler que ce pédiatre éminent, dont les travaux jouissent d'un renom universel, est aussi un savant qui sait tenir une plume et exprimer avec clarté des choses difficiles. Le phénomène est, à coup sûr, moins courant qu'on ne le croit...

Car il n'y a que le profane pour penser que le sommeil de l'enfant est quelque chose de simple ! « La définition du sommeil est un calvaire en physiologie », disait le biologiste Myers. Le professeur Georges Heuyer, qui rappelle ce mot dans sa préface, ajoute avec esprit : « Dans certaines circonstances de la vie du nourrisson, le sommeil est aussi un calvaire pour les parents. » Le professeur Debré et Mme Doumic, il est vrai, se préoccupent plutôt de mesurer les caractéristiques du sommeil que de le définir. Le sommeil, disent-ils à peu près, c'est l'activité motrice qui diminue, les muscles qui se relâchent, les excitations sensorielles qui s'affaiblissent, la température corporelle qui baisse, les sécrétions qui se réduisent, la respiration qui se régularise, la conscience qui s'efface.

Phénomènes imposés par la nature ? Non. Parfois simplement habitudes acquises, héritées de la vie de relation qui leur imprime son rythme de vingt-quatre heures. C'est l'adaptation à la vie sociale qui enseigne au nourrisson à séparer le temps de veille et le temps de sommeil. L'électro-encéphalogramme montre même qu'il commence à en faire une vague distinction deux mois avant de naître ! Jusqu'à l'âge de trois ans, cette distinction continue à s'affirmer, en même temps que le sommeil devient plus profond.

... Du moins théoriquement, et c'est ici que le professeur Debré et Mme Doumic nous rappellent les cruelles insomnies que les troubles nocturnes de l'enfant peuvent infliger aux parents. Troubles dont ils nous font voir l'origine dans la mauvaise qualité des réflexes pavloviens qui

1. Presses Universitaires, 1959.

auraient dû fixer les conditions du sommeil, par exemple dans le geste de la mère qui prend son bébé au moindre cri ou lui inflige un horaire de repas trop rigide.

Les premiers mois, c'est à la faim qu'est due la légèreté du sommeil ; plus tard, s'y ajoutent les besoins affectifs ; c'est la période où l'enfant ne consent à se coucher qu'avec son ours ou sa poupée, et ne s'endort qu'en suçant son pouce ; c'est l'époque aussi où son sommeil peut être le plus gravement troublé, soit qu'il n'ait pas pu dépenser toute son activité pendant le jour, soit qu'il nourrisse une anxiété causée par le comportement de sa famille, soit qu'il craigne l'obscurité, la solitude ou l'abandon. Troubles dont le professeur Debré et Mme Doumic indiquent le traitement et qui, comme le montrent les cas cités, s'apaisent généralement en quelques mois.

Vade mecum pour les parents ou livre de science ? Les deux assurément — le point commun étant l'importance attribuée à la formation de l'enfant.

P. R.

PHILIPPE JULLIAN. — L'intelligence, même lorsqu'elle s'applique à des objets futiles, n'a pas de prix. J'en eus une fois de plus le sentiment en janvier 1954, en lisant, dans la *Parisienne*, les pastiches de Philippe Jullian et Bernard Minoret (recueillis en volume au printemps suivant). Le thème — l'histoire d'une grande famille : les *Morot-Chandonneur* — avait abondamment servi, mais la drôlerie des portraits rehaussés par Jullian de pastiches au second degré, d'après Ingres, Delacroix, Winterhalter ou Picasso, emportait tout ; sous le trait caricatural ressortait la justesse des textes attribués à Michelet ou à Aragon.

Laissons de côté l'auteur de *la Camarilla* pour suivre les pas de Philippe Jullian. Sa réussite aurait pu figurer dans son *Dictionnaire du Snobisme*, à la fois manuel de cuisine mondaine et Gotha des réputations. Ce long jeune homme à la bouche amère a fait entrer un nom célèbre (celui de l'historien de la Guerre des Gaules), dans une famille prestigieuse : celle qui, de Jean Cocteau à Yves Saint-Laurent, sait pousser le goût au niveau du génie.

Au sixième étage d'un galetas, encombré de meubles romantiques et de gravures de Gustave Doré, il reçoit tout Paris, mais n'est dupe, ni de son personnage (anglomane et détaché), ni des snobs qu'il observe d'un féroce petit œil myope. Sous des dehors aimables *Scraps* (Plon) est une terrible satire : des petits bourgeois, du monde-monde, des snobs, de la pédérastie considérée comme un des Beaux-Arts et comme un moyen de parvenir, de nos jeunes gens et de leurs vieilles tantes. On y découvre

un décorateur célèbre, un beau petit jeune homme habile, à qui son coup de crayon ne suffirait pas pour faire fortune, le salon académique de Mlle La Vertujon, qu'illustra le romancier catholique Daniel Pidouze, ainsi qu'une farceuse qui brouille ces mécaniques trop bien huilées, submerge sous un flot de nègres un vernissage à la mode ou conduit au désastre un spectacle *Son et Lumière* où s'écroule la réputation de la marquise de Navarreins. Entre temps, Jérôme Bardet, dont les *scraps* (papiers découpés, mosaïques d'images qui permettent des combinaisons inattendues) ont fait un héros du Tout-Paris, a attaché sa barque à la galère dorée de Cora Edwards, et peut se permettre de semer, amis et famille compris, tous ceux qui, de près ou de loin, ont aidé à sa gloire et ne recueilleront pas une miette de sa fortune.

En lisant cet étourdissant récit, dont le style hésite entre 1900 et 1925, entre les derniers *Courpière* et *les Enfants terribles*, comment ne pas chercher des clés ? Mais ici, comme Proust, l'auteur répondrait : il y en a trop ! Demain, ce bréviaire du Parisien à la page aura la valeur documentaire des premières nouvelles de Morand. Mais l'auteur, espérons-le, en aura vite assez de ses excentriques, fussent-ils habillés de *complets gris fer ourlés de noir*, de *pieds-de-poule édouardiens*, de *prince de Galles gris et bleu comme des gorges de ramier !* Il y a davantage à attendre de Jullian que ces savantes broderies fin de siècle. Car, voici l'aube d'un grand talent.

PIERRE DE BOISDEFFRE

José-Luis de Vilallonga. — Valéry disait qu'écrire la langue française, c'était assembler de petits blocs de marbre. Cela réclame de celui qui s'adonne à cette tâche des dons d'architecte, de maçon, de poète et de géomètre. On comprend que les étrangers épris de mesure, de raffinement et de clarté, soient tentés par cette aventure.

Villalonga a la fierté de sa race, de son pays. Il ne songe pas à les renier. Ecrire dans notre langue est pour lui une affaire d'amour, un choix passionné. Il a pris le français comme on entre en religion ; plus de retour possible vers le parler de son enfance, les derniers vœux ont été prononcés.

L'espagnol se prête mal aux nuances. Il est vrai qu'au proverbe : « Pour dire pain je dis pain et pour vin, vin » répond l'adage français : « J'appelle chat un chat. » Mais il s'agit là d'un mouvement d'humeur de Boileau contre la préciosité, non d'une affirmation de la sagesse populaire. Il n'y a qu'en français que l'on peut exprimer de façon simple des choses compliquées. Aussi est-ce ce dépouillement, cet élégant dénuement, cette noblesse sans faste et cette douceur sans mollesse qui ont séduit José-Luis Vilallonga.

Le choix du français se double chez Vilallonga d'un autre choix, celui

de Paris, centre de l'élégance et de la mesure, « grand bureau de merveilles ».

Trois romans et un recueil de nouvelles constituent l'œuvre littéraire de Vilallonga qui a fait, d'autre part, du journalisme. *Les Ramblas finissent à la mer*, livre qu'a traduit et préfacé Emmanuel Roblès, racontent l'histoire d'un aristocrate en rébellion contre sa famille, contre son milieu et qui conspire contre le gouvernement franquiste : c'est un réquisitoire politique. Dans *Les gens de bien*, nous voyons un jeune homme non conformiste aider son grand-oncle à ruiner sa famille : cette fois c'est un réquisitoire moral. Ce roman de la haine, de l'hypocrisie et de l'envie, est furieusement espagnol bien que l'auteur l'ait écrit en français. C'était son coup d'essai. Il a persévéré depuis.

L'heure dangereuse du petit matin contient des récits de guerre et d'amour. La plus belle nouvelle du recueil, *Même dans les villes mortes*, est l'œuvre d'un poète. Les qualités sensibles de l'auteur, la singularité des deux personnages, la concision du style nous donnent un plaisir poignant. Vilallonga sait aussi fort bien user de l'ironie et de l'humour : *Insouciance à l'aube*, qui a paru naguère dans la *Revue de Paris*, en fournit la preuve.

L'Homme de sang, publié ainsi que ses autres livres aux Editions du Seuil, se présente comme une variation amoureuse et nostalgique sur le thème « Me duela España » (L'Espagne me fait mal). Un général de l'armée républicaine, après vingt ans d'exil, revient à pied de Moscou à Paris. Il a soif de retrouver, avec ses anciens compagnons d'armes, une certaine ardeur : la passion qui l'animait jadis continue à le brûler. Mais qui va-t-il rencontrer à Montmartre ? Des fantômes.

Les héros de Teruel sont devenus des boutiquiers satisfaits, des petits bourgeois englués dans la vie « merveilleuse » de Paris. Vilallonga note avec justesse que « dans une ville étrangère un homme a besoin de se couper de son passé et qu'alors, très vite, comme dans les bras d'une femme de peu, l'honneur se désagrège, vaincu par les découvertes ».

La déception et l'amertume du général Pizarro se changeront en désespoir quand il s'apercevra que sa femme ne l'a jamais aimé comme il le croyait, que, toute calcul et sécheresse, elle s'est servie de lui sans éprouver d'autres sentiments que la haine et le désir de vengeance.

Devant pareille révélation, cet homme de sang qui étripait les évêques et incendiait les églises, mais qui croyait à deux mystères qui lui tenaient lieu de religion, la gloire et l'amour, rentre clandestinement en Espagne. Dénoncé par sa femme, il y trouve une mort souhaitée.

Plus que le sujet, excellent et conté avec art, plus que les personnages, tous vrais, naturels, taillés à coups de serpe, pleins de cette spontanéité cette dureté, cette densité charnelle si particulières à l'Espagne, c'est le ton du roman qui nous frappe, un ton incisif, amer, et en même temps pitoyable et tendre : la saveur de ce pays proche et si loin de nous que nous

ne finirons jamais par découvrir. Pourtant ce récit brillant, alerte, allégé de tout poids inutile, devrait nous y aider : il est écrit dans un esprit français, mais avec une âme sombre et violente, une sensualité qui viennent de l'autre côté des Pyrénées. A cela, José-Luis de Vilallonga ajoute deux qualités personnelles : l'allégresse qui est la grâce de la force et la désinvolture qui en est l'innocence.

MARCEL SCHNEIDER

MUSIC-HALL. — Il y a environ trois ans, Joséphine Baker, au cours d'une soirée mémorable, fit ses adieux au public parisien et toutes les vedettes de la capitale vinrent s'incliner devant l'idole noire qui pleurait d'émotion.

Nous aurions mauvaise grâce à railler cette fausse sortie puisque la recette de cette émouvante représentation a été versée aux caisses de secours de la presse du music-hall. Nous pensons même qu'à raison d'un adieu tous les trois ans, les journalistes pourront bientôt avoir leur maison de retraite !

Ce n'est donc pas à nous de nous plaindre aujourd'hui d'un retour inespéré. Et qui donc s'en plaindrait ? Certes pas les mille cinq cents personnes qui inondent chaque soir les portiques de l'Olympia et qui restent stupéfaits devant l'étonnante vitalité, la forme et même les formes de cette statuette trépidante que la patine du temps semble avoir paradoxalement débronzée !

Nous avons dit plus d'une fois que le Français vénérait ses vedettes, qu'il ne s'en lassait jamais et que plus elles avançaient en âge, plus il leur était fidèle. Il admire le talent qui résiste au temps, il respecte le souvenir de ceux ou celles que jadis il jucha sur un piédestal. Ne comptez pas sur lui pour brûler les monstres qu'il a l'impression d'avoir forgés et qu'il a de ce fait adorés. Il y a cependant des limites qu'il faut savoir ne pas dépasser. Lorsque notre chère Mistinguett, à la veille de son quinquagénariat, eut l'indéfendable audace de paraître à l'A.B.C. dans une revue où elle dansait un be-bop qui se voulait acrobatique, toute l'assistance debout à son entrée lui fit une interminable ovation, mais sortit par la suite en hochant tristement la tête. Tel n'est pas le cas de Joséphine Baker. Sa performance soulève une très légitime émotion et, il faut bien le dire, de rêveuses envies.

De plus, quand on sait, grâce à une publicité remarquablement orchestrée d'ailleurs, que notre oiseau des îles réapparaît sur la scène pour assurer la pitance d'une dizaine d'oisillons qu'elle a recueillis au hasard de ses tournées à l'étranger, comment resterait-on insensible à ce généreux effort ?

SERGE VEBER

Fin de la saison musicale. — La saison musicale s'achève : saison un peu terne au total et dont le bilan est bien décevant si nous faisons le compte des œuvres qu'elle aura révélées au public parisien. Deux ouvrages lyriques en tout : *Albert Herring*, de Benjamin Britten, dont j'ai déjà parlé et *Katia Kabanova*, qui n'est certainement pas une des œuvres les mieux réussies de Janacek. Du moins le Festival des Nations au théâtre Sarah-Bernhardt a-t-il apporté plusieurs réalisations intéressantes, comme le *Faust* de l'Opéra de Belgrade dans une mise en scène qui rompt avec la tradition mais ne manque pas d'intérêt. Le bon vieux *Faust* des familles en sort un peu bousculé : plus de ballet (ce n'est pas moi qui m'en plaindrai), l'ouverture jouée avant le quatrième acte (on l'entend du reste mieux qu'au milieu du bruit des strapontins au début du spectacle), le personnage de Siebel dédoublé entre le jeune coquebin et une fleuriste qui chante à sa place les trop célèbres couplets (c'est déjà fort discutable), un dernier tableau qui nous montre, après la mort de Marguerite, Faust redevenu vieux, dans l'attitude du premier tableau devant ses manuscrits, comme s'il ne s'était rien passé (ça c'est tout simplement absurde !) Un grand chanteur, M. Cangalovitch, dans Méphisto, des chœurs admirables, au total une des bonnes soirées du Festival.

L'Opéra de Francfort nous en a donné deux autres. Sous la baguette de Georg Solti, un des plus grands chefs de théâtre vivants, un public enthousiaste a longuement acclamé *le Vaisseau Fantôme* et *les Noces de Figaro*. Dans le *Vaisseau* l'interprétation vocale était inégale, dans les *Noces* au contraire, toute la troupe a fort bien chanté, depuis M. Gustein (Almaviva) et Mlle Watson (la comtesse), jusqu'à Sylvia Stahlmann, aussi délicieuse en Chérubin qu'elle l'avait été l'an passé à Aix dans la *Flûte*.

Les décors sont les plus réussis que j'ai jamais vus pour *les Noces de Figaro* : un grand château baroque, dans lequel nous avons l'impression de vivre réellement, passant d'une chambre dans une autre et de la salle des fêtes au jardin. Une interprétation scénique un peu lourde, soulignant trop certains effets, c'est souvent le défaut des troupes allemandes. Si les décors de Vienne étaient plus réussis, c'est là, au carrefour de la France, de l'Allemagne et de l'Italie, qu'il faudrait entendre *les Noces*, dans leur texte original bien entendu.

— Dans nos Théâtres Nationaux, peu de choses à signaler. Les dernières représentations de la saison sont aussi les dernières réalisations préparées par l'ancien administrateur, M. Hirsch. La reprise de *Pelléas et Mélisande* à l'Opéra-Comique nous amène à nous poser des questions mélancoliques. Certes, la distribution vocale était assez faible, sauf M. Roux dans Golaud, et les décors nouveaux de M. André Boll, d'un style très 1925, servent sans doute moins bien l'impressionnisme de Debussy que

les décors de Jusseaume. Mais que faut-il penser de l'œuvre en soi ? Les spectateurs survivants de la première représentation de 1902, survivants dont le nombre paraît curieusement s'accroître chaque année, ont presque fini par s'identifier avec l'auteur et veillent jalousement sur son œuvre. Faudra-t-il écrire comme on le fit des amateurs de Corneille, qu'ils aiment surtout dans *Pelléas* le souvenir de leur jeunesse ? Ce serait excessif, mais je suis obligé de reconnaître que, pour moi qui n'ai connu *Pelléas* que vers 1912, l'œuvre me semble porter la marque du temps plus que *Tristan*, qui est cependant son aîné d'un demi-siècle. Et je ne crois pas que ce soit seulement la faute du livret si le drame lyrique de Debussy n'a jamais pu s'imposer au répertoire lyrique d'une manière durable hors de nos frontières.

Après la Callas, Renata Tebaldi est venue se faire entendre à l'Opéra. Les procédés exaspérants d'une certaine presse ont transformé en un match publicitaire la confrontation des deux vedettes. Si la Tebaldi a gagné haut la main, ce n'est pas seulement par sa gentillesse, sa simplicité, ni par un talent d'actrice qui ne doit rien au mélo et conserve toujours un style très noble, c'est aussi par son art du chant et la qualité de sa voix. De toute évidence, dans le public qui a acclamé la Tebaldi une bonne moitié n'avait jamais vu *Aïda*. Le tout est de savoir si cette nouvelle couche d'auditeurs sera gagnée au théâtre lyrique ou si la vedette du *bel canto* prendra simplement place dans les souvenirs d'un public frivole et vain entre une vedette de cinéma, les Floralies, un champion de catch et le Bal des Petits Lits blancs.

JEAN MISTLER

★ ★ NOTES ET CHRONIQUES ★ ★

TRENTE MILLIONS DE SIÈCLES DE VIE

par André de CAYEUX *(André Bonne)*

UN livre fort intéressant et vivant sur l'origine et l'évolution de la vie. L'auteur, maître de conférences à la Sorbonne, expose les méthodes les plus récentes de la paléontologie, ce qui ne va pas sans surprendre le lecteur demeuré sur ses souvenirs scolaires. Il peint avec poésie les grandes époques géologiques, et discute lucidement les théories qui se proposent d'expliquer l'apparition et les transformations des êtres vivants. Félicitons-le de cette œuvre bien faite, où le public cultivé trouvera une mise au point autorisée écrite en une langue agréable. P. R.

PAYSAGES ET DESTINS BALZACIENS

par Amédée PONCEAU *(Editions Jupiter)*

ON annonce la publication prochaine de cet ouvrage, préfacé par Marcel Bouteron et Robert Kemp. Il s'agit d'une édition de luxe qui contiendra 18 hors-texte dont 13 estampes inédites de l'époque balzacienne, 3 burins d'Hélène de Beauvoir et 3 burins d'Yves Trémois.

« *Amédée Ponceau, philosophe de vocation et de carrière, en même temps que profondément artiste,* écrit Marcel Bouteron, *eut l'heureuse idée d'appliquer, conjointement, sa méthode de philosophe et ses dons d'artistes, à l'étude de la création balzacienne.* » En lisant cet ouvrage, où s'affirme une rare pénétration critique, le lecteur appréciera les pouvoirs de cette « méthode ».

NOTES INTER-ARTICLES

Lyautey, par Guillaume DE TARDE, p. 19. — *Problèmes biologiques, problèmes religieux*, par René CHATEAU, p. 19. — *Impressionnistes et symbolistes devant la presse*, par Jacques LETHÈVE, p. 46. — *Sur les murs de Paris* (1940-44), p. 62. — *Les Muses parlent*, par Truman CAPOTE, p. 126. — *Le Japon perd la guerre du Pacifique*, par Marcel GIUGLARIS, p. 153.

CHAIX-PARIS. — 1570-J 26-6-59.

CLASSIQUES DU XXe SIÈCLE

Vient de paraître :

LÉON-PAUL FARGUE

Par Edmée de La ROCHEFOUCAULD

★ LA JEUNESSE ★ LES DÉBUTS LITTÉRAIRES ★ LES AMITIÉS ★ MUSIC-HALL, CIRQUE ET ... TAXI ★ « LE PIÉTON DE PARIS » ★ MONTMARTRE ET MONTPARNASSE ★ LE CHRONIQUEUR ★ LA SOLITUDE ★ LA MORT DU POÈTE ★

Contrairement à nombre de biographes qui se décrivent eux-mêmes à travers le personnage qu'ils évoquent, Mme de La Rochefoucauld, avec un beau désintéressement s'efface devant son personnage pour le mettre mieux en lumière.

Luc Hommel, L'Eventail Bruxelles.

Il semble que rien n'ait échappé à ce panorama de cent neuf pages.

Le Figaro Littéraire.

... Léon-Paul Fargue prend le rang que l'histoire littéraire de demain lui attribuera grâce à Mme de La Rochefoucauld.

Fred Berence, Les Nouvelles Littéraires.

Du même auteur, dans la même collection :

Paul VALÉRY (15e mille) **Anna de NOAILLES**

Chaque volume 12 × 18, 128 pages, augmenté d'une chronologie et d'une bibliographie complète ..... 350 fr. + T.L.

ÉDITIONS UNIVERSITAIRES, 72, Boulevard Saint-Germain, PARIS-Ve

QUELQUES GRANDS ESSAIS

LITTÉRATURE

R.-M. ALBÉRÈS

L'AVENTURE INTELLECTUELLE DU XXe SIÈCLE

Panorama des Littératures européennes, 1900-1959.

GÉRARD BAUËR

de l'Académie Goncourt

RENDEZ-VOUS AVEC PARIS

Pèlerin et piéton de Paris

HISTOIRE

BENOIST-MÉCHIN

UN PRINTEMPS ARABE

Un immense succès !

GÉNÉRAL BERTRAND,

Grand Maréchal du Palais

CAHIERS DE SAINTE-HÉLÈNE

1816-1821 *Un inédit sensationnel*

Texte établi par Paul FLEURIOT DE LANGLE

SPIRITUALITÉ

EDMOND FLEG

SALOMON RACONTÉ PAR LES PEUPLES

Un Faust hébraïque et universel

JEAN GIROU

SAINT DOMINIQUE,

Révolutionnaire de Dieu

VOYAGES

AGNÈS CHABRIER

LE TOUR DU MONDE D'UNE FEMME SEULE

Rien que la terre !

ÉDITIONS ALBIN MICHEL

LES ANNALES

Sommaire de Juillet

R. P. RIQUET s. j.
Beaucoup d'humains, et trop peu d'hommes

MARCEL ACHARD
de l'Académie française
Robert de Flers

RAYMOND ESCHOLIER
Marceline Desbordes-Valmore

RENÉ LALOU
Quatre mémorialistes

GÉRALD GASSIOT-TALABOT
Jalons sur quarante siècles d'Art

79, bd St-Germain - PARIS-VIe
Le numéro : 130 francs

Pour classer vos livraisons
DE LA
REVUE DE PARIS
ACHETEZ NOS CARTONNAGES SPÉCIAUX

PLATS ET DOS DE TOILE GRENAT

Chaque carton-classeur permet de réunir six livraisons rognées

PRIX DU CARTONNAGE
500 francs (FRANCO DE PORT)

LA COTE DESFOSSÉS

PARAIT CHAQUE JOUR DE BOURSE sur vingt-quatre ou trente-deux pages ★ ET TOUS LES SAMEDIS sur huit, douze ou seize pages

Tous les cours du Marché de Paris, terme, comptant, hors-cote. Cours de l'or et des devises

Elle publie des articles sur les marchés étrangers : Bourses étrangères et Matières premières

Elle a récemment publié des Études complètes ou des Notes sur de grandes affaires :

SOCIÉTÉ DE MINES ET DE PRODUITS CHIMIQUES — UNION FINANCIÈRE POUR L'INDUSTRIE ET L'ÉQUIPEMENT (U.F.I.E.) — SIDI BOU AOUANE — SOCIÉTÉ MAROCAINE DE MINES ET DE PRODUITS CHIMIQUES — MINES DE DOUARIA — DJEBEL HALLOUF — MINES DE ZELLIDJA — SOCIÉTÉ DES MINES DE ZINC DU GUERGOUR — O.V.A.I.M. — PENARROYA-MAROC — MINES d'AOULI

ABONNEMENTS : 6 mois : 8.750 fr.
Spécimen et documentation gratuits sur demande
à nos bureaux : 42, rue Notre-Dame-des-Victoires
PARIS

Quel métier CHOISIR

hachette

Que faire dans l'existence ? Au lendemain d'un examen, à la fin d'un cycle d'études, de nombreux jeunes gens, sans expérience de la vie, confondus par la multiplicité des métiers d'aujourd'hui, s'interrogent sur le choix d'une carrière : décision lourde de conséquences et difficilement reversible qu'un manque d'informations peut souvent fausser. Pour réunir les éléments d'une réponse valable lisez les ouvrages de

la collection

CARRIÈRES

Collection dirigée par J. TANOWSKI et C. de PORTNAL
producteurs de l'émission "Echec au hasard"

- Les Assistantes sociales
- Le Dessin industriel
- Les Infirmières
- Le Pétrole
- L'Électronique
- Transmissions et Télécommunications, etc...

Chaque volume..... 300 f t. l.
Volumes doubles... 500 f t. l.

QUELQUES RÉCENTS

ALEXANDRE ARNOUX
de l'Académie Goncourt

DOUBLE CHANCE

ou le « Gros Lot ».

JEAN-JACQUES CHAUMONT

MOURIR DEMAIN

L'âpre confession d'un chirurgien non conformiste.

JEAN-LOUIS COTTE

LA LONGUE PISTE

Prix Claude Farrère 1959.

HENRY DUPUY-MAZUEL

GISÈLE

ou le triomphe du paradisme

« La petite mule aux yeux gris ».

NOËLLE GREFFE

LE NEZ DU MANDARIN

4 jeunes filles deviennent 4 jeunes femmes.

PAUL GUTH

SAINT NAÏF

« Jamais... notre ami ne nous a conviés à un tel feu d'artifice ».
Jean GUINAND, « Les Dernières Nouvelles d'Alsace ».

FRANZ HELLENS

ŒIL-DE-DIEU

Un très moderne « Don Quichotte ».

ÉDITIONS ALBIN MICHEL

ROMANS

ROGER IKOR
CIEL OUVERT
Nouvelles
par l'auteur de **Les Eaux Mêlées.** *Prix Goncourt 1955.*

RAYMOND JEAN
LES RUINES DE NEW YORK
de la chasse au bonheur à la chasse aux sorcières.

JEAN LARTÉGUY
LA DÉCLARATION
... celle que tout Français rêve d'envoyer à son « percepteur » !

RAYMOND LAS VERGNAS
LES YEUX DE LA SICILE
... de suspense en suspense !

CLAUDE MAURIAC
LE DINER EN VILLE
« ... un roman de forme nouvelle, et aussi un livre fort .»
André MAUROIS, de l'Académie Française.

JEAN-PIERRE SIMON
TERRE DE VIOLENCE
S'interposer entre les « bourreaux » et les « victimes », partout et toujours !

MAURICE TOESCA
LES FONCTIONNAIRES
Ces « princes » qui nous administrent !

ÉDITIONS ALBIN MICHEL

COLLECTION "CIVILISATIONS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI"

MAURICE LANOIRE

LES LORGNETTES DU ROMAN ANGLAIS

prix fémina vacaresco

"Vous ne pouvez pas lire tous les romans anglais. Lisez cet ouvrage-ci".
Germaine Beaumont

Un essai d'un genre nouveau. l'exploitation historique de la littérature romanesque.

PLON

ELIZABETH PETIT

MADEMOISELLE SIMON
PROFESSEUR ADJOINT

prix charles veillon

Il y a là une écriture, un jugement qui surprennent dans un premier roman. Il est rare de rencontrer une telle rigueur et une aussi parfaite impassibilité.

"Très bon exemple d'écriture, nette et incisive, égale à ce que, dans le genre, Mlle Sagan a fait de meilleur".
André Berry (Combat)

Un livre dur, un livre maître...

Un livre sombre... c'est une curieuse et féconde contradiction que celle qui résulte de cette rencontre d'une puissance de vie et d'une indifférence à la vie.
André Chamson
de l'Académie Française

PLON

VIENT DE PARAITRE

HENRY DE MONFREID

LE RÉCIF MAUDIT

roman

FRANÇOISE GOURDON

LES FRUITS VERTS

roman

CHRISTIAN GUILLET

LE ROUGE AU FRONT

récit

COLLECTION " HOMO SAPIENS "

GABRIEL MARCEL

de l'Institut

PRÉSENCE ET IMMORTALITÉ

M.-M. DAVY

UN PHILOSOPHE ITINÉRANT : GABRIEL MARCEL

FLAMMARION

LIBRAIRIE STOCK

6, rue Casimir-Delavigne - PARIS-VIe

LES BEAUX ROMANS A LIRE EN VACANCES

NEVIL SHUTE

L'arc-en-ciel et la rose

ROBERT PAYNE

Le lotus blanc

DENNIS MURPHY

L'étau

H.-E. BATES

Au soleil de Mai

ALFRED HAYES

Mon visage pour le monde

W. SAROYAN

Maman je t'adore

PAUL GALLICO

Des fleurs pour Mrs Harris

JOHN BRAINE

Une pièce au soleil

UN IMMENSE SUCCÈS :

HAN SUYIN

La montagne est jeune

par l'auteur de ***MULTIPLE SPLENDEUR***